

MOHAMMED EL HAMMADI

L'INDUSTRIALISATION DE LA SYRIE

Pôles et axes de développement

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER III

— LE 7 JUIN 1977 —

ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1979

MOHAMMED EL HAMMADI

L'INDUSTRIALISATION DE LA SYRIE

Pôles et axes de développement

TOME II

THESE PRESENTÉE DEVANT L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER III

— LE 7 JUIN 1977 —

ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1979

L'Atelier de Reproduction des Thèses décline toute responsabilité
touchant la qualité technique des documents qu'il reproduit.

La loi du 11 mars n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les "copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective" et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, "toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause, est illicite" (alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

ISBN 2 - 7295 - 0086 - 3

© Mohammed EL HAMMADI, 1979



DEUXIEME PARTIE

LE DEVELOPPEMENT ET L'EVOLUTION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

CHAPITRE I

ETAPES ET STRUCTURES DE L' INDUSTRIALISATION

Après avoir vu les conditions favorables et défavorables à l'industrialisation de la Syrie, nous essayerons, au début de cette partie de chercher les circonstances qui avaient accompagné la démarche de cette industrialisation, de tracer les grandes lignes de son évolution et de mettre en relief les structures propres à chacune de ses étapes.

Nous distinguons dans le processus d'industrialisation en Syrie, trois grandes étapes : la première, qui précède l'indépendance politique du pays, la seconde comprise entre 1945 et 1960, la troisième, débutant en 1961 correspond à la période des transformations socialistes dans tous les secteurs économiques, plus particulièrement dans l'industrie.

A - PREMIERE ETAPE AVANT 1946

UNE NAISSANCE DIFFICILE ET ACCIDENTELLE

Aujourd'hui, la Syrie, pays en voie de développement, cherche à établir une industrie moderne en utilisant les bases scientifiques et techniques de notre époque.

Célèbre depuis des siècles, l'artisanat syrien a conservé, malgré l'évolution industrielle, sa primitivité et sa personnalité. Parmi les produits les plus connus de l'artisanat syrien, citons le tissage à la main du (Brocard, du Cachemire, des Caftans en soie, en laine, etc...), les

tapis, le bois sculpté, les bois incrustés d'ivoire, le cuir travaillé, les poteries, les verreries, les faïences, les bijoux, etc...

Les métiers d'artisanat ont continué à évoluer au cours des siècles apportant à leurs produits les améliorations nécessaires et adaptant leurs articles aux goûts de leur clientèle dispersée dans le vaste marché de l'empire Ottoman.

Le développement s'est poursuivi dans de bonnes conditions et a atteint le sommet de sa prospérité vers le début du XIX^{ème} siècle. "A cette époque, Alep comptait 1.200 activités artisanales dont le tissage des soieries brodées, qui s'effectuait dans 4.000 ateliers. Cette ville à elle seule, exportait annuellement des tissus pour une valeur de 20.450 livres d'or et du savon pour une valeur de 1.300 livres d'or. A Damas, le tissage du satin, des soieries et des cotonnades occupait 40.000 travailleurs environ. A Homs, les métiers à tisser manuels s'élevaient à 5.000 et occupaient le tiers de la population. (1)

Mais au cours de la seconde moitié du siècle dernier, l'artisanat syrien, au lieu d'adopter les machines et les matériels modernes, se trouvait dans un état de stagnation et même de régression.

C'est ainsi qu'il gardait son outillage rudimentaire, alors que le machinisme se généralisait dans les pays européens, transformant complètement la structure industrielle et sociale. Cet état de chose s'expliquait par les faits suivants :

1. L'insécurité qui régnait dans l'Empire Ottoman, décourageait l'investissement des capitaux dans des activités économiques productrices, et particulièrement industrielles. L'argent était thésaurisé sous forme de livre d'or.

2. Le manque total de charbon qui fut à la base de l'industrie européenne.

(1) A. Farra, p. 160.

3. Le manque presque absolu de cadres et de main-d'oeuvre qualifiée, conséquence de la mauvaise administration Ottomane qui laissait la population sans instruction moderne, théorique ou pratique.

4. Le manque cruel du réseau de voies de communication, ce qui empêchait l'évacuation facile des produits manufacturés vers les différents points du marché intérieur.

5. La protection douanière était insuffisante. Les droits sur les importations fixés à 8% ad valorem, dès 1862, et jusqu'en 1908, furent ensuite élevés à 11% malgré les protestations des Etats Européens. (1)

Or, les fabricants européens, toujours en quête de nouveaux débouchés, profitaient de la décadence accélérée de l'Empire Ottoman et de la faiblesse de sa situation sur le plan international, pour inonder le marché de l'Empire de marchandises à des prix très bas.

Ainsi, au moment, où tous les autres pays se protégeaient contre la concurrence des marchandises étrangères, les capitulations obligeaient l'Empire Ottoman à ne percevoir qu'un droit très réduit sur les produits industriels importés.

6. La soumission pour toute création d'entreprise à une autorisation gouvernementale, occasionnait des frais excessifs, d'une part, et augmentait les taxes et impôts sur les produits de l'industrie locale, d'autre part.

En 1914, la première guerre mondiale éclate. La victoire des alliés apporte au Moyen-Orient de nouvelles conditions politiques et économiques. L'Empire Ottoman est morcelé, la Syrie Naturelle est elle-même divisée en quatre Etats : la Transjordanie et la Palestine, placées sous mandat britannique, la Syrie et le Liban, placés sous mandat français.

En conséquence, la Syrie s'est trouvée séparée des clients de son marché intérieur habituel par des frontières politiques et des barrières

(1) A. Farra p. 16.

douanières. D'autre part, l'article XI du Pacte du mandat sur la Syrie et le Liban imposait à la France d'assurer aux membres de la Société des Nations, l'égalité des possibilités d'accès aux marchés des pays sous mandat, reconnaissait à tout membre de cette institution le droit au traitement de la nation la plus favorisée de la part de la Syrie, mais sans aucune condition de réciprocité.

Ainsi, la Syrie a souffert beaucoup, pendant toute la période du Mandat de la concurrence des produits importés. Cette situation accélère la régression et parfois entraîne la disparition totale de certaines activités artisanales. "Les quatre villes de Syrie : Damas Alep, Homs et Hama, possédaient avant la première guerre de nombreux ateliers familiaux de tissage groupant 30.000 métiers à bras. En 1931, ce nombre fut réduit à 4.400." (1)

Quant au régime du Mandat, sa politique économique fut loin d'aboutir à une industrialisation sérieuse et réelle. Il plaça ses intérêts au-dessus de toute autre considération, en traçant la politique économique de la Syrie. Comme ailleurs, l'industrialisation des colonies était un sujet d'anxiété pour les pays exploitants : elle devait être freinée pour éviter des risques à la métropole.

"Des barrières douanières, en 1926, empêchèrent les industriels syriens d'importer les installations et les machines nécessaires aux industries de filatures et de tissage du coton et de la soie. Par contre, la production du coton brut fut encouragée car elle était destinée à l'exportation, notamment vers l'industrie textile française. (2)

Pour neutraliser la bourgeoisie nationale dans la lutte acharnée (entre 1921-1928) contre la nouvelle occupation étrangère, d'une part et pour faire face aux charges publiques croissantes, d'autre part, les autorités mandataires promulguent en 1924 et 1926 deux décrets : le premier en vue d'exonérer des droits de douane l'importation du matériel industriel jugé nécessaire par une commission spéciale. Le second portant le relèvement des tarifs douaniers de 15 à 25% pour toutes les marchandises importées.

(1) A. Hamidé p. 184-185. (La Ville d'Alep).

(2) A. Hamidé p. 186.

Le système fiscal ne permettait pas à la population, appauvrie par la première guerre mondiale et l'ancien régime ottoman, de fournir une épargne capable de financer d'une manière satisfaisante une industrialisation naissante. Les impôts indirects tenaient toujours le premier rang. L'impôt sur le revenu ne fut introduit que pendant la deuxième guerre. L'épargne obligatoire n'existait pas non plus.

Quant aux capitaux étrangers, ils auraient pu être un élément appréciable pour l'industrialisation du pays, mais ils ne visaient que très partiellement les affaires industrielles.

Les banques étrangères installées en Syrie refusaient de financer le secteur industriel (surtout pour des crédits à long terme) et s'intéressaient au secteur commercial en premier lieu, à l'agriculture ensuite.

La mise en valeur des ressources du sous-sol était mal faite elle a donné l'impression que le territoire syrien manquait de toute richesse minérale.

Ajoutons, enfin, la décadence de l'agriculture, qui était en état arriéré, en raison du régime foncier défectueux et des méthodes et moyens primitifs de production.

Toutefois, il y avait quelques éléments favorables à la création industrielle : l'abondance d'une main d'oeuvre venue du secteur artisanal plus ou moins qualifiée, et bon marché; des matières premières agricoles à bas prix; les besoins des troupes françaises et anglaises existant dans le pays surtout pendant la deuxième guerre lors de la rupture des communications avec les métropoles et l'arrêt des échanges commerciaux.

Dans ces conditions, les premiers pas de la création industrielle ont été accomplis.

Dès le début, il convient de distinguer les industries construites par des sociétés et capitaux étrangers, d'une part, les industries

fondées par des syriens et des capitaux syriens, d'autre part. Chacune des deux catégories s'intéressait à des activités différentes et avait des buts différents.

En ce qui concerne la première catégorie, nous avons dit et nous le répétons, que la politique française dirigeait les investissements vers les entreprises qui développaient l'exploitation des matières premières destinées à l'exportation, surtout celles qui approvisionnaient l'industrie française ou les services publics comportant un risque négligeable. De toute façon, leur nombre était très restreint, et la plupart allait vers la production de l'électricité.

C'est ainsi que les débuts d'une véritable industrie moderne datent du lendemain de l'installation d'une centrale électrique à Damas en 1905, à Alep en 1929, à Homs et Hama en 1928. Les principaux producteurs de l'énergie électrique en Syrie étaient : la société des Tramways et Electricité de Damas (avec 40 millions F.F. de capitaux français et belges); la société d'électricité Homs et Hama (15 millions F.F.) et la Société d'Electricité d'Alep (54 millions F.F.). (1)

Pour les autres activités dirigées par des sociétés françaises, nous citons la régie des tabacs et l'extraction d'asphalte. Dès 1930, on a fondé la Société d'Asphalte et Pétrole de Lattaquié avec un capital français de l'ordre de 20 millions de francs, dans le but d'exploitation du pétrole et d'asphalte. Pratiquement, la société n'avait exploité que des roches asphaltiques situées à proximité de Lattaquié.

Les efforts de l'industrialisation accomplis par les syriens ont porté sur deux objectifs, la modernisation des anciens établissements artisanaux (en profitant de l'existence d'une source d'énergie électrique dans les principales villes) et la création de nouvelles entreprises répondant à des besoins nouveaux. Dans les deux directions, les projets réalisés

(1) La Banque Ottomane, la Banque de Paris et des Pays Bas et le Crédit d'Algérie et de Tunisie sont les principaux groupes financiers qui étaient derrière les compagnies d'électricité.

ont été caractérisés par leurs nombres importants par rapport au nombre d'entreprises de création étrangère, par leurs petites dimensions et par les secteurs concernés (principalement le textile, l'égrenage de coton et l'alimentation).

En effet, on a pu moderniser certains métiers qui étaient en voie de disparition (lissage, tannerie, savonnerie, minoterie, menuiserie). "Parlout, l'outillage désuet cédait la place à la machine, et les vieux ateliers disparaissaient en faveur des usines modernes". (1)

En même temps, on a établi de nouvelles industries : égrenage de coton, bonneterie, tricotage mécanique, cimenterie et fabrique de conserves.

"Les nouvelles industries comptaient 25 entreprises à Damas en 1930 et le chiffre passa à 55 en 1931". (2)

"Entre 1930 et 1933, il a été accordé 504 exonérations, dont 185 pour le matériel de premier établissement, et 319 pour l'outillage d'agrandissement ou de remplacement". (3)

A la veille de la deuxième guerre mondiale, il y avait en Syrie 75 entreprises modernes, individuelles ou collectives, couvrant des activités variées, dont la répartition géographique est la suivante : (électricité exclue).

(1) A. Farra p. 169.

(2) A. Bagh p. 20.

(3) A. Farra p. 168.

Activité industrielle (1)	Nombre d'établissements			
	Damas	Alep	Lattaquié	TOTAL
Filature et tissage	8	10	-	18
Bonneterie	13	-	-	13
Egrenage de coton	-	5	3	8
Tricotage	-	3	-	3
Fabrique de draps	2	-	-	2
Minoterie	-	20	-	20
Huilerie	2	-	5	7
Tannerie	2	1	-	3
Cimenterie	1	-	-	1
TOTAL	28	39	8	75

D'après ce tableau, on voit que les 75 établissements exercent des activités répondant aux trois exigences essentielles de la vie : l'habillement, l'alimentation et le logement. Ces trois éléments constituaient dans la première et la deuxième étape de l'industrialisation de la Syrie, les pôles de croissance de l'industrie.

La création des sociétés anonymes ou collectives à grands capitaux ne se manifeste en Syrie qu'au cours de l'année 1930. La Société Nationale du Ciment et des Matériaux de Construction, créée à Damas en 1930, peut être considérée comme le point de départ de l'activité industrielle collective moderne en Syrie.

Dès lors, le mouvement industriel sous forme de sociétés anonymes est lancé. A la fin de 1945, les sociétés anonymes constituées en Syrie était les suivantes : (2)

(1) D'après Challah p. 213.

(2) D'après la Revue Notes et Etudes Documentaires n° 2041, 5 juillet 1955 et d'autres sources.

N O M	O B J E T	Siège social:	Capital L.S.	Date de fondation
1. Sté Nationale pour la Fabrication de ciment et matériaux de construction	Ciment et matériaux de construction	Damas	5.760.000	1930
2. Société anonyme syrienne des conserves et industries agricoles	Conserves	Damas	450.000	1931
3. Sté de Filature et de Tissage	Filature et Tissage de coton. Activités Agricoles et industrielles.	Alep	5.000.000	1933
4. Sté des Filatures et des Tissages de Damas	Filature, tissage, Teinturerie	Damas	7.000.000	1937
5. Sté Agricole pour la presse des olives	Extraction de l'huile	Damas	55.000	1938
6. Sté Syrienne, pour l'industrie et l'agriculture	Exploitation Agricole et Industrielle	Alep	1.000.000	1941
7. Sté Comm. pour l'Industrie et la production du froid	Commerce, industries frigorifique	Hama	768.500	1953
8. Sté Ind. Syr. des Huiles Végétales	Extraction des Huiles	Alep	5.000.000	1945

La deuxième guerre mondiale a apporté des avantages appréciables à l'industrie syrienne. Dès septembre 1939, l'Etat de siège fut proclamé en Syrie, des troupes y ont stationné en nombre important. Les Etats du Levant furent soumis à un blocus sévère de la part des troupes britanniques et françaises libres dès 1941.

Cette situation a favorisé les entreprises industrielles modernes, déjà existantes, la survivance de certaines activités artisanales.

Les produits industriels étrangers étaient devenus de plus en plus rares sur le marché du pays, par suite de la réduction des importations, de la croissance de la consommation locale et particulièrement de l'augmentation considérable des besoins des troupes militaires.

Entre 1939 et 1940, les industries syriennes ont fourni à l'armée française, plus de trois millions de mètres de tissus de coton, en 1941, les livraisons se sont élevées à 425.000 mètres, les industries locales ont effectué la teinture en kaki de deux millions de toiles de tentes. (1)

Le financement a été facilité par l'accroissement de la masse monétaire (les dépenses des troupes stationnées en Syrie et au Liban ont été évaluées à 800 millions de L.S. (2) et l'augmentation de l'épargne.

Pour combler les exigences du marché intérieur, en développant la production industrielle, fabriques et ateliers ont redoublé d'effort, ils ont fait travailler deux ou trois équipes d'ouvriers par 24 heures.

Par conséquent, la majeure partie des industriels et artisans (aussi bien que les commerçants du marché noir) ont réalisé au cours de cette période de guerre des bénéfices énormes qui ont été réinvestis, en grande partie, dans de nouvelles entreprises, surtout après la cessation des hostilités.

En résumé, la première étape de l'industrialisation de la Syrie qui couvre un quart de siècle, s'étendant entre 1920 et 1946, constitue une étape préparatoire, une étape de transition entre une "industrie" entièrement traditionnelle et une industrie de type moderne. Elle se caractérise par l'apprentissage des techniques modernes, la lente croissance, la domination de petites entreprises et l'absence totale du secteur public national. Les industries d'intérêt public étaient le monopole des capitaux français (Tabac, électricité et ateliers ferroviaires).

(1) M.A. EL-Hafez p. 135. (La structure et la politique économique en Syrie).

(2) M.A. EL-Hafez p. 135.

DEUXIEME ETAPE 1946-1960

UNE INDUSTRIALISATION ACTIVE PEU DIVERSIFIEE

Cette étape débute avec la fin de la deuxième guerre mondiale et l'accès à l'indépendance de la Syrie et du Liban, qui continuent à former une union douanière. Elle se caractérise par la svrianisation de l'industrie et des infrastructures, par la grande dimension des entreprises créées par rapport à l'étape précédente. La plupart des grandes entreprises industrielles ont adopté la forme de sociétés anonymes, afin d'attirer les différentes catégories d'épargne, de concentrer les gros capitaux et de s'étendre au-delà des limites restreintes antérieures.

Or, l'essor de l'industrialisation, de l'entre-deux guerres, qui continue pendant cette étape, a, surtout, été le fait de l'initiative privée. L'industrialisation ne coïncide guère avec une stratégie de développement. Elle s'était effectuée sous le régime libéral du profit privée, en l'absence de tout contrôle direct efficace, et sous une protection douanière forte.

Les profits accumulés par les industriels sont réinvestis dans les mêmes secteurs qu'auparavant, au lieu d'être utilisés pour l'établissement d'industries de moyens de production. Ces industries, parmi tant d'autres, caractérisent le sous-développement du pays.

Toutefois, l'évolution de l'industrialisation fut accélérée plus que jamais pour les raisons suivantes :

1 - LES CONSEQUENCES DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

a) Les gros capitaux que la guerre avait procuré au pays étaient susceptibles d'investissement dans de nouvelles entreprises. Ils ont été estimés à 600-800 millions de L.S. provenant en grande partie des dépenses des troupes stationnées dans la région.

b) Le succès de la production industrielle et les profits importants réalisés, pendant la guerre, ont encouragé les investissements et l'esprit créateur.

c) Les machines et les usines qui avaient fonctionné sans interruption pendant la longue période de la guerre, étaient dans un tel état d'usure qu'il fallait les renouveler et créer de nouveaux établissements.

La pénurie, pendant la guerre, d'un grand nombre d'articles manufacturés (dont quelques uns de première nécessité) a mis en évidence l'état incomplet de la structure industrielle, attiré l'attention sur le danger qui en découle et montré la nécessité et l'intérêt de l'intensification et la diversification des activités industrielles.

2 - L'INDEPENDANCE ET LA POLITIQUE DE L'ETAT

a) L'accès du pays à l'indépendance, donnait aux industriels un surplus de confiance et la possibilité d'agir sur la politique économique du pays pour mieux protéger et encourager leurs entreprises. Ils pouvaient importer des machines et équipements et embaucher des techniciens supérieurs étrangers dans une certaine mesure.

b) L'Etat encourage la création industrielle. Il a promulgué, le 27 septembre 1952, le décret-loi n° 103 qui prévoit, en faveur des industries, les dispositions suivantes :

- . exemption douanière des entreprises industrielles pour leurs importations de machines, outils, équipements et matériaux de construction;

- . exemption, pendant une durée de six années, de l'impôt sur le revenu des biens mobiliers.

- . exemption de l'impôt sur le revenu applicable au fond de réserves prélevé sur les bénéfices, à condition que le montant de ces réserves ne dépasse pas 10% des bénéfices annuels après déduction des frais généraux et avant déduction de toutes autres réserves.

- . exonération de la taxe dite "Temettu" (patente) pour une durée de six ans et de l'impôt sur le revenu pour une durée de trois ans à partir de la date de l'exploitation.

. droit de location pour cinq ans avec promesse de vente d'un terrain du domaine de l'Etat d'une surface ne dépassant pas 25.000 m².

c) Le décret-loi n° 47 du 7 août 1952, modifié par le décret-loi n° 52 du 13 septembre 1953, subordonne toute installation industrielle nouvelle et tout agrandissement d'une entreprise existante à une autorisation préalable du Ministère de l'Economie Nationale. Cette autorisation ne saurait être délivrée que si les travaux sont jugés à la fois viables et utiles à l'économie du pays. Cette réglementation a pour but d'interdire, dans le secteur industriel, tout investissement pouvant mener à une surproduction ou à un gaspillage des capitaux.

d) Interdiction d'importer des machines usagées :

Editée par le décret n° 609 du 28 décembre 1952, cette mesure est apparue nécessaire à la suite de l'importation, en Syrie, de matériel de filature et de métiers à tisser déjà utilisés. Ils ont été achetés à bon marché à des pays développés, lorsque les industriels remplaçaient leur matériel vétuste par du matériel moderne.

Le législateur a estimé avec raison que l'investissement de capitaux syriens pour l'acquisition de matériel de rendement précaire donnant des produits de qualité inférieure et de prix de revient relevé était contraire à l'intérêt économique du pays. Il était préférable d'obliger les nouveaux industriels à acheter du matériel moderne, en payant pour cela un prix plus élevé.

e) Franchise douanière en faveur des matières premières, des accessoires et pièces de rechange.

Outre les multiples exonérations prévues dans le décret-loi n° 103 sur l'encouragement à la création industrielle, le tarif douanier accorde la franchise totale pour l'importation des matières premières, des accessoires et pièces de rechange, des moteurs industriels, des carburants solides et liquides.

Tous les voeux présentés par les industriels pour alléger leurs charges fiscales, sans porter préjudice aux autres secteurs de l'économie nationale, sont examinés avec sollicitude et accueillis favorablement.

f) Aide financière : une législation spéciale d'aide financière a été instituée en vue de permettre aux grandes sociétés de surmonter les premières difficultés de leur constitution. En effet, par le décret législatif n° 139 de juin 1949, l'Etat a autorisé, sous sa garantie, l'Institut de l'Emission, à accorder aux sociétés anonymes industrielles, des prêts à 3% d'intérêt, pour une durée de cinq ans (2 ans au début).

Enfin, notons la création de la Banque Industrielle, par la loi n° 177 de 1958, d'un capital initial de 12 millions L.S., en vue d'accorder aux industriels des prêts à long, moyen et à court terme, et même en vue de participer à la création industrielle. Cette banque a accordé 21 millions L.S. à l'industrie en 1960.

g) Recherche de débouchés :

Dès l'indépendance jusqu'en 1950, l'industrie syrienne comptait essentiellement sur le marché intérieur constitué de la Syrie et du Liban au sein de l'Union Douanière. La politique protectionniste en faveur de l'industrie adoptée par la Syrie et refusée par le Liban, a eu pour conséquence la rupture de la dite union. Devant cette situation, avec la croissance industrielle, la Syrie a cherché à conclure des accords commerciaux avec les pays arabes.

Le 9 septembre 1953, un accord économique interarabe a été signé au Caire, par la Syrie, la Jordanie, l'Egypte et l'Irak.

Le paragraphe b de l'article premier est énoncé comme suit :

"Les produits industriels arabes, originaires de l'un des pays des parties contractantes et désignés dans la liste B annexée au présent accord, bénéficient d'un traitement préférentiel, quant aux taxes douanières à l'importation; ils sont par conséquent soumis à un tarif douanier réduit équivalent

à 25% du tarif normal appliqué dans le pays arabe importateur". (1)

L'accord syro-libanais, signé le 4 février 1953, offre à l'industrie syrienne l'avantage d'exempter des droits de douane toute importation au Liban d'une catégorie de produits, tels que : conserves, pâte d'abricots, pâte de raisin, verre à vitre et tous les articles en verre, ouvrage en bois mosaïque, ouvrage en cuivre, sucreries; il accorde une réduction de 50% de droits de douane à une autre catégorie de produits parmi lesquels : l'amidon, les pâtes alimentaires, le savon, les bas et chaussettes, les tissus en soie. Les autres produits industriels syriens acquittent les droits inscrits au tarif normal.

L'accord commercial avec la Jordanie, entré en vigueur à compter du 29 avril 1953, offre de sérieux avantages à l'industrie syrienne. L'article 6 de l'accord exonère des droits de douane et dispense des licences d'importation certains produits fabriqués en Syrie, dont les feutres, les cordes et ficelles, les couvre-chefs arabes, les fils pour l'industrie, certains tissus grossiers, les pâtes d'abricots, l'huile de graines de coton, les produits en verre, les outils agricoles.

Le même article 6 réduit au tiers du tarif normal jordanien les droits applicables à des produits industriels syriens dont les principaux sont : les préparations alimentaires, les tissus fins, les bas, la lingerie, les ustensiles de cuisine en cuivre.

h) En ce qui concerne la politique de l'Etat dans le domaine de l'extension des infrastructures et des services publics qui desservent le secteur industriel, nous pouvons signaler principalement, la construction du port de Lattaquié, l'élargissement du réseau routier (voir partie I), la nationalisation des chemins de fer, des sociétés d'électricité, la régie des tabacs et la construction de multiples centrales électriques.

Enfin, il est important de signaler, les deux accords conclus par la Syrie avec l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie. Le premier concernait, en

(1) Notes et Etudes Documentaires n° 2041, p. 34.

premier lieu, la mise en valeur des ressources nationales du sous-sol; le second visait la construction d'une raffinerie de pétrole en Syrie, en assurant une source d'énergie très nécessaire au développement de l'industrialisation. A vrai dire, cette raffinerie construite en 1959, constitua un nouveau pôle de développement industriel.

En résumé, la Syrie avait toutes les possibilités de procéder à un démarrage industriel actif qui l'aurait mené rapidement dans la voie d'un développement industriel; Ainsi, le nombre de sociétés anonymes industrielles créées, passa de 8 en 1945 à 17, 26, 46, 77 dans les années 1946, 1951, 1957, 1960, respectivement. Les capitaux investis dans ces sociétés ont été développés de 29.5 millions L.S. en 1945 à 74, 103, 5, 170, 6, 202, 6 respectivement dans les années mentionnées. (1)

En effet, pendant cette période de 15 ans, 64 sociétés anonymes ont été constituées. L'année 1946 représente un point de départ décisif avec 10 sociétés et 49 millions L.S. d'investissements. Nous en citons 5 sociétés considérées, depuis 1946 jusqu'à l'heure actuelle, parmi les plus grandes entreprises et les plus célèbres : la société des Industries de Verre et de Faïence à Damas (8 millions L.S.), la Société Fédérale Commerciale et Industrielle à Damas (10 millions L.S.). La Société al-Chahba pour le ciment à Alep (9 millions L.S.), la Société du Sucre et des Produits Agricoles à Homs (12 millions de L.S.) et la Société des Teintureries Techniques à Homs (5 millions de L.S.).

La part de l'industrie (petites et grandes entreprises) dans le revenu national global a passé de 9% à la fin des années quarante à 12% en 1953, à 10.9 % en 1956 et à 12.9 % en 1960 (prix 1956).

Sur le plan structurel, le développement s'est poursuivi sur le même modèle industriel qu'auparavant. L'investissement s'est effectué en gros dans les mêmes secteurs : textile, alimentation et matériaux de construction.

(1) Les chiffres sont d'après St-Ab-of Syria 1966; Aroudky p. 249-251; Notes et Etudes documentaires N 2041 p. 44.

Textile, chaussures	38,98 %
Alimentation (1)	14,26 %
Meubles en bois et ouvrage	13,14 %
Réparation de moyen de Transport	9,14 %
Produits non métalliques	7,23 %
Electricité et eau	5,2 %
Machines non électriques	3,2 %
Raffinage du pétrole	1,95 %
Imprimerie et édition	1,2 %
Machines électriques	1
Produits chimiques	0,7 %

Le dernier défaut à signaler sur le plan des structures est que l'industrie compte un nombre considérable de petits établissements. En 1960, le nombre d'établissements industriels qui occupent 5 ouvriers et plus, est de 2.968, et 23.522 autres établissements de moins de 5 ouvriers. Ceux qui emploient dix travailleurs et plus ne représente que moins de 3% du total et ceux de 50 salariés et plus 0.33 % seulement. (2)

En effet, l'industrie de cette période ne diffère guère, du point de vue des structures de celle de l'étape précédente, elle la prolonge dans le textile, l'alimentation, le logement et l'énergie. La plupart des autres industries, d'une manière ou d'une autre sont complémentaires.

TROISIEME ETAPE 1961-1975

UNE INDUSTRIALISATION PLANIFIEE ET DIRIGEE

Dans les deux étapes précédentes, nous avons constaté que l'industrialisation de la Syrie ne coïncidait guère avec un plan de développement. Elle avait été faite par l'initiative privée et pour son profit. Cette tendan-

(1) Non compris tabacs et boissons qui représentent 4% environ.

(2) Recensement général de la population 1960.

ce a été encouragée par une politique douanière et fiscale favorable, en l'absence de toute sorte de planification.

Cette situation avantageuse sur le plan individuel était mauvaise pour le développement de l'industrialisation dans son ensemble, elle limitait son extension et elle retardait son approfondissement.

Ainsi, la structure de l'industrie syrienne restait typiquement celle d'un pays sous développé : prédominance du textile et de l'alimentation, tandis que les industries métallurgiques et chimiques demeuraient très secondaires et que l'industrie lourde était très modeste.

Il convient de noter le retard considérable des infrastructures : insuffisance cruelle des chemins de fer, des routes et des installations portuaires, ignorance de richesse du sous-sol; la production d'électricité reste fragmentée et coûteuse.

Dès 1961, une nouvelle orientation du processus d'industrialisation et de développement a été dessinée. Un plan quinquennal de développement économique a été décrété; c'est le processus de planification qui est ainsi engagé et qui va se poursuivre en s'approfondissant et en se perfectionnant.

Le secteur privé, toujours dominant, ne semble pas avoir accepté la nouvelle orientation.

La lutte acharnée entre le pouvoir public et les intérêts privés qui caractérise toutes les cinq premières années de cette étape, est considérée comme temps de bouleversement et de gestation d'un ordre nouveau. L'aboutissement final de cette lutte fut le second plan quinquennal qui consacra la victoire définitive du secteur public et d'une nouvelle orientation de l'industrialisation.

En effet, cette étape couverte par trois plans quinquennaux se caractérise essentiellement par les traits suivants :

- La planification du secteur industriel et l'intervention de l'Etat pour l'orientation de ce secteur : cela a exigé l'élaboration, puis l'exécution des premier, deuxième et troisième plans quinquennaux.

- La nationalisation de la plus grande partie du secteur industriel et la constitution d'un secteur public industriel, d'un secteur mixte en même temps que le secteur privé était encouragé dans les domaines qui lui étaient assignés.

- La mise en valeur des ressources nationales en matières premières et en énergie, d'une part, la construction d'une base solide d'infrastructure, d'autre part.

- L'orientation ~~sérieuse~~ vers ~~les industries de base et de~~
~~moyenne production~~, la création de nouveaux pôles de développement industriel et vers l'extension et l'intégration des industries déjà existantes.

Le premier plan 1961-1965, marque la mise en oeuvre des transformations socialistes dans les domaines agricoles, financiers et industriels. En même temps, il marque la stagnation et même la régression du mouvement de création industrielle (le nombre de sociétés anonymes a diminué de 77 en 1960 à 65 en 1963). Les prévisions de ce plan n'ont été réalisées que très partiellement en raison des changements politiques et la fuite des capitaux privés en dehors du pays.

Le premier plan a prévu des investissements de l'ordre de 2.720 millions de L.S. : 1.720 millions investissements publics soit 63,6% du total et 1.000 millions investissements privés soit 36,4% du total.

Les crédits réservés à l'industrie, sont de 509 millions L.S. (269 millions privés et 240 millions publics), soit 18,7 % du montant total des investissements. Ils sont répartis entre les projets suivants : (1)

100.000.000 L.S. pour la construction d'une usine d'engrais azotés,
244.500.000 L.S. pour la recherche des hydrocarbures, 30.850.00 L.S. pour

(1) D'après le Premier Plan Quinquennal.

le transport et le raffinage du pétrole, 92.085.000 L.S. pour l'électricité, 22.253.000 L.S. pour l'établissement des cartes géologiques, 5.732.000 L.S. pour la prospection du sel gemme, 7.600.000 L.S. pour l'industrie du tabac et 5.000.000 L.S. consacrées à la formation professionnelle de main d'oeuvre.

Mais les événements politiques qui se sont déroulés peu après ont limité la réalisation du 1er plan (taux de réalisation de l'ordre de 50% environ).

L'établissement du Premier Plan se fit au moment de la première union avec l'Egypte (en constituant la R.A.U.) qui dura du 22 janvier 1958 au 28 septembre 1961. Sous ce régime furent prises les premières mesures de nationalisation dans les secteurs financiers et industriels. La loi n° 117 du 20 Juillet 1961, qui a nationalisé les établissements bancaires, a nationalisé, en outre, trois sociétés industrielles : la Société Fédérale Commerciale et Industrielle, à Damas, la société Al-Chahba pour les Filatures et les Tissages, à Alep et la société arabe pour l'Industrie de Bois, à Lattaquié. Les deux lois n° 118 et n° 119 de la même date ont transféré à l'Etat 50% du capital de 24 sociétés industrielles : 6 minoteries, 9 sociétés de textile, 4 sociétés dans l'industrie alimentaire, 4 cimenteries et une verrerie. 69 jours après la promulgation de ces lois, ce fut la rupture de la République Arabe Unie.

Le nouveau régime appuyé par la bourgeoisie nationale adopte la doctrine libérale de laquelle, l'initiative privée joue le rôle essentiel dans le développement industriel. En effet, la loi du 15 février 1962 a dénationalisé les sociétés nationalisées par les lois de juillet. D'autre part, elle fixa un plafond de souscription aux actions des sociétés industrielles et elle stipula une distribution aux ouvriers de 25% des bénéfices annuels des sociétés en question.

Le Parti Baas Arabe Socialiste est arrivé au pouvoir le 3 mars 1963. Il a décidé de rétablir et d'accélérer la nationalisation. En 1963, la S.F.C.I. a été renationalisée par le décret législatif n° 9 du 21 mai, 24 minoteries furent nationalisées par le décret n° 107 du 1er septembre. Le 21 janvier, 16, 19 et 20 avril, les banques commerciales et 8 sociétés industrielles (7 sociétés des textiles et une société de bois) ont été nationalisées.

TABEAU 50 -

Les industries nationalisées de 1963 à 1965 (1)

Entreprises nationalisées :	Nom- bre :	N° de dé- cret :	Date :	Nombre d'ou- vriers :	Capital libéré L.S. :
Société F.C.I.	1	9	21.5.1963	3.300	15.000.000
Minoteries	24	107	1.9.1963	1.000	10.000.000
Sociétés de textiles à Alep	5	54	16.4.1964	3.400	30.000.000
Sociétés de textiles à Damas	2	56	19.4.1964	2.880	20.000.000
Sociétés de Bois à Lattaquié	1	57	20.4.1964	430	6.000.000
Industries diverses	21	1	2.1.1965	5.580	111.700.000
Industries nationalisées à 90%	30	2	2.1.1965	2.850	42.600.000
Industries nationalisées à 75%	75	2	2.1.1965	3.350	52.500.000
Compagnies d'électricité	21	8	11.1.1965	2.000	10.000.000
Société d'égrenage de coton	57	77	24.4.1965	7.500	50.000.000
Chassis et citernes	1	60	17.3.1965	50	500.000

Au total, durant les deux années 1963 et 1964, les entreprises industrielles nationalisées comprennent 8 sociétés de filature et du tissage d'un capital social évalué à 65 millions de L.S. et un nombre de salariés de 9.580, 24 minoteries avec 10 millions de capital social et 1.000 ouvriers; et enfin une société pour l'industrie du bois, dont le capital social est de 6 millions de L.S. avec un nombre de salariés de 430. (2)

En 1965, le mouvement de nationalisation s'accroît : les décrets législatifs n°1, 2 du 2 janvier 1965 nationalisent 21 sociétés à 100%, 30 sociétés à 90% et 75 sociétés à 75%. Les entreprises nationalisées comportent

(1) Plusieurs sources : F. Fathi p. 74, F.B. Victoroff p. 48-64, Y. Aroudki p. 209.

(2) F. Fathi p. 74.

toutes les cimenteries, les verreries modernes, l'industrie du sucre, une fabrique de porcelaine, une fabrique de cables et les plus grandes entreprises dans l'industrie textile, l'industrie alimentaire, la chimie et la métallurgie.

Le 11 janvier 1965 ce fut la promulgation du décret législatif n° 8 portant sur la nationalisation des 21 compagnies d'électricité restantes privées.

Le 24 avril 1965, fut promulgué le décret législatif n° 77 portant sur la nationalisation de 57 entreprises pour l'égrenage de coton avant 50 millions de capitaux sociaux et 7.500 ouvriers. (1)

Sur l'appréciation d'une commission ministérielle spécialisée, 28 sociétés nationalisées, deux sur la liste des sociétés nationalisées à 90% et 26 sur celle des sociétés nationalisées à 75%, furent dénationalisées, le 29 juin 1965, en vertu du décret législatif n° 149 (2). "Il s'agit de petites entreprises qui, en vue d'obtenir des prêts bancaires, avaient fortement majoré leur potentiel et leurs bénéfices". (3)

Plus tard, en 1969, la nationalisation partielle (90% et 75%) fut portée à 100%, en vertu du décret législatif n° 38.

Les actions des sociétés nationalisées sont convertis en bon nominatif du Trésor, pour 15 ans, portant intérêt de 3% par an.

En définitive, les établissements industriels soumis à la nationalisation durant les trois années 1963, 1964 et 1965, sont au nombre de 210 :

- 101 sociétés dans l'industrie textile et l'égrenage de coton
- 64 sociétés dans les industries métallurgiques, chimiques, des matériaux de constructions, des allumettes, des bois et d'électricité

(1) Fathi p. 73

(2) ibid. p. 72

(3) ibid.

- 45 sociétés dans l'industrie alimentaire

Les entreprises nationalisées furent soumises à la tutelle de plusieurs organismes de l'Etat. Les établissements d'électricité furent soumis à la direction directe de l'Etablissement Général d'Electricité en Syrie (Ministère du Pétrole et de l'Electricité), les établissements d'égrenage de coton furent confiés à l'Organisme Général pour l'Egrenage et la Commercialisation de Coton (Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur), et les minoteries ont été annexées à l'Organisme Général pour les Céréales et les Minoteries (Ministère de l'Approvisionnement et du Commerce Intérieur).

Les Sociétés restantes, à savoir, 109 sociétés, elles ont constitué le Secteur Public Industriel. Le décret législatif n° 84 du 13 Mai 1965, créa l'Organisme Général pour le Secteur Public Industriel. Cet organisme a été rattaché au Ministère de l'Industrie. Il était chargé de promouvoir le Secteur Public Industriel, de relever le niveau de la production et de réaliser la coordination entre les différentes activités industrielles.

Pour former de nouvelles directions et administrations dans les sociétés du secteur public (les 109 sociétés), un conseil d'administration fut désigné pour chaque société, dont le Président est en même temps le directeur général de la société; le vice-président est le sous-directeur de la sociétés; deux ou quatre représentants des ouvriers (élus dès 1966) sont également membres du Conseil d'Administration de la Société.

Mais l'expérience a prouvé qu'il était difficile de contrôler et de gérer le Secteur Public Industriel avec un nombre aussi grand de sociétés et de conseils d'administration. C'est pourquoi il fut procédé, au courant de l'année 1967, à la fusion et au regroupement des 109 sociétés dont le nombre fut réduit à 44. Les sociétés textiles furent réduites de 45 à 13, les sociétés alimentaires de 21 à 13, et les autres sociétés de 43 à 18.

Le premier mars 1968, l'organisme général pour le Secteur Public Industriel fut dissout et remplacé, par trois fédérations qualitatives, en vertu des dispositions du décret n° 21 du 1.3.1967 :

- La Fédération des Industries Textiles
- La Fédération des Industries Alimentaires
- La Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques. (1)

A la tête de chaque fédération se trouve un directeur général, assisté d'un conseil d'administration formé des directeurs des services spécialisés et d'un délégué représentant les ouvriers des entreprises, nommé par arrêté du Ministère du Travail, sur proposition de la Fédération Générale des Syndicats Ouvriers de Syrie.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière, elle fut rattachée au Ministère du Pétrole et de l'Electricité.

Avant la nationalisation, le secteur public industriel (au sens large) se composait de 54 établissements d'un capital total de 114 millions L.S. et d'un nombre de salariés de 7.500, répartis ainsi : (2)

: Activités Industrielles	: Nombre : d'établisse- : ments	: Investissements	: Salariés	:
: Tabacs	: 3	: 20.000.000 L.S.	: 2.833	:
: Raffinage du pétrole	: 1	: 65.000.000 "	: 700	:
: Electricité	: 49	: 28.670.000 "	: 3.641	:
: Sté Al Nasr pour la Télé	: 1	: 500.000 "	: 350	:
: TOTAL	: 54	: 114.170.000 "	: 7.524	:

En tenant compte des établissements nationalisés, le secteur public prend la structure suivante :

- (1) Elle comprend des industries chimiques, de ciment et des matériaux de construction, de verre, de bois, des allumettes, de métallurgie, de produits en caoutchouc et en plastique, de produits de toilette.
- (2) Y. Aroudky, p. 250.

Franches Industrielles	Etablis- sements	Investissements	Salariés
Industrie textile	102	146 millions L.S.	22.450
Industries mécaniques et électricité	81	44.75 " "	4.900
Industries chimiques (1)	33	72.50 " "	4.579
Industries alimentaires(2)	48	69.34 " "	4.579
Raffinage du pétrole	1	65 " "	700
TOTAL	265	417,59 " "	40.249

Pour avoir une idée claire de l'importance du secteur public par rapport au total de l'industrie en 1965, nous établissons le tableau suivant :

Industries	Etablissements (3)			Capitaux investis (en millions de L.S.)		
	Total indus- tries	Publics	%	Total indus- tries	Publics	%
Textiles	2.027	102	5	202	146	72,2
Mécaniques et élec- tricité	558	81	14,5	73	64,75	88,8
Alimentaires	1.412	48	3,4	84	69	82,1
Chimiques et maté- riels de construc- tion	347	33	9,5	117	72	61,5
Pétrolières	1	1	100	65	65	100
TOTAL ...	4.345	265	6	541	417,59	77

(1) Y compris ciment, verrerie, tannerie.

(2) v compris tabacs.

(3) v compris l'artisanat : les chiffres concernant le total des industries sont d'après Al. Ikissad n° 60, mars 1970, p. 27

Ainsi, à la fin du 1er plan, la structure industrielle du point de vue juridique fut radicalement bouleversée. Depuis le secteur privé n'est plus le secteur dominant. La puissance industrielle que possédait le pays devient propriété publique.

On constate que le secteur public absorbe à lui seul 77% des capitaux investis dans toutes les activités industrielles contre 33% pour le secteur privé et artisanal. Ce taux s'élève à 82,1% dans les industries alimentaires, à 88,8% dans les industries mécaniques et l'électricité à la fois et à 100% dans l'industrie pétrolière. Sur le plan général, la moyenne des capitaux investis dans un établissement est de 125.000 L.S.; elle s'abaisse à 30.000 dans l'établissement privé tandis qu'elle s'élève à 1.500.000 L.S. dans l'établissement public.

En ce qui concerne la min d'oeuvre, en 1965, la moyenne des salariés dans l'établissement industriel est de 5, d'une manière générale. Elle est de 260 dans les établissements nationalisés à 100%, de 100 dans les établissements nationalisés à 90% et de 50 dans les établissements nationalisés à 75%. (1). Dans le secteur privé, 67% des établissements occupent de 1 à 4 salariés, 19,5 % occupent de 5 à 9 salariés et 13,5% seulement emploient plus de 9 salariés. (2)

Le nombre considérable d'établissements industriels privés, qui est de 4.080, soit 94% du total, avec la modeste taille et par rapport à la faiblesse technologique aboutissent au gaspillage de matériel, de main d'oeuvre et de temps, limitent les efforts de modernisation et consacrent le sous-développement.

Enfin, dès 1965, le secteur public monopolise l'exploitation des richesses du sous sol et la production de l'énergie électrique. Certaines industries de transformation sont devenues des domaines exclusifs du secteur public : l'industrie du ciment, du sucre, du verre, du tabac et l'égrenage de coton.

(1) Victoroff p.66. (Economie de la Syrie Moderne).

(2) Y. Aroudki p. 262.

En effet, le secteur privé a reçu un coup dur au cours du Premier Plan, il en est résulté des réticences du capital privé et sa fuite à l'étranger. L'Etat prend l'initiative pour conduire l'industrialisation dans la direction désirable. En conséquence, le Second Plan 1966-1970, compte essentiellement sur les investissements publics, soit plus de 95% du total des investissements du plan consacrés à l'industrie et les 5% restant étant à la charge du secteur privé.

Effectivement, le Second Plan Quinquennal représente un progrès très important, à tous les niveaux par rapport au Premier Plan. Il se caractérise par le volume considérable des investissements totaux : 4.955 millions L.S. (1) contre 2.720 millions au Premier; par le démarrage de projets "géants" sur tous les domaines économiques, par exemple : le Barrage de l'Euphrate, le réseau de chemins de fer, l'exploitation et l'industrialisation du pétrole, etc..., et par la volonté sérieuse des dirigeants en ce qui concerne son exécution, point très important, dont la quasi totalité des prévisions du plan ont été réalisées.

L'investissement total du secteur industriel prévu par le Second Plan, y compris les industries extractives et celles du pétrole et de l'énergie électrique est fixé à 1.010 millions L.S. contre 509 millions L.S. dans le Premier Plan, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 100% environ. De ce fait, le pourcentage des crédits globaux affectés à ce secteur par rapport à l'ensemble des investissements prévus passe de 18,7 % dans le Premier Plan à 20,4 % dans le Second. La part du Secteur Public dans ce montant étant de 960 millions de L.S. contre 240 millions dans le premier plan, tandis que la part du secteur privé n'est que 50 millions L.S. contre 269 millions dans le Premier Plan.

Les principaux projets industriels inscrits au deuxième plan à la charge du secteur public peuvent être schématisés comme suit :

(1) Voir la répartition des investissements du Second Plan. Première Partie.

Entreprises et projets prévus	Investissements en milliers de L.S.	Pourcentage
<u>A. Industrie pétrolière :</u>		
1. recherche et production de pétrole brut	119.820	
2. développement et extension de la Raffinerie de Homs	113.363	
3. oléoduc Karatchouk-Tartous	174.805	
4. Transport et stockage de produits pétroliers	9.100	
TOTAL	417.077	43.5 %
<u>B. Electricité</u>		
1. Transport d'énergie élec- trique	20.512	
2. Réseau d'interconnexion électrique	79.186	
3. Distribution de l'électri- cité	90.000	
4. Electrification de la cam- pagne	5.165	
TOTAL	194.863	20.3 %
<u>C. Industries extractives</u>		
1. extraction du phosphate	53.000	
2. extraction du sel gemme	7.917	
TOTAL	60.917	6.3 %
<u>D. Industries de transformation</u>		
1. Industries alimentaires et agricoles		
. usine de déshydratation des oignons	8.000	
. boulangeries automatiques	3.907	
. minoteries automatiques	13.920	
. usines de pasteurisation du lait à Damas	890	

usines de pasteurisation du lait à Alep	950		
Projets de la Régie de Tabac	559		
Projets de la Fédération des industries alimentaires	13.000 (1)		
Usine du sucre de Ghab	21.482		
TOTAL	62.708	6,4 %	
2. Industries mécaniques :			
usines de batteries sèches	2.346		
usines de barres de fer	24.000		
usine de compteurs électriques	1.229		
usine de compteurs d'eau	2.278		
usine des tôles et tuyaux en amiante	6.119		
Projet d'assemblage des pièces de téléphone, d'échangeurs et de transformateurs	500		
Usine de tuiles	1.000		
Industries du papier, de bois, de cuir et de plastique	2.000		
projets de la Fédération des industries mécaniques	2.349		
TOTAL	41.891	4,3 %	
3. Industries chimiques :			
usine d'engrais azotés	71.900		
usine d'engrais phosphatés	25.000		
projet de la Fédération des industries chimiques	6.075		
TOTAL	102.975	10,7 %	

(1) v compris projets d'industrialisation agricole (5.000 L.S.)

:	:	:	:
:	4. Industries de filatures et	:	:
:	de tissage :	:	:
:	:	:	:
:	. Usine de fils fins	16.000	:
:	:	:	:
:	. Projets relatifs à	:	:
:	l'égrenage du coton	16.704	:
:	:	:	:
:	. Projets de la Fédération	:	:
:	des industries textiles	26.513	:
:	:	-----	:
:	TOTAL	59.217	6.2 %
:	:	:	:
:	TOTAL DES INDUSTRIES	:	:
:	DE TRANSFORMATION	266.791	27.6 %
:	:	:	:
:	E. Etudes, administration et for-	:	:
:	mation professionnelle	20.837	2.3 %
:	:	:	:
:	:	:	:
:	TOTAL GENERAL	960.496	100 %

Ainsi, une grande partie des dépenses du Second Plan avait profité aux industries de base. La priorité n'est plus aux industries textiles et alimentaires. Une nouvelle orientation se manifeste à partir de ce plan. Pour la première fois, l'industrie pétrolière occupe une place très particulière, avec 43.5 % de l'investissement du Plan (417) millions de L.S.(1) Vient ensuite l'électricité avec 20,3% (194.863 mille L.S.). En conséquence, l'ensemble de la branche énergétique absorbe 63,8% (611.951 mille L.S.). L'industrie chimique, cette fois lourde, se classe après le pétrole et l'électricité avec 10,7 % (102.975 mille L.S.). Les industries extractives non traditionnelles trouvent leur place pour la première fois, il s'agit d'extraction de phosphate et de sel gemme, richesses très importantes, dont les investissements sont de 6,3 % du total. Les quatre branches précédentes : pétrole, électricité, industrie chimique et industrie extractive, qui avaient été secondaires et même négligeables pour la plupart jusqu'en 1965, par rapport aux industries de transformation, occupent une importance fondamentale avec 80.8 % des dépenses du 2ème Plan. La part des industries de transformation se réduit à 27.6% seulement. Au

(1) Les dépenses réelles effectuées dans le domaine du pétrole ont été atteintes. Plus de 550 millions L.S. durant le Second Plan.

sein de celles-ci on remarque la naissance de nouvelles entreprises mécaniques et métallurgiques comme l'usine de barres de fer, l'usine de compteurs électriques et l'usine de compteurs à eau. Un changement structural vient de commencer dans l'industrialisation du pays grâce au second plan. Il convient de noter que le 10 novembre 1968, le gouvernement syrien a signé un contrat avec la firme française "SOMICA" pour la construction à Alep du complexe de fabriques de tracteurs, de moteurs et matériel mécanique qui devra produire 2.000 tracteurs par an.

D'autre part un projet de construction d'une sidérurgie utilisant le minerai de fer syrien de la région de Radjo près d'Alep, est à l'étude, entraînant la création de la "Société Générale de Fer et d'Acier, en 1970.

Ces deux projets affirment le changement envisagé pour renforcer considérablement le processus d'industrialisation. (1)

Le Troisième Plan Quinquennal 1971-1975, vise à renforcer le secteur public industriel, à développer et à améliorer la production, à relever le niveau de vie technique de l'entreprise et de la main-d'oeuvre fixant les objectifs suivants :

1. augmenter la production industrielle, pour répondre aux besoins intérieurs et extérieurs toujours accrus, d'une part, et pour limiter les importations en les remplaçant par des produits locaux.
2. Améliorer la qualité de production pour être au niveau de celle des pays industriels.
3. Elargir la transformation de matières premières locales au lieu de les exporter en état brut.
4. Relever le niveau technologique des établissements industriels déjà existant ainsi que le niveau de main d'oeuvre en dotant ces établissements d'équipement modernes et de cadres bien entraînés.

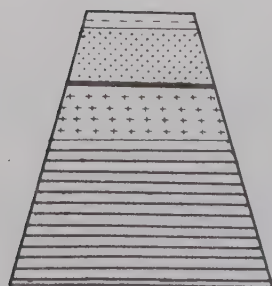
(1) Le taux général d'exécution du 2ème Plan Quinquennal a été de 70 %.

INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS PREVUS PAR LES TROIS PLANS QUINQUENNAUX

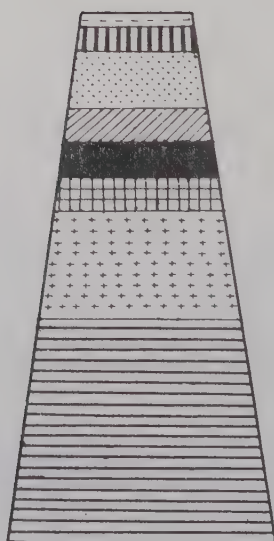
LEGENDE

Pétrole	
Electricité	
Industries extractives	
Alimentation	
Textile	
Mécaniques	
Chimie	
Etudes & formation professionnelle	

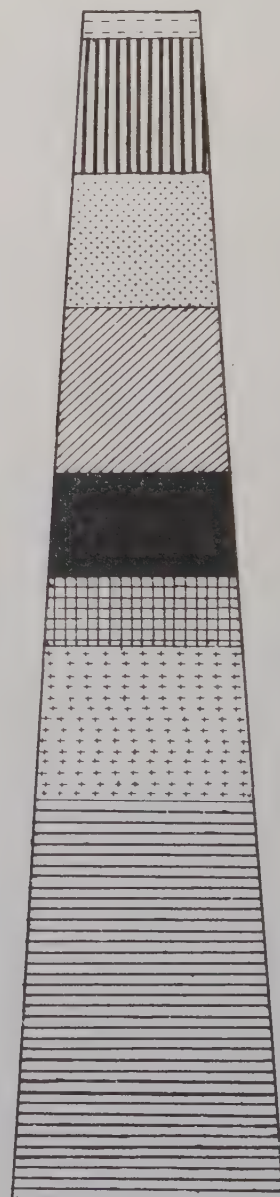
10 mm = 100 millions de L. S



1^{er} plan



2^e plan



3^e plan

5. Relever la production et abaisser les frais et le gaspillage soit par le développement des établissements industriels, soit par la spécialisation de la production et le développement des études scientifiques, soit par l'encouragement des ouvriers par les primes de production.

L'investissement total du 3ème plan est de 8.000 millions de L.S. soit un progrès de 62 % par rapport au Second Plan. (1) La part de l'industrie est de plus de 2.337 millions de L.S., soit plus de 29% du total, c'est-à-dire que l'industrie arrache la part de lion du total d'investissement. L'investissement public industriel est de 2.187 millions L.S., soit plus de 92% tandis que la part du secteur privé est de 150 millions L.S. soit moins de 8%. Le Troisième Plan prévoit d'investir 104 millions de L.S. dans l'industrie pétrolière et l'électricité, soit 42% environ du total d'investissement industriel effectuera par le secteur public et les 1.323 millions L.S., soit 58% sont destinés aux industries de transformation.

Pour avoir une idée de l'importance relative donnée par le 3ème Plan aux différentes branches industrielles, nous reproduisons le tableau ci-après : (2)

TABIEAU 51 - Répartition des investissements du 3ème Plan sur les branches industrielles.

Branche Industrielle	Investissements		Pourcentage
	prévus en milliers	L.S.	
A. <u>Industrie Pétrolière</u> :			
1. Recherche de production	476.760		
2. Transports et stockage de pétrole brut	162.000		
3. Raffinage et industrialisation de pétrole brut	19.935		

(1) Sur la base 1962 = 100 l'indice des prix a atteint 129 en 1972. Par rapport au dollar , la valeur de la livre syrienne est passée de 26,2 cents en 1963 à 23,2 cents en 1972 (prix du marché parallèle).

(2) Investissements du Secteur Public seulement.

:	:	:	:
:	:	:	:
:	4. Transport et stockage de produits:	:	:
:	pétroliers	19.500	:
:	5. Télécommunications	12.000	:
:	6. Distribution de produits pétro-	:	:
:	liers	38.559	:
:	7. Formation professionnelle	7.054	:
:			:
:	TOTAL (1)	735.808	34 %
:			:
:	B. <u>Electricité</u>	:	:
:	:	:	:
:	1. Production de l'énergie électri-	:	:
:	que	26.200	:
:	2. Transport de l'énergie	110.000	:
:	3. Distribution de l'énergie	91.500	:
:	4. Electrification de la campagne	37.500	:
:	5. Services et amélioration de	:	:
:	moyens de production	12.800	:
:			:
:	TOTAL	278.000	12 %
:			:
:	C. <u>Industries extractives</u>	:	:
:	:	:	:
:	1. La Société Industrielle des	:	:
:	Asphaltes	1.710	:
:	2. Production du phosphate	95.000	:
:	3. Production du sel Gemme	14.030	:
:	4. Recherche des ressources	:	:
:	minérales (2)	18.947	:
:			:
:	TOTAL	129.687	6 %
:			:
:	D. <u>Industries de transformation</u>	:	:
:	:	:	:
:	1. Industries textiles	:	:
:	:	:	:
:	Développement et extension des	:	:
:	établissements de la Fédération	:	:
:	des industries textiles	256.937	:
:	Egrenage et commercialisation du	:	:
:	coton	51.000	:
:			:
:	TOTAL	307.937	14 %
:			:

(1) Sous titre "projets réserves" le plan prévoit d'investir 331.985 milles L.S. dans l'industrie pétrolière, soient 1.067.793 mille L.S. pour l'ensemble de ce secteur.

(2) Y compris la recherche géologique.

2. Industries alimentaires agricoles			
Développement et extension des établissements de la Fédération des industries alimentaires	41.052		
Usine de bière	7.500		
Usine de ferment	4.000		
Deux usines de conserves	5.050		
Usines des acides gras	1.235		
Usine d'acide citrique	12.500		
Usine de jus de fruits et d'aliments d'enfants	3.000		
Usine d'industrialisation du raisin à Homs	2.720		
Douze unités de réfrigération	5.275		
Etablissement Général de céréales et des miroiteries	66.185		
Régie du tabac	36.500		
TOTAL	189.017	9 %	
3. Industries chimiques et mécaniques			
Développement et extension des établissements de la fédération des industries chimiques et mécaniques	156.480		
usines de défense	55.499		
trois usines de ciment	150.000		
usines des engrais phosphatés	40.000		
Sociétés des tracteurs, de moteurs et des produits mécaniques	97.300		
TOTAL	499.279	23 %	
TOTAL INDUSTRIES DE TRANSFORMATION:	996.233	46 %	
E. Etudes et administration, etc...	47.272	2 %	
TOTAL GENERAL	2.187.000		

Au Premier et au Second Plans, on a nationalisé les grandes entreprises industrielles et on a établi de nouvelles industries. Le 3ème Plan avait pour but principal le développement et l'extension des entreprises en fonction et la mise en oeuvre des entreprises en construction.

Pour cela, le Troisième Plan consacre la plupart des investissements prévus d'une part, aux projets et entreprises dont la construction a commencé au Second Plan comme l'industrie du pétrole, celle de l'énergie électrique, l'exploitation de phosphate, l'Usine d' engrais azotés, etc... d'autre part au développement et à l'extension des usines et des sociétés des Fédérations Industrielles. La création de nouvelles entreprises vient au 3ème rang; il prévoit la construction de 3 usines de ciment (150 millions L.S.) d'une usine de tracteurs, de moteurs et produits mécaniques (97 millions) d'une usine d'engrais phosphatés (40 millions L.S.) prévue au Second Plan, mais elle ne fut pas construire, et d'autres usines surtout dans le domaine des industries alimentaires.

Quelle est, actuellement, la situation industrielle, après avoir mis l'accent sur les orientations adoptées par les trois plans quinquennaux ?

Nous avons établi, à partir des sources disponibles, le tableau de la répartition du nombre d'établissements (de toutes les activités industrielles, artisanales et industrielles), de la main d'oeuvre "équivalente" entre les différentes branches industrielles.

D'après ce tableau, on constate que le nombre total d'établissements est de 27.681 et qu'ils emploient 140.716 salariés. Les industries de textiles et de cuir viennent en tête, soit pour le nombre d'établissements (28,1 %) soit pour le nombre de salariés. Les industries alimentaires et agricoles occupent la seconde place en ce qui concerne le nombre d'effectifs avec un pourcentage de 25.2 %. Les deux branches comptent en pourcentage 59,8% des salariés. La troisième place et la quatrième sont occupées par les industries des bois et des meubles et les industries métallurgiques. Ces quatre branches comptent au total 22.556 établissements, soit 80,9 % du total. Effectivement ces quatre secteurs constituent les domaines principaux des artisanats.

TABEAU 52 -

Répartition du nombre d'établissements industriels et artisanaux de la main-d'oeuvre, entre les différentes activités industrielles en 1970. (1)

Activités industrielles	Nombre d'éta- blisse- ments	Pourcen- tage	Nombre de salariés	Pourcen- tage
Alimentation et tabacs	5.234	18,9 %	35.390	25,2 %
Textiles et cuirs	7.770	28,1 %	48.534	34,6 %
Bois et meubles	5.328	19,3 %	10.653	7,6 %
Métallurgiques	4.124	14,6 %	10.708	7,6 %
Non métallurgiques	804	2,9 %	7.523	5,3 %
Chimiques (2)	412	1,5 %	5.800	4,1 %
Papier, imprimerie	288	1 %	1.518	1 %
Services à domicile	2.309	8,4 %	7.170	5,1 %
Electricité et eaux (3)	13	(	7.743	5,5 %
Extractives (4)	3	(5,3 %	3.791	2,7 %
Diverses	1.395	(	1.886	1,3 %
TOTAL	27.681	100 %	140.716	100 %

Le tableau suivant fait la distinction entre établissement artisanal et industriel et montre l'importance relative qu'occupe chacune des deux catégories sur les trois plans : nombre d'établissements, nombre de salariés et production industrielle brute en 1970.

- (1) D'après étude sur les résultats de l'enquête industrielle 1970, série n° 57 B.C.S. (Bureau Central des statistiques)
- (2) Y compris le raffinage du pétrole.
- (3) Le nombre d'établissements correspond au nombre des départements et non au nombre réel d'établissements industriels.
- (4) Etablissements publics : extraction de pétrole, de phosphate et d'asphalte.

Importance relative entre industrie et artisanat

: Catégorie :	: Etablis- ment :	: % :	: Salariés :	: % :	: Production :	: % :
: 1 à 4 :	: 25.172 :	: 91 :	: 65.019 :	: 62.2 :	: 574.059 :	: 21,9 :
: 5 à 9 :	: 2.009 :	: 7 :	: 11.853 :	: 8.4 :	: 153.224 :	: 5,8 :
: 10 et plus :	: 500 :	: 2 :	: 63.844 :	: 45.4 :	: 1.894.215 :	: 72,3 :

D'après ce tableau, on constate que ce sont les petites entreprises (catégorie de 1 à 4 salariés) qui comptent le chiffre le plus élevé des établissements et qui emploient les effectifs les plus nombreux. La deuxième catégorie (5 à 9 salariés) compte un nombre d'établissements très inférieurs par rapport au premier, ainsi que pour le nombre de salariés.

Dès 1969, l'entreprise industrielle qui emploie moins de 10 ouvriers fut considérée comme un établissement artisanal. Par conséquent, les établissements artisanaux (1ère et 2ème catégories) détiennent une place très importante, soit pour le nombre de travailleurs (54,6 %, soit pour la production industrielle brute (27,7 %). Mais la faiblesse redoutable de ce secteur est le nombre spectaculaire d'entreprises (98% du total). Il en résulte un gaspillage et une productivité médiocre. Ce problème que connaissait l'industrie syrienne dès les années quarante n'est pas encore résolu. Le 9 Octobre 1969, l'Etat a promulgué le décret législatif n° 250, portant la création d'une fédération dénommée Fédération des Artisans et des Petits Producteurs. Le décret avait pour principe d'encourager les artisans à se regrouper dans des coopératives en leur donnant des privilèges matériels et financiers (1). En 1970, le nombre de coopératives industrielles est de 28 avec des capitaux investis de 525.299 L.S.; le nombre de leurs membres est de 860 personnes. (147 coopératives et 23.870 membres en 1975).

(1) Voir M. EL-Hammadi, p. 53.

D'autre part, l'Etat a lancé un appel aux particuliers pour construire des entreprises industrielles mixtes (capital public et privé) mais cet appel n'a eu que des résultats très limités jusqu'à l'heure actuelle : une seule société mixte fut construite en 1970 avec 1,25 millions de L.S. de capital social. 67 % publics et 33%privés. (La Société Syrienne pour la Fabrication des Biscuits et des Chocolats).

Malgré ces deux faits importants, l'orientation individualiste dans le secteur privé se maintient. En conséquence, le secteur privé ne participe depuis 1965 qu'à la création d'entreprises que nous classons sous le titre "artisanat moderne".

Utilisant plusieurs sources, nous avons établi, pour l'année 1972, le tableau de la répartition des établissements de la main d'oeuvre équivalente, entre les différentes branches industrielles, ainsi que leur participation à la production industrielle brute :

: Branches industrielles	: Etablis- : sements:	: Salariés	: Pourcen- : tage	: % de la : produc- : tion in- : dustrielle: : brute	:
: Textiles (1)	: 181	: 27.000	: 38.9 %	: 33.2	:
: Alimentation (2)	: 221	: 15.000	: 21.6 %	: 30.5	:
: Chimie et matériaux de : construction	: 100	: 8.200	: 11,8 %	: 6.3	:
: Pétrole (3)	: 1	: 6.000	: 8,6 %	: 16.9	:
: Electricité	: 6	: 6.000	: 8,6 %	: 5.5	:
: Métallurgie	: 62	: 3.820	: 5,5 %	: 3.1	:
: Extractive (4)	: 3	: 1.000	: 1,5 %	: 2.3	:
: Diverses (4)	: 70	: 2.480	: 3,5 %	: 2.2	:
: TOTAL	: 644	: 69.500	: 100 %	: 100 %	:

(1) Y compris le grenaage du coton.

(2) Y compris le tabac et les boissons.

(3) Y compris la production et le transport du pétrole brut.

(4) Cuirs, bois, meubles, allumettes, papier et impression.

Malgré les grandes usines chimiques ou métallurgiques mises en production en 1970-1972 et les efforts consacrés au développement de l'industrie pétrolière et de l'électricité, la structure industrielle reste, d'une manière générale, celle d'un pays en voie de développement. Les industries textiles, alimentaires et extractives occupent 66% de la production industrielle brute (plus de 76% y compris le pétrole brut) et 62% de la main-d'oeuvre. Par contre la chimie et la métallurgie ne participent que pour 9,4 % à la production industrielle (16% avec le raffinage du pétrole) avec 17,3 % de la main-d'oeuvre.

Mais par rapport à l'étape précédente, la structure industrielle marque des changements sensibles. Les industries énergétiques, extractives et la métallurgie, qui n'occupaient avant 1960 que 8% de la production industrielle et 3.000 personnes, fournissent, comme nous le constatons 27,8 % de la production industrielle brute et emploient 16.800 salariés.

TABEAU 53 - La répartition géographique des établissements industriels et de la main d'oeuvre équivalente, pour l'année 1972, se présente ainsi :

CENTRES	Nombre d'établissements	Salariés (1)	%
Damas	339	28.514	43.5
Alep	219	18.033	26.8
Homs	30	8.665	13.2
Lattaquié	25	3.537	5.4
Hama	14	3.184	4.9
Deir-ez-Zor	2	1.075	2.4
Idlib	4	760	1.1
Tartous	3	758	1.1
Hassatché	5	517	0.8
Rakka	1	397	0.6
Soueida	1	60)	
Deraa	1	50)	0.2
TOTAL	644	65.550 (2)	100,00

(1) Les chiffres comportent certainement une marge d'erreur, parce que les documents que nous avons utilisés sont incomplets, ce qui nous a obligés à utiliser des chiffres estimés par notre propre enquête.

(2) Non compris les salaires engagés dans la production et le transport du pétrole brut.

D'après ce tableau, on remarque que la Syrie compte cinq centres industriels principaux : Damas, Alep, Homs, Lattaquié et Hama, dont le nombre d'établissements est de 627, soit plus de 97% du total, employant 93,8 % du total des salariés. Damas tient plus de la moitié des usines et 43,6 % des ouvriers. Au deuxième rang se place Alep avec 34% du nombre total des établissements (219) et 26,8 % des travailleurs. Homs est la troisième ville industrielle en Syrie. Son importance qui a commencé après l'indépendance fut beaucoup renforcée après 1960. Elle est devenue le principal centre pour les industries énergétiques (pétrole et électricité). Hama et Lattaquié tiennent une place secondaire par rapport aux trois villes précédentes. Néanmoins à Hama le développement de l'activité industrielle fut grâce aux entreprises importantes construites par l'Etat entre 1965 et 1972, une usine pour les conserves alimentaires (560 salariés), la deuxième pour la filature du coton (1011 salariés) et la troisième pour la métallurgie (270 salariés).

Les autres villes, ne comprennent, presque que les entreprises construites par l'Etat, dans cette étape, dans le but de décentraliser des activités industrielles et de développer la campagne. Les plus importantes de ces entreprises sont construites à Idlib, Souéïda, Deir-ez-Zor et Derra.

Pour connaître mieux les structures industrielles et leur développement dans les dernières années, nous avons jugé utile d'examiner de près les industries de transformation regroupées dans les trois Fédérations Industrielles. Celles-ci comportent les grandes entreprises publiques qui représentent la puissance industrielle du pays. En 1972, les trois fédérations englobaient 45 grandes sociétés (102 usines) totalisant 469.416.000 L.S. et employant 37.931 salariés, soit plus de 57% du total des salariés en Syrie.

La Fédération des Industries Textiles comprend 13 sociétés, constituées de la fusion et du regroupement des sociétés privées nationalisées en 1963-1965 et la S.H.F.C. construite par l'Etat au Second Plan. Elles employaient environ 21.000 salariés et totalisaient 139 millions L.S. de capital social, approximativement. Elles disposaient de 31 usines réparties entre quatre villes : Damas, Alep, Homs et Hama. Le tableau suivant nous permet de

constater avec beaucoup de précisions la structure des industries textiles sur tous les plans : main-d'oeuvre, capital social, taille d'entreprises, et répartition géographique.

Les entreprises de textile, comme nous l'observons se localisent principalement à Damas (18 usines totalisant 72 millions de L.S. et occupant 11.171 salariés) puis à Alep (11 usines, 36 millions L.S., 6.863 salariés), et secondairement à Homs (2 usines, 10 M.L.S., 1.850 salariés) et à Hama (1 fabrique, 20 M.L.S. 1.011 salariés).

TABLEAU 54 -

Fédération des Industries Textiles en 1972 : Sociétés
capital social, salariés et leur répartition géographique. (1)

SOCIETES	Centres	Usines	Capital so - cial	Sala - riés
1. Sté Fédérale Commerciale et Industrielle	Damas	2	22.742.927 L.S.	3.906
2. Sté Arabe Unie pour l'industrie	Damas	2	13.527.940 "	2.127
3. Sté des Filatures et des Tissages de Damas	Damas	3	14.297.000 "	2.220
4. Sté des Industries Modernes	Damas	3	13.500.000 "	1.501
5. Sté Industrielle pour les filés de Nylon	Damas	4	3.889.250 "	574
6. Sté Al-Chark pour les sous-vêtements	Damas	4	4.188.482 "	843
7. Sté des Filatures et des tissages à Homs	Homs	2	10.102.699 "	1.850
8. Sté de Hama pour les filés de coton	Hama	1	20.000.000 "	1.011

(1) D'après "Rapport sur la situation de l'Industrie pendant le 3° Plan Quinquennal". Ministère de l'Industrie - Direction de la Planification, des Statistiques et des Affaires Economiques. Juillet 1973 (La même source pour les trois Fédérations).

9. Sté Svrienne pour la					
filature et le tissage	Alep	1	12.000.000 L.S.	2.826	
10. Sté Al-Ahliye pour la					
filature et le tissage	Alep	1	10.186.550 "	2.014	
11. Sté Al-Chahba pour les					
Filatures et les tissa-					
ges	Alep	1	5.032.650 "	1.131	
12. Sté Arabe pour les sous					
vêtements	Alep	1	944.050 "	221	
13. Sté des Tissages de Soi-					
eries à Alep	Alep	6	8.450.887 "		
TOTAL			138.864.435"	20.905	

La Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques disposait en 1972, de 19 sociétés comportant 38 fabriques avec un capital social de 228,5 millions de L.S. un nombre d'effectifs de 9.500 personnes environ.

Le tableau qui suit, met en évidence les structures des activités industrielles qu'elle pratique.

TABEAU 55 - Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques : sociétés fabriques, capital social, salariés et leur répartition géographique.

SOCIETES	Centres	Usines	Capital social L.S.	Salariés
1. Sté Barada pour les In-				
dustries Metallurgiques	Damas	4	3.728.000 L.S.	729
2. Sté des Constructions				
Mécaniques	Damas	3	1.270.000 "	228
3. Sté Arabe Electronique	Damas	1	6.900.000 "	320
4. Sté des Industries du				
Verre et de faïence	Damas	3	9.323.000 "	1.317
5. Sté Nationale de Ciment				
et de Matériaux de Cons-				
truction	Damas	2	12.672.000 "	1.116

: 6. Sté Arabe pour l'Indus-	:	:	:	:	:
: trie du Savon	: Damas	: 1	:	: 1.000.000 L.S.	: 114
: 7. Sté des Peintures et des	:	:	:	:	:
: Industries Chimiques	: Damas	: 1	:	: 775.000 "	: 101
: 8. Sté Médicale Arabe	: Damas	: 1	:	: 800.000 "	: 135
: 9. Sté Al-Ahliveh pour le	:	:	:	:	:
: caoutchouc	: Damas	: 3	:	: 3.453.000 "	: 519
: 10. Sté Arabe pour le tanna-	:	:	:	:	:
: ge	: Damas	: 3	:	: 1.517.000 "	: 267
: 11. Sté Arabe Unie pour les	:	:	:	:	:
: Allumettes et les bois	:	:	:	:	:
: pressés	: Damas	: 1	:	: 3.025.000 "	: 464
: 12. Sté des Industries de	:	:	:	:	:
: transformation	: Damas	: 1	:	: 500.000 "	: 70
: 13. Sté Syrienne pour les	:	:	:	:	:
: Batteries	: Alep	: 3	:	: 1.918.000 "	: 142
: 14. Sté des Produits en	:	:	:	:	:
: plastique	: Alep	: 1	:	: 1.517.000 "	: 349
: 15. Sté Arabe pour les pro-	:	:	:	:	:
: duits en caoutchouc et	:	:	:	:	:
: en plastique	: Alep	: 2	:	: 779.000 "	: 347
: 16. Sté Al-Chahba pour le	: (Alep	: 2	:	:	:
: ciment et les matériaux:	: (Lattaquié	: 1	:	: 24.030.000 "	: 1.056
: de construction	:	:	:	:	:
: 17. Sté Arabe pour les Bois	: Lattaquié	: 1	:	: 5.000.000 "	: 542
: 18. Usine des Engrais Azotés:	: Homs	: 1	:	: 130.000.000 "	: 1007
: 19. Sté Syrienne pour le ci-	: (Homs	: 1	:	:	:
: ment et les matériaux	: (Hama	: 2	:	: 20.307.000 "	: 623
: de construction	:	:	:	:	:
: TOTAL	:	: 38	:	: 228.514.000 L.S(1)	: 9.446

En effet, cette Fédération exerce des activités assez variées: industries métallurgiques et électriques (4 sociétés, 11 fabriques, 1.419 salariés, 13.816.000 L.S. de capital social), industries de verre et de faïence

- (1) Pour tous les établissements des trois fédérations, les documents utilisés ne tiennent pas compte des capitaux investis pour les travaux d'agrandissement et du remplacement.

(une société, 3 fabriques, 1.317 salariés et 9.323.000 L.S. de capital social), industries du ciment et des matériaux de construction (3 sociétés, 8 fabriques, 2.795 salariés et 57.009.000 L.S. de capital social), industries chimiques (8 sociétés, 13 fabriques, 2.832 salariés et 139.841.000 L.S. de capital social), industries des bois, des allumettes et produits de toilette (3 sociétés, 3 fabriques, 1076 salariés et 8.525.000 L.S. de capital social).

La chimie occupe la place du choix avec 34% du nombre de fabriques, 61% des capitaux investis et 29.4 % des salariés. Cette branche comprend la plus grande fabrique dans le pays à savoir l'Usine d'Engrais Azotés qui fut inaugurée en avril 1972, en coûtant 130 millions de L.S. et employant 1.007 salariés.

Les industries du ciment et des matériaux de construction occupent la deuxième place en ce qui concerne le nombre de salariés et la totalité du capital social, soit 29,5 %, 25% respectivement.

En ce qui concerne la métallurgie et les industries électriques, la Fédération ne comprend que trois sociétés nationalisées et une société construite par l'Etat en 1960 (S.A.E.), tandis que les entreprises construites après 1965 sont sous la tutelle de plusieurs organismes (Société de tracteurs, Société du Fer et de l'Acier, Ministère de la Défense et Ministère des Communications).

Enfin, la répartition géographique des entreprises montre la supériorité de Damas qui possède 24 fabriques soit 63% du total. Alep garde la seconde place avec 8 fabriques. Ensuite viennent Homs avec 2 usines, Lattaquié 2 usines et Hama 2 usines.

La Fédération des Industries Alimentaires vient au troisième rang soit pour le nombre de salariés (7.475) soit pour le total du capital social (102 millions L.S.). La Fédération, comme le montre le tableau qui suit, compte 13 sociétés spécialisées totalisant 33 usines distribuées dans 9 départements. L'activité la plus importante est l'industrie du sucre qui

englobe trois usines sous le nom de Société Syrienne pour l'Industrie du Sucre et des Produits Agricoles (2.024 salariés) (1). Son capital social est de 67,6 millions de L.S. soit plus de 66% du total.

TABLEAU 56 - Fédération des Industries Alimentaires : Sociétés, usines, capital social, salariés et leur répartition géographique

SOCIÉTÉS	Centres	Usines	Investissements L.S.	Salariés
1. Sté Damas pour les Produits Alimentaires	Damas	1	1.075.183	171
2. Sté Syrienne pour les biscuits et les chocolats	Damas	1	1.250.000	36
3. Sté Arabe des Huiles et des Savons	Damas	1	1.660.283	277
4. Sté Moderne pour les conserves et les industries agricoles	(Damas) (Deraa) (Lattaquié)	5 1 1	5.295.500	1.555
5. Sté Syrienne pour la fabrication du sucre et les produits agricoles	(Damas) (Homs) (Idlib)	1 5 1	67.677.361	2.024
6. Sté Arabe Syrienne des Laites	(Damas) (Homs) (Alep)	2 1 1	972.390	172
7. Sté Syrienne pour les Huiles Végétales	Alep	3	11.108.578	1.026
8. Sté Al-Chark pour les produits alimentaires	Alep	2	3.538.950	239
9. Sté des Huiles de Lattaquié	Lattaquié	1	486.000	118
10. Sté Arabe Syrienne pour les Arachides	(Lattaquié) (Tartous)	1 1	1.500.000	1.063
11. Sté des Huiles de Hama	Hama	1	475.000	138
12. Sté Syrienne pour l'industrialisation des raisins	(Homs) (Soueida)	1 1	2.500.000 2.000.000	90 60
13. Usine des oignons deshydratés	Hama	1	5.000.000	561
TOTAL		33	102.039.245	7.475

(1) La S.S.I.S.P.A. comprend 3 usines de sucre et 3 usines pour la production de ferment, des huiles végétales, du savon et d'alcool.

L'industrie des conserves tient une place importante avec 2.116 ouvriers et plus de 10 millions L.S. de capital social. L'extraction des huiles végétales et la production de margarine viennent au 3ème rang. Elles occupent d'environ 1.600 salariés et plus de 13.5 millions de capital social. Les industries des biscuits et des chocolats gardent la 4ème place (3 fabriques - 407 salariés). Ensuite, viennent les industries laitières (3 fabriques - 172 salariés) et les boissons alcooliques (3 fabriques - 300 salariés). Enfin la SASA monopolise la préparation et la commercialisation, la production d'arachides dans le pays (2 fabriques 1063 salariés).

En ce qui concerne la répartition géographique, on constate que Damas est toujours en tête : 5 fabriques de conserves, une fabrique de sucre, une huilerie, 2 biscuiteries, 2 laiteries, soit 11 fabriques au total. Puis viennent Homs avec 7 fabriques, Alep avec 6 fabriques, Lattaquié avec 3 fabriques, Hama avec 2 fabriques et Idlib, Tartous, Soueida, Deraa avec une fabrique pour chaque ville.

Pour terminer notre recherche sur cette dernière étape, il nous faut signaler l'évolution de la production industrielle après 1960.

Aux prix constants de 1963, la production brute de l'industrie (y compris l'artisanat) a augmenté de 557,7 millions de L.S. en 1960 à 1.326,1 millions en 1972, soit dans une proportion de 238 %. C'est-à-dire que le taux d'accroissement annuel a été de 19%. (1)

Sur la base 100 en 1963, l'indice de la production industrielle a passé de 87,9 en 1960 à 210,2 en 1972, alors que l'indice de la production agricole a été de 51,2 en 1960 et 127,5 en 1972.

Durant les années cinquante et jusqu'en 1968, l'industrie occupait la troisième place dans le revenu national global derrière l'agriculture et le commerce. Depuis 1969, l'industrie s'est placée au 2ème rang après l'agriculture. En 1972, l'agriculture a participé pour 22,5 % au revenu

(1) Sta. abs. of Syria 1973, p. 748.

national global, l'industrie 19,5 % et le commerce 16,9 (toujours aux prix constants de 1963). (1)

Le développement rapide de la production industrielle dans les dernières années (surtout depuis 1968) est dû en grande partie, à l'évolution des industries extractives (pétrole et phosphate). Sur la base 100 en 1965 l'indice de la production des industries extractives est passé de 60 en 1966 à 2.460 en 1972; tandis que l'indice de la production des industries de transformation a été 104 en 1966 pour atteindre 138 en 1972. L'indice de la production de l'électricité s'est évoluée de 109 en 1966 à 206 en 1972. Pour le détail nous produisons le tableau suivant :

TABLEAU 57 -

Indice de la production industrielle entre 1966-1972 (2)
1965 = 100 (3)

Industries	1966:	1967:	1968:	1969:	1970:	1971:	1972:
A. Extractives	60:	94:	537:	1.048:	1.848:	2.090:	2.460:
B. de transformation	104:	100:	102:	120:	127:	133:	138:
1. alimentaires et agricoles	105:	96:	97:	105:	109:	113:	121:
2. textiles et de cuir	103:	97:	95:	115:	117:	124:	129:
3. des bois et de meubles	91:	113:	134:	181:	171:	187:	196:
4. de papier, imprimerie	138:	154:	151:	163:	200:	215:	230:
5. chimiques (4)	108:	108:	107:	148:	204:	227:	232:
6. non métallurgiques	97:	103:	132:	130:	137:	130:	142:
7. métallurgiques de base	110:	110:	110:	136:	137:	137:	159:
8. de produits métallurgiques	104:	94:	94:	137:	145:	150:	137:
C. Electricité	109:	112:	128:	154:	156:	173:	206:

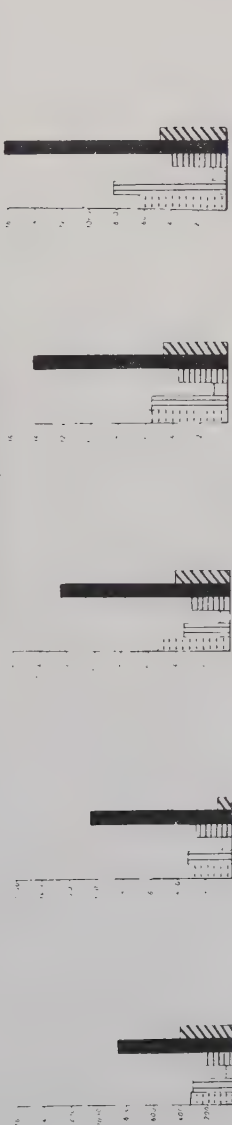
(1) St.ab. of Syria. 1973, p. 748

(2) Y compris l'artisanat.

(3) St. ab. of Syria. p. 220.

(4) Y compris le raffinage du pétrole.

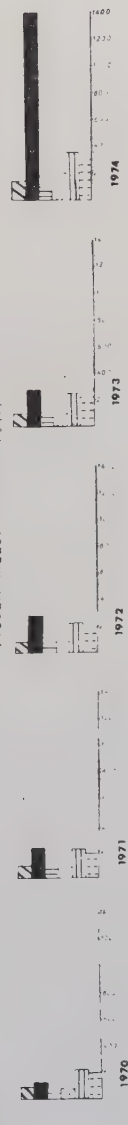
Accumulation des capitaux investis



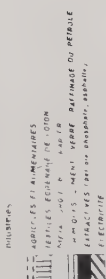
Nombre de salariés



Produit industriel brut



SECTEUR PUBLIC INDUSTRIEL Pôles et Axes de Développement



CHAPITRE II

LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

A - LES INDUSTRIES TEXTILES

ASPECTS ACTUELS

En 1972, près de 32.000 salariés (y compris les saisonniers) sont employés dans 181 établissements dont les activités variées s'étendent de l'égrenage de coton à la filature des fibres naturelles ou artificielles à la confection de vêtements : 21 entreprises pour l'égrenage du coton, 93 usines de filature de tissage et finissage, 26 usines de bonneterie et confection, 19 usines de teinture et d'imprimerie et 4 ateliers de broderie.

Les industries textiles représentent la branche la plus considérable parmi les industries de transformation, qu'il s'agisse de capitaux investis (34%) (1) de la main d'oeuvre employée (47%) ou de la valeur ajoutée (37%). Cette branche est la plus ancienne et la plus renommée du pays.

Sur la base 100 en 1956, l'indice de la production des industries textiles est passé à 591 en 1970 (industrie et artisanat) (2).

Créées pour répondre aux besoins du marché local, les industries textiles participent dans une proportion importante de leur production,

(1) Ce pourcentage représente la part de l'industrie textile dans le secteur public (non compris pétrole et électricité).

(2) Y. Aroudky p. 209.

aux exportations du pays (46,5 millions L.S. en 1972, soit 46% de la valeur totale des exportations industrielles).

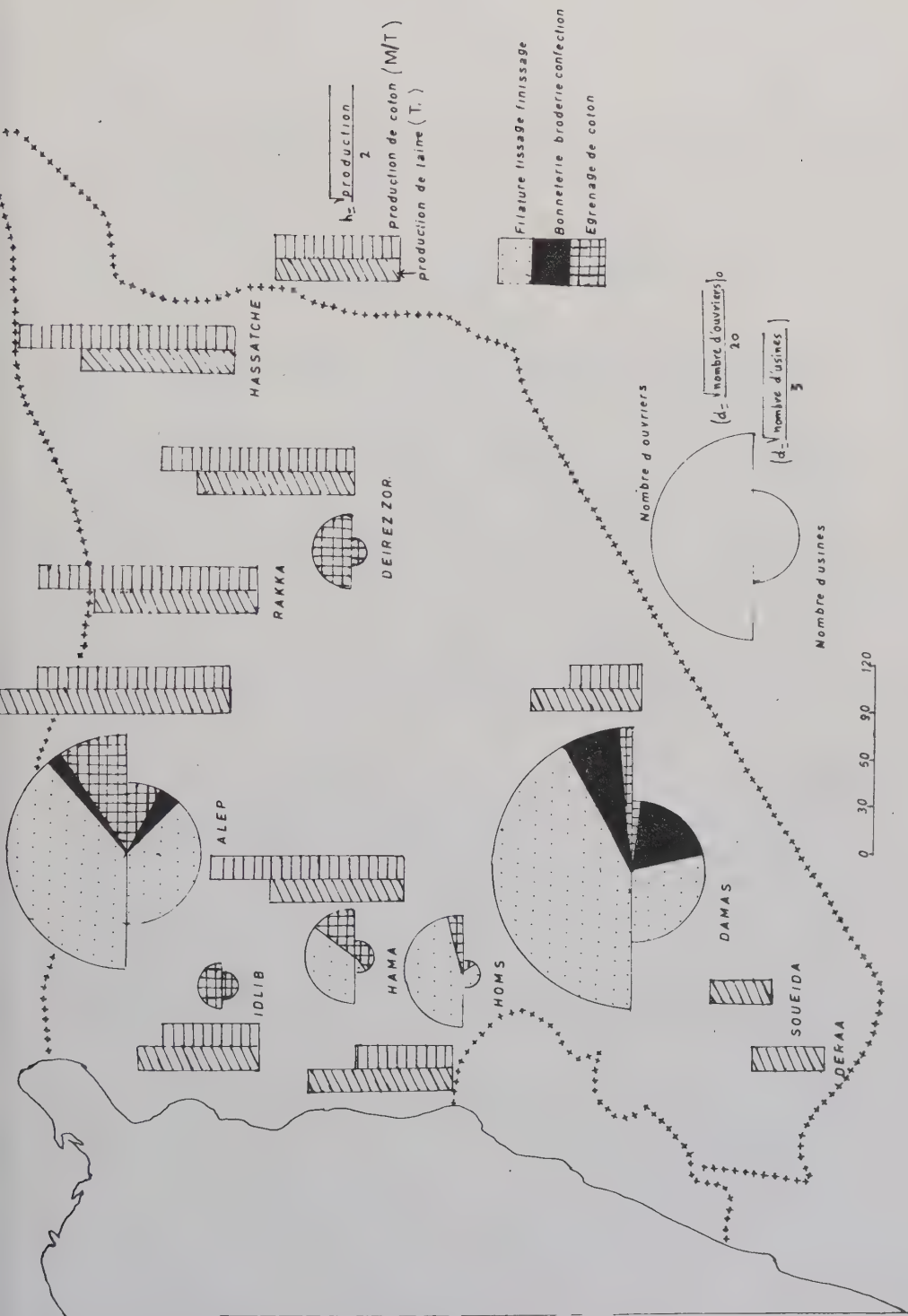
Depuis le Moyen Age, notre artisanat textile, jouissait d'une réputation partout dans le monde en produisant, en exportant de meilleurs tissus de toutes sortes.

Après la révolution industrielle, et la production en grande série, surtout dans le siècle dernier et au début de ce siècle, les produits européens avaient envahi le marché mondial. Même les goûts et les traditions autochtones ont été remplacés progressivement par des goûts et traditions dits de la nouvelle révolution. Notre artisanat avait perdu une grande partie de sa clientèle. Il s'est trouvé ultérieurement dans une véritable décadence. Des milliers d'ouvriers se sont trouvés en chômage. Le départ de l'industrie textile moderne a été, en fait, largement facilité par la tradition d'une main d'oeuvre libérée d'un artisanat textile en difficulté et qui a pu s'adapter rapidement aux nouvelles conditions.

D'autre part, l'existence, sur place, des matières premières abondantes, bon marché, fut la principale raison de l'essor de l'industrie textile.

En premier lieu, on observe la progression spectaculaire de la culture de coton, fournissant à la Syrie de l'Or blanc qui constituait depuis des années la base la plus importante de son économie.

Sous l'impulsion des conseillers agricoles français, à l'époque du Mandat, la culture a commencé son extension. En 1950, elle accomplit un grand bond : la superficie cultivée fut multipliée par 3 et la production par 2.6 par rapport à 1949. En 1951, on avait cultivé une superficie par trois fois supérieure, mais un grand fléau avait ravagé la fleur du cotonnier (ver de coton) le rendement global fut deux fois moindre environ que l'année précédente. Il en résulte l'intervention vigoureuse de l'Etat : un "Office du Coton" fut créé et doté d'experts et des moyens nécessaires pour la recherche : études sur les variétés, les engrais et les terrains les plus appropriés, sur



les moyens techniques de lutte efficace contre les ennemis des cultures; vulgarisation des méthodes culturales, fumigation obligatoire et permis de cultiver; tout fut mis en oeuvre pour encourager, protéger et améliorer la culture de coton, qui avait bénéficié, en plus de meilleurs terrains irrigués. Ainsi, la production s'est développée progressivement et attira rapidement les industries et activités complémentaires.

En effet, on avait enregistré l'avance considérable de la Syrie à tous les plans. Le rendement à l'hectare s'est constamment amélioré et atteint en 1965 un niveau très supérieur aux moyennes régionales et mondiales; il est parmi les rendements les plus élevés de tous les pays. Les indices de la superficie et de la production en 1965, 1969 et 1971 par rapport à 1948, sont les indices les plus élevés du monde. (1) C'est pour cela qu'on a parlé de la "révolution cotonnière" en Syrie. Ce n'est pas extraordinaire dans la mesure où le coton syrien participait par 50 à 55% à la valeur totale des exportations syriennes (coton égrené et articles manufacturés).

Pour célébrer cette richesse, on a institué un festival annuel à Alep, et une reine du coton. En même temps, on distribuait des primes de production aux planteurs ayant de meilleurs résultats.

D'autres matières premières jouaient un rôle secondaire, comme la laine et la soie naturelle. Contrairement à la culture de coton, l'élevage et la sériciculture n'avaient pas le sujet d'une préoccupation sérieuse de l'Etat. Jusqu'à une date récente le gros de la laine indigène a été destiné à l'exportation, car il est impropre à l'industrie textile. La sériciculture, elle aussi, a regressé, en raison de l'absence des efforts de modernisation et d'encouragement, d'une part, et de l'importation de soie et des filés artificiels, d'autre part. Les conditions naturelles permettraient cependant une amélioration rapide de notre production de laine et de soie naturelle pour être transformée localement et remplacée, en partie les importations des filés.

En moyenne, la production de laine lavée est de 5,5 mille tonnes par an. Elle se diversifie d'une année à l'autre suivant le nombre de

(1) R. Hilan, p. 200.

troupeau d'ovins et la qualité et la possibilité des paturages qui à leur tour dépendent de conditions climatiques : 5.339 tonnes en 1959, 3161 tonnes en 1961, 6.678 tonnes en 1967 et 7.015 tonnes en 1970.

La production de coton, elle aussi avait connu de grands changements : 364, 507, 207, 361 mille tonnes respectivement dans les années 1959, 1960, 1963, 1970.

De toute façon, la politique adoptée par le secteur public vise à transformer, la plus grande quantité des matières premières locales, surtout le coton et la laine ce qui permet d'avoir plusieurs avantages : développement de l'industrie textile, création d'emplois, économie de devises dépensées aux achats de filés de coton et de laine. Dans l'intérêt du pays, l'exportation de filés et de tissus en coton et en laine est préférable à l'exportation de ces produits agricoles à l'état brut. Dans ce sens, on a construit à Hama l'Usine de filés fins dans le but de produire 5.000 tonnes de filés de coton de bonne qualité pour remplacer l'importation de cette sorte de filés, d'une part, et pour augmenter les quantités de coton brut localement transformées. Ainsi le coton égrené utilisé par nos filatures a passé de 19.988 tonnes en 1963 à 22.728 tonnes en 1969 et à 34.000 tonnes en 1972.

La quantité de laine locale transformée par les usines modernes ne dépasse pas 300 tonnes par an, tandis que la quantité de laine importée dépasse 1.000 tonnes. La valeur de la laine et de filés en laine pure ou mélangé utilisés par les établissements publics, en 1972, a atteint 14.000 mille L.S. contre 10.826 mille L.S. d'exportation de laine brute.

L'approvisionnement de fibres et de filés artificiels et synthétiques dépend totalement de l'étranger, plus de 13.000 tonnes chaque année d'une valeur de l'ordre de 34.000.000 L.S.

Les principaux fournisseurs de fibrans et de fibres synthétiques sont : Le Japon, l'Italie, la France, la Suisse, la Bulgarie, l'Allemagne Démocratique, etc...

Cette dépendance a plusieurs inconvénients : aggravation de prix par des frais de transport, irrégularité de livraison pour des raisons politiques, économiques ou autres, changement de prix, etc...

La disparition d'une certaine matière première d'un marché considéré habituellement comme source d'approvisionnement, ou le retard d'une livraison, sont fréquents, ce qui oblige nos usines du textile à fonctionner au ralenti. Par conséquent, l'industrie textile de coton est beaucoup plus développée, en Syrie, que celle de la laine, celle de la soie et celle du synthétique : en 1972, le secteur public a produit 27.460 tonnes de filés de coton et 13.791 tonnes de tissus de coton, soit 41.251 tonnes, tandis que les produits de filés en laine en fibre artificielle et synthétique sont : 5.306 tonnes de filés et tissus en laine et en fibranes, 568 tonnes de filés et de tissus synthétiques et enfin 156.037 m² de tapis en laine et 311.441 m² de tapis en soie artificielle.

L'industrie textile dépend aussi de l'étranger pour tout le matériel mécanique d'équipement fabriqué aux Etats Unis, en Grande Bretagne, Allemagne Fédérale et Démocratique, Italie, Pologne, U.R.S.S., Chine Populaire, etc... Bien sur les achats d'équipement représentent toujours d'importantes sorties de devises beaucoup plus grandes que celles de matières premières.

A cet égard, de nombreux ateliers (secteur privé) utilisent un matériel de récupération. Par contre, la plupart des sociétés publiques utilisent du matériel neuf et dépensent chaque année des sommes importantes pour le remplacement et le renouvellement du matériel ancien : 35 millions L.S. ont été prévus pour ce sujet au 3ème plan; en 1972, à titre d'exemple les travaux du renouvellement et de remplacement ont coûté 420 mille L.S. dans la Société Fédérale Commerciale et Industrielle, 446 mille L.S. pour la Société des Industries Modernes, 456 mille L.S. pour la Société des Filatures et des Tissages à Homs, 1.362 mille L.S. pour la Société des Tissus de soieries à Alep, etc... Au total, les sociétés du secteur public, ont dépensé en 1972 plus de 8 millions L.S. pour être bien équipées.

Sur le plan de la main-d'oeuvre, l'industrie textile souffre du manque de cadres en particulier, car nos institutions scolaires universitaires et techniques ne répondent pas à cette question. Sous la pression de la

nécessité, les grandes sociétés publiques embauchent des ingénieurs et des experts en filature et en tissage de l'Egypte en payant des salaires très élevés.

Jusqu'à une date récente, beaucoup d'ouvriers recrutés parmi les paysans immigrés n'ont aucune formation. Alors c'est l'entreprise qui les entraîne soit par des stages très rapides, soit par adaptation progressive en pratiquant le travail. Par conséquent, le rendement faible dont on parlait toujours et qui est plusieurs fois inférieur au rendement réalisé dans les pays à industrie développée, est principalement le résultat de l'emploi d'une main-d'oeuvre sans qualification préalable d'une part, et du manque de techniciens et de cadres d'autre part. Nous avons souligné dans la première partie les efforts récents intervenus par l'Etat pour faire face à ce problème (Institut des Industries Textiles, Centres d'entraînement, bourses d'études, etc...).

Sur le plan financier, l'industrie textile a bénéficié d'investissements qui entre 1946 et 1965 ont été les plus considérables de tous ceux consacrés aux industries du pays. Avant 1946, les capitaux investis dans l'industrie du textile ne dépassaient pas une vingtaine de millions de L.S. pour atteindre 202 millions de L.S. en 1964, soit 37,4 % du total des investissements industriels en Syrie. Depuis lors, la part de l'industrie textile est en régression par rapport aux autres branches (surtout pétrole et électricité) : 22% du total des investissements industriels au début de 1970. C'est parce que la création de nouvelles entreprises dès 1965 jusqu'à l'heure actuelle était très restreinte. Sans tenir compte des petites entreprises établies par les particuliers, seules l'usine d'égrenage de coton à Deir-ez-Zor et la société de Hama pour les filés de coton (SHFC) sont les deux entreprises importantes créées entre 1965-1972.

Mais selon le troisième plan, l'industrie textile reçoit une part très importante des investissements prévus, plus de 307 millions de L.S., soit 14% du total des investissements industriels et plus de 30% des investissements consacrés aux industries de transformation. Ces investissements sont destinés à l'extension, à la modernisation des entreprises existantes en premier lieu, à des créations nouvelles, à la formation de main-d'oeuvre, à la recherche et à la gestion en deuxième lieu.

En ce qui concerne la répartition géographique des entreprises de textile, Damas et Alep sont les principaux foyers des industries textiles : 171 établissements y sont installés, soit plus de 94% du total. Damas vient en tête avec 89 établissements, soit 49% du total, employant 13.100 salariés environ, soit près de 40% du total. A Damas se trouvent les plus grandes sociétés de textile : la Société Fédérale Commerciale et Industrielle "SFCI" avec 3.906 ouvriers, la Société des Filatures et des Tissages de Damas "SFID" (2.220 salariés), la Société Arabe Unie pour l'industrie "SAUI" (2.127 salariés), la Société des Industries Modernes "SIM" (1.501 salariés).

Au deuxième rang vient Alep avec 82 entreprises soit 45% du total, qui emploient 11.073 salariés, soit plus de 34% du total. Cette ville est le centre le plus important pour l'égrenage du coton : 12 sur 24 s'y sont installées. Elle est, en même temps, le principal centre de filature et du tissage de soie. La société des tissages de soieries (STS) est considérée comme la plus importante entreprise dans ce domaine; elle emploie 681 ouvriers en produisant des tissus et des vêtements de soie. Le secteur privé possède à Alep plusieurs centaines d'ateliers pour la fabrication des tissus en soie naturelle ou artificielle. La plupart sont de type artisanal, tandis que les ateliers qui emploient plus de 10 travailleurs sont d'environ au nombre 30. A Alep, comme à Damas, on rencontre, de grandes sociétés pour la filature et le tissage du coton et des fibres synthétiques par exemple : la société al-Ahliyah pour la filature et le tissage "SAFT" (2014 salariés), la société syrienne pour la filature et le tissage "SSFT" (2826 salariés), la société al-Chahba pour les filatures et les tissages "SCFT" (1131 salariés).

De très loin derrière ces deux villes, vient Hama avec 5 entreprises employant 2.411 salariés, 4 entreprises pour l'égrenage de coton et la société de Hama pour les filés de coton (plus de 1.000 salariés) la plus récente du pays et parmi les importantes entreprises de textile. Homs comprend une entreprise pour l'égrenage de coton et deux fabriques pour la filature, le tissage et la teinturerie, constituant une grande société dénommée la Société des Filatures et des Tissages à Homs (S.F.T.H.) qui emploie plus de 1.850 salariés. Enfin les deux villes Deir-ez-Zor et Idlib comportent deux entreprises pour l'égrenage de coton. La plus importante est celle de Deir-er-Zor, qui emploie environ 3.000 travailleurs à la saison d'égrenage.

Selon les plans établis par les dirigeants du Secteur Public Industriel, la production, le nombre de salariés, la productivité du salariés, ainsi que la valeur ajoutée, pour toutes les sociétés textiles publiques, sont estimés en 1973 par les chiffres que représente le tableau suivant : (1)

Sociétés	Valeur de la production totale mille L.S.	Nombre de salariés	Production par salarié mille L.S.	Valeur ajoutée mille L.S.
SFCI	63.053	4.000	15.763	27.801
SAUI	32.996	2.209	14.937	15.284
SFTD	41.767	2.828	14.766	18.378
STM	43.890	1.800	24.383	17.882
SCSV	15.659	869	18.019	2.899
SIFN	11.909	626	19.023	3.690
SFTH	38.037	2.096	18.147	13.872
SSFT	29.989	2.665	11.250	11.847
SCFT	20.053	1.492	13.428	7.697
SAFT	24.971	2.132	16.402	16.575
STSA	20.993	853	24.610	6.825
SASV	45.410	262	17.332	1.494
SHFC	19.232	1.081	17.790	5.846
TOTAL	377.071	22.903		150.088

1. L'Egrenage de coton

De création récente, cette industrie s'est développée parallèlement au développement de la culture de coton. Entre les deux guerres mondiales, elle dépassa l'étape artisanale pour devenir une industrie annexe dans les sociétés textiles modernes. Progressivement, la récolte de coton augmentait. Notre industrie de filature n'était plus capable, ni d'égrener cette récolte, ni

(1) Rapport Annuel : Ministère de l'Industrie, Direction de la Planification, des Statistiques et des Affaires Economiques. 1973.

d'absorber les quantités du coton égrené. Par conséquent, l'égrenage de coton a pris l'aspect d'une industrie indépendante. L'évolution rapide de cette industrie commença après l'accès du pays à l'indépendance, au moment de l'essor spectaculaire de la culture de coton et lorsque le coton fut devenu l'article principal de l'exportation syrienne.

En 1945, il y avait, en Syrie, 20 petites entreprises pour l'égrenage de coton, d'une capacité d'égrenage de 8.900 tonnes environ de coton-graine, ce qui était raisonnable pour une récolte de 12.000 tonnes (en tenant compte de la capacité d'égrenage des sociétés de filature).

Mais la "folie d'égrenage de coton" qui caractérisait les années cinquante, fut jugée comme une catastrophe pour l'économie du pays, sans réagir très vite. A partir de 1958, l'établissement de nouvelles entreprises fut interdit par l'Etat.

En 1953, le nombre d'usines mécaniques atteint le chiffre 100, employant 4.000 ouvriers. En 1959, le pays comptait 2.614 entreprises (de toutes tailles). (1). Pour faire fonctionner ce nombre énorme d'usines, d'une manière économique, la production de coton-graine était insuffisante.

L'ensemble de ces usines peut effectuer l'égrenage de plus de 400.000 tonnes de coton en 6 mois, alors que la production oscillait de 220.000 à 265.000 tonnes par an. C'est-à-dire qu'une partie considérable des capacités disponibles restaient inactives, à un moment où le pays souffrait du manque de filatures. Cette orientation injuste (pour l'économie du pays) suivie par les particuliers peut être expliquée par les bénéfices importants acquis, résultant principalement de l'emploi d'une main d'oeuvre, pour la plupart féminine et paysanne à très bas salaire. Des milliers d'ouvriers travaillaient pour un salaire de 150 à 300 piastres syriennes par jour.

En 1965, le décret législatif n° 77, nationalise l'industrie d'égrenage de coton : 57 grandes entreprises, possédant toutes les usines mécaniques d'égrenage de coton, dont 33 à Alep, 14 à Hama, trois à Idbid, trois à Homs, deux à Damas, une à Lattaquié et une à Deir-ez-Zor. La concentration

(1) Sta. Abs. 1959.

des entreprises à Alep est indiscutable, où on effectuait l'égrenage de 80% de la récolte de coton. C'est parce que Alep est le centre urbain, industriel et commercial le plus important au Nord de la Syrie, domaine principal de la culture du coton.

En même temps que la nationalisation, on a créé l'Organisme Général pour l'Egrenage et la Commercialisation de Coton (OGECC). Devenu responsable de l'égrenage et du commerce du coton syrien, cet organisme commença par réorganiser cette industrie : fusion et déplacement des usines, innovations des machines et amélioration des méthodes d'égrenage et d'emballage, etc...

Ainsi, le nombre d'entreprises fut ramené à 21 : 12 à Alep, deux à Damas, 4 à Hama, une à Homs, une à Idlib, et une à Deir-ez-Zor. Cette dernière est devenue, en 1966, l'une des plus grandes entreprises après la construction d'une nouvelle usine capable d'égrener 70 mille tonnes de coton-graine par saison. L'OGECC a établi cette usine à Deir-ez-zor dans le but d'effectuer, sur place, l'égrenage de toute la récolte de coton du Bassin de l'Euphrate et de Djéziré, au lieu de la transporter à Alep.

Sur le plan agricole les recherches appliquées eurent de bons résultats, notamment les expériences sur la culture d'une variété inventée par le Laboratoire du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire après plusieurs années d'expérience. Cette variété baptisée "Alep I" donne des fibres de bonne qualité et surtout, elles résistent à la fanure de coton, maladie répandue dans notre région et qui diminue considérablement le rendement. Devenu fameux et cultivé par plusieurs états étrangers "Alep I" a reçu une consécration officielle en 1972 à l'occasion d'un congrès international tenu à Alep.

Les égreneuses à rouleaux ont été remplacées, progressivement, par les égreneuses à scies. Car celles-ci travaillent plus vite, bien que l'égrenage au moyen de rouleaux sont généralement considéré comme détériorant moins les fibres. A cet égard, le tableau suivant montre les transformations intérieures par l'OGECC entre 1965 et 1971.

Pourcentage de coton égrené au moyen de rouleaux et de scies

:	:	:	:
:	Année	Egrenage à	Egrenage à
:	:	rouleaux	scies
:	:	:	:
:	1965-1966	60 %	40 %
:	1966-1967	39,05 %	60,95 %
:	1967-1968	41,56 %	58,44 %
:	1968-1969	35,53 %	64,47 %
:	1969-1970	29,30 %	70,70 %
:	1970-1971	20,80 %	
:	:	:	:

L'amélioration apportée aux méthodes de cultures, la sélection de races, la modernisation des moyens d'égrenage ont permis d'avoir un rendement de fibre assez satisfaisant; il peut être considéré parmi les rendements élevés du monde (il varie de 30 à 40% dans les pays du monde).

En 1972 et 1973, les quantités de coton-graine livrées à nos entreprises d'égrenage et effectivement égrenés sont respectivement 407.962, 418.736 tonnes. Les quantités de fibres résultant sont 156.005 tonnes en 1972, soit un peu plus de 38% et 160.324, soit 38,7 %.

La qualité du coton qui se termine par la longueur des soies et par la classe de coton, peut être exprimée par les deux tableaux suivants :

(1) Source I'O.G.E.C.C.

TABLEAU 58 - Classification du coton égrené selon la longueur de fibre (1970-77)
(1)

Longueur de fibre en pouce	1970 quantité (T)	%	1971 quantité (T)	%	1972 quantité (T)	%
1.3/16-1,1/4	-		-		-	
1.5/32	-		-		-	
1.1/8	19.538	13,13	17.558	11,22	7.916	5,2
1.3/32	94.100	63,25	98.168	62,75	105.444	69,7
1.1/6	33.516	22,53	35.994	23,01	33.841	22,4
1.1/32	1.409	0,95	3.778	2,42	4.147	2,7
7/8-31/32	-		-		-	
C.B.M.	-		-		-	
Mixte	81	0,05	424	0,27	-	
"Scarto"	138	0,09	311	0,33		
TOTAL	148.782	100,00	156.433	100,00		100,00

TABLEAU 59 - Répartition du coton égrené selon les classes (de 1970 à 1972)

Classes	1970 quantité (T)	%	1971 quantité (T)	%	1972 quantité (T)	%
Extra	-		-		-	
Zéro/extra	41.680	28,02	51.024	32,62		
Zéro	102.393	68,82	92.066	58,84	63.516	45,3
Un/zéro	2.742	1,84	4.914	3,14	48.810	32,3
Un	1.032	0,69	3.767	2,41	18.328	12,1
Deux/un	188	0,13	920	0,59	6.205	4,1
Deux	12	0,01	1.812	1,16	4.313	2,8
Trois/Deux	33	0,02	712	0,46	2.467	1,6
Trois	3	0,00	283	0,18	2.409	1,8
CBM	-		-		-	
Mixte	154	0,10	424	0,27	-	
"Scarto"	545	0,37	511	0,33	-	
TOTAL ...	148.782	100,00	156.433	100,00	151.348	100,00

(1) (2) St-ab. of. Syria 1973, p. 230.

D'après le premier tableau nous voyons que le coton syrien n'a pas de grande proportion de très longue soie ni de soie courte (un coton de 1 et 3/32 mesure 28 mm.), mais plutôt de longue et moyenne soie.

Ainsi, on constate dans le deuxième tableau que le coton syrien n'est pas un coton idéal, mais il est de 78 à 79% de très bonne qualité (zéro, extra, zéro et un zéro).

L'égrenage du coton est une activité saisonnière qui commence avec l'arrivée du premier tonnage de coton graine. La cueillette de celui-ci débute en septembre de chaque année. L'OGECG encourage la cueillette précoce en distribuant aux précurseurs, gratuitement, des sacs en jute pour l'emballage.

L'égrenage trouve sa fin en juin, mais les mois les plus actifs sont octobre, novembre, décembre, janvier et février, tout cela pour répondre le plus tôt possible, aux engagements d'exportation à l'étranger. 96% de la récolte du coton est égrenée dans les usines de l'OGECG. Les grandes sociétés de filature et du tissage effectuent l'égrenage des quantités restant pour combler leurs propres besoins, comme la Société Fédérale Commerciale et Industrielle, la société al-Chahba, la société al-Ahliyah, etc...

A la saison d'égrenage, cette industrie exige un nombre considérable de main d'oeuvre oscillant entre 9.000 et 10.000 ouvriers facile à recruter parmi les paysans, particulièrement après d'être achevée la saison de récolte.

Une fois égrené, le coton est pressé (premier pressage) et mis en balles (200 kg.). Après un classement qui a pour but de terminer la valeur commerciale de chaque balle et de grouper les balles en lot homogènes, le coton reçoit son conditionnement définitif. Il est soumis à une seconde compression, beaucoup plus forte que la première, emballé dans une toile de jute et cerclé de feuilards, afin de réduire l'encombrement des balles en cours de transport.

Selon des engagements d'achat préalables, l'O.G.E.C.C. transporte par camion, les quantités de coton exportables jusqu'au port de Lattaquié, en attendant le chargement sur bateau et l'acheminement vers les pays de destination.

Le coton syrien a une bonne clientèle; il se vend partout dans le monde, soit par des accords de paiements, soit en devises rares. A titre indicatif nous reproduisons le tableau suivant :

TABLEAU 60 - Exportation de coton Syrien

Pays	1970		1971		1972	
importateurs	quantités	%	quantités	%	quantités	%
	(T)		(T)		(T)	
Pays socialistes:						
U.R.S.S.	21.118	15,53	30.295	25,46	32.859	28,23
Chine populaire	25.876	19,03	9.182	7,72	21.723	18,66
Tchécoslovaquie	4.958	3,65	3.594	3,02	6.844	5,88
R.D.A.	1.138	0,84	-	-	2.531	2,17
Hongrie	1.897	1,40	997	0,84	1.348	1,16
Pologne	1.955	1,44	3.101	2,61	749	0,64
Roumanie	1.499	1,10	1.500	1,26	-	-
Bulgarie	912	0,67	700	0,59	-	-
Yougoslavie	1.365	1,00	1.635	1,37	-	-
TOTAL	60.718	44,66	51.004	42,87	66.054	56,74
Europe Occidentale:						
Italie	17.784	13,08	24.697	20,76	23.207	19,94
France	13.946	10,26	10.121	8,51	4.037	3,47
R.F.A.	5.169	13,80	9.232	7,76	4.602	3,95
Suisse	3.096	2,28	5.587	4,70	3.341	2,87
Belgique	109	0,08	1.201	1,01	2.700	2,32
Hollande	888	0,65	1.163	0,98	809	0,69
Grande Bretagne	-	-	303	0,25	450	0,39
Autriche	65	0,05	101	0,08	15	0,01
TOTAL	41.057	30,20	52.405	44,05	39.161	33,64
Extrême-Orient :						
Japon	24.703	18,17	8.095	6,80	5.371	4,61
Autres pays	9.486	6,97	7.470	6,28	5.830	5,01
TOTAL GENERAL:	135.964	100,00	118.974	100,00	116.416	100,00

D'après ce tableau, on constate que les pays socialistes importent la plus grande partie du coton syrien avec 44,66% en 1970, 42,87% en 1971 et 56,74% en 1972 (72,03 % en 1969).

L'U.R.S.S. vient en tête avec une proportion de 15,53 à 28,23% du total du coton exporté (30,79% en 1969), vient ensuite la Chine Populaire avec 18,66% en 1972 (14,20% en 1969).

L'Europe Occidentale constitue le deuxième débouché important avec un pourcentage de 30,20 à 44,05 chaque année. Dans ce bloc l'Italie est le premier importateur du coton syrien, surtout dans les années 1970 à 1972 (13,08%), (20,76%), (19,94%). Ensuite viennent l'Allemagne Fédérale et la France.

Le Japon est l'un des premiers pays importateurs du coton syrien, il a occupé la deuxième place en 1970, après l'U.R.S.S., tandis qu'il se place au 5ème rang en 1972.

2. La filature et le tissage

Sur 97 usines consacrées à ces deux activités (22 usines publiques et 77 usines privées) on comptait alors : 1 filature simple, 45 usines de tissage simple et 51 usines intégrées.

L'ensemble de ces manufactures contribuait pour environ 85% à la valeur ajoutée de l'industrie textile (non compris l'égrenage de coton). La production, en 1972, était de 31.560 tonnes en filature, 25.000 tonnes en tissage et 482.257 m2 de tapis. Elle représentait 100% de la production totale du pays en filature, 90% en tapis et près de 85% en tissage. (1)

Les entreprises de filature et du tissage occupaient 19.725 salariés, soit plus de 60% des effectifs de l'industrie textile et plus de 74% de la main d'oeuvre permanente.

(1) Le reste est produit par les établissements artisanaux.

Or, le secteur public monopolise la filature de coton et de laine et il produit environ 90% du tissage de laine et 80% pour le tissage du coton, de soie et de synthétique.

Les fabriques du secteur public se localisent : 11 à Damas, 9 à Alep, 1 à Hama et 1 à Homs, celles du secteur privé se trouvent à Alep (43 usines) et à Damas (32 usines).

En effet, Alep l'emporte sur Damas en ce qui concerne le nombre total des établissements avec 52 contre 43 à Damas.

Par contre, Damas vient en tête en ce qui concerne le nombre d'ouvriers avec 10.232, soit 50% du total environ, puis viennent Alep avec 7.352 salariés, soit 37% du total, Homs avec 1.450, soit 6% et Hama avec 1.011 salariés, soit 5%.

La filature et le tissage du coton tiennent une place de pointe avec 57 établissements qui manufacturent exclusivement ou principalement du coton.

En 1972, la production était de 27.460 tonnes en filature de coton, soit 87% de filature environ; 20.000 tonnes en tissage de coton, soit 80% du total du tissage.

Plus de 80% des salariés sont occupés par la filature et le tissage de coton. Le nombre de broches augmenta de 95.000 en 1957 à 190.000 en 1972. Le nombre de métiers à tisser passa de 3.000 à 5.000 dans la même période.

Dans le 3ème plan, on a prévu d'ajouter aux établissements publics 232.000 broches et 1.000 métiers pour la filature et le tissage du coton dans le but de transformer localement 60% de la production syrienne du coton égrené.

Géographiquement, les établissements de filature et de tissage de coton se répartissent ainsi : 30 à Alep (6.430 salariés) 25 à Damas (7.100 salariés) 1 à Homs (1.550 salariés), 1 à Hama (1.011 salariés).

Le large marché de consommation que constituent Damas et Alep est à la base de la concentration de l'industrie cotonnière dans les deux villes. Les matières premières qui ont joué le premier rôle en faveur de Hama et Homs ont favorisé l'évolution de l'industrie Alepine, tandis qu'elles n'avaient aucune influence positive sur l'industrie damasquine, car la culture du coton se trouve au centre et au nord du pays, loin de Damas.

La filature et le tissage de laine ont accusé une progression continue. La laine indigène de qualité médiocre était depuis longtemps l'objet d'une exportation vers les pays étrangers. Seule une quantité relativement infime était consommée sur place dans la matelasserie indigène ou filée à l'aide de rouets domestiques, fournissant la trame aux ateliers des artisans de tapis en particulier.

Le tissage moderne de laine qui commença avec l'établissement de la première entreprise, à Alep, en 1930, importait les filés de l'étranger. En 1958, ce fut la construction, à Damas, de la première entreprise pour la filature de laine brute importée. En 1965, date de la nationalisation des grandes entreprises industrielles en Syrie, il y avait 5 entreprises pour la filature et le tissage de laine. Elles ont été toutes nationalisées et regroupées dans une seule société : la "Société des Industries Modernes (SIM)". Dans le domaine de tapisserie, il y avait la "Société Anonyme pour la fabrication des tapis, elle aussi a été nationalisée et annexée à la SFCI".

De plus, la SFCI, la SFT à Damas et la SAFT et la STSA, à Alep produisent secondairement de la filature et du tissage en laine.

En effet, l'industrie du textile en laine se localise principalement à Damas (6 usines et 1.800 salariés) et secondairement à Alep (activité secondaire pour deux usines). C'est une localisation logique pour une industrie créée pour répondre aux besoins du marché local dont Damas et Alep constituent les plus grandes agglomérations urbaines.

Le nombre de broches pour la filature de laine passa de 14.096 à la veille de la nationalisation à 30.000 en 1972. La production en filature et en tissage augmenta de 1.000 tonnes en 1964 à 5.300 tonnes en

1972. La production de tapis qui était de 10.000 m² en 1959 a atteint 156.000 m² en 1972.

La filature et le tissage de soie et de fibre synthétique sont pratiqués par 28 établissements privés et 8 établissements publics et secondairement par un certain nombre d'établissements de textile cotonnier. Cette branche de textile occupe plus de 2.000 salariés et produit plus de 4.000 tonnes de filés et de tissus et près de 340.000 m² de tapis. Les usines se localisent principalement à Alep (22 usines) et secondairement à Damas (16 usines).

Pour résoudre le problème de l'importation de filés de laine et de filés de fibres artificielles et synthétique, le 3^{ème} plan a prévu de doter la SFCI d'une nouvelle section pour la filature de laine capable de produire 450 tonnes de filés par an. Le projet le plus important était le lavage et la transformation des laines indigènes. Ce projet vise à laver 10 milles tonnes de laine brute par an, pour produire 5 milles tonnes de laine propre à la filature. 1.000 tonnes seront manufacturées localement et 4.000 tonnes seront exportées à l'étranger.

Pour la filature des fibres artificielles et synthétiques, on a prévu de relever la capacité des entreprises publiques à 12 milles tonnes de filés de nylon et de polyester. Mais tous ces projets étaient, jusqu'en 1973, à l'étape d'études.

Le secteur de la filature et du tissage comporte des entreprises qui avaient une importance capitale en ce qui concerne l'industrialisation de la Syrie et qui jouaient un rôle fondamental dans la vie économique du pays.

En tête vient la S.F.C.I. (Société Fédérale Commerciale et Industrielle), grande entreprise intégrée, possédant des usines pour l'égrènage, la filature et le tissage de coton, d'autres pour la filature et le tissage de laine et de synthétique et la fabrication de tapis en laine, enfin elle comprend une usine pour l'extraction de l'huile, de coton et une savonnerie.

La S.F.C.I. participe pour 19% environ à la valeur ajoutée de l'industrie textile dans le secteur public (non compris l'égrenage de coton).

Elle a accusé 11.729 mille L.S. de bénéfices, soit 34% des bénéfices des sociétés publiques de textile en 1972. (1) Elle occupait 3.906 salariés, soit plus de 12% du total des industries textiles. Son capital social est de 22.743.000 L.S. soit près de 16% du total du capital social de la Fédération des Industries Textiles.

Cette société a été constituée avec un capital social de 10 millions de L.S. investis par cinq des plus grandes familles bourgeoises de Damas (elle était dénommée, avant sa nationalisation, la société al-Koumassiyé, c'est-à-dire la Société des Cinq).

Les établissements ont été implantés hors de Damas à Al-Qahoun, au Nord-Est de la ville, d'environ 3 km. et ils furent le novau de fixation pour la nouvelle zone industrielle organisée ultérieurement autour des usines de cette société.

Cette grande entreprise possède plus de 95.000 broches et 750 métiers à tisser. Elle produit plus de 6.000 tonnes de filés et de 3 à 4 tonnes de tissus par an. Elle possède encore une imprimerie, un dépôt pour le stockage de coton brut, un atelier pour les réparations mécaniques et enfin une centrale thermique (3.000 Kw. de puissance installée) pour produire l'énergie électrique nécessaire pour les différentes parties de l'entreprise.

La société importe des Etats-Unis et de l'Europe, les matières premières nécessaires pour la fabrication des tissus en soie artificielle ou en laine. Le coton est uniquement de production nationale, il provient des départements de Homs, Hama, Alep, Deir-ez-Zor et Djeziré. La société avait deux centre de collectage; le premier à Alep et l'autre à Hama. Ainsi, la société achète le coton dès le début de la récolte et sur les marchés locaux.

(1) Rapport annuel de 1973 du Ministère de l'Industrie, précité.

Ses ouvriers sont recrutés à Damas et dans les villages au Nord de la Ghoutta : Harasta, Douma, Jaoubar, Irbine, Zamalka, Qaboun et Burgé et c'est la société qui assure, gratuitement, le transport des ouvriers au lieu de leur travail.

Les établissements de cette société sont modernes, et les ouvriers travaillent dans des conditions satisfaisantes de chauffage, d'éclairage et d'aération.

Avec une usine construite en 1937 dans la zone industrielle d'al-Qaboun avec du matériel allemand, la SFTO (Société des Filatures et des Tissages de Damas) est une société anonyme avec un capital initial de 7 millions de L.S. distribués entre 500 actions. Elle visait, à traiter le coton en filature et en tissage. Elle était équipée d'une petite usine pour l'égrenage de coton, 1176 broches, 209 métiers à tisser et deux moteurs diésel de 1.100 cv. de puissance installée. Elle produisait en moyenne 2.500 tonnes de filés et 1.100 tonnes de tissus. Depuis lors, la société n'a cessé d'agrandir ses usines et sa capacité de production. Notons surtout la teinturerie établie en 1952. A la date de la nationalisation, le capital social de la société était de l'ordre de 12.7 millions de L.S. A la fin des années soixante, la société de Damas pour les tissages de soieries fut annexée à la SFTD. En 1972, le capital social de la SFTD était de 14.297.000 L.S. et ses ouvriers étaient au nombre de 2.220. Sa part dans la valeur ajoutée réalisée par la Fédération des Industries Textiles a été estimée à 1.606 millions L.S., soit plus de 10% du total.

La SAUI (Société Arabe Unie pour l'Industrie) a été fondée à Damas en 1950 avec des capitaux de l'ordre de 10 millions de L.S. répartis entre 100 actionnaires. Elle comprend deux usines pour la filature et le tissage de coton, une teinturerie et une imprimerie. La superficie occupée par ses différentes usines totalise 25.000 m² sur le territoire de Hoch-Blass, zone industrielle située à 4 km. environ au Sud de Damas, juste à droite de la route Damas Deraa. Après sa nationalisation, elle a été agrandie, son capital social a atteint 13,5 millions de L.S. et le nombre de salariés a passé de 1.200 en 1961 à 2.127 en 1972. Sa production a été évaluée en 1973 à

une valeur de 32.996 mille L.S., soit 9% de la production totale de la FIT et sa participation à la valeur ajoutée a été estimée à 15.284 mille L.S. Les ouvriers travaillent dans des conditions favorables et leur transport, entre les usines et Damas, est assuré par les autobus de la société.

A Damas encore, la SIM (Société des Industries Modernes) est considérée parmi les entreprises de textile les plus importantes dans le pays. C'est la seule entreprise spécialisée dans la filature et le tissage de laine. Elle utilisait dans ses filatures et ses métiers environ 79% de laine, 13% de fibrane artificielle et 8% de fibre synthétique.

Selon les estimations de 1973, elle aurait participé pour 11,9% à la valeur ajoutée dans le secteur public de textile. C'est dire que cette société se classe au 2ème rang après la S.F.C.I. Mais en ce qui concerne le capital social et le nombre de salariés, elle se classe au 4ème rang avec 13,5 millions de L.S. et 1.501 personnes en 1972.

Cette société fut constituée par la fusion de cinq entreprises privées nationalisées en 1965 : la société des industries modernes proprement dite, la société Amine Diab et ses Partenaires, la société Eliyas Kudsi, la société Michel et Antoine Zayat, et la société Habal et Sossanivé. Les usines ont été ramenées à 3 situées à l'Est de Damas dans le Ghoutta.

A Alep, en 1933, avec du matériel allemand "quelques gros propriétaires terriens, banquiers, commerçants et plusieurs représentants de l'industrie de la minoterie fondèrent la fameuse société syrienne pour la filature et le tissage (SSFT) qui, en profitant de quelques circonstances exceptionnelles, devint plus tard un exemple de réussite de l'industrie alepine et un exemple de la lutte pour l'émancipation économique. Le matériel d'équipement d'une seconde usine, importé comme l'autre d'Allemagne a été installé à la veille de la Seconde Guerre Mondiale. Les deux usines totalisèrent 10.000 broches dont 2.500 broches dans la dernière usine, assurant une production annuelle de 6.000 tonnes de filés". (1) A l'heure actuelle, cette société

(1) A. Hamidé, p. 225-226. (La ville d'Alep).

constitue une grande entreprise intégrée avec ateliers pour l'égrenage de coton, deux usines pour la filature et le tissage de coton et de fibrané, une teinturerie. Elle totalise 12 millions L.S. et emploie environ 2.860 salariés. La valeur totale de sa production en 1973 a été estimée à 29.989.000 L.S., soit 11.847 mille L.S. en valeur ajoutée.

En 1949, les terrains bon marché du village Bellerroune au Nord-Ouest d'Alep ont été choisis pour l'installation des usines de la S.A.F.T. (Société al-Ahliveh pour la Filature et le Tissage). Cette société Alepine occupait la deuxième place après la S.S.F.T. en ce qui concerne la main-d'oeuvre (2.014) et le capital social (plus de 10 millions L.S.) en 1972. Elle est spécialisée dans la filature et le tissage de coton, dont la production a été évaluée à 34.971.000 L.S. en 1973, soit 16.575.000 L.S. en valeur ajoutée (11% de la valeur ajoutée du secteur public de textile). C'est-à-dire qu'elle occupait la première place parmi les sociétés alepines en ce qui concerne la production et la participation à la valeur ajoutée.

Au 3ème plan, on a prévu d'investir 5.915.000 L.S. dans le but d'ajouter à la S.A.F.T. 5.000 broches pour la filature de laine. Jusqu'en 1973, ce projet n'a pas été mis en exécution.

La S.C.F.T. (Société al-Chahba) est considérée comme une des sociétés la plus importante dans le domaine de filature et de tissage de coton. Elle a été construite en 1949 à Ain Tell, région industrielle située au Nord d'Alep, sur la rive gauche de Nahr Koweik, avec un capital social de l'ordre de 6.000.000. L.S. distribués entre 23 actionnaires. En 1973, le nombre de salariés était de 1.500 (1.131 en 1972), et la valeur de sa production était de 20.035.000 L.S. soit 7.697.000 L.S. de valeur ajoutée.

La S.T.S.A. (Société des Tissages des Soiries à Alep) fut créée à partir de la fusion de 10 petites entreprises privées nationalisées en 1965. Elle comprend actuellement 6 usines pour le tissage et finissage de draperies, de brocars, de tapis et d'autres tissus en soie naturelle ou artificielle. Elle totalisait 8.5 millions de L.S. de capital social et employait 681 salariés en 1972. La valeur totale de sa production, en 1973,

a été estimée à 20.993.000 L.S., soit environ 5,3 % du secteur public. La productivité d'ouvrier a été évaluée à 24.610 L.S. par an ce qui était la plus élevée dans toutes les sociétés de textile.

Au 3ème plan, on a prévu d'investir 718.000 L.S. dans l'usine de tapis en soie, pour augmenter sa capacité de production de 160.000 m2 par an. Ce projet doit être achevé à la fin de 1973. Les travaux de renouvellement et de remplacement effectués en 1972, ont coûté 1.362.000 L.S.

Parmi les grandes entreprises de textile, se place la S.F.T.H. (Société des Filatures et des Tissages à Homs), qui totalisait plus de 10 millions de capitaux investis et occupait 1.850 salariés en 1972. Elle venait au 4ème rang en ce qui concerne la valeur absolue de la production qui était de 38.037.000 L.S. en 1973, soit plus de 10% de la production totale des industries dans le secteur public et 9% de la valeur ajoutée dans le même secteur.

C'est à l'initiative des hommes d'affaires Alepins que la première usine (la teinturerie) de cette société a été construite au Nord de Homs à proximité de l'Oronte, avec un capital de l'ordre de 5 millions L.S. L'usine de filature et du tissage a été achevée plus tard en 1962; elle est dotée de 10.000 broches et 300 métiers à tisser.

Selon les prévisions du 3ème plan, cette société sera équipée de 37.000 broches pour la filature de coton, d'une capacité de production de 7.500 tonnes de filés par an, et de 500 métiers capables de produire 24 millions de mètres de tissus par an. Pour effectuer ce projet, le plan a prévu un montant de 36.847.000 L.S.

La Société de Hama pour les Filés de Coton (S.H.F.C.) est la plus moderne. Elle a été construite avec du matériel chinois selon un accord conclu en 1967, entre la Syrie et la Chine Populaire.

Les travaux de construction ont été achevés en 1971. Les essais de production avaient lieu en 1971, puis elle a été annexée à la Fédération des Industries Textiles le 1er décembre. L'entreprise a coûté 20 millions L.S. Elle comprend 36.000 broches d'une capacité de production de 5.000

tonnes de filés fins de coton. A la deuxième étape, dont l'exécution a commencé au début de 1972, on a prévu d'ajouter 40.000 broches pour relever la production de filés à 10.000 tonnes par an. Pour financer cette étape l'Etat chinois a accordé à la Syrie un emprunt de 14 millions de francs suisses.

On a évalué que cette entreprise réalise une économie de devises de l'ordre de 12 millions L.S. par an, à la première étape et de 20 millions de L.S. à la deuxième étape.

L'usine occupait 1.000 salariés et sa production a été évaluée à 19.232.000 L.S. en 1973.

Les possibilités de développement

Privilegié par l'abondance des matières premières, le secteur de filature et du tissage est l'un des plus importants des industries syriennes. Les entreprises publiques à elles seules, ont réalisé, en 1971, un chiffre d'affaires de 240 millions de L.S. La valeur d'exportations en est de 38.5 millions L.S.

Les grandes usines modernes que possèdent le secteur public lui permet de réaliser une production importante et une productivité élevée à prix de concurrence. Cependant, la capacité de production est relativement sous employée, malgré l'évolution continue. En effet, la capacité employée en 1971 est de 79,4 % de la capacité totale de filature, 73% pour le tissage, 67% pour la tapisserie en laine et 63% pour la tapisserie en soie; elle a été évaluée en 1972 à 82,4% pour la filature, à 80% pour le tissage, à 63% pour la tapisserie en laine et 80% pour la tapisserie en soie. Cette perte de capacité provient principalement de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et de cadres, de l'insuffisance d'expérience en matière de planification, d'organisation du marché et de la dépendance partielle de l'étranger en matières premières.

Géographiquement, la concentration des établissements, notamment à Damas, nous semble très peu favorable, en tenant compte du mouvement

démographique dans le pays, l'évolution de la culture du coton et la situation géographique par rapport aux ports d'exportation et d'importation.

Souffre d'une crise de logement la plus aiguë, Damas se trouve trop loin des régions de production de coton et des ports d'approvisionnement en fibre et filés synthétiques artificiels. En effet, les matières premières sont transportées par camions ce qui grève le prix de revient d'une proportion considérable (10% au moins).

Pour l'ensemble du pays le secteur du tissage, en particulier, compte trop de petits établissements (plus de 10.000 établissements avant de 1 à 5 métiers) qui sont incapables de produire des articles en grandes séries et à prix de revient pouvant encourager l'exportation et se maintenir sur les marchés extérieurs.

Pour augmenter la productivité, améliorer la qualité et poursuivre le développement, le secteur de filature et de tissage, exige une réorganisation aussi bien dans la structure que dans l'espace.

C'est-à-dire que les efforts, dans les années à venir, devraient se canaliser sur l'extension des investissements humains surtout dans le secteur d'enseignement technique et de gestation, puis sur l'extension de transformation de coton et de laine indigènes, ainsi que la production des filés synthétiques et artificiels, en créant de grandes unités bien équipées, surtout dans les villes de Hama, Homs, Alep et Lattaquié.

3 - La teinture, l'impression et le blanchissement

Ces activités étaient pratiquées dans les usines intégrées du secteur public à côté de quelques établissements privés de petite dimension : 7 établissements à Damas et 10 établissements à Alep.

L'ensemble de ces activités occupait environ 1.400 salariés.

La Société des Teintureries Techniques à Homs (filiale S.F.T.) est la plus importante par le nombre de salariés (400), construite en 1946,

elle est considérée comme le symbole moderne de cette branche de l'industrie textile. Elle teint, apprête ou blanchit les filés et les tissus, produits par la (S.F.T.), à Homs ou d'autres entreprises de filature et de tissage.

La S.F.T. à Damas comporte une usine spéciale pour la teinture, l'impression et le blanchissement des tissus, où on emploie plus de 148 ouvriers avec une capacité de 850.000 mètres pour la teinture et plus de 300.000 mètres pour l'impression.

La S.A.U.I. à Damas emploie environ 140 salariés, et effectue la teinture et l'impression de 4.870 tonnes de tissus par an.

A Alep, la S.S.F.T., la S.A.F.T. et la S.C.F.T. comportent elles aussi leurs propres teintureries et ateliers d'impression, qui peuvent répondre aux exigences de finissage de la production en filés et en tissus dans ces sociétés.

4 - La bonneterie, la confection et la broderie.

D'après la Direction de Planification et des statistiques dans le Ministère de l'Industrie, qui a enquêté sur la situation en 1971, on comptait 440 établissements privés, occupant 3.282 salariés et totalisant environ 11 millions de L.S. de capital social. Mais étaient compris dans ce recensement les petits établissements dont les effectifs se situaient entre 1 et 10 ouvriers et qui relevaient plus de l'artisanat moderne que de l'industrie.

Seulement 37 établissements sont considérés comme des entreprises industrielles (de 10 salariés et plus), 30 entreprises à Damas et 7 entreprises à Alep, elles occupaient 746 ouvriers et totalisaient 4.258 mille L.S. de capital social (31 entreprises de bonneteries, 4 broderies et 2 entreprises de confection).

En ce qui concerne le secteur public, il comprend deux grandes sociétés : la société al-Chark pour les sous-vêtements à Damas, qui compte quatre usines pour la fabrication de bas et chaussettes, sous-vêtements, pour

le tricotage et la confection de survêtements. Elle employait 843 travailleurs et totalisait plus de 4 millions de capital social.

La deuxième société, c'est la S.A.S.V., la société arabe pour les sous-vêtements, spécialisée, en particulier, dans le domaine du tricotage et de la fabrication des sous-vêtements. Elle employait 221 salariés et totalisait environ un million de L.S. de capital social.

En 1971, le secteur privé (industrie et artisanat) a produit 502.647 douzaines de bas et chaussettes, 549.431 pièces de tricots, 187.000 douzaines de sous-vêtements, tandis que le secteur public a produit 252.040 douzaines de bas et chaussettes, soit plus de 50% de la production privée, 746.000 douzaines de sous-vêtements, soit plus de 4 fois supérieur par rapport à la production privée, et enfin 2.251 douzaines de survêtements. (1)

Selon les prévisions de 1973, les deux sociétés publiques devraient participer de 4.393.000 L.S. à la valeur ajoutée de l'industrie textile dans le secteur public, soit 3% du total.

Enfin, cette branche de l'industrie textile travaille en premier lieu pour le marché national toujours grandissant avec l'amélioration du pouvoir d'achat, l'accroissement démographique, l'augmentation de l'élément urbain et la transformation des traditions. Cependant la production dépassait les besoins du pays nécessitant quelques exportations (bas et chaussettes et sous-vêtements). Par exemple en 1970, on a exporté 1051 tonnes d'articles divers (652 tonnes vers les pays arabes, 486 tonnes vers les pays socialisés et 12 tonnes vers les pays occidentaux).

(1) Pour les autres articles les statistiques nous manquent complètement.

TABLEAU 61 - Exportation des produits textiles en 1972 (en tonnes) (1)

Pays importateurs :	Filés :	Tissus :	Sous- vête- ments :	Ser- viettes :	Draps : couver- tures :	Tapis :	Divers :	Total :
Jordanie	115	590	26	53	54	-	7	845
Arabie Séou- dite	-	609	125	159	24	11	122	1.050
Koweït	-	26	38	12	35	-	45	156
Irak	6	788	5	14	32	-	-	845
Bahreïn	-	-	8	-	2	-	3	13
Sud Yemen	-	47	-	-	-	-	-	47
Libye	-	-	1	17	7	-	-	25
Oatar	-	1	-	-	1	-	1	3
Dubai	-	-	-	-	-	-	1	1
U.R.S.S.	1.030	881	24	341	41	-	-	2.317
All. de l'Est	-	-	133	-	-	-	-	133
Hongrie	1.200	11	-	-	-	-	-	1.211
Roumanie	-	168	-	340	-	-	-	508
Pologne	-	-	-	17	-	-	-	17
All. de l'Ouest	213	-	8	-	-	-	-	221
Danemark	-	-	-	-	16	-	-	16
Italie	7	-	-	-	-	-	-	7
Cuba	225	51	-	-	-	-	-	276
Nigeria	-	-	-	-	2	-	-	2
Yémen du Nord	-	3	-	-	-	-	-	3
TOTAL	2.796	3.175	368	953	214	11	179	7.696

D'après ce tableau, on remarque que l'industrie textile en Syrie exporte une bonne partie de sa production à l'étranger. Les pays socialistes constituent le marché le plus large en absorbant 4.462 tonnes soit 58% du total. En deuxième lieu viennent les pays arabes avec 2.988 tonnes, soit plus de 38% du total.

(1) Rapport du Ministre de l'Industrie, 1973.

Une nouvelle étape va commencer

D'une manière générale, l'évolution des industries textiles modernes en Syrie, est marquée par deux étapes principales. La première qui s'étend de l'accès à l'indépendance à 1960, se caractérise par la création d'un certain nombre d'entreprises intégrées notamment pour le filage et le tissage du coton, tandis que le filage et le tissage de laine et de fibres synthétiques et artificielles restent secondaires. Les autres activités de textile comme la confection, la bonneterie et la broderie demeurent, même jusqu'à présent le domaine de petites entreprises et de l'artisanat. La deuxième étape s'étendant de 1961 jusqu'à la fin du 3ème plan se caractérise par la nationalisation et la réorganisation des industries textiles d'une part et l'extension et la rénovation des usines en fonction, de l'autre.

Durant les deux derniers plans quinquennaux, on a prévu de créer plusieurs usines de filature dans le but de transformer localement 60% de la production de coton et une grande partie de laine indigène, et de résoudre les problèmes des filés synthétiques et artificiels importés; effectivement, l'Usine de Hama (sans tenir compte des travaux d'extension de certaines usines) pour les filés de coton est la seule qui a été mise en fonction dans cette période, du fait des problèmes financiers et de la priorité donnée aux autres secteurs industriels notamment le secteur d'énergie (pétrole et électricité).

Le 4ème plan (1976-1980) qui vient de commencer prévoit un programme très large pour le développement des industries textiles. Il constitue une toute nouvelle étape dépassant toutes les prévisions précédentes sur tous les points. Le plan prévoit aux industries textiles du secteur public des crédits de 1.250 millions de L.S. (1) consacrés essentiellement à la création de nouvelles unités à grande dimension dans tous les domaines de textiles. Cette somme dépasse toutes les dépenses effectuées dans le secteur du textile depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.

(1) Journal AL THAWRA n° 4005, Lundi 8.3.1976.

On prévoit de construire 6 nouvelles usines pour la filature du coton d'une capacité totale de 61.163 tonnes de filés par an. Les usines de Homs et Hama seront dotées de nouvelles unités pour la filature de coton d'une capacité totale de 13.563 tonnes par an. C'est-à-dire que les projets de filature de coton ont une capacité globale de 74.726 tonnes par an, ce qui est deux fois supérieur à la capacité disponible dans le pays à l'heure actuelle.

Pour le tissage de coton, on prévoit de fonder deux usines d'une capacité de production de 40 millions de mètres de tissu, par an pour les deux usines à la fois (80 millions mètres constituent la production totale du secteur public en 1972).

En ce qui concerne la filature et le tissage de laine, le plan prévoit la mise en exécution du projet du lavage et de préparation de laine indigène (prévu au 3ème plan) dont une bonne partie de la production sera destinée à la fabrication des couvertures et des tapis. D'autre part, on prévoit de construire deux usines pour la fabrication des tapis en laine avec une capacité de production totale de 280.000 mètres carrés par an, puis l'extension de filature de laine à Damas et à Alep en ajoutant près de 10.000 broches. C'est-à-dire que la capacité de production des industries en laine sera doublée.

Dans le domaine de la filature des produits synthétiques et artificiels, outre l'expansion de l'usine de nylon à Damas, le plan prévoit la construction d'une nouvelle usine pour la production des filés de polyester d'une capacité de production de 1.000 tonnes par an.

Enfin, dans le domaine de confection, on veut, pour la première fois, fonder trois usines de vêtements prêts à porter, avec une capacité de production de 630.000 pièces pour chacune par an.

Ce sont les principaux projets prévus par le 4ème plan avec lesquels les conséquences économiques et sociales seront extrêmement importantes.

Ils pourraient créer 20.000 emplois, transformer la grande partie des matières premières locales, participer largement à l'exportation des produits manufacturés et approfondir la structure des industries textiles.

Sur le plan géographique, la localisation des nouveaux établissements tient compte des exigences essentielles de l'industrie, surtout la matière première et les débouchés et le problème de concentration. Ainsi les projets de transformation de coton et de laine seront établis dans les régions les plus importantes pour la production de deux matières premières et dans les ports d'exportation. En effet, deux usines pour le filage et le tissage de coton seront construites à Idlib, deux à Deir-ez-Zor, deux à Lattaquié, une à Homs, une à Hama et d'autres à Hassatché. Pour la confection, dont la production sera destinée à la consommation locale, on a choisi les principales villes du pays, à savoir Damas, Alep et Homs, pour l'implantation des nouvelles usines.

L'exécution de ce programme grandiose exige, sur le même niveau, des efforts concernant la formation professionnelle.

Il est urgent de donner la priorité à la formation de main-d'oeuvre pour favoriser un tel essor souhaitable.

B - LES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

ASPECTS ACTUELS

Par le rôle fondamental de l'artisanat, la faiblesse du pouvoir d'achat et la concurrence des produits étrangers aussi bien sur le marché intérieur que sur les débouchés extérieurs, la création des entreprises alimentaires à grande dimension reste limitée et peu diversifiée.

Selon l'enquête de 1970, effectuée par le Bureau Central des Statistiques, les industries agricoles et alimentaires ont participé pour 36,8% à la valeur de la production globale des industries de transformations (toujours artisanat et industrie moderne) et pour 32,9% à la valeur de la production industrielle globale dans le pays, en occupant la première place parmi les autres secteurs industriels.

En ce qui concerne la main-d'oeuvre elles ont occupé la seconde place après les industries textiles, avec 35.390 salariés, soit 27,3% des effectifs dans l'industrie de transformation et 25,1% du total des salariés industriels du pays. Le nombre d'établissements est de 5.234, soit 19% du total des établissements industriels.

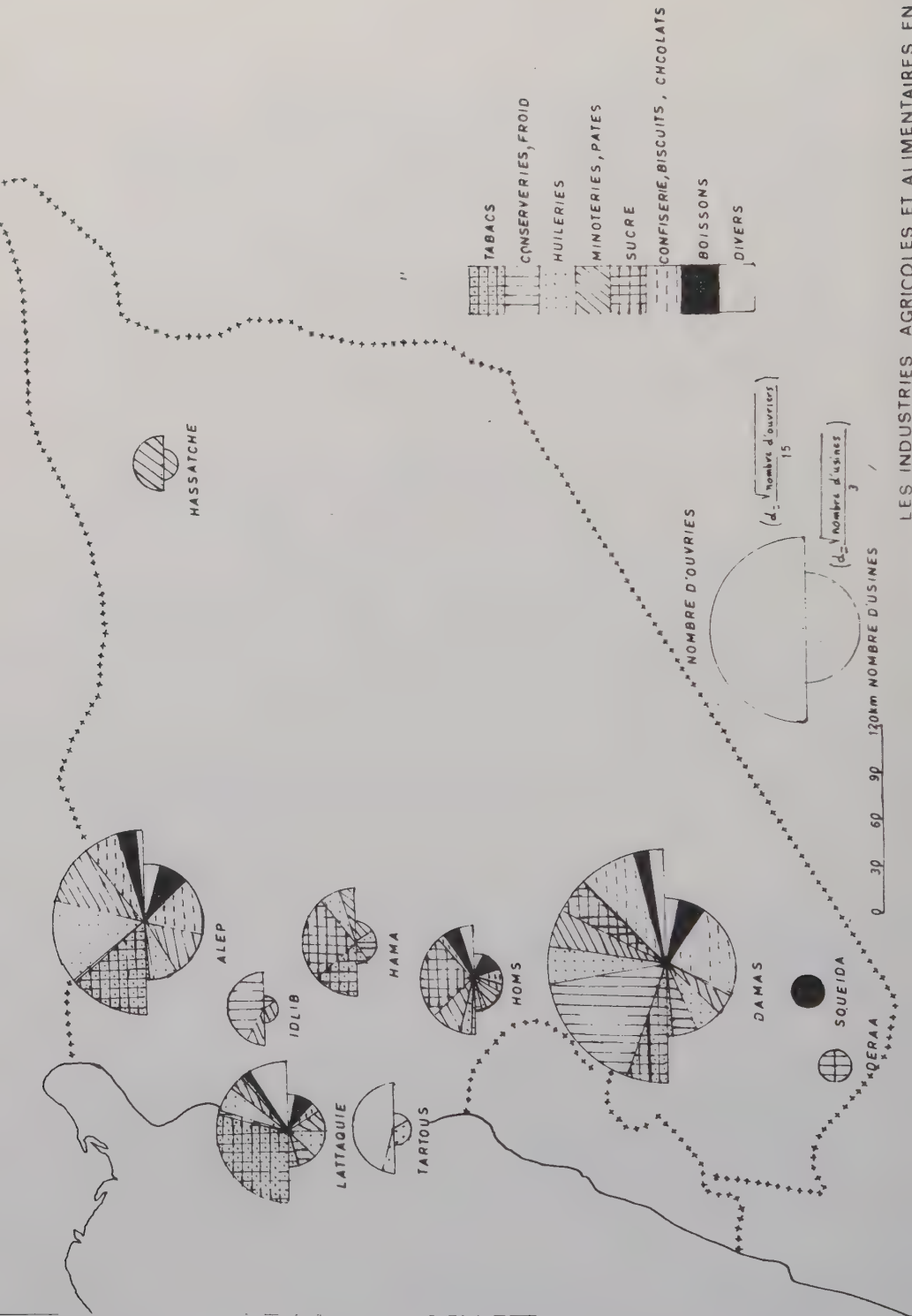
Mais l'entreprise du type artisanal (moins de 10 salariés) semble beaucoup plus importante que l'entreprise industrielle proprement dite, tant par le nombre absolu des établissements (97%) que par la main-d'oeuvre (plus de 54%). Cependant, elle n'a produit que 33% du total de la production globale des industries agricoles et alimentaires.

On trouve encore une grande différence entre l'entreprise publique et l'entreprise privée. Cette dernière est d'une petite dimension et d'un caractère individuel. Selon l'enquête en question, le nombre d'entreprises privées était de 142, soit 9,5 fois supérieur par rapport au nombre d'entreprises publiques. L'ensemble employait 2.284 ouvriers, soit 14% du total des effectifs et participait pour 9 % à la valeur de la production globale. Par contre les entreprises publiques qui étaient au nombre de 15 occupaient 13.930 salariés, soit 86% du total (39% des effectifs de l'artisanat et l'industrie à la fois).

Quant à la production réalisée par les entreprises publiques elle était d'environ 61% de la production globale de l'industrie et de l'artisanat à la fois et de 91% de la production des établissements industriels.

En effet, le secteur privé ne comprend que des entreprises artisanales ou semi-artisanales, dont l'unité productrice est assez modeste par son rendement et son équipement. Seule l'entreprise publique représente, à l'heure actuelle, l'unité industrielle moderne en Syrie et c'est sur elle que repose la puissance industrielle du pays.

Malgré les mesures prises, législatives ou matérielles, soit par les autorités politiques, soit par les responsables du plan pour encourager le secteur privé à réinvestir ses capitaux dans des projets industriels, continuent à créer, des petites entreprises, en majorité individuelles. Dans les deux années 1971-1972, 170 entreprises privées pour l'industrie alimentaire



ont été créées avec 4.265.876 L.S. de capitaux investis, soit 25.093 L.S. en moyenne par l'entreprise, en employant 664 ouvriers, soit 4 ouvriers en moyenne par entreprise. A titre de comparaison, le secteur public a effectué la construction d'une usine pour la production du sucre à Jisr-el-Choughour qui a coûté 37 millions de L.S. et qui employait 500 salariés.

Il est à signaler qu'aucune des sociétés publiques n'emploie moins de 50 salariés, à l'heure actuelle.

En fait, le secteur de l'alimentation a toujours bénéficié pour être le plus important, surtout de matières premières abondantes assez diversifiées, d'une main-d'oeuvre bon marché facilement recrutée, enfin d'un marché relativement large représenté par le marché local et les pays arabes, en particulier les pays pétroliers. (1)

Or, la transformation des matières premières existantes dans le pays dans le but de satisfaire les exigences du marché local et d'encourager l'exportation des produits manufacturés au lieu d'être exportées à l'état brut est un fait de première nécessité pour un pays essentiellement agricole. De plus le changement social souhaitable dans la campagne, la réduction du chômage et la construction d'une société moderne exige sans retard d'entreprendre l'industrialisation des régions rurales à partir des matières premières agricoles.

Le traitement de certains produits agricoles importants est resté totalement au stade artisanal comme le traitement d'huile d'olive, la préparation des jus de fruits, la conserve d'olive, etc... La transformation moderne des matières premières de provenance animale (à l'exception de la transformation des peaux) est très limitée. Aucune entreprise pour l'alimentation des animaux n'a été créée jusqu'à maintenant.

En ce qui concerne le conditionnement des produits manufacturés la situation est très loin d'être satisfaisante pour l'ensemble des industries agricoles et alimentaires. Cette industrie annexe joue un rôle important pour

(1) Pour nous l'établissement d'une industrie alimentaire avancée avec des produits de bonne qualité pourrait conquérir une partie importante du marché des pays arabes pétroliers.

la commercialisation et la conservation des produits alimentaires, en facilitant le transport et la distribution et en répondant aux goûts des consommateurs.

En effet, cette branche qui occupait la deuxième place parmi les industries syriennes est peu développée par rapport à l'industrie textile. Exception faite pour les industries des tabacs, du sucre et des conserves, les entreprises sont généralement modestes avec des produits aussi modestes qualitativement que quantitativement.

Sur la base 100 en 1956, l'indice de la production des industries alimentaires proprement dites est passé à 241 en 1970 à 394 pour l'industrie des boissons et à 135 pour l'industrie des tabacs. Cette expansion relativement rapide réalisée en 14 ans vient essentiellement de la production de l'artisanat et des usines modernes construites par l'Etat (10 usines).

En 1972, l'importation des matières premières nécessaires aux entreprises publiques (non compris le tabac et la minoterie) a atteint la valeur de 33,7 millions L.S. (surtout sucre brut, matières grasses, farine pour la pâtisserie), contre 45,5 millions de L.S. d'exportation (notamment sous-produits des huileries, arachides, conserves), tandis que la production globale a atteint 265 millions de L.S. (Fédération des Industries Alimentaires seulement).

En 1971, le chiffre d'affaires réalisé par la Fédération des Industries Alimentaires (31 usines) a été de 225 millions de L.S. et le chiffre d'affaire de l'industrie des tabacs de 168 millions de L.S. L'exportation des tabacs (essentiellement à l'état brut) a été évaluée à 21 millions de L.S. Ceci montre clairement l'importance capitale de l'industrie des tabacs au sein des industries agricoles et alimentaires et même au sein des industries du pays.

L'industrie du sucre, par sa production, occupe le 2ème rang parmi les industries agricoles et alimentaires et le 1er rang parmi les industries de la Fédération. Elle était de plus de 116 millions de L.S., soit 44% de la valeur totale de la production réalisée par la F.I.A. La production

des corps gras et des sous-produits vient au 3ème rang avec plus de 91 millions de L.S. (1).

En 1972, et suivant les documentations accessibles, nous avons dénombré 165 établissements privés (10 salariés et plus occupant environ 2.870 salariés et totalisant environ 17 millions de L.S. de capital social). Le secteur public comptait 56 usines (33 usines de la F.I.A. regroupées en 13 entreprises, 4 usines de la Régie des Tabacs et 19 minoteries de l'Organisme Général des Céréales et des Moulins occupant 13.130 salariés et totalisant plus de 155 millions de L.S. de capital social).

Au total, l'industrie agricole et alimentaire comptait 221 établissements employant 15.000 salariés répartis entre plusieurs activités comme le montre le tableau suivant :

TABLEAU 62 -

L'importance relative des industries agricoles et alimentaires

Activités	Etablissements	Salariés	Pourcentage
Tabacs	4	3.050	20.3%
Conserves	11	2.184	14.5%
Matières grasses	30	2.182	14.5%
Minoterie	36	1.960	13.0%
Sucre	3	1.750	11.6%
Confiserie, biscuiterie et chocolaterie	71	1.379	9.3%
Boissons	35	658	4.4%
Pâtes alimentaires	6	198	1.3%
Laiteries	4	172	1.2%
Réfrigération et froid	9	115	0.8%
Diverses	12	1.352	9.1%
TOTAL	221	15.000	

(1) Faute des statistiques, les chiffres concernant le secteur privé et la minoterie nous manquent complètement.

D'après ce tableau, on constate que l'industrie agricole et alimentaire en Syrie offre une gamme assez diversifiée mais avec un dynamisme assez inégal.

De la traditionnelle huilerie d'olive à la grande fabrique de tabac, de la modeste confiserie, encore semi-artisanale à la grande usine intégrée de conserves, du simple dépôt pour la conservation des denrées périssables à l'usine du sucre équipée d'un matériel ultra moderne.

En tenant compte du nombre d'établissements, les industries de confiserie, de biscuiterie et de chocolaterie viennent en tête avec 71 établissements, soit 32,1% du total, mais la plupart de ces établissements sont de petite dimension (18 ouvriers en moyenne). Les trois places suivantes sont occupées par l'industrie de minoterie (36 établissements, soit 16,3%), l'industrie des boissons (25 établissements, soit 15,9%) et l'industrie des matières grasses (30 établissements, soit 13,5%).

Inversement, l'industrie des tabacs maintient son importance au 1er rang, en employant 20,3% du total des salariés. L'industrie des conserves occupe 14,5%, l'industrie des corps gras occupe 14,5%, la minoterie 13%, l'extraction du sucre 11,6% et enfin les industries de confiserie, de biscuiterie et de chocolaterie se place au sixième rang avec 9,3%. Le reste des activités tient une place secondaire.

La répartition géographique des établissements agricoles et alimentaires indiquée sur la carte que nous avons pu établir, affirme le rôle du premier plan que joue la ville de Damas où 100 usines ont été recensées, soit plus de 47% du total, employant 5.027 salariés (soit environ 35,2%) des effectifs. Damas est le foyer principal de l'industrie des conserves (8 usines sur 11), de l'industrie de confiserie, de biscuiterie et de chocolaterie

(45 usines sur 71), de l'industrie laitière (2 usines sur 4) de l'industrie de corps gras (13 usines sur 30) de pâtes alimentaires (3 usines sur 6) et de l'industrie des boissons (13 usines sur 35). Damas, enfin possède une vingtaine d'établissements qui comptent plus de 50 salariés.

Au second rang se place Alep avec 69 établissements occupant 3.810 ouvriers.

Ce centre l'emporte sur Damas en ce qui concerne la minoterie avec 16 établissements. Il possède 13 établissements pour l'industrie des boissons, 9 établissements pour le traitement de l'huile végétale et de margarine, deux usines pour la fabrication des pâtes alimentaires. Mais l'établissement le plus important est l'usine de tabac qui emploie plus de 1050 salariés. Pour le nombre absolu d'établissements, l'industrie de confiserie, de biscuiterie, et de chocolaterie vient en tête avec 22 usines.

Homs occupe la troisième place. Là fonctionnent 18 usines où travaillent plus de 1.410 salariés. Dans cette ville se trouvent l'usine de sucre, l'un des plus importants des établissements agricoles et alimentaires dans le pays, qui emploie 750 salariés et l'usine la plus moderne pour la fabrication des boissons alcoolisées (90 salariés).

Lattaquié se place au 4ème rang, en ce qui concerne le nombre d'établissements (16 établissements) mais il l'emporte sur Homs en ce qui concerne le nombre de salariés qui est de 1956. (1)

Cette ville abrite la plus grande usine de tabac en Syrie qui emploie plus de 1.135 salariés. Les autres activités principales sont l'extraction des huiles, l'industrie des boissons, la préparation des arachides, etc...

Ensuite, et en ordre d'importance décroissante viennent :

Hama avec 6 établissements et 1.112 salariés

(1) Non compris les salariés de l'usine des conserves de Djeblé mise en fonction en 1973.

Tartous avec 3 établissements et 758 salariés (en grande part saisonnière)

Idlib avec 3 établissements et 590 salariés

Hassatché avec 4 établissements et 230 salariés

Soueida avec 1 établissement et 60 salariés

Deraa avec 1 établissement et 50 salariés

D'une manière générale le marché de consommation et la proximité des matières premières déterminent la localisation géographique des industries agricoles et alimentaires en Syrie. L'un des deux facteurs joue le premier rôle pour certaines activités et secondairement pour d'autres. Ainsi les matières premières jouent le principal rôle en ce qui concerne la répartition géographique des industries du sucre, des tabacs, des conserves, de minoterie, des boissons alcoolisées et des huileries. Tandis que le marché de consommation joue le premier rôle pour la répartition géographique des industries de boissons gazeuses, des pâtes alimentaires, de confiserie, de biscuiterie et de chocolaterie, ainsi que pour la laiterie. C'est ainsi que les activités de la dernière catégorie se sont localisées à 90% dans les grandes villes de Damas et Alep.

Effectivement, la transformation des matières premières agricoles sur place favorise la politique de décentralisation industrielle d'une manière beaucoup plus large que les industries textiles. En effet, 23,5 % des établissements agricoles et alimentaires se trouvent en dehors de Damas et Alep contre 5,5 % pour les industries textiles.

Les différentes branches des industries agricoles et alimentaires

1. L'industrie des tabacs

Le tabac comme récolte agricole puis comme produit industriel occupe une place considérable dans la vie économique du pays. La surface cultivée moyenne est de 10.000 hectares avec des variétés blondes et noires. La récolte oscille de 7 à 12 mille tonnes d'une valeur de 16 à 31 millions de L.S. Plus de 60.000 personnes travaillent dans l'agriculture et environ

200.000 habitants vivent de revenu agricole des tabacs. La consommation du pays en tabacs est de 4 à 4,5 mille tonnes par an. Le tabac participe activement à l'exportation du pays, plus de 4.000 tonnes annuellement (tabac brut) d'une valeur de 4 millions de dollars. Les recettes de l'Etat sont de 30 à 42 millions de L.S.

La Régie des tabacs est l'une des plus importantes organisations publiques en Syrie. Elle emploie plus de 8.500 personnes, travaillant dans la culture (conseillers et équipes de lutte), le commerce et l'industrie des tabacs. Son chiffre d'affaires dépasse, à l'heure actuelle, 180 millions de L.S. (182 millions de L.S. en 1972).

Jusqu'à sa nationalisation en 1951, elle était une société anonyme française dont l'activité était essentiellement centrée sur la satisfaction de la demande locale. La culture des tabacs était limitée à cinq variétés, quatre d'entre elles étant semi orientales (neutres) et étant destinées à la consommation locale. La cinquième variété est celle du tabac dit Abou Riha (c'est-à-dire le parfumé) qui était déjà connue et fumée à Lattaquié, longtemps avant la fondation de la société française. C'était la seule variété exportée sur les pays étrangers.

Quant aux besoins, en qualités parfumées, de l'industrie locale des tabacs, ils étaient assurés par voie d'importation du Liban et de certains pays étrangers comme la Grèce et la Turquie. La Régie produisait un nombre limité de variétés de cigarettes et de tabac à rouler, dont la plupart étaient de goût neutre et les cigarettes étaient d'une présentation fort simple, médiocre même.

Après la nationalisation de la société et le transfert de sa propriété à l'Etat, la Régie poursuit jusqu'en 1955 la même politique héritée sans aucune tentative d'amélioration. Aucune modification n'était apportée à la fabrication quant aux qualités et à la présentation. Elle continuait à compter sur l'importation pour ses besoins en tabacs parfumés.

A partir de 1955, elle décida de cultiver en Syrie même les tabacs parfumés afin de satisfaire l'industrie des tabacs de ces variétés.

Elle a entrepris des essais et des expériences sur certaines qualités (Virginia et Burly) qui furent concluant, ayant prouvé que les conditions de la culture étaient favorables. Depuis, la culture des variétés parfumées a progressé pour atteindre une production capable de répondre à la demande intérieure et de procéder à l'exportation en quantité limitée (la production de Virginia et Burly a atteint 1.620 tonnes en 1972).

Dans le domaine de la protection des plants contre les maladies et les insectes, la Régie se mit, à partir de 1969, à appliquer, pour la première fois, en Syrie, un plan pour venir en aide aux agriculteurs en leur offrant, à titre gratuit, les matières chimiques nécessaires pour la lutte contre le mildiou, la plus dangereuse des maladies des tabacs. En même temps, les pulvérisations nécessaires à la lutte sont vendues aux cultivateurs aux prix de revient, payable en trois termes annuels par prélèvement sur le prix de la récolte du tabac.

Sur le plan industriel les réalisations sont beaucoup plus importantes.

A partir de 1964, la Régie commença la fabrication de nouveaux types et de nouvelles présentations, de cigarettes, afin de satisfaire les goûts des consommateurs et prendre la place des cigarettes traditionnelles et des cigarettes importées. (1)

Elle produit les quatre marques : Hamra, Orient, Grenade, Chahba, toutes à bout filtre, enveloppées de cellophane et de goût américain ou anglais. Ces rénovations entraînèrent un changement sensible des goûts des fumeurs qui se mirent à abandonner les cigarettes de qualité inférieure pour celles de qualité supérieure, ce qui ne manqua pas de provoquer une augmentation remarquable dans les quantités vendues et dans les revenus de la vente. La quantité des tabacs transformés et vendus à l'intérieur du pays est passée de 4.321.626 kg. en 1970 d'une valeur de 159.151.888 L.S. à 4.767.000 kg. en 1972 d'une valeur de 180.000.000 L.S. (2).

(1) La production des tabacs manufacturés se classifie à 60% tabacs en cigarettes, 30% de tabacs à rouler et 10% de tabacs à la pipe.

(2) Syrie, la révolution 1972 et 1973, p. 104 et 130.

Ces améliorations ont nécessité de nouveaux équipements et de nouvelles machines, voir de nouvelles usines, de nouveaux laboratoires chimiques et industriels, dont le coût atteignit 1 million de L.S.

La Régie des Tabacs possède quatre usines pour la transformation des tabacs, une à Alep, une à Lattaquié, une à Damas et la quatrième à Hama.

La manufacture d'Alep est la plus ancienne et la plus importante. Fondée par la Régie de l'Empire Ottoman, cette manufacture a été renouvelée et modernisée. En fait, elle comprend deux usines situées dans le faubourg industriel d'Ain Tell au Nord d'Alep : l'usine du tabac proprement dite et une usine pour la fabrication des papiers de cigarettes, de carton et une imprimerie qui répond aux besoins de la Régie en matière d'emballage et d'impression.

La première usine employait 664 salariés permanents (367 femmes et 297 hommes) et 142 saisonniers (femmes et hommes). Elle fabrique les cigarettes en produisant 8 marques considérées les meilleures dans le pays, en particulier : Al-Hamra Al-Chark (Orient), Al-Chahba, Grenade, Bosrah, etc... Les deux premières marques sont de très bonne qualité et les plus chères (135, 120 piastres syriennes le paquet).

La production des cigarettes filtrées n'a commencé qu'à partir de 1964; l'usine d'Alep est la seule spécialisée dans ce domaine en produisant cinq marques. Sa capacité de production dépasse 1.500 tonnes par an.

La seconde usine qui s'occupe de la production des papiers et d'impression employait 250 salariés : 240 permanents et 10 saisonniers, parmi eux 115 femmes.

Situé au Nord de la ville, l'usine de Lattaquié occupait un nombre considérable de main d'oeuvre, la plupart féminine : 1080 salariés permanents et 37 saisonniers parmi eux 915 femmes. Elle est spécialisée dans le traitement des tabacs à rouler, des tabacs de Narghilé et le triage et la préparation des tabacs bruts destinés à l'exportation. Sa production annuelle est de 1.000 tonnes de tabacs manufacturés et consacrés à la consommation locale.

Le travail dans cette usine est en grande partie manuel ce qui explique le nombre important de main d'oeuvre utilisée.

Annexés à cette usine, les ateliers mécaniques de Lattaquié, outre des travaux de réparation et d'entretien, fabriquent un certain nombre de pièces de rechange nécessaires aux quatre usines de tabacs.

La fabrique de Damas se place au troisième rang pour son importance. Elle est située au Sud-Ouest de la ville, employant environ 557 salariés permanents (280 femmes et 265 hommes) et 12 saisonniers. Elle traite environ 1.200 tonnes par an de tabacs noirs, en produisant six variétés de tabacs en cigarettes sans filtre, des tabacs à la pipe et des tabacs en poudre.

A Hama, on a construit, en 1966 la fabrique de tabacs la plus récente en Syrie, spécialisée dans le traitement des tabacs à rouler (la marque Hamoui). Le travail y est principalement manuel. Elle employait environ 300 salariés permanents parmi eux 232 femmes. Sa capacité de production est de 500 tonnes par an.

De ce qui précède, nous constatons que l'industrie des tabacs employait un nombre considérable de main d'oeuvre féminine (plus de 62% des salariés permanents) surtout dans les travaux manuels qui n'exigent pas une qualification notable. D'autre part la main-d'oeuvre féminine est moins chère et peu revendicative (3 à 5 L.S. de salaire journalier).

La Régie des Tabacs offre aux ouvriers industriels des oeuvres sociales non négligeables : transport gratuit matin et soir, uniformes gratuits pour certaines catégories de travailleurs, lutte contre l'analphabétisme, crèches pour les nourrissons, des restaurants dont les repas sont moins chers, etc...

Les perspectives de l'industrie des tabacs

La Régie des Tabacs en Syrie prévoit de réaliser un double objectif, d'une part assurer la consommation locale et d'autre part augmenter l'exportation.

Pour arriver à des résultats satisfaisants, nous pensons que la Régie devrait élaborer un programme de développement intégré qui tient compte aussi bien de la culture que de l'industrie et de la commercialisation des tabacs.

Il n'est pas de l'intérêt national d'atteindre cet objectif par l'extension de la culture de tabac en surface, 15 mille hectares déjà cultivés constituent une étendue trop vaste, tandis que la superficie plantée d'agrumes ne dépasse pas 4 mille hectares et celle occupée par la culture de betteraves sucrières est de 9 mille hectares.

La valeur des agrumes et du sucre brut importés dépasse largement la valeur d'exportation des tabacs.

La Régie devrait obtenir l'amélioration du rendement par hectare qui est actuellement de 600 kg. tandis qu'il est beaucoup plus élevé dans les pays à agriculture avancée (2.110 kg. aux Etats-Unis d'Amérique). (1)

Or, gagner le marché local et certains débouchés extérieurs c'est améliorer la qualité de cigarettes en utilisant de plus en plus des variétés parfumées. Ainsi la Régie pourrait réduire la culture des variétés de qualité modeste destinées surtout à la transformation des tabacs à rouler et des tabacs en poudre et de narghilé dont la consommation est en régression.

L'importation des tabacs étrangers est très limitée et grevée des taxes très élevées, mais le problème de la Régie consiste à mettre fin aux tabacs américains de contrebande à bas prix.

Nous pensons que les couches populaires de différentes catégories souhaitent l'amélioration du niveau de la cigarette nationale pour tourner le dos à la cigarette de contrebande.

Les améliorations apportées à certaines marques sont prouvées par l'accroissement de vente de la cigarette nationale d'une proportion de l'ordre de 6% par an, dans les dernières années.

(1) V. AROUDKI p. 148.

Mais notre industrie des tabacs a besoin encore d'efforts concernant le stockage, le séchage et le tirage de feuilles de tabacs, ces opérations primaires méritent une attention particulière pour garder le goût naturel de chaque variété et éviter la perte des récoltes dans les hangars.

Les opérations finales ont aussi besoin d'être mécanisées et standardisées pour avoir une cigarette homogène et propre.

Bien sur l'emballage et la bonne présentation ainsi que le prix modéré jouent un rôle important pour que la cigarette syrienne puisse se maintenir sur son propre terrain et concurrencer les produits étrangers, sur le marché arabe au moins.

2 - L'industrie des conserves

La transformation des fruits et légumes forme une branche essentielle des industries agricoles et alimentaires en raison de sa forte participation aux exportations du pays.

Cette industrie offre des variétés qui vont de la conserve des légumes en boîtes métalliques, aux condiments en fûts, aux confitures en boîtes métalliques et aux oignons deshydratés récemment produits.

Dans ce secteur, on compte 11 usines employant plus de 2.180 salariés (y compris les saisonniers) d'une capacité de production de 13.000 tonnes par an.

Les matières premières

Les tomates, les petits pois, les oignons et les abricots constituent la matière première traditionnelle de la conserverie.

Les légumes absorbés par les industries des conserves n'ont représenté jusqu'en 1972 qu'une faible part de la production des cultures marai-

chères : 60 à 80.000 tonnes de légumes frais chaque année (1). La matière première reste donc abondante bien que la superficie destinée à des cultures maraichères soit de 100.000 hectares et que la production soit de plus de 450.000 tonnes.

Les tomates qui sont traitées principalement sous forme de concentré de tomates, occupent de vastes espaces dans la région littorale, la région de Damas, le bassin de l'Oronte et la région de Deraa. En 1971, la production de tomates fut de 248.400 tonnes (pour une superficie de 20.200 hectares) 30% proviennent du bassin de l'Oronte, 23% de la côte, 20% de la région de Damas et 9% de Deraa, mais l'industrie n'a consommé qu'environ 10% de la production totale alors que les cultivateurs souffrent du manque des débouchés.

Les petits pois sont très peu recherchés en Syrie aussi bien à l'état frais qu'en boîtes de conserve.

De toute façon, la production reste inférieure par rapport aux besoins de l'industrie des conserves et de consommation directe, à la fois, surtout après la mise en fonction en 1973 d'une nouvelle usine de conserves à Djebel destinée, principalement au traitement des tomates et des petits pois. La culture des petits pois sera introduite dans la région pour couvrir les besoins de cette usine.

La culture des oignons qui était secondaire jusqu'au milieu des années soixante a accusé un développement remarquable après la mise en marche de l'Usine des Oignons Deshydratés au département de Hama, en 1969; ainsi, la production qui était de 32.200 tonnes en 1965 a atteint 90.400 tonnes en 1971 : 34% de la production provient de la région de Hama, 25% de la région de Homs, 10,7 % de la région d'Ibilib, 6,7 % de Lattaquié et 7,2 % d'Alep. L'industrie en traite 15.000 tonnes au maximum, si les possibilités de débouchés extérieurs le permettent.

D'autres variétés de légumes sont recherchées par l'industrie de conserves : les aubergines, les courgettes, les fèves, les artichauts, les

(1) Notre propre estimation.

épinards, les concombres, les navets, les poivrons, etc... avec la région de Damas pour le premier producteur.

En ce qui concerne les conserves de fruits, les abricots ont une part prépondérante : 70% de la récolte provient de la région damasquine (15.000 tonnes sur 22.000 en 1970 et 19.000 sur 31.000 tonnes en 1971).

De petites quantités d'abricots frais sont consommées à l'intérieur du pays et exportées à l'étranger, tandis que la majeure partie de la récolte est transformée, par l'artisanat et l'industrie, en abricots secs, en pâte, en pulpe, en fruits confits, en confiture et en conserves.

D'autres fruits très peu demandés par l'industrie des conserves sont les pommes, les figues, les grenades, les pêches, les agrumes, etc...

Les agrumes et les pommes sont importés du Liban car la production syrienne en est très modeste : 16.000 tonnes d'agrumes et 34.200 tonnes de pommes en 1971.

Le développement difficile

Avantageuse par l'abondance des matières premières végétales, l'industrie des conserves débuta très tôt en Syrie. Cependant son développement est resté très limité par un certain nombre de difficultés. En premier lieu, le problème était de maintenir son marché et de concurrencer les produits similaires étrangers.

Le marché syrien proprement dit est limité. "Si on considère l'ensemble de la population syrienne, on constate que les habitants de la campagne, ne se hasardent jamais à goûter ces conserves en boîtes, pas plus que celles fabriquées à l'étranger. Quant à la population des grandes villes, elle est très peu favorable aux conserves, compte tenu des traditions du pays. De sorte que les conserves produites par les fabriques ou usines semblent ne devoir compter en général que sur une clientèle très réduite à l'intérieur".(1)

(1) M. CHALLAH, p. 108.

A l'extérieur, malgré la concurrence des produits étrangers, il ne faut pas nier que notre production de conserves ne peut toujours trouver un débouché que restreint dans les pays arabes, en Afrique ou dans les pays socialistes.

La première entreprise de conserves fut créée en 1931, dénommée la Société Anonyme Syrienne des Conserves et des Industries Agricoles avec un capital social de 450.000 L.S. et une capacité de production de 2.000 tonnes par an.

Dès les premières années de son fonctionnement, cette conserverie a pu enregistrer d'heureux résultats. La qualité excellente de ses produits a permis de conquérir des débouchés intéressants sur place et à l'étranger, notamment au Moyen-Orient et en Europe. La production qui était de 1.150 tonnes en 1936 s'est élevée à 2.415 tonnes en 1939. (1) Pendant la guerre, l'arrêt de l'exportation a été largement compensé par les commandes importantes des troupes alliées stationnées en Syrie et au Liban. Ainsi, la SASCIA et quelques établissements artisanaux ont pu développer leur production et la porter au cours des années 1942-1945 à une moyenne annuelle de 4.412 tonnes (2). Mais depuis 1946, la SASCIA se trouve dans une crise sérieuse pour plusieurs raisons : évacuation des troupes et du personnel étrangers, principale clientèle de l'industrie des conserves; un prix de revient devenu très élevé, qui la met dans l'impossibilité de supporter des droits de douane et des taxes élevés qui grèvent certaines de ses matières premières à l'importation à savoir l'étain et le sucre. Le prix du sucre mérite une mention spéciale, car plus de la moitié de la production des conserves est constituée de confitures et de marmelades d'abricots. Cette matière qui fait l'objet d'un monopole d'Etat, est soumise à une taxation de 250% de son prix d'achat. Par conséquent, la concurrence étrangère était insupportable, pour notre société de conserves qui a réduit sa production annuelle à 700 tonnes environ. Monsieur Farra a écrit dans sa thèse "ce déclin n'est pas étonnant quand on remarque qu'une boîte de confiture syrienne revient deux ou trois fois plus cher qu'un article similaire en Australie. La comparaison des éléments du coût de production dans les deux

(1) A. FARRA, p. 187.

(2) ibidem.

pays révèle que les fabricants syriens paient certaines de leurs matières premières importées (notamment l'étain et le sucre) cinq fois plus cher que leurs concurrents". Après de longues hésitations, le gouvernement syrien a consenti à réserver aux usages industriels certaines quantités de sucre à prix réduit. La réduction concédée a été fixée à 15% du tarif appliqué aux particuliers, ce qui est insuffisant pour amener une diminution sensible du coût.

Il faut signaler, enfin, que le caractère saisonnier de cette industrie constituait un facteur de hausse de son coût. Ce caractère résulte principalement de sa grande dépendance vis-à-vis de la récolte d'abricots. Une fois la saison des abricots terminée, son activité se trouve considérablement réduite. Certes, une plus grande diversification de ses produits et un élargissement de son exploitation à d'autres produits agricoles seraient donc nécessaires, afin d'assurer un fonctionnement continu et de réduire le prix de revient.

Malheureusement, la plupart des établissements de conserves traitent un ou deux produits agricoles et fonctionnent une courte durée de l'année.

La SASCIA, dont l'usine est construite dans la région de Qaboun, était la seule entreprise moderne des conserves en Syrie, jusqu'en 1952, date à laquelle, on a fondé à Damas, la Société Anonyme des Conserves Modernes avec une capacité de production de 3.000 tonnes par an. Un an après la fabrique de Challah fut construite à Damas avec une capacité de production de 1.000 tonnes par an.

Donc, en 1953, l'industrie des conserves comptait trois entreprises localisées à Damas, totalisant environ 4 millions de L.S. de capital social et une capacité de production de 6.000 tonnes par an.

Malgré les mesures d'encouragement prises par l'Etat, notamment la suppression de la concurrence étrangère à l'intérieur du pays, la baisse relative du prix du sucre (après la construction d'une industrie nationale du sucre) et la conclusion des accords commerciaux avec les pays arabes où les

conserves trouvent un certain nombre de facilités, la production des conserves s'est développée assez lentement. Elle restait inférieure par rapport à la capacité totale des entreprises. Ainsi la production a évolué de 1.300 tonnes en 1953 à 1956 à 2.600, 3.700 tonnes dans les années 1954, 1956, 1963 respectivement.

En 1964, les 3 entreprises de conserves ont été nationalisées, ainsi que deux entreprises pour la conservation des denrées agricoles périssables et la production de glace. Les 5 entreprises ont été groupées dans une seule société intitulée la SMCIA (Société Moderne pour les conserves et les industries agricoles); à l'heure actuelle cette société est considérée l'une des entreprises les plus importantes dans le secteur public, surtout après la construction de nouvelles fabriques et l'extension de la capacité des anciennes usines.

En effet, la SMCIA produit dans ses usines plusieurs variétés :

- les confitures d'abricots (880 tonnes en 1972), de pommes, de prunes, de pêches, de coings et de figues.
- les marmelades de pêches, abricots, pommes, poires et cerises.
- les sirops de citron, oranges, mures, grenades.
- le jus concentré de tomate (2.279 tonnes en 1972).
- les conserves de légumes : petits pois (603 tonnes en 1972), haricots, courgettes, fèves vertes, feuilles de vigne, condiments, etc...
- des mets préparés à l'huile : fèves, fèves vertes frites, aubergines, courgettes, piments, etc...

La Société possède encore des frigorifiques qui, avec une capacité de 2.000 tonnes, conservent les légumes et les fruits pendant la saison de l'été en attendant le traitement. Elle produit chaque jour, en été plus de dix tonnes de glace pour la consommation quotidienne de la ville de Damas.

Enfin, cette société possède une usine de ferblanterie pour confectionner des boîtes à conserves de dimensions diverses. L'usine est apte à produire dix mille boîtes par jour.

Dans le but de développer la transformation des matières premières agricoles dans la campagne, l'Etat a construit trois fabriques de conserves. La première, prévue au premier plan quinquennal, a été fondée à Mzeirib, petit village à 8 km., à l'Ouest de Deraa, où on cultive traditionnellement les tomates. L'usine mise en fonction en 1968, a coûté 1,5 millions de L.S. Elle traite uniquement des tomates, avec une capacité de production de 5 tonnes de jus concentré (récemment l'usine a été dotée d'une unité pour le traitement des petits pois). Mais elle ne fonctionne que deux ou trois mois par an, faute de dépôts frigorifiques qui assurent la conservation des tomates destinées au traitement postérieurement à la saison de la récolte. Par rapport à l'abondance des tomates en été dans la région, la capacité totale de l'usine demeure très insuffisante. L'usine fut annexée à la Fédération des Industries Alimentaires en 1968, et est devenue une des usines de la SMCIA.

La deuxième usine fut établie à Salamiyé à 40 km. à l'est de Hama dans le but de produire des légumes deshydratés destinés essentiellement à l'exportation. Elle ne traite actuellement que les oignons. Mise en service, en 1969, l'usine peut traiter 15.000 tonnes d'oignons frais en deux cents jours, produisant 2.000 tonnes d'oignons deshydratés en poudre, ou en morceaux très minces. La production qui a été de 372 et 561 tonnes en 1971-1972, est exportée totalement vers l'Europe et l'U.R.S.S. La production de 1973 est estimée à 1.320 tonnes dont 30 tonnes pour la consommation intérieure, pour la première fois. Enfin, cette fabrique a coûté 5 millions de L.S. et employait 570 salariés.

La dernière usine de conserves et la plus récente est celle de Djeblé (petite ville au bord de la mer à 25 km. environ au Sud de Lattaquié), construite par l'Etat et mise en marche en 1973 après avoir coûté plus de 3 millions de L.S. Sa capacité de production dépasse 3.000 tonnes de jus concentré de tomates et des conserves de légumes, par an.

Selon le 3ème Plan, l'Etat construira une fabrique de conserves à Idlib comme celle de Djeblé pour la production de jus de tomates, produit assez demandé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et des conserves de légumes, d'une capacité de production de 1.300 tonnes par an. Le plan prévoit

d'investir 3.5 millions de L.S. mais, jusqu'en 1973, l'usine n'a dépassé le stade de l'étude.

En effet, notre industrie de conserves va mieux à l'heure actuelle. Elle a accusé une progression certaine et continue dans la dernière décennie sur tous les plans. La production a doublé entre 1963-1972. L'exportation de 1972 a été d'une valeur de 3.412 mille de L.S. soit plus de 7.5% de la valeur totale des exportations de la Fédération des Industries Alimentaires. La production totale devrait être portée à 6.345 tonnes et l'exportation arriverait à la valeur 10.294 mille L.S. soit 19% du total des exportations envisagées par la F.I.A. en 1973.

Il faut remarquer, enfin, que l'évolution de la production aux dernières années, était, en grande partie le résultat de la demande intérieure croissant aux produits des conserves: en 1972, le marché syrien a absorbé 1.272 tonnes de concentré de tomates, 573 tonnes de confitures d'abricots, 529 tonnes de conserves de petits pois et 763 tonnes de conserves diverses. Au total le pays a consommé 3.137 tonnes, soit 53% de la production totale.

3 - L'industrie des huiles et des graisses végétales

L'huilerie constitue l'une des activités les plus anciennes à base artisanale et familiale traitant en majeure partie l'huile d'olive, principal produit oléagineux en Syrie.

La modernisation de l'huilerie commença après l'indépendance avec l'installation de grandes entreprises pour l'extraction des huiles végétales, en premier lieu, et subsidiairement, des huiles d'olives et des grignons.

En effet, cette activité forme, à l'heure actuelle, une branche importante de l'industrie alimentaire. La production de la Syrie a été de 26.200 tonnes d'huiles végétales, 22.200 tonnes d'huile d'olives et 7.300 tonnes de margarine, en 1971, soit au total 56.100 tonnes. Le marché intérieur de plus en plus large absorbe la quasi totalité de la production. La régression

de l'exportation a été rapide comme l'indique le tableau suivant :

Exportation des huiles (1) (valeur en milliers de L.S.)

:	:	:
:	Année	Valeur
:	:	:
:	:	:
:	1963	24.739
:	1964	4.150
:	1965	18.166
:	1966	15.049
:	1967	10.134
:	1968	9.800
:	1969	7.790
:	1970	7.731
:	1971	3.193
:	:	:

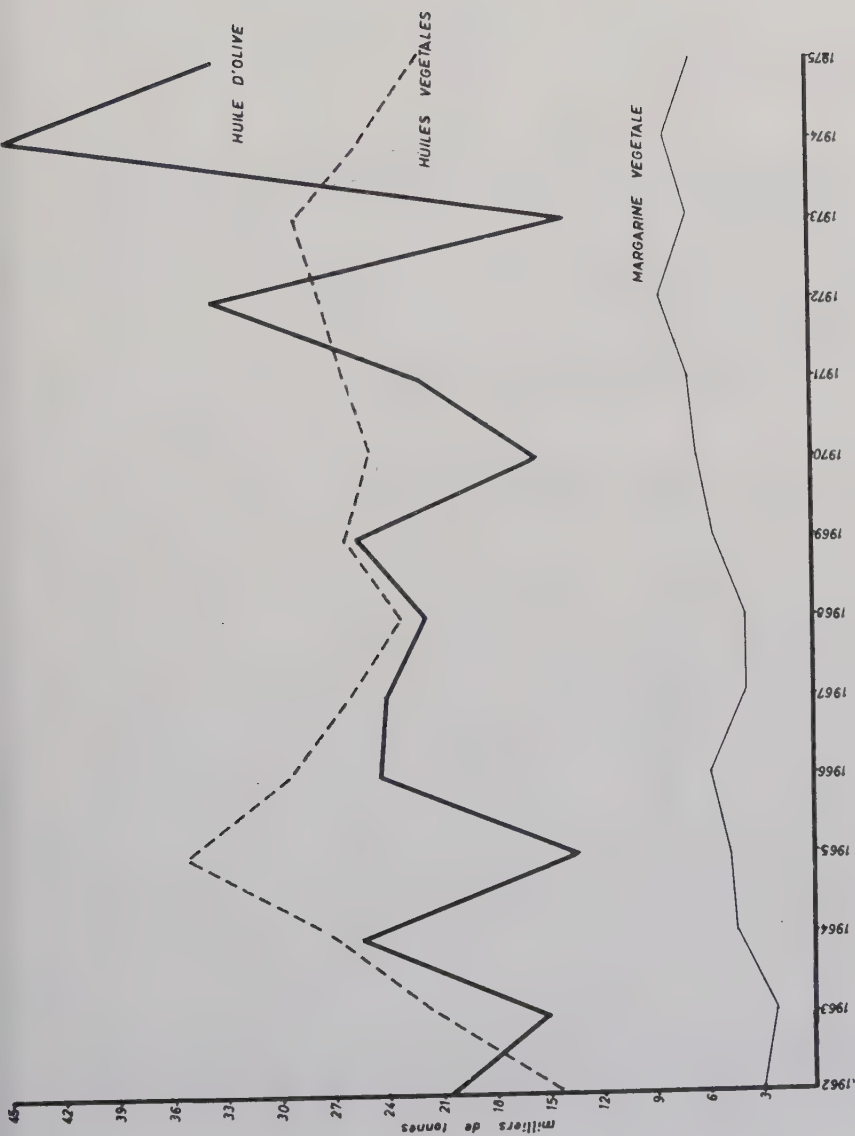
La valeur des exportations en 1971 n'est que 12% de la valeur d'exportation en 1963.

Au moment de l'extension de la "campagne" qui correspond à la saison de récoltes d'olives, les huileries occupent plus de 4.000 (2) travailleurs. Les entreprises dites industrielles emploient plus de 1.500 salariés permanents et plus de 600 saisonniers.

Mais l'exportation des sous-produits de cette industrie apporte une somme appréciable : en 1972, les quantités exportées ont été de 83.873 tonnes d'une valeur totale de 31.048.000 L.S.

(1) St. Ab. of Syria, 1966-1972.

(2) Y compris l'artisanat.



Evolution de la production des huiles et des grasses végétales

Les matières premières

L'agriculture, en Syrie, fournit à l'industrie des corps gras, un nombre de produits assez important pour assurer à cette industrie le succès et le fonctionnement continu en utilisant des méthodes perfectionnés et des techniques modernes.

L'olive constituait la matière première traditionnelle des huileries en Syrie. L'olivier est l'arbre dominant dans la région littorale, la région d'Idlib et d'Alep et elle occupe une place importante dans les régions de Damas et de Homs. La récolte d'olive est de l'ordre de 100.000 tonnes en moyenne par an. Cependant, elle varie d'une année à l'autre comme le montre le tableau suivant :

Evolution de la récolte d'olive

:-----:	
: Année :	:Quantité en mil- : :liers de tonnes :
:-----:	
: 1960 :	: 53 :
: 1961 :	: 83 :
: 1962 :	: 87 :
: 1963 :	: 68 :
: 1964 :	: 123 :
: 1965 :	: 66 :
: 1966 :	: 117 :
: 1967 :	: 113 :
: 1968 :	: 112 :
: 1969 :	: 129 :
: 1970 :	: 85 :
: 1971 :	: 117 :
:-----:	

D'une manière générale, la récolte d'olive a évolué sensiblement. Elle a doublé en dix ans. 54% de cette récolte environ vient de la région littorale (Lattaquié et Tartous) 36% d'Idlib et Alep, 5% de Damas et 5% de la région de Homs.

La matière première qui occupait la place du choix, il y avait plus d'une vingtaine d'années est la graine de coton. Depuis l'extension rapide de la culture du coton aux années cinquante, les entreprises d'égrenage de coton fournissent aux huileries des quantités de graines de coton de plus en plus considérables. Cette matière avait l'avantage d'être moins chère, d'une part, et utilisable toute l'année, avec le moindre frais d'autre part, permettant aux huileries un fonctionnement durable.

En 1972, les entreprises d'égrenage de coton ont fourni 258.000 tonnes de graines de coton. Les huileries en ont absorbés plus de 210.000 tonnes.

L'huile de coton forme, à l'heure actuelle, plus de 55% de la production totale des huiles en Syrie, 90% de la production de grandes entreprises est le produit de base pour la fabrication de margarine, du savon et la consommation ménagère.

Les autres matières premières végétales traitées par nos huileries tiennent une importance secondaire par rapport aux deux produits précédents. Nous citerons : le tournesol dont la production locale a été de 2.600 tonnes en 1971, répondant aux besoins des huileries. L'huile de tournesol se mélange avec celle du coton destinée à la consommation ménagère; le sésame est utilisé pour la production d'une huile assez utilisée par la pâtisserie. La production de sésame qui est de 5.000 tonnes par an en moyenne ne suffit pas aux besoins des huileries et des autres utilisations à la fois. On a constaté l'importation de 2.108 tonnes de sésame en 1971, alors que la production du pays a été de 4.300 tonnes.

Les graines de lin sont traitées pour avoir des huiles destinées à l'industrie de la peinture en particulier. La production locale des graines de lin est de moins de 100 tonnes par an ce qui exige une importation de l'ordre de 1.000 tonnes par an.

La fabrication de margarine demande l'importation d'un certain nombre de produits tropicaux comme le coprah et les fruits du palmier.

D'autres produits agricoles importants par leur récolte annuelle ne sont pas traités par nos huileries en raison de leur cherté et de la concurrence d'autres produits. C'est d'abord l'arachide dont la production est en progression considérable, passant de 10,4 mille tonnes en 1964 à 20,1 tonnes en 1971. Le deuxième produit est le maïs dont la production moyenne est de 8.500 tonnes par an.

Extraction de l'huile d'olive

L'huile d'olive a joué un rôle de plus en plus remarquable pour la consommation ménagère en raison de l'insuffisance et de la cherté des matières grasses d'origine animale et de la qualité médiocre des autres huiles végétales.

Le traitement des olives se fait en Syrie, soit par pression soit par solvant. Les qualités obtenues sont l'huile pure destinée à la consommation alimentaire, l'huile brute et l'huile des grignons consacrées à la fabrication des savons de premier choix et de deuxième choix.

L'extraction de l'huile s'effectue avec des pressoirs à traction animale ou à traction mécanique qui sont au nombre 986, dont la répartition géographique est la suivante.

Répartition géographique des pressoirs d'olive

: Département :	: Pressions à traction animale :	: Pressions mécaniques :	: TOTAL :
: Alep :	: 207 :	: 107 :	: 309 :
: Lattaquié :	: 198 :	: 52 :	: 250 :
: Tartous :	: 11 :	: 203 :	: 214 :
: Idlib :	: 40 :	: 119 :	: 159 :
: Damas :	: 10 :	: 32 :	: 42 :
: Homs :	: - :	: 12 :	: 12 :
: : :	: ----- :	: ----- :	: ----- :
: : :	: 466 :	: 520 :	: 986 :

Une bonne partie de la récolte est traitée dans des vieux pressoirs rudimentaires dont le nombre total est de 466.

L'opération de transformation s'arrête au passage des olives et à la clarification de l'huile obtenue sans autre procédé de raffinage.

En général chaque pressoir traite la production de ses clients locaux et traditionnels. Le paysan reçoit la production de sa récolte et le livre lui-même au marché.

Les entreprises dites industrielles qui traitent des olives à côté d'autres produits oléagineux sont en nombre limité. Nous en avons dénombré 8 à Damas, 4 à Alep, 3 à Lattaquié et 2 à Tartous.

En effet, le traitement des olives s'effectue par un nombre considérable de petites entreprises inaptes à moderniser leurs outillages et à perfectionner leurs méthodes. De ce fait, les huiles obtenues manquent d'homogénéité et contiennent une proportion élevée d'acide oléique, ce qui diminue leur valeur commerciale.

L'évolution de la production des huiles d'olive entre 1962 et 1971 prend le schéma suivant : (1)

:	Année	:	Production :	:
:		:	:(en milliers de :	:
:		:	tonnes)	:
:	1962	:	20.5	:
:	1963	:	15.1	:
:	1964	:	25.6	:
:	1965	:	13.6	:
:	1966	:	24.7	:
:	1967	:	24.2	:
:	1968	:	21.9	:
:	1969	:	25.6	:
:	1970	:	15.5	:
:	1971	:	22.2	:
:	1972	:	33.5	:

(1) Nous ne possédons pas de statistiques concernant les quantités d'olives destinées respectivement, à la consommation ménagère et au traitement.

TABLEAU 63 - Evolution de la production des huiles et des graisses végétales

Année	Huiles végétales	Graisses végétales	
		les (1)	(en milliers de tonnes)
1958	12.6		
1962	16.1	2.9	
1963	20.9	2.1	
1964	26.9	4.4	
1965	35.2	4.6	
1966	29.5	5.8	
1967	26.1	3.9	
1968	22.9	4	
1969	26.3	5.7	
1970	25.1	6.5	
1971	26.2	7.3	
1972	27.5	8.5	

En 1972, l'industrie des huiles et graisses végétales comptait 30 établissements dont la répartition géographique est la suivante : 13 établissements à Damas, 9 à Alep, 4 à Lattaquié, deux à Tartous et un établissement à Hama.

Parmi ces établissements 33 fabriques privées d'une capacité modeste, traitent principalement le sésame, le lin, le tournesol et les grignons dont les huiles sont destinées à l'industrie.

Les grands producteurs des graisses et des huiles végétales à partir des graines de coton, de tournesol et du coprah sont les sociétés de la Fédération des Industries Alimentaires. Elles sont au nombre de cinq possédant 7 usines employant environ 1.610 salariés, et totalisant environ 14 millions de L.S. de capital social. Elles ont produit 27.466 tonnes des huiles végétales contre 71 tonnes seulement produites par le secteur privé, et 6.448 tonnes de margarine, tandis que la part du secteur privé a été de 1.927 tonnes.

(1) St. Ab. of. Syria 1959-1960-1972 : non compris les huiles de sésame, de lin et d'autres huiles destinées à l'industrie.

La S.S.H.V. (Société Syrienne pour les Huiles Végétales) est l'entreprise la plus importante dans le pays. Son capital social est de plus de 11 millions de L.S. Elle comprend trois usines dont le nombre de salariés est de 1.026 et produit 19.153 tonnes d'huiles végétales, soit 70% de la production totale des huiles végétales en Syrie en 1972. Ce n'est pas surprenant si nous savons que la S.S.H.V. se trouve à Alep, centre principal d'égrenage de coton et en conséquence premier producteur de graines de coton.

De plus cette société a produit 4.000 tonnes de graisses végétales, soit plus de 47% de la production totale du pays, 2.405 tonnes de savon et 86.661 tonnes de sous-produits. La valeur totale de ces produits a été de 32 millions de L.S.

A Damas, la S.H.S.A. (Sociétés des Huiles et des Savons Arabes) vient au deuxième rang avec un capital social de l'ordre de 1,6 millions de L.S., un effectif de 277 salariés. Cette société traite principalement les graines de coton, de tournesol et le coprah. Sa production en 1972 a été de 2.530 tonnes des huiles végétales, 335 tonnes de margarine de coprah, 2.454 tonnes de savon et 14.664 tonnes de sous produits.

La Société des huiles à Hama occupait la troisième place en 1972 avec un nombre de salariés de 138 et un capital social de 475 mille L.S. Sa production a été de 2.322 tonnes d'huiles, 113 tonnes de savon et 13.756 tonnes de sous-produits.

A Homs, la Société Syrienne pour la production du sucre et des produits agricoles a consacré à la production des huiles et des graisses végétales une usine d'une capacité de 5.000 tonnes par an. Cette usine où travaillent plus de 100 salariés a produit, en 1972, 3.248 tonnes d'huiles végétales (coton et tournesol), 169 tonnes de margarine de coprah, 361 tonnes de savon, 1.000 tonnes de graisse de coton et 11.216 tonnes de sous-produits.

La dernière société publique est la société des huiles de Lattaquié qui employait 118 salariés et totalisait 486 mille L.S. de capital social. Elle a produit 1.511 tonnes des huiles, 301 tonnes de savon et 7.113 tonnes de sous produit en 1972.

Enfin, les cinq sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires de 115,3 millions de L.S., 102,8 millions représentent la valeur de leurs ventes sur le marché national et 12,5 millions représentent la valeur des sous produits exportés (toujours pour l'année 1972). (1)

D'une manière générale et dans l'état actuel des choses, l'industrie des matières grasses végétales n'est pas satisfaisante ni quantitativement ni qualitativement, alors que nous croyons ses conditions de développement excellentes.

Les matières premières indigènes sont assez variées avec une production considérable. La production des matières grasses de provenance animale est en régression rapide, tandis que leur prix monte en flèche. La demande sur les matières grasses végétales augmente de jour en jour. Les possibilités d'exportation vers les pays arabes voisins sont larges.

Mais notre industrie de corps gras demeure limitée en matière de capacité, d'équipement et de modernisation.

La faiblesse technique et la prépondérance des petits établissements traditionnels entraînent au gaspillage des matières premières et à la production de mauvaise qualité.

Il est très nécessaire de créer de nouvelles usines modernes et à grande dimension, surtout pour l'extraction et le raffinage des huiles d'olive et pour la fabrication des margarines de bonne qualité.

4 - La meunerie

Les matières premières de base pour la meunerie sont abondantes en Syrie et bon marché. La production des céréales, blé, orge, maïs, sorgho dépasse 2 millions de tonnes dans les années de bonne récolte. En outre, les syriens sont grands consommateurs de pain, qui est à la base de l'alimentation, aussi bien en ville qu'à la campagne. C'est-à-dire que la mise en valeur d'une

(1) Tous ces chiffres sont d'après le rapport du Ministère de l'Industrie 1973.

matière première exportable et la satisfaction des besoins intérieurs de farine constituent des facteurs importants pour le développement de cette industrie.

Jusqu'à l'heure actuelle, la meunerie s'effectue simultanément dans les vieux moulins et dans les établissements nouveaux. Ceux-ci sont extrêmement nombreux, mais la plupart sont à l'échelle artisanale. En 1972, les moulins étaient au nombre de 1262 pour l'ensemble du pays : 153 moulins à eau et 1.109 moulins à moteur. Seuls 36 de ces derniers sont considérés des établissements industriels. Le caractère artisanal de cette industrie a été renforcé par une habitude locale et par une structure sociale assez contrastée. En effet, les ruraux et une grande partie des citadins n'achetaient pas leur pain à la boulangerie (la boulangerie moderne est inconnue à la campagne) mais préférant d'avoir leur provision en céréales planifiables et faire le pain chez eux. Cela exige la proximité relative du moulin, d'où la multiplication et la dispersion de la meunerie sur tout le territoire du pays. En outre, l'hétérogénéité des céréales destinés au broyage : orge, blé, maïs, sorgho ou mélanges, car le froment n'était pas accessible à toutes les bour- ses, empêchent le travail en série et la concentration des entreprises.

Les moulins industriels ont été installés dans les principales villes, gros centres de consommation ou débouchés naturels des régions produc- tives. Ce sont de vastes usines mécanisées et actionnées par l'électricité et capable de produire 600 milles tonnes de farine par an.

Les moulins industriels occupent 1960 salariés et ils se répartissent géographiquement de la manière suivante :

	:	:	:	:
	:	Etablissements	:	Salariés
	:	:	:	:
Alep	:	16	:	710
Damas	:	6	:	480
Homs	:	4	:	250
Hassatché	:	4	:	230
Lattaquié	:	2	:	100
Hama	:	2	:	100
Idlib	:	2	:	90
	:	:	:	:
TOTAL:	:	36	:	1.960

L'établissement général pour les céréales et les minoteries possède les plus grandes et les plus modernes des moulins industriels. Ils sont au nombre de 19, employant 1.500 salariés, soit 53% et 76% respectivement du total des moulins et des salariés.

La production de la meunerie (artisanale et industrielle) pourvoit à la majorité des besoins du pays et à une partie de la consommation du Liban et de la Jordanie. L'exportation qui se compose de farine de blé dur varie de 5 à 20 mille tonnes par an seulement, tandis que l'exportation des céréales en état brut est beaucoup plus important (315,062 tonnes de blé et d'orge en 1972). Par contre la Syrie importe de la farine tendre pour les usages de la pâtisserie ou, parfois, pour combler un déficit occasionnel de la production locale. Les importations de farine se sont élevés à 132.115 tonnes en 1972 (49.851 t. en 1973).

Nous pensons que la minoterie, en Syrie, mérite encore des efforts de modernisation et de création de nouvelles usines à grande dimension pour répondre aux besoins du pays et des pays arabes voisins en matière de farine bourghoul, lentille concassée, etc... dont les possibilités sont assez large.

5 - L'industrie du sucre

La Syrie dispose de trois usines pour la fabrication et le raffinage du sucre d'une capacité de production de 120.000 tonnes par an, en traitant les betteraves sucrières, soit 66% environ de la consommation du pays. Cette capacité augmente avec l'utilisation du sucre brut et la baisse de la quantité des betteraves traitées.

Cette industrie occupe en pleine saison de traitement environ 2.000 salariés (y compris les saisonniers) et totalise 67 millions de L.S. de capital social, soit 39% du total des industries agricoles et alimentaires. Son chiffre d'affaires en 1972, a été de 126 millions de L.S. soit 47% du chiffre d'affaires réalisé par la Fédération des Industries Alimentaires. L'industrie sucrière apparaît donc comme une des plus importantes industries de transformation.

De notre part, nous estimons que cette industrie mérite une attention particulière de la part des autorités publiques pour trois raisons principales : tout d'abord parce que le sucre constitue un élément de base pour l'alimentation de masses populaires; la deuxième raison est le rôle joué par le sucre dans l'industrialisation de la campagne; enfin la possibilité d'économiser des sommes considérables de devises dépensées pour l'importation du sucre brut ou raffiné.

La consommation et la production du sucre

La consommation totale du sucre a été d'environ 155.000 tonnes en 1972, soit de 23,2 kg. par habitant en moyenne. Les syriens sont de grands consommateurs du sucre. La boisson préparée avec du thé est le vin des syriens aussi bien pour les adultes que pour les enfants. On boit du thé partout et n'importe quand, avec les repas, dans les lieux de travail, dans les promenades, etc... Il est impoli pour les syriens de refuser une invitation pour boire un verre de thé.

Le tableau suivant nous montre l'évolution de la consommation annuelle du sucre, entre 1960 et 1972, en même temps que la population et la part d'habitant, en moyenne.

TABLEAU 64 - Evolution de la consommation du sucre (1)

: Année	: Evolution en milliers : de tonnes	: Population en : milliers	: Part d'habitant: : en kg
: 1960	: 67	: 4.560	: 14.7
: 1961	: 73	: 4.800	: 15.2
: 1962	: 76	: 5.180	: 14.6
: 1963	: 84	: 5.310	: 15.8
: 1964	: 82	: 5.470	: 15.0
: 1965	: 92	: 5.630	: 16.3
: 1966	: 91	: 5.760	: 15.8
: 1967	: (2) 67	: 5.800	: 11.5
: 1968	: 96	: 6.000	: 16.0
: 1969	: 120	: 6.200	: 19.3
: 1970	: 134	: 6.304	: 21.2
: 1971	: 145	: 6.493	: 22.3
: 1972	: 155	: 6.688	: 23.2

(1) St. abs. of Syria 1973. A. Mousli p. 38; Syrie et Monde Arabe n° 233, p. 39.

(2) Ce chiffre ne représente pas toute la consommation, car en 1967, en raison de la guerre de six jours, la Syrie a reçu des aides matérielles, y compris le sucre qui n'entre pas dans les statistiques.

D'après ce tableau, on constate que la consommation a progressé à un rythme un peu plus rapide que la population entre 1960 et 1968. La part de sucre par habitant s'est élevée de 14.7 kg. en moyenne en 1960, à 16 kg. en 1968. Le taux de progression comparativement à celui de la population, devient considérable à partir de 1969 (la consommation de 1973 est estimée à 186 tonnes).

En réalité, les quantités de sucre indiquées dans le tableau concernant la période d'avant 1969, ne représentent pas toute la consommation. Des milliers de tonnes de sucre entraient en Syrie chaque année en provenance de la Jordanie et en contrebande, en raison de la différence des prix du sucre entre les deux pays.

Or, la question du sucre en Syrie n'est pas indépendante de la crise mondiale de cette importante matière première dont les prix montent en flèche. Dans la plupart des pays du monde, une hausse de 50 à 80% a été enregistrée dans le prix du sucre. En effet, le kilog. de sucre revient à 105 P.S. au Liban, à 90 P.S. en Jordanie et 100 P.S. en Irak en 1970.

En raison de l'importance du sucre dans l'alimentation du peuple d'une part et de l'insuffisance de la production nationale, les responsables syriens ont pris un certain nombre de mesures pour faire face à la situation : stopper le prix à 100 P.S. pour le kilog à partir de 1966 et jusqu'en 1970; imposer le rationnement et pratiquer un prix de 85 P.S. pour le kilo, soit une baisse de 15% à partir de 1971. Pour empêcher toute éventualité de contrebande avec les pays voisins (ou les prix sont plus élevés), on a relevé les prix du sucre jusqu'à 145 P.S. le kilo, en dehors des quantités livrées en vertu de la carte de rationnement, et qui sont de 1.500 grammes de sucre (85 P.S.kg) par mois et par personne. Ce faisant et en livrant aux citoyens du sucre à des prix inférieurs aux cours mondiaux, le Trésor syrien supporte les frais résultant de la stabilisation des prix, car le kilo de sucre brut importé de l'étranger revient à 71 piastres syriennes et celui du sucre raffiné à 90 piastres. Ces frais ont été estimés à 100 millions de livres syriennes par an.(1)

(1) Syrie et Monde Arabe, n° 233, juin 1973, p. 39.

Tant que la crise mondiale du sucre persistera, cette situation durera et l'Etat sera obligé d'éponger la différence entre les prix. La solution efficace réside dans l'accroissement des superficies cultivées de betteraves sucrières, en vue de produire localement les quantités de sucre nécessaires à la consommation du pays.

Quel est le rôle de la production nationale du sucre ?

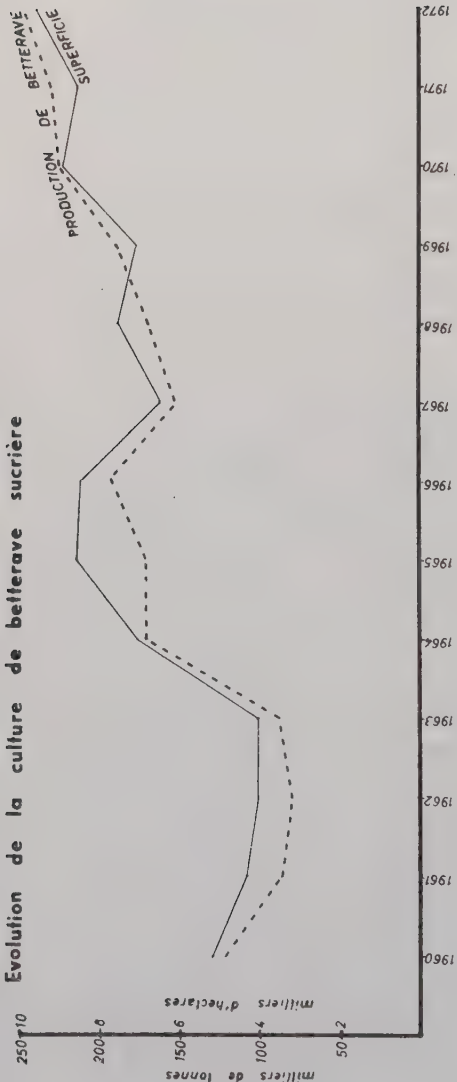
La production locale du sucre, soit par le traitement de betteraves, soit par le raffinage de sucre roux, durant la période de 1960 à 1972, est représentée dans le tableau ci-après :

TABLEAU 65 - (1) Evolution de la production et du raffinage de sucre

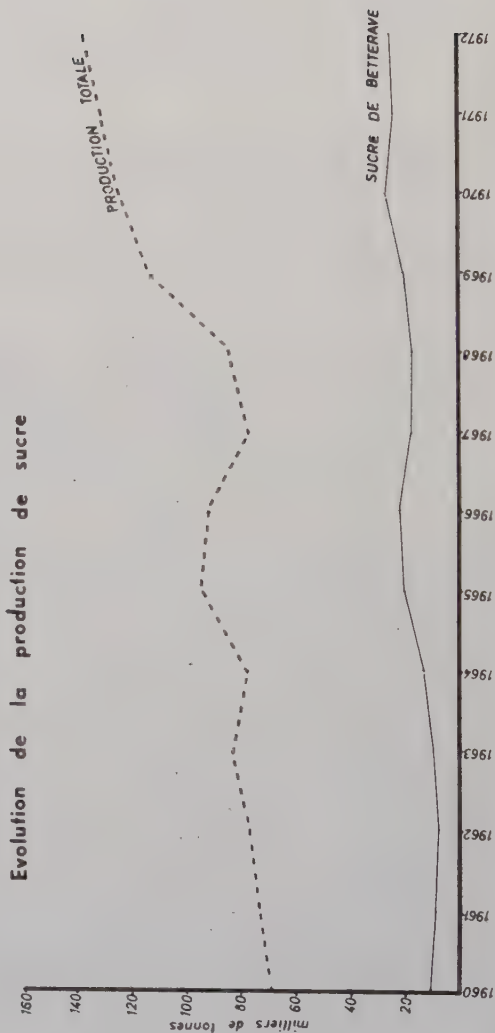
Année	Production résultant du traitement de betteraves	Production résultant du raffinage du sucre brut	Production totale (T.)
1960	10.000 tonnes	58.700 tonnes	69.600
1961	9.500	62.000	71.500
1962	7.900	68.900	76.800
1963	9.400	74.100	83.500
1964	13.200	65.100	78.300
1965	19.500	75.300	94.800
1966	20.700	70.900	91.600
1967	17.500	58.600	76.100
1968	17.100	66.400	83.500
1969	20.000	93.500	113.500
1970	27.800	96.100	123.900
1971	24.200	106.200	130.400
1972	25.400	111.700	137.100

(1) D'après A. MOSLI et le rapport du Ministère de l'Industrie de 1973.

Evolution de la culture de betterave sucrière



Evolution de la production de sucre



D'après ce tableau, on constate, que la production totale a progressé en rythme lent entre 1960 et 1967 et rapide entre 1968 et 1972. Ce qui correspond au développement de la consommation. Pratiquement, l'importation du sucre raffiné était négligeable avant 1968. La production de sucre résultant du traitement de betteraves représente une proportion de 14 à 22% de la production totale. Malgré un accroissement de 150% de la production de sucre à partir des betteraves entre 1960-1972, la Syrie importe des quantités de plus en plus importantes de sucre brut et de sucre raffiné. En 1972, on a importé 132.115 tonnes de sucre roux d'une valeur de 94.7 millions L.S. et 20.046 tonnes de sucre raffiné d'une valeur de 18.1 millions de L.S. (1), qui représente des sorties lourdes de devises.

Le rôle des betteraves sucrières

A l'issue des études récentes effectuées sur place par le Ministère de l'Agriculture et la Réforme Agraire visant la mise en valeur des sols favorisés à la culture de canne à sucre, on a trouvé que les plaines littorales avec leurs sols fertiles, profonds et humides peuvent assurer un rendement assez bon de canne à sucre. Mais il reste inférieur par rapport au rendement des cultures maraichères (en quantité/ha), de celle du tabac pratiquées dans cette région. En conclusion, l'intensification de l'industrie du sucre doit compter seulement sur le développement de la culture des betteraves à sucre. Cette dernière peut être pratiquée, avec deux récoltes, dans la plupart des plaines irriguées s'étendant des plaines de Hauran au Sud aux bassins de Damas et de l'Oronte au centre, au bassin de l'Euphrate et ses affluents au Nord-Est. De plus, la culture de betteraves est considérée avantageuse pour les terrains, tandis que la culture de coton détruit rapidement la fertilité du sol. Mais malheureusement, la culture de la betterave, en Syrie, reste jusqu'à l'heure actuelle très peu développée, très peu modernisée et même mal soignée par rapport aux cultures du coton et du tabac.

La culture de betteraves s'est développée en Syrie à partir de 1952, c'est-à-dire deux ans après la mise en service de la première usine

(1) Syrie et Monde Arabe n° 233. Juin 1973. p. 39.

de sucre. Le tableau suivant nous permet de mieux connaître l'évolution des superficies cultivées de betteraves, ainsi que la production annuelle et le rendement à l'hectare.

D'après ce tableau nous remarquons que la culture de betterave a connu de grandes fluctuations, soit pour les superficies cultivées, soit pour le rendement. Pour la première fois, les agriculteurs de betteraves, ont trouvé un débouché sur place pour leur récolte, en 1950; La superficie augmente rapidement entre 1951 et 1954 ainsi que la récolte.

TABLEAU 66 - Evolution de la culture de betteraves sucrières (1)

Année	Superficie (en milliers h.)	Production (1.000 T.)	Rendement (T/H)
1950	0.1	2.4	18.7
1951	0.2	2.7	13.0
1952	3.6	55.3	21.1
1953	4.3	49.6	11.6
1954	4.6	50.6	11.0
1955	3.0	34.5	11.6
1956	3.0	45.3	15.1
1957	3.4	61.0	18.1
1958	2.2	31.6	14.7
1959	5.0	91.6	18.2
1960	5.2	122.4	23.6
1961	4.4	85.7	19.6
1962	4.0	81.0	20.3
1963	4.0	86.9	21.5
1964	7.0	171.3	24.5
1965	8.6	171.4	20.0
1966	8.5	189.1	22.2
1967	6.5	154.4	23.5
1968	7.6	166.0	22.0
1969	7.1	188.7	26.1
1970	9.0	227.5	25.2
1971	8.6	232.2	26.9
1972	9.6	248.9	26.0

(1) St. Abs of Syria 1959, 1966, 1972.

Mais cette croissance sans précédent s'arrête pour un recul passager, quatre ans de diminution puis quatre ans de progression, la superficie emblavée en 1958 fut inférieure à celle de 1952. La récolte en 1958 a diminué de 43% par rapport à celle de 1952. Le rendement montre de grandes variations dans la période 1950-1958. Cet état de choses s'explique par le fait que l'introduction d'une culture nécessaire ne suffit pas pour assurer une croissance régulière en dépit de bonnes volontés. Sous l'impulsion de l'industrie sucrière la culture de betteraves s'est développée, mais les méthodes archaïques, l'absence de toute organisation et de toute modernisation et même l'absence de l'expérience ont abouti progressivement à la dégradation de terre et des espèces, à la multiplication des maladies, etc... et par rapport à un rendement très bas.

L'augmentation des superficies cultivées qui se manifeste à partir de 1959 et 1964 tant pour la production des betteraves que pour l'amélioration du rendement résultent en premier lieu de l'introduction de la culture de betteraves dans deux nouvelles régions considérées comme les plus fertiles de la Syrie : la région de Damas et la région de Ghab. En deuxième lieu, certaines mesures prises ont eu sans doute des résultats positifs : relèvement des prix de betterave de 60 L.S. à 65 L.S. pour la tonne, prêts donnés aux agriculteurs au temps de la culture, distribution des engrais et de semences, élargissement de la recherche et des essais agricoles.

Cependant, le rendement reste très faible, car le rendement doit être de 30 à 40 T/h en moyenne. Les essais effectués en Syrie sur certaines variétés ont donné des rendements beaucoup plus élevés : 54 T/h en moyenne dans la région de Homs et 34,2 T/h en moyenne dans la région de Damas.

Une autre chose importante concernant le rendement est la teneur en sucre. Elle varie selon les sols, les espèces, les engrais, le climat et l'irrigation. La teneur moyenne est de 16% du poids de betteraves. On a obtenu en Syrie une teneur inférieure à 11% dans la région de Homs et une teneur maximum de 25%.

La teneur en sucre joue un rôle fondamental aussi bien pour l'usine du sucre que pour l'agriculture. A l'usine sucrière, on prend un échantillon

de betterave de chaque camion chargé pour l'analyser en Laboratoire. Le prix des betteraves correspond au taux du sucre. A la fin des années soixante le prix de la betterave se calculait comme suit :

:	:	:
: Teneur en sucre :	Prix à la tonne :	:
:	:	:
: 16 % :	:65 L.S. en moyenne :	:
:	:	:
: 16-19% :	: (3 L.S. de plus pour :	:
:	: chaque augmentation :	:
:	: (du taux de sucre :	:
:	: (de 1% :	:
:	:	:
: Plus de 19% :	: (5 L.S. de plus pour :	:
:	: 1% d'augmentation :	:
:	: dans la teneur de :	:
:	: sucre :	:
:	:	:
: Moins de 16% :	: (on retient 5 L.S. :	:
:	: (pour chaque degré :	:
:	: (1% de baisse de :	:
:	: teneur de sucre. :	:
:	:	:
: 10% et moins :	: inacceptable :	:

Au 2ème Plan Quinquennal, on a pensé que la consommation de sucre atteindrait le chiffre 120.000 tonnes en 1970, ce qui correspondrait à la capacité de notre industrie du sucre et au développement prévu de la culture de betteraves selon les données de 1964. Le plan prévoyait de porter la superficie de 7.000 hectares en 1964 à 25.000 hectares en 1970 et de relever le rendement de 24.4 T/H à 26.6 T/H pour arriver à une production de l'ordre de 904.000 tonnes de betteraves d'une valeur de 58.760.000 L.S. Avec une teneur de sucre de 13.5% en moyenne, le traitement d'une telle production devrait permettre d'avoir une quantité de sucre couvrant les besoins de consommation en 1970.

Théoriquement, en tenant compte des possibilités naturelles dans le pays, ce programme était réalisable. Mais la superficie, en 1970, n'a été que 9.000 hectares, soit 2.000 hectares de plus qu'en 1964; la récolte de betteraves a été de 227.500 tonnes, soit environ 25% de la produc-

tion envisagée par le plan; l'amélioration apportée au rendement a été négligeable (moins de 1 T/h.

Ainsi le programme prévu au 2ème plan a complètement échoué, car les méthodes et les efforts n'étaient pas au niveau de ce programme.

Les besoins de la consommation en sucre qui dépassent à l'heure actuelle 180.000 tonnes, d'une valeur de 170 millions L.S., exigent une quantité de betteraves de 1.125.000 tonnes d'une valeur de 73 millions L.S. ce qui constitue une somme énorme pour le développement économique du pays en général, et plus particulièrement pour le secteur agraire et le secteur industriel. Tout d'abord on économise près de 150 millions L.S. en devises qui représentent la valeur d'achat du sucre roux ou raffiné importé de l'étranger. D'autre part le traitement d'une telle quantité de betteraves impose une augmentation de 60% au moins de la capacité actuelle des usines de sucre, ou la création de nouvelles usines et par conséquent une augmentation d'emploi de 100%.

Le projet de l'Euphrate sera, nous semble-t-il le facteur le plus important d'un avenir florissant pour l'industrie sucrière. Là, la culture irriguée sera en grande partie coopérative ou collective et le rôle de l'Etat sera décisif. C'est dire qu'il sera possible d'imposer la culture des denrées qu'exige le pays. Les prévisions concernant l'exploitation du bassin de l'Euphrate prévoient la construction de deux ou trois usines pour le traitement des betteraves sur place à partir de 1980, au moment où la consommation du sucre dépasserait 200 milles tonnes demandant une production de betteraves de plus de 2 millions de tonnes.

Il est à signaler que la culture du coton en Syrie constitue un grand obstacle à l'extension de la culture de la betterave à sucre. Ce qu'il faut c'est établir un certain équilibre entre les diverses cultures pour échapper à la monoculture. Car les devises que l'on gagne à l'exportation du coton brut se perdent en important le sucre. Enfin le marché extérieur du coton n'est pas stable; une crise mondiale peut apporter à la Syrie une catastrophe. Tandis que le marché intérieur du sucre est sûr et large.

Les entreprises de sucre

La consommation syrienne de sucre s'élevait, à la veille de la dernière guerre mondiale, à une moyenne annuelle de 20.000 tonnes. A cette époque, on avait tenté d'établir une sucrerie dans le pays, en constituant, à cet effet la "Société Agricole Industrielle pour l'Exploitation du Sucre et ses Dérivés". Mais le conflit mondial a obligé les entrepreneurs à ajourner leur projet.

Aussitôt la guerre terminée, les initiatives ont été reprises et ont abouti à la constitution de la "Société Anonyme pour la Fabrication du Sucre et des Produits Agricoles" en 1946 avec un capital de 12 millions L.S., mais ultérieurement ce capital fut porté à 15 millions de L.S. Damas est le siège social de cette société, mais les premières usines furent installées à Homs, au Nord de la ville, à gauche de la route Homs-Hama et près de l'Oronte. C'est une des plus grandes entreprises industrielles intégrées en Syrie.

"Les fondateurs de cette entreprise ont basé leur projet sur trois principes : bénéficier du succès de la culture des betteraves dans les terrains irrigués et y pratiquer l'assolement en cultivant le maïs et les plantes oléagineuses, après les betteraves; satisfaire les besoins du marché intérieur dans la mesure des possibilités agricoles et financières; organiser la production selon les méthodes les plus modernes, afin d'obtenir le meilleur rendement avec le minimum de coût et d'assurer à l'entreprise un fonctionnement continu".

Ainsi, les cultures entreprises par la société serviront à l'extraction du sucre, à la production du glucose, à la distillation de l'alcool et la fabrication de l'amidon, des graisses et des huiles végétales. De plus, cette grande entreprise, comprend une autre savonnerie et une usine pour la production du gaz carbonique. Au total 6 usines constituent ensemble une industrie intégrée.

En 1955, la société a décidé de fonder une nouvelle usine pour l'extraction et le raffinage du sucre avec un capital de 6 millions de L.S.

Elle a choisi Adra non loin de Damas et a établi les installations de l'Entreprise, juste à droite de la route, Damas-Homs qui ont été achevées en 1959. La capacité ne dépasse pas la moitié de celle de l'usine de Homs. Cette dernière peut traiter 1.200 tonnes de betteraves et raffiner 300 tonnes de sucre roux en même temps par jour. Tandis que la capacité journalière de l'usine de Damas est de 600 tonnes pour le traitement de betteraves et 150 tonnes pour le raffinage de sucre brut. Les deux entreprises peuvent traiter 360.000 tonnes de betteraves et raffiner 90.000 tonnes de sucre roux par an (200 jours de fonctionnement).

La troisième entreprise pour la production et le raffinage du sucre fut construite au département d'Idlib. On a choisi Jisr ech Chghour village situé au Nord de la région de Ghab, terrains marécageux de la vallée de l'Oronte; elle devient une plaine fertile de 72.000 hectares grâce aux grands efforts de drainage. Cependant la culture de betteraves n'avait pas atteint l'extension prévue : la superficie cultivée de betteraves en 1970-71 a été de 93 h. seulement contre 26.800 ha pour le coton.

L'usine du Ghab, d'une technique récente, a coûté 37 millions de L.S. c'est-à-dire plus que les deux premières entreprises à la fois. Sa capacité journalière de traitement de betteraves est aussi plus grande. Elle a été mise en fonction en 1967 mais sa production de sucre de betteraves demeure très modeste, faute de production de betteraves dans la région.

Le tableau suivant retrace l'évolution de la production et le raffinage du sucre dans les trois entreprises respectivement.

L'infériorité de la production du sucre extrait de betteraves est très claire. En même temps, la production se caractérise par une irrégularité bien évidente et montre une régression sensible, en ce qui concerne l'usine de Homs, et l'usine d'Adra (Damas). Cet état de choses est d'abord bien sûr lié aux aléas de récolte et au balancement des superficies emblavées, et par conséquent l'importance de la production varie sensiblement d'une année à l'autre faute de matière suffisante.

On constate encore que les usines de sucre ne fonctionnent pas à pleine capacité, en particulier, l'usine de Ghab. Cette dernière a une capa-

: Usine de Homs :	: Usine de Damas :	: Usine de Chab :	: TOTAL :
: Année:-----	Total:-----	Total:-----	Total:-----
: Sucre : Sucre :	: Sucre : Sucre :	: Sucre : Sucre :	: RAL :
: Raffi- : bette :	: raffi-:bette- :	: raffi-:bette- :	: :
: nage : rave :	: nage : rave :	: nage : rave :	: :
: :			

cité supérieure à la capacité de deux usines de Homs et Damas à la fois, mais sa production n'a été que 77% de la production de l'usine de Homs.

Sur le plan de la main-d'oeuvre, l'usine de Homs occupait le nombre le plus important : 750 salariés (200 salariés saisonniers environ), tandis que chacune des deux entreprises restantes occupait 500 salariés (100 à 150 saisonniers).

6. La confiserie, la biscuiterie et la chocolaterie

Dans l'ensemble du pays nous avons pu dénombrer 39 confiseries et 32 chocolateries et biscuiteries, soit 71 établissements au total, employant 1.379 salariés. Par rapport au total des industries alimentaires et agricoles les deux chiffres représentent respectivement 32.1% des établissements et 9.5% seulement des salariés.

La localisation géographique des entreprises montre leur concentration indiscutable dans les deux grands foyers industriels de la Syrie : Damas et Alep. Dans le premier 45 entreprises ont été installées occupant 837 salariés, soit 63,3% et 60,7% respectivement du total. Alep compte 22

entreprises soit environ 31% du total employant 476 salariés, soit environ 35% du total.

Puis à Homs, se trouvent 3 établissements totalisant 41 ouvriers et un établissement à Lattaquié avec 25 travailleurs.

Pratiquement la plupart des entreprises sont de taille très modeste. Elles sont plus près de l'entreprise artisanale que de l'entreprise industrielle proprement dite. Malgré une protection douanière forte, leur production reste médiocre du point de vue de la quantité et de la qualité. Les produits libanais passés en contrebande à travers la frontière sont toujours les meilleurs. En ce qui concerne la production des confiseries, les statistiques nous manquent complètement. La production des biscuiteries et des chocolateries offre le schéma suivant dans son évolution entre 1962 et 1972.

: Année :	Biscuits	: Chococats	:
:	:	:(en Milliers de	:
:	:	Tonnes)	:
: 1962 :	0.87	: 0.8	:
: 1963 :	1.41	: 0.9	:
: 1964 :	0.91	: 0.6	:
: 1965 :	1.11	: 1.0	:
: 1966 :	0.97	: 1.0	:
: 1967 :	1.4	: 0.7	:
: 1968 :	1.4	: 0.9	:
: 1969 :	1.7	: 0.9	:
: 1970 :	2.3	: 0.9	:
: 1971 :	2.3	: 0.9	:
: 1972 :	2.4	: 1.0	:
: :	:	:	:

On constate que la production des chocolats et des biscuits est très modeste. La consommation moyenne par habitant et par an est insuffisante : 349 g. de biscuits et 152 g. de chocolats (de 2 à 18 kg. dans les pays européens). En même temps on exporte chaque année environ 1.000 tonnes de bonbons, de biscuits et de chocolats.

Entre secteur public et secteur privé, la situation , en 1972, était la suivante :

Secteur	Nombre :				Production des bis. et chocolats :			
	d'éta- :	% :	Sala- :	% :	Bis- :	% :	Choco- :	% :
	se- :		riés :		cuits :		lats :	
	ments :							
Public	3	4.3	407	29.5	1.959	82	194	19
Privé	68	95.7	972	70.5	429	18	843	81

Donc le secteur public possède trois sociétés seulement. Mais ce nombre inférieur représente une importance particulière. Car 30% environ de la main-d'oeuvre sont absorbés par les trois entreprises publiques et elles ont produit 63% du total de la production de biscuits et des chocolats en Srie en 1972. Leur exportation, en 1972, a été de 276 tonnes de biscuits, 66 tonnes de chocolats, 35 tonnes de bonbons, d'une valeur totale de 871.000 L.S.

La société publique la plus importante est la S.D.P.A. (Société de Damas pour les Produits Alimentaires) installé dans le camp de Yamouk au Sud Est de Damas, elle occupe plus de 170 salariés et son capital social dépasse un million de L.S. en 1972, cette société a produit environ 1.000 tonnes de biscuits d'une valeur de 1.985.000 L.S. et 80 tonnes de chocolats d'une valeur de 314.000 L.S.

La S.S.B.C. (Société Syrienne pour les Biscuits et Chocolats) est une société récente qui a l'usine la plus moderne. Elle a été construite dans la région d'AL Kadam, au Sud de Damas, en 1970. L'entreprise a un capital mixte (67% de l'Etat et 33% privé) de l'ordre de 1.250.000 L.S. Elle occupe plus de 86 salariés. Sa production en 1972 a été de 352 tonnes de biscuits et de chocolats.

En Alep, la SCPA (Société AL-Chark pour les produits alimentaires) est constituée de deux entreprises privées nationalisées en 1965.

L'usine AL-Chark a une unité pour la fabrication de la bière et l'usine de biscuits et de chocolats proprement dit. Celle-ci fut construite en 1962 avec un capital social de l'ordre de 500.000 L.S. Sa capacité de production dépasse 1.000 tonnes par an. En 1972, elle occupait 150 salariés et a produit 626 tonnes de biscuits et de chocolats.

7. L'industrie des boissons

Il s'agit des boissons gazeuses, de la bière, et des produits de l'industrie vinicole.

Cette branche occupe une place non négligeable au sein des industries alimentaires. Son importance est de plus en plus considérable, surtout en ce qui concerne les boissons alcoolisées. Sur la base 100 en 1956, l'indice de la production des boissons alcoolisées (y compris toujours la bière) a passé de 243 en 1963 à 458 en 1972. L'industrie vinicole laisse chaque année une quantité excédentaire de l'ordre de 500 à 1.000 tonnes, destinées à l'exportation. Tandis que la production de la bière et des boissons gazeuses est absorbée entièrement par le marché national.

Dans l'ensemble du pays, il y a plus de 100 établissements pour la fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées, employant environ 1.000 salariés. Mais le nombre d'établissements qui emploient plus de 10 salariés ne dépasse pas 35. Au total ces entreprises emploient 660 travailleurs, soit 19 travailleurs, en moyenne, pour l'entreprise.

La répartition géographique des entreprises est la suivante :

:	: Entreprises :	Salariés :	:
:	-----		
: Alep	: 13	: 234	:
: Damas	: 13	: 180	:
: Homs	: 5	: 135	:
: Soueïda	: 1	: 60	:
: Lattaquié	: 3	: 49	:
:	-----		
: TOTAL	: 35	: 658	:

1. Boissons gazeuses

De taille très modeste, et de caractère individuel, les établissements syriens pour la fabrication des boissons gazeuses, sont au nombre de 65. Suivant les enregistrements industriels, il n'y en a que neuf seulement, employant 10 salariés et plus. Ils se répartissent 5 à Damas, occupant 85 travailleurs et 4 à Alep, occupant 55 travailleurs, soit 140 salariés au total. Leur capacité de production est de 900.000 caisses en moyenne par an (la caisse comprend 24 bouteilles de petite dimension).

La production des boissons gazeuses est généralement, d'une qualité médiocre. (1) L'établissement syrien imite l'étranger par le nom seulement. Ainsi, les marques produites prennent pour la plupart, des noms étrangers : Sinalko, Stim, Freshup, Seven-Up, Three - Seven, etc...Pratiquement, cette branche industrielle ne vit que grâce à une protection douanière absolue. L'importation des boissons gazeuses étrangères est totalement interdite. Ajoutons à celà, que les matières principales nécessaires à cette industrie sont à la fois abondantes et simples : l'eau, le gaz carbonique, le sucre et des extraits végétaux.

2. Les boissons alcoolisées

Dans un pays comme la Syrie dont 95% environ de la population est musulmane, l'industrie vinicole demeure une activité très secondaire, sauf dans des cas exceptionnels (domination étrangère et chrétienne en particulier).

Ainsi, l'industrie vinicole était jusqu'à une date récente, entièrement, entre les mains des chrétiens qui assurent la vinification dans des caves privées. La consommation des produits alcoolisés reste restreinte, mais au cours des années 1940-1945, par suite de la présence des troupes alliées, la production vinicole s'est largement accrue. Elle atteint

(1) En ce qui concerne la production des boissons gazeuses en Syrie les statistiques nous manquent complètement.

une moyenne annuelle de 3.165 hl contre 1.875 hl en 1939. (1) L'activité de cette industrie s'est ralentie considérablement après la fin du conflit mondial et l'évacuation des troupes étrangères. Elle n'a fourni, en 1946, que 885 hl. (2) Une amélioration progressive s'est manifestée dès le début des années cinquante à la faveur de la rupture de l'unité douanière entre la Syrie et le Liban et de la protection des produits locaux en prohibant l'entrée des produits étrangers similaires. Le tableau suivant retrace l'évolution de la production des produits alcoolisés dans la période 1959 et 1972 (v compris l'artisanat).

:	:	:
:	Année	: Production (en hl) (3) :
:	:	:
:	1959	: 28.650 :
:	1962	: 43.130 :
:	1963	: 42.680 :
:	1964	: 46.860 :
:	1965	: 39.950 :
:	1966	: 40.580 :
:	1967	: 38.000 :
:	1968	: 45.000 :
:	1969	: 52.000 :
:	1970	: 67.000 :
:	1971	: 71.000 :
:	1972	: 78.000 :

Le vignoble syrien couvrait 67.000 hectares en 1972, fournissant une production de 208.000 tonnes de raisins frais dont la répartition géographique est la suivante : 34% de la région de Soueida, 20% environ de la région de Damas, 17% d'Alep, 12% de Homs, 6% de Hama, 5% d'Idlib, 5% de la région Littorale et 1% environ de Deraa.

La majeure partie de la récolte a été absorbée par la consommation intérieure à l'état frais; les marchés voisins en ont absorbé égale-

(1) A. FARRA, p. 197.

(2) La même source,

(3) St. ab. 1959-1966-1969-1972-1973.

ment de petite quantité (2.017 tonnes). Une autre partie a été utilisée pour la fabrication de raisiné ou transformée en raisin sec. Enfin, les distilleries industrielles et artisanales ont traité le reste de la récolte en produisant environ 80.000 hl d'arak, de vin, du cognac, etc... Les 7/8 ont été absorbés par le marché local. L'exportation a été de 982 tonnes d'une valeur de 574.000 L.S. En même temps, on a importé 796 tonnes de boissons alcoolisées (surtout du Whisky et du Champagne) d'une valeur totale de 39.900.000 L.S. (1)

La vinification se fait, généralement dans les régions de vignobles dans 24 entreprises (sans tenir compte des petites entreprises qui sont assez nombreuses) employant 410 salariés environ. Mais 150 salariés, soit plus de 37% du total, sont employés par les deux fabriques du secteur public. Les 22 entreprises privées se répartissent ainsi : 8 à Alep employant 90 salariés, 7 à Damas employant 75 salariés, 3 à Lattaquié occupant 49 ouvriers et 4 à Homs occupant environ 45 ouvriers.

L'Usine de Soueida est l'une des entreprises les plus importantes de l'industrie vinicole en Syrie. Elle a été construite par l'Etat dans la première région viticole du pays. Elle a été mise en marche en 1969 après avoir coûté 2 millions de L.S. L'usine traite 1.300 tonnes de raisins par an et emploie 60 salariés. Des travaux d'agrandissement ont commencé en 1972 dans le but de relever la quantité de raisin à traiter de 1.300 à 3.000 tonnes par an.

Ces travaux coûtent environ 1,5 millions de L.S. Cette usine a produit, en 1971, 89 tonnes d'Arak (sous marque Raiyan) et 34 tonnes de vins.

La deuxième fabrique du secteur public est l'usine de Zaïdal, village situé à 5 km. à l'Est de Homs dans une plaine cultivée en vigne. C'était un des projets prévus au 2ème plan, mais sa construction n'a pris fin qu'en 1972. Cette entreprise qui a coûté 2,5 millions de L.S. est capable

(1) St. ab. 1973.

de traiter 3.000 tonnes de raisins pendant la saison de vendange, en employant 90 salariés. Annexé à la F.I.A. en 1972, l'usine de Zaïdal constitue la deuxième usine au sein de la SSIR (Société Syrienne pour l'Industrialisation des Raisins). La Société a produit en 1972, 221 tonnes d'Arak et 78 tonnes de vins.

La fabrication de la bière n'a débuté qu'au milieu des années cinquante. Les brasseries trouvent, comme les distilleries de raisins, dans les récoltes de l'orge indigène une matière première abondante de bonne qualité et bon marché.

La première brasserie a été construite à Damas en 1955 avec un capital de l'ordre de 350.000 L.S. et une capacité de production de 400.000 litres par an. En 1972, cette brasserie employait 20 salariés en produisant 390.856 litres (sous marque Dunia).

Une brasserie beaucoup plus importante (Al-Chark), d'une capacité de production de 6.000.000 litres par an, fut construite à Alep dans la région industrielle d'Ain Tell, au Nord de la Ville. Les capitaux investis furent de 3 millions de L.S. En 1972, elle employait environ 89 salariés en produisant 3.394 mille litres de bière.

La première brasserie reste une entreprise privée, tandis que la deuxième a été nationalisée en 1965 pour constituer une des usines de la SCPA à Alep.

Au 3ème Plan, on a prévu de construire à Damas, une nouvelle brasserie dont les investissements réservés à cet égard étaient de 7.5 millions de L.S. L'entreprise est capable de produire 5 millions de litres de bières par an. Jusqu'en 1973, l'entreprise n'a pas été mise en construction.

8. Les pâtes alimentaires

La fabrication des pâtes alimentaires en Syrie est assurée par six entreprises de taille moyenne, employant près de 200 salariés

et totalisant 1.300.000 L.S. d'investissement environ. Ces entreprises privées se répartissent géographiquement entre Damas, Alep et Lattaquié de la manière suivante :

	Entreprises	Salariés
Damas	3	90
Alep	2	68
Lattaquié	1	40

La capacité de production de cette industrie dépassait les besoins de la consommation qui est de l'ordre de 2.500 tonnes en moyenne par an. Par conséquent, le développement de la production dépendait des possibilités d'exportation aux marchés arabes (Arabie, Koweït, Liban, etc...). La production des pâtes alimentaires entre 1960 et 1972 montre une certaine irrégularité.

Année	Production (en tonnes)
1960	1.400
1961	1.900
1962	1.800
1963	2.400
1964	2.500
1965	2.500
1966	2.500
1967	2.900
1968	2.400
1969	2.400
1970	4.400
1971	5.400
1972	3.900

9. L'industrie des produits laitiers

La fabrication des produits laitiers, en Syrie, est encore pratiquée principalement par les fermiers et les éleveurs, selon les vieilles

méthodes rurales et avec des outils sommaires (la plupart des laits de brebis et de chèvres est traitée par les Bédouins avec leurs méthodes archaïques). Elle absorbe la majeure partie de la production de lait et en transforme une proportion de 60 à 80%. Les quantités traitées chaque année varient selon la situation de l'élevage qui dépend largement des conditions climatiques comme nous l'avons dit dans la première partie.

Dès 1966, la production de lait brut, la consommation de lait frais, et les produits laitiers fournis par l'industrie et l'artisanat, se sont ainsi établis : "en tonnes".

Années	Lait brut Produit	Consommation: de lait frais:	Principaux produits laitiers fournis (1)		
			Samneh	Fromage	Beurre
1966	604.000	130.000	15.439	32.379	1.801
1967	518.000	151.000	10.492	29.029	1.970
1968	548.000	151.000	11.476	29.919	1.941
1969	524.000	156.000	10.097	27.418	1.819
1970	451.000	165.000	7.197	24.355	1.827
1971	441.000	157.000	5.530	27.758	2.045
1972 (2)	458.000	141.000	7.836	26.640	1.353

Au moment où la consommation locale de lait et de dérivés laitiers augmentait, on constate une régression sensible de la production laitière et ses dérivés. De ce fait, la Syrie importe chaque année une quantité importante de produits laitiers, surtout du lait concentré en poudre, du fromage non produit localement et du beurre (une sizaine de milliers de tonnes par an).

La création des entreprises modernes pour la transformation du lait n'a eu lieu qu'à partir de 1960. Le nombre d'entreprises est arrivée à 4 en 1965. Les deux premières ont été installées à Damas, en 1960, dans

(1) Le vaourt liquide ou concentré et d'autres produits laitiers ne sont pas recensés.

(2) St. ab. 1973.

le quartier Bab Charkí, à l'Est de la ville. La troisième fut établie à Homs en 1963 et une année plus tard fut construite la quatrième entreprise dans la ville d'Alep.

En 1965, les quatre entreprises ont été nationalisées pour constituer la société publique SASLD (Société Arabe Syrienne pour les laits et leurs dérivés). Au 2ème plan, l'Etat a renforcé cette société, par la fondation de deux usines pour la pasteurisation du lait, l'une à Alep et l'autre à Damas. Elles ont coûté près de 2 millions de L.S.

En effet la SASLD totalisait près de 3 millions de L.S. de capitaux investis et employait 177 salariés, en 1972.

En 1971 et 1972, cette société a fourni les produits suivants :

Année	Lait : pasteurisé	Leben : (1)	Leben : concentré	(Quantités en tonnes)			
				Fromage	Beurre	Sammeh(2)	Crème
1971	2.054	5.044	482	474	-	35	-
1972	2.338	5.036	453	406	36	-	2.5

Par rapport, aux quantités de lait brut et aux produits laitiers obtenus dans l'ensemble du pays, la production de la SASLD, ne représente qu'une proportion très réduite (moins de 5%).

Pour des raisons diverses : insuffisance de laits collectés, manque de moyens de conservation et de stockage de certains produits, difficultés de commercialisation, etc... La S.A.S.L.D. n'utilisait que 60% environ de sa capacité.

En effet, la transformation de lait, en Syrie, demeure, en majeure partie, une activité artisanale et rudimentaire. Elle nécessite une

(1) Yaourt

(2) Beurre fondu 100 % matières grasses.

organisation complète à commencer par le stade de l'élevage. Il est indispensable de moderniser les fermes privées en constituant des sociétés coopératives d'une part, de multiplier les fermes de l'Etat, d'autre part. La production collective permettra, d'organiser sur des bases efficaces, le ramassage, la distribution, le transport et le traitement du lait. Une telle organisation contribuera largement à perfectionner la qualité des produits, à augmenter le rendement et à réduire le prix de revient.

10. L'industrie frigorifique

La nécessité d'établir des entreprises frigorifiques dans le pays se fait sentir avec acuité depuis longtemps. Notre production de viande, de produits laitiers, d'oeufs, de légumes et de fruits, est surabondante au printemps et en été, et dépasse, en ces saisons, les besoins de la consommation intérieure, et les possibilités d'exportation. Par contre, nous ne disposons pas de quantités suffisantes de ces articles pendant le reste de l'année. Ainsi, le manque de l'équipement frigorifique pour la conservation des denrées alimentaires périssables causait une baisse considérable de leur prix pendant la saison de production et une hausse excessive le reste de l'année.

A l'heure actuelle, à côté des installations frigorifiques des quelques entreprises de conserves, il existe en Syrie, neuf entreprises privées pour la conservation des produits agricoles périssables et pour la production des glaces alimentaires. Elles se localisent de la manière suivante :

: Villes	: Entrepri-	: Ouvriers:
:	: ses	:
: Damas	: 3	: 35 :
: Alep	: 2	: 29 :
: Lattaquié	: 2	: 26 :
: Homs	: 2	: 12 :
: Hama	: 1	: 13 :
:	:	:
: TOTAL	: 9	: 115 :

Ces entreprises produisent plus de 60.000 tonnes de glaces par jour avec une capacité d'entreposage de denrées périssables de l'ordre de 30.000 m3. Bien sûr cette capacité est fort limitée.

Il est à signaler que l'Etat, devant cette situation décevante de l'industrie frigorifique a décidé d'établir 12 entrepôts frigorifiques d'une capacité totale de 60.000 m3, soit 5.000 m2 par entrepôt. Ce projet exige 18 millions de L.S. d'investissements et 150 salariés. Les entrepôts se répartissent ainsi : 4 à Alep, 2 à Damas, 2 à Tartous, 2 à Homs, 1 à Hama et 1 à Deir-ez-Zor.

L'ensemble de ces entrepôts devait être mis en fonction en 1973.

11. Les industries diverses

Sous cette rubrique nous avons inclus le conditionnement de mathé (produit tropical sert à la préparation de boissons avec de l'eau chaude) qui occupait 3 entreprises et 47 ouvriers, l'amidonnerie (4 entreprises et 100 salariés), la fabrication de ferment (1 entreprise et 100 salariés), la fabrication du glucose et de gélatine (2 entreprises et 41 ouvriers). Géographiquement ces entreprises se répartissent ainsi : 5 à Damas employant 180 personnes, 3 à Alep employant 35 personnes et 2 à Homs employant 74 salariés.

Mais l'entreprise la plus importante est la SASA (Société Arabe Syrienne, pour les Arachides). Elle comporte deux usines l'une à Tartous et l'autre à Lattaquié, totalisant 1.500.000 L.S. de capital social et employant environ 1.070 salariés (pour 1 a plupart saisonniers). Cette société publique monopolise triage, préparation, conditionnement et commercialisation des arachides produits localement. (1) En 1972, cette société

(1) L'arachide est utilisée largement par la pâtisserie syrienne et pour la préparation de cacahuète.

a vendu 3.627 tonnes d'arachides sur le marché intérieur d'une valeur de 4.228.000 L.S. et a exporté 5.432 tonnes à l'extérieur d'une valeur de 8.588.000 L.S., soit un chiffre d'affaires de 12.816.000 L.S. Elle réalise une valeur ajoutée de plus de 300.000 L.S. par an.

Il est à noter que la Société Arabe Syrienne pour les Arachides organise strictement la culture des arachides au moyen de contingents imposés aux cultivateurs et de permis accordés variables chaque année suivant les possibilités des débouchés extérieurs en particulier, car la production est destinée à l'exportation en premier lieu.

Le développement industriel et la revalorisation de la terre

Occupant la première place dans l'économie industrielle de la Syrie, les industries agricoles et alimentaires et nécessitent une attention particulière.

Elles sont en contact direct avec l'agriculture, première source de l'économie syrienne. De ce fait, il doit instaurer de vastes rapports entre l'agriculture et l'industrie, tout en garantissant aux agriculteurs un débouché rentable et assurant aux industriels un approvisionnement régulier en quantité et en qualité.

A l'heure actuelle, l'irrégularité de ces rapports d'une part, et les microstructures individuelles du secteur privé et l'insuffisance de l'harmonisation entre les organismes publics d'autre part, gênent considérablement, non seulement la modernisation et la compétitivité de ce secteur industriel, mais aussi la revalorisation des richesses agricoles.

La mise en place des rapports nouveaux concerne non seulement des secteurs agricoles excédentaires dont l'expansion doit être contrôlée, mais aussi des secteurs déficitaires dont le développement doit être encouragé. Il faut encore faire face aux aléas de la production agricole du fait des conditions climatiques et des changements de prix.

Or, l'éparpillement des produits agricoles et des établissements industriels, dans un monde où l'économie s'oriente vers une concen-

tration de plus en plus marquée, constitue l'un des problèmes les plus graves qui exigent des solutions à long terme.

Dans ce sens, il est souhaitable que l'exploitation du bassin de l'Euphrate dans les années prochaines adopte le système des coopératives agricoles et industrielles.

D'ailleurs, la Régie des Tabacs, en Syrie, constitue un bon exemple de l'intégration agricole, industrielle et commerciale. La généralisation d'une telle sorte d'entreprise intégrée est la meilleure solution qui puisse être envisagée pour le développement des structures des industries agricoles et alimentaires, notamment celle de la première transformation (minoterie, sucrerie, laiterie, conserve).

C - LES INDUSTRIES CHIMIQUES ET DE LA FABRICATION DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Dans cette branche, où nous avons inclus la fabrication du verre, on compte 8.200 salariés, répartis dans 100 établissements.

Dans le secteur public, on dénombre 18 usines, sous la tutelle de 11 entreprises, employant 6.900 salariés, soit 18% du nombre d'usines et 84,8 % des effectifs. Ce secteur possède à lui seul toutes les industries du ciment, du verre, des engrais. Il comporte les plus grandes entreprises pour les industries pharmaceutiques, des peintures et des produits en caoutchouc et en plastique.

Les industries chimiques et des matériaux de construction représentent 11,5% de l'ensemble des salariés en Syrie et 15,5% des établissements.

Les industries chimiques disposent de 44 établissements, soit 44% du total et de 3.330 salariés, soit 40% du total de main-d'oeuvre.

En ce qui concerne les industries des matériaux de construction (v compris les verreries) qui englobent 56% des établissements et 60% des salariés, la fabrication du ciment vient en tête avec 2.500 salariés répartis

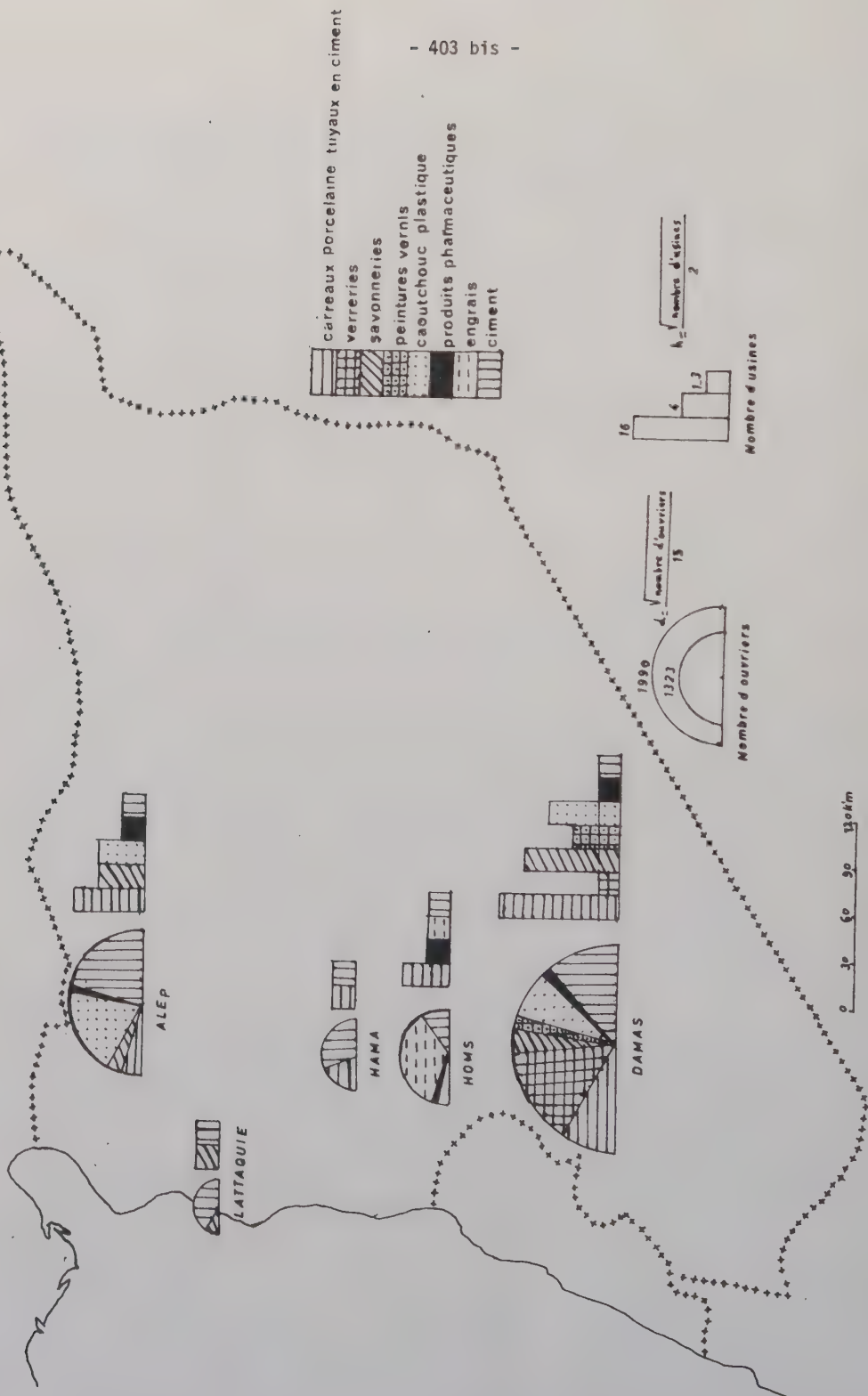
dans six usines. Ensuite, viennent les industries du verre et faïence avec trois usines seulement, mais 1.317 salariés. Enfin, les autres matériaux de construction (porcelaine, tuvaux en ciment, briques, carreaux, etc...) occupent 47 établissements (pour la plupart de taille modeste) et 1.050 salariés environ.

Géographiquement les établissements industriels se localisent dans cinq villes de la manière suivante :

Foyer industriel	Etablissements	Salariés	Pourcentage
Damas	54	4.246	52 %
Alep	53	1.991	24,1 %
Homs	7	1.323	16,0 %
Hama	2	373	4,6 %
Lattaquié	4	267	3,3 %
TOTAL	100	8.200	100 %

D'après ce tableau, on constate l'importance de Damas, en particulier qui dispose de 54% des établissements et de 52% des salariés. C'est le foyer de toutes les usines du verre et des peintures, de 54% des usines de ciment et matériaux de construction (48% des salariés), de 53% des établissements de caoutchouc et plastique (46% des salariés), de 47% des établissements du savon (plus de 67% des salariés) et de la plus grande entreprise pour la fabrication des produits pharmaceutiques (80,8% des salariés).

Alep est toujours au 2ème rang avec 33% du total des établissements de 24,1% des salariés. Cette ville abrite deux usines pour la fabrication du ciment employant environ 835 salariés, soit plus de 42% du total, deux sociétés publiques pour les produits en caoutchouc et en plastique occupant 696 salariés, soit plus de 35% du total.



Au 3ème rang se place Homs avec 1.323 salariés, soit 16% des salariés répartis dans 7 fabriques. Mais l'usine d' Engrais Azotés, la plus importante usine de ce secteur industriel dans le pays conserve à elle seule 1.007 salariés.

Ensuite vient Hama, dont les deux usines de ciment et de porcelaine occupent 373 salariés.

Au 5ème rang, la ville de Lattaquié occupe 267 salariés répartis dans 4 usines, dont l'usine de ciment en absorbe 222 personnes.

Le marché de consommation et la proximité des matières premières sont les deux facteurs qui expliquent la localisation des industries chimiques et des matériaux de construction dans les cinq premières villes de la Syrie.

1. LES INDUSTRIES CHIMIQUES

Ce secteur de l'industrie syrienne est resté longtemps, un des secteurs secondaires qui n'intéressaient pas beaucoup les hommes d'affaires syriens. La modernisation et l'évolution rapides que connaissaient certaines branches industrielles entre 1946 - 1961, étaient très partielles dans le secteur de chimie : activités très peu variées, industrie chimique lourde inconnue, absence des entreprises modernes à grands capitaux comme celles que nous avons vu dans les industries de textile et d'alimentation.

Après 1965, la préoccupation de l'Etat fut consacrée à la création des complexes chimiques en premier lieu, à l'agrandissement des établissements nationalisés en second lieu. A cet égard plus de 170 millions de L.S. ont été prévus aux 2ème plans quinquennaux.

En effet, le rôle des industries chimiques, par rapport aux autres secteurs industriels, demeure jusqu'à l'heure actuelle très restreint, soit pour le nombre de salariés (4,79% du total en 1972), soit pour leur participation à la production industrielle (30.556 mille L.S. soit 1,04% du total de la production industrielle globale en 1970). (1)

(1) Enquête industrielle de 1970 BCS les chiffres concernant les entreprises de 10 salariés et plus y compris le raffinage du pétrole soit de 200 millions de L.S. soit 8% du total dont le raffinage du pétrole tient environ 85% du total.

Les activités pratiquées par nos industries chimiques, et que nous allons étudier successivement sont :

- a. L'industrie du savon
- b. L'industrie des peintures et vernis
- c. L'industrie des produits en caoutchouc et en plastique
- d. L'industrie pharmaceutique
- e. L'industrie des engrais

a. L'industrie du savon

Le savon est un produit traditionnel en Syrie et la savonnerie garde ses anciens caractères et reste à l'échelle individuelle.

Mais en revanche cette activité a modifié plus ou moins le choix des matières premières utilisées. Jadis, on utilisait uniquement l'huile d'olive comme matière grasse, à laquelle on ajoutait comme matière alcaline, la cendre de "Solsola Kolia", plante abondante dans le Badia syrien, renfermant des carbonates de soude et de potasse. Elle est connue en Syrie sous le nom de "chnane".

Actuellement, on emploie de plus en plus les huiles végétales qui coûtent moins chers, comme l'huile de coton, du copra, du grignon, etc... La matière alcaline utilisée pour la saponification est la soude caustique. L'ancienne industrie du savon qui utilisait l'huile pure d'olive s'est beaucoup dégradée

Les savonneries, en effet, utilisent, pour la plupart, des huiles végétales locales achetées à bon marché et elles fabriquent plusieurs variétés de savon :

. Le savon dit "Baladi" est fabriqué suivant la méthode chaude, c'est-à-dire avec cuisson; il s'agit d'un savon assez dur et bien asséché.

. Le savon tendre fabriqué suivant la méthode froide : on utilise les mêmes matières, mais sans cuisson. La saponification est très lente et se fait avec dégagement d'une faible chaleur.

. La méthode froide ne donne pas le sous produit habituel, la glycérine, qui rend le savon tendre plus lourd que le savon dit Baladi.

- Le savon du laurier : c'est une variété embaumé par l'huile de laurier qui forme environ 30% des matières grasses; les 70^m restants sont constitués d'huile de copra ou bien d'huile de coton.

- Le savon coloré et embaumé : on fabrique plusieurs variétés de savon de toilette qui ont mis fin à l'importation des variétés étrangères.

- Le savon en poudre et les matières blanchissantes : leur production est récente et liée au développement de l'usage des machines à laver.

La production du savon varie d'une année à l'autre comme le montre le tableau qui suit, pour plusieurs raisons :

Evolution de la production du savon entre 1962 et 1972

Année	Production (en T.)	Année	Production (en T.)
1962	26.189	1968	14.200
1963	34.000	1969	18.700
1964	26.550	1970	21.200
1965	11.993	1971	23.200
1966	11.302	1972	25.900
1967	13.900		

1°- La production du savon est liée essentiellement à la production locale de l'huile d'olive, de l'huile des grignons et de l'huile de coton et par conséquent aux prix de ces produits agricoles qui dépendent à leur tour aux circonstances climatiques.

2°- Notre industrie du savon souffre de l'étroitesse du marché et les industriels sont souvent obligés, suivant l'Etat des débouchés, de ralentir la production. Une amélioration de qualité est nécessaire afin que le savon syrien puisse conquérir certains marchés extérieurs.

3°- La guerre froide "inter arabe" avait toujours des conséquences facheuses, aussi bien sur l'exportation du savon que sur l'exportation d'autres produits industriels, car le marché arabe constitue le principal débouché pour notre production industrielle excédentaire.

D'où vient cette production du savon ?

La fabrication du savon entre souvent comme activité annexe dans un certain nombre d'établissements de textile (fabriques d'égrenage et de filature de coton) d'industries alimentaires.

La savonnerie, qui appartient à la SFCI, la plus grande société de textile en Syrie, produit de 500 à 600 tonnes de savon par an. Car cette société achète d'énormes quantités de coton pour ses usines d'égrenage et de filature.

L'usine du sucre à Homs possède une savonnerie d'une capacité de production de 1.200 à 1.500 kg. de savon par jour.

Les huileries du secteur public ont produit en 1972, 5.634 tonnes.

En ce qui concerne les établissements qui s'occupent de la fabrication du savon en particulier, son nombre était d'environ 170 en 1972. Nous en avons dénombré 17 entreprises seulement employant 10 salariés et plus dont l'effectif est d'environ 530 personnes.

Géographiquement ces établissements se répartissent ainsi : 8 à Damas employant 358 salariés, 6 à Alep employant 130 salariés et 3 à Lattaquié employant 45 salariés.

L'entreprise la plus importante est la SAIS (Société Arabe pour l'Industrie du Savon). C'est une société publique, son capital social est de 1.000.000 L.S. et son effectif est de 114 ouvriers. Sa production en 1972 a été de 4.681 tonnes de savon en poudre (Sar, Saf, Sultan) et de savon de toilette.

b. L'industrie des peintures et vernis

Cette petite branche de l'industrie chimique, en Syrie, transforme des matières premières, en grande partie, importées de l'étranger. Elle produit des peintures à l'eau, des peintures à l'huile, des peintures émulsionnées, cellulósiques, ainsi que les mastics destinés à fixer les vitres ou à combler les fissures.

Encouragée par les besoins accrus de l'industrie du bâtiment, la production des peintures et vernis est passée de 700 tonnes en 1963 à 3.500 tonnes en 1972. Cette production satisfait à 90 % environ aux besoins du marché local. Elle est fournie par 23 établissements, 4 entreprises sur 23 sont considérées comme établissements industriels (emploient plus de 10 salariés).

Les quatre entreprises sont installées à Damas, elles emploient 134 salariés, mais 101 salariés, soit un peu moins de 80% sont réservés à la S.P.I.C. (Société des Peintures et des Industries Chimiques). A la date de sa nationalisation en 1965, la S.P.I.C. totalisait 500 mille L.S. de capital social et comptait 16 salariés. La société a été agrandie pour que son capital passe à 2 millions L.S. environ et que son effectif se multiplie par 6. Sa production s'est évoluée de 101.868 gallons de peintures diverses en 1967, à 311.843 gallons en 1972, soit 47,9 % du total de la production des peintures et vernis en Syrie (646.843 gallons). (1)

La société a exporté environ 122.000 gallons d'une valeur totale de 1.498.000 L.S. en 1972.

(1) Un gallon = 4,544 litres.

c. L'industrie des produits en caoutchouc et en plastique

Ce secteur vient en tête, parmi les industries chimiques, en ce qui concerne le nombre de salariés (1.465) répartis dans 17 entreprises.

Le secteur privé englobe 14 établissements de taille modeste, employant environ 250 salariés : 8 à Damas et 6 à Alep.

Le secteur public comporte 3 grandes sociétés employant 1.215 salariés.

La Société la plus importante est la S.A.C. (Société Al-Ahliyah pour le caoutchouc) à Damas. Elle a été formée en 1967, à partir de la fusion de cinq entreprises privées nationalisées en 1965, d'un capital social de 3.453.000 L.S. Cette société possède à l'heure actuelle trois usines : l'une à Bab Charqui, quartier situé à l'Est de Damas, la deuxième dans le Ghoutta de l'Est de la ville et la troisième dans la région d'Al Qaboun, au Nord Est de Damas. Son effectif est passé de 453 personnes en 1970 à 519 en 1972.

Dans la ville d'Alep, on a nationalisé, en 1965, 6 entreprises privées pour la fabrication des produits en caoutchouc et en plastique pour en constituer deux sociétés annexées à la F.I.C.M.

La S.P.P. (Société des Produits en Plastique) d'un capital social de 1.517.000 L.S. possède une grande usine (fusion de trois usines situées sur la route d'Alep Deir-ez-Zor). Les efforts d'agrandissement effectués entre 1965 et 1972, ont porté les capitaux investis dans cette société à 2.5 Millions de L.S. et le personnel à 349 salariés, en 1972.

La S.A.P.C.P. (Société Arabe pour les Produits en Caoutchouc et en Plastique) possède deux fabriques, l'une à Ain Tell au Nord d'Alep. Son capital à la date de la nationalisation a été de 779.000 L.S. et son effectif a été de 140 personnes. Actuellement son capital dépasse un millions de L.S. et ses ouvriers sont au nombre de 347.

Que produit ce secteur parachimique ?

Il faut noter, tout d'abord, que ce secteur manufacture des matières premières totalement importées à l'étranger.

Les articles produits, peuvent être classés ainsi :

1°- Des chaussures en caoutchouc et en plastique. La moitié des entreprises totales dans ce secteur, fabrique, comme une activité principale des chaussures de toute sorte, dont la production s'est relevée de 2.9 millions de paires en 1963 à 3.6 millions de paires environ en 1972. Le secteur public en produit plus de 1.2 millions de paires en 1972, soit 33,4 % du total.

2°- Des produits divers en caoutchouc et en plastique : on fabrique plusieurs variétés, surtout les accessoires des moteurs des moyens de transport et de matériel agricole, des talons, des semelles, des tuyaux, des articles ménagers, des fûts, etc... Les établissements publics ont produit de ces articles 1.181 tonnes en 1972. Quant aux établissements privés les statistiques nous manquent complètement.

3°- Des pneus de bicyclette : la SAC est le seul producteur des pneus dont la production a été de 241.279 pneus en 1972. L'usine des pneus a été construite par l'Etat à la fin des années soixante qui faisait une partie de la Société Al-Ahliyah pour le caoutchouc à Damas.

Il est souhaitable que le problème de la fabrication des pneus pour l'automobile, trouve, lui, aussi, la solution, car le rechapage des pneus demeure au stade artisanal, le marché local est de plus en plus large et la valeur d'importation augmente d'une année à l'autre. Celle-ci atteint 21 millions de L.S. en 1973 contre 12 millions de L.S. en 1972.

d. L'industrie pharmaceutique

Le marche des produits pharmaceutiques

Pour une industrie naissante, comme l'industrie pharmaceutique, le marché local représente un débouché assez large, surtout avec l'amélioration

progressive du niveau de vie et des services de santé. La valeur des produits pharmaceutiques importés en 1972, fut de 103 millions de L.S. tandis qu'elle fut de 67 millions de L.S. en 1972.

Les statistiques officielles indiquent que l'importation de médicaments augmentait annuellement, dans une proportion plus élevée que celles d'autres d'autres marchandises importées. En 1952, la valeur des produits pharmaceutiques importés a été près de 1.3% de la valeur des importations totales du pays, elle s'est relevée à 4% environ en 1972.

Or, malgré la grande valeur des médicaments importés, en 1972, la consommation ne représente que 15,9 L.S. par habitant et par an. Ainsi, la part individuelle de médicaments, en Syrie, est très inférieure par rapport aux pays développés. En effet, l'industrie pharmaceutique, en Syrie, est très loin de satisfaire le marché local, et elle ne joue qu'un rôle tout à fait limité avec un chiffre d'affaire de l'ordre de 4 millions de L.S., soit 3,9% environ de la valeur de notre importation de médicaments. De plus, les produits médicaux de cette industrie sont limités; 70% environ sont constitués d'antibiotiques, calmants, vermifuges et anti-tussifs.

Les antibiotiques ont occupé le premier rang de notre importation de médicaments (33% environ en 1969). Pour cela, la grande société médicale, en Syrie, à savoir la Société Médicale, Arabe (SMA) a passé, en 1968, un accord avec une firme médicale italienne pour construire une nouvelle usine qui augmentera la capacité de la S.M.A. en préparations d'antibiotiques.

Situation actuelle

Par rapport aux autres secteurs industriels, l'industrie pharmaceutique en Syrie est très peu développée.

Au milieu des années soixante, l'Etat avait chargé une commission spéciale pour étudier la situation de l'industrie pharmaceutique dans le pays.

Cette commission a prouvé que les difficultés qui entravaient le développement de l'industrie pharmaceutique, peuvent être résumées par les faits suivants :

1. les droits de douane imposés sur les matières premières, un des obstacles qui empêchent cette industrie de se développer.

2. La concurrence des produits étrangers et le manque de protection douanière.

3. Le niveau technique dans les établissements pharmaceutiques est très bas, en raison de leur faible dimension et surtout de la restriction des capitaux investis.

4. Le manque de confiance de la population dans les produits pharmaceutiques locaux.

5. Les laboratoires médicaux ont été fondés à partir d'initiatives individuelles sans aucune planification.

A l'issue de son étude, la commission a conseillé de mettre en application les dispositions suivantes :

- blocage à la construction de nouveaux établissements pharmaceutiques, pour encourager d'abord les établissements déjà existants.

- création de grandes fabriques, au point de vue technique et investissements, capables de produire une quantité importante de médicaments de bonne qualité.

- modernisation et amélioration des laboratoires dans les établissements en fonction, afin de relever leurs capacités productives.

- exonération de tout droit de douane, à l'importation des matières premières.

Effectivement l'industrie pharmaceutique en Syrie compte une quinzaine d'établissements de toute dimension. Seuls 5 établissements utilisent plus de 10 salariés.

Le secteur privé en comporte 4 employant 58 salariés environ. Dans la ville d'Alep, il y en a trois : la Société Kerman Frères, avec un capital social de 30.000 L.S. et un nombre d'ouvriers de 16; la Société des Préparations Sultan : son capital est de 200.000 L.S. et son effectif est de 14 personnes; enfin, la Fabrique Salah Achrafiyeh pour les médicaments emploie 17 salariés et totalise 25.000 L.S. de capital social.

A Homs, la Société Amissya, représente un capital investi de 60.000 L.S. et 11 salariés.

Le secteur public possède la plus grande entreprise pour l'industrie pharmaceutique, à savoir, la SMA (Société Médicale Arabe). Elle a été fondée en 1958, à Damas, L'usine et les laboratoires ont été construits dans le Ghoutta à l'Est de la ville, avec du matériel allemand.

La SMA était une société à responsabilité limitée dont le capital social était de 500.000 L.S. En 1960, elle était devenue une société anonyme, dont le capital social a été relevé à 800.000 L.S. Le 2 Janvier 1965, la Société a été nationalisée. Plus de 2.7 millions de L.S. ont été consacrés à cette entreprise aux 2^o et 3^o Plans Quinquennaux pour développer sa capacité de production. La valeur totale de sa production brute en 1972 a été de 3.171.000 L.S. et son chiffre d'affaires a été de 2.510.000 L.S. Le nombre de salariés s'est évolué de 80 en 1970 à 135 en 1971.

e. L'industrie des engrais

Une industrie de première nécessité

L'agriculture occupe une place importante, voire de tout premier plan, dans l'économie syrienne et participe pour environ 22,5% au revenu national, soit pour un montant supérieur à 1,5 milliards de L.S. par an. La population agricole constitue 55% de l'ensemble de la population et le potentiel actif agricole représente 50% de l'ensemble du potentiel actif du pays.

Quant aux exportations agricoles, leur valeur a atteint, en 1970, plus de 507 millions de L.S., soit environ 65,4 % du total des exportations syriennes qui étaient de 775 millions de L.S.

Pour promouvoir le secteur agricole et en vue d'accroître sa production, il faut, en premier lieu, élargir l'utilisation des engrais comme les rapport des organismes internationaux d'alimentation le soulignent.

Les statistiques indiquent que la consommation des engrais, en Syrie, s'est accélérée pendant les dernières années. Elle est passée de 1.000 tonnes en 1950 à 24.500 tonnes en 1959 et à plus de 150.000 tonnes actuellement. Malgré ce développement notable, les quantités des engrais importés ne dépassent pas 20% des besoins des terres cultivées.

La consommation des engrais azotés est de l'ordre de 100 milles tonnes, la culture du coton en absorbe environ 70%, tandis que le pays a besoin de 100.000 tonnes approximativement d'azote par an (soit 400 mille tonnes d'engrais avec une teneur d'azote de 25%). Quant à l'engrais phosphaté, la consommation du pays est de 30 mille tonnes par an, quantité très inférieure par rapport aux 80 mille tonnes de P_2O_5 , exigées par notre agriculture (d'après les estimations du Ministère de l'Agriculture).

Les sources officielles ont chiffré le déficit provenant du manque d'utilisation des engrais, en Syrie, à 250 millions de L.S. au moins par an.

Il suffit de savoir que la production moyenne de blé, en Syrie, est de 800 kg. à l'hectare, celle de riz de 2.200 kg; ce qui est inférieur, comparativement, à la production de certains pays, comme la France, le Danemark, l'Italie, l'Australie, l'Egypte dont la production moyenne du blé à l'hectare est de 2.000 à 4.200 kg. et celle du riz à 3.000 à 4.300 kg.

Les essais faits, en Syrie, ont prouvé que l'emploi des engrais au niveau demandé, sans aucune réforme des méthodes utilisées dans l'agriculture, peut relever la rentabilité dans ce secteur de 50 à 120%, selon la nature des sols, des cultures et des engrais.

On a estimé la surface des terrains, dont l'utilisation des engrais mène à une augmentation du rendement, à 600 mille hectares irrigués et à un million d'hectare non irrigués, sur trois millions d'hectares cultivables.

En outre, on a estimé que si la Syrie importe les quantités nécessaires d'engrais azotés et phosphatés (sans tenir compte des engrais complexes dont la consommation est de 20.000 tonnes par an) qui sont de l'ordre de 180 mille tonnes d'éléments fertilisant (nitrogène et P_2O_5), il faut payer une somme voisine de 150 millions de L.S., tandis que si on les produit localement, la valeur ne dépasse pas 100 millions de L.S.

De tout ce qui précède, nous pouvons dire que la création d'une industrie pour la production des engrais s'impose à la Syrie et se montre très urgente pour des raisons de première nécessité.

Pour la garantie d'avenir, toutes les conditions semblent très favorables à la réussite de cette industrie, surtout l'abondance des matières premières et un marché local de plus en plus large (particulièrement, en raison de l'extension de la culture irriguée au bassin de l'Euphrate), sans tenir compte des possibilités d'exportation.

L'engrais azoté

L'établissement d'une industrie pour la production des engrais constitue, en vérité, le noyau d'une industrie pétrochimique intégrée en Syrie, dont l'Usine d' Engrais Azotés ne représente que le premier pas. Les industries d' engrais azotés et phosphatés permettront par ailleurs, à la Syrie de fournir certains produits très importants comme l'acide sulfurique, l'acide nitrique, l'hydrogène, des détergents chimiques, etc...

Après une longue histoire s'étendant à près de 12 ans, l'Usine d' Engrais Azotés a été inaugurée officiellement le 1er mai 1972.

La construction de l'entreprise a été décidée par l'Etat au Premier Plan Quinquennal (1960-1965) avec 100 millions de L.S. d'inves-

tissements prévus. Les études qui ont commencé en 1961 ne sont terminées qu'à la fin du 1er plan.

Le projet fut réinscrit au 2ème plan (1966-1970) dont les investissements réservés à cet égard furent d'environ 72 millions de L.S. On a estimé que la construction de l'entreprise doit se terminer en 1968, mais des difficultés imprévues (techniques et financières) l'avaient retardée jusqu'en février 1971.

L'usine d' Engrais Azotés comprend, en fait trois unités distinctes dont les travaux de construction avaient commencé le 14 Octobre 1966 :

1) L'unité d'ammoniac

Cette unité, dont l'installation avait fait l'objet d'un contrat avec la Société Italienne SNAM Progetti (filiale de l'ENI) passé en date du 15 Juillet 1965, assure la production annuelle de 50.000 tonnes d'ammoniac (NH_3).

Elle utilise comme matières premières le naphta, produit à la raffinerie de Homs, à 7 km. de l'usine, la vapeur produite dans l'unité de chaudières voisine et l'azote de l'air.

2) L'unité d'acide nitrique

Cette seconde unité pour la production d'acide nitrique avait été montée par la firme soviétique Technoexport en vertu d'un contrat conclu avec l'U.R.S.S. le 24 juin 1965. Sa capacité de production annuelle est de 87.000 tonnes d'acide nitrique (NO_3H).

Dans cette unité, on reçoit la moitié de l'ammoniac produit dans la première unité pour être manipulée avec de l'oxygène pour produire les quantités désirées d'acide nitrique à 100% de concentration.

3) L'unité des engrais

Elle avait été installée par la firme d'Etat Tchecoslovaque Technoexport en vertu d'un contrat conclu le 27 juin 1965. Sa capacité de

production annuelle est de l'ordre de 150.000 tonnes d'engrais azotés de 25% d'azote.

On utilise, dans cette unité, la seconde moitié de l'ammoniac produite par la première unité, et la production totale d'acide nitrique pour la fabrication de nitrate d'ammonium ($\text{NH}_4 \text{NO}_3$) à 33% d'azote.

Le nitrate d'ammonium est dangereux à l'utilisation directe (matière explosive) et fortement concentrée, ce qui nécessite d'ajouter 40 mille tonnes de roche calcaire et de dolomie pour avoir des engrais de 25% de nitrogène.

En plus des trois unités principales, l'usine englobe également les unités auxiliaires suivantes : l'atelier mécanique, l'unité de traitement des eaux, le laboratoire, le secteur des services et des bâtiments administratifs.

Au total, les installations de l'usine occupent environ 20 hectares de terrains.

Les matières premières nécessaires à la fabrication des engrais azotés sont en particulier le naphta, l'air, l'eau, le calcaire et la dolomie. De plus cette usine consomme une quantité énorme d'électricité évaluée à 30 millions de KWH par an.

La ville de Homs a été, justement choisie pour la construction de cette usine parce qu'elle fournit toutes ces matières premières à proximité de l'usine.

1. Le naphta et les autres produits pétroliers sont fournis par la raffinerie de Homs à 7 km. de l'usine.

2. L'eau est directement prise à partir du lac de Kattiné sur les bords duquel l'usine a été implantée.

3. L'électricité est fournie par la Centrale toute proche, édiflée sur le lac de Kattiné.

4. Enfin, le calcaire dolomitique est extrait des carrières de Kokarah à 30 km. de l'usine et transporté par camions.

Le coût définitif de l'entreprise s'est monté à 130 millions de L.S.

Avec une production annuelle de l'ordre de 150.000 tonnes d'engrais azotés, l'usine réalise des bénéfices annuels nets de l'ordre de 10 millions de L.S.

Le nombre d'ouvriers et de techniciens de l'usine est de 1007 tous syriens, dont 23 ingénieurs et 18 chimistes, à côté de 12 experts étrangers.

Une bonne partie du personnel de l'usine ont suivi des stages de perfectionnement et d'entraînement à l'étranger : 140 à l'Union Soviétique, 20 en Tchécoslovaquie et 20 en Italie.

La production a commencé, effectivement, le 6 janvier 1972, pour fournir à la fin de l'année, 56.000 tonnes d'engrais.

2 - LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Sous cette rubrique, nous étudions les activités suivantes :

- a. La fabrication de ciment
- b. L'industrie de verre
- c. Les autres matériaux de construction.

a. La fabrication de ciment

Aspects actuels des établissements

L'industrie de ciment est une des activités industrielles la plus importante en Syrie. Elle occupe environ 2.500 salariés et totalise près de 57 millions de L.S. de capital social.

La première cimenterie, en Syrie, commença à produire en 1933, avec une production de 2.300 tonnes. En 1972, la production du ciment s'est montée à 1.000.000 de tonnes environ (999.893 tonnes), c'est-à-dire que la production s'est accélérée à un rythme très rapide. On arrive de nos jours à une quantité de 435 fois supérieure à celle de 1933.

Le chiffre d'affaire réalisé par l'industrie du ciment, en 1972, a été de 56.007.000 L.S.

Actuellement, six fabriques de ciment sont en état de marche. Elles sont placées près des grandes villes et ont des capacités variées, comme le montre le tableau suivant :

Centres	Nombre d'usines	Mise en marche	Capacité (T/J)
Damas	1	1933	800
Alep	2	1952-1956	1.080
Lattaquié	1	1960	685
Homs	1	1961	273
Hama	1	1966	273

Le 2 janvier 1965, toutes les usines de ciment, en Syrie ont été nationalisées et rassemblées en trois sociétés publiques :

1. La SNCMC (Société Nationale de Ciment et de Matériaux de Construction) gère la plus grande usine de ciment.

A l'origine c'est une société anonyme fondée en 1930, aux capitaux de 144.000 livres d'or ottomanes, réparties entre 24 actionnaires. Mais les capitaux actuels dépassent 21 millions de L.S.

La Société avait choisi Doummar, petit village au Nord-Ouest de Damas, à 7 kilomètres de la ville, pour l'installation de la cimenterie. Elle a acheté un terrain dont la surface est d'environ 154 hectares, dans un endroit où se trouvent les matières premières nécessaires à la fabrication

du ciment, c'est-à-dire le calcaire, l'argile et le sable; seul le gypse est amené à Jeirond, au Nord-Est de Damas.

Cette entreprise comprend les établissements suivants :

- quatre usines pour le broyage, la manutention, le grillage, et la pulvérisation de roches qui forment la matière première. Ces usines ont été installées respectivement en 1932, 1936, 1951 et 1956,

- une centrale thermique pour l'énergie électrique dont la puissance est de l'ordre de 55.000 KW, ce qui est supérieur aux besoins de la société, qui vend l'excédent à la Compagnie d'Eclairage de Damas,

- une usine pour la fabrication des sacs en papier, pour l'emballage du ciment. Cette usine produit 100 sacs à la minute, dont la production totale couvre les besoins de la société et d'autres entreprises de ciment,

- deux laboratoires pour expérimenter les caractères chimiques et physiques du ciment produit, afin d'améliorer et de standardiser la production,

- un atelier de fonderie et tournage pour réparer et fabriquer les pièces accessoires,

- un réseau de rails et de fils de métal pour le transport des pierres, vers les usines,

- la société a fait installer dans les 2^o, 3^o et 4^o usines des aspirateurs pour supprimer les poussières nuisibles à la santé des ouvriers.

La production de ciment dans cette société se fait suivant la méthode sèche, ce qui donne un ciment à séchage rapide. Pour éviter cet inconvénient on est obligé de le mélanger au gypse dans une proportion qui varie selon la qualité exigée.

Dès la mise en marche de cette entreprise, la production n'a cessé de croître. L'évolution entre 1933 et 1972 est la suivante :

Année	Production (en tonnes)	Année	Production (en tonnes)
1933	2.300	1950	66.000
1934	27.716	1951	38.737
1935	30.688	1952	107.341
1936	42.038	1953	223.639
1937	59.424	1954	172.977
1938	63.623	1955	156.580
1939	56.557	1956	165.897
1940	2.085	1957	182.000
1941	14.455	1958	234.006
1942	42.777	1962	238.450
1943	31.841	1963	275.800
1944	35.109	1964	278.850
1945	28.085	1965	265.670
1946	42.410	1966	268.660
1947	47.050	1969	298.500
1948	53.077	1972	275.481
1949	56.296		

D'après ce tableau, on remarque l'existence de deux creux : l'un correspond aux années 1940 et 1941, en raison de la pénurie du pétrole nécessaire au fonctionnement de la centrale thermique, l'autre correspond à l'année 1951, au cours de laquelle le travail avait cessé volontairement lors du montage de la troisième usine.

En revanche, on remarque qu'une progression notable commence dès 1957 quand la société a supprimé la première usine vétuste qui avait une capacité de 100 tonnes par an et monté la quatrième usine qui a une capacité de production de 350 tonnes par jour.

En ce qui concerne les salariés, la S.N.C.M.C. employait 435 ouvriers en 1958. Ce chiffre a été porté à 952, en 1970 et à 1.116 en 1972.

2. La SCCMC (Société al-Chahba pour le Ciment et les Matériaux de Construction) est considérée actuellement la plus grande entreprise pour la production de ciment en Syrie. Sa production en 1972 a été de 72.048 tonnes de ciment, soit plus de 40% de la production totale du pays.

Cette société comporte trois fabriques pour la production de ciment, deux à Alep et la troisième à Lattaquié.

A l'initiative d'une puissante famille bourgeoise alepine, la Société al-Chabha fut constituée en 1946. C'est une société anonyme d'un capital social de 12,6 millions de L.S. répartis entre 2.484 actionnaires. L'installation de la cimenterie remonte à 1952 avec une capacité de production de 50.000 tonnes par an, portée à 250.000 tonnes en 1956. La Société avait installé son usine de ciment sur les carrières de calcaire marneux dans la région de CaIkhSaïd, à 5 km. au Sud de la ville d'Alep.

La deuxième entreprise pour la fabrication de ciment fut construite par la Société Al-Ahbiyeh pour le ciment en 1956.

La Société avait investi 7,5 millions de L.S. (répartis entre 301 actions) pour la construction de la cimenterie et d'autres installations auxiliaires, établies à Misslamiyé, au Nord d'Alep. La capacité de la cimenterie est de 300 tonnes par jour.

Quant à la cimenterie de Lattaquié, la construction a été effectuée par une société privée dénommée la Société de Lattaquié pour le ciment dont le capital social a été de l'ordre de 3 millions de L.S.

La Société a été fondée en 1960. Elle avait choisi le petit village de Bourjeslam, à quelques kilomètres, au Nord de la ville, pour l'installation de la cimenterie, en droit où les matières premières sont abondantes. La capacité de la cimenterie qui a démarré en 1965, a été de 685 tonnes par jour.

Les trois sociétés ont été nationalisées le 2 janvier 1965, et intégrées dans la société al-Chabha pour le ciment et les matériaux de construction.

3. La S.S.C.M.C. (Société Syrienne pour le Ciment et Matériaux de Construction) comprend deux cimenteries l'une à Homs, l'autre à Hama.

La cimenterie de Homs fut installée à Rastan, village situé à 20 km. au Nord de Homs, par la société privée dénommée la société de Homs pour le ciment qui fut constituée en 1955. Mais le démarrage de la cimenterie a eu lieu l'année 1961. Sa capacité de production fut de 273 tonnes par jour.

La Société de Hama pour le ciment, fondée en 1956, avait installé la cimenterie à Kafer Bahm à 10 km. à l'ouest de Hama.

L'entreprise a été mise en marche en 1966, avec une capacité de production de 273 tonnes par jour.

Les deux entreprises ont été nationalisées le 7 janvier 1965, donnant la naissance à la S.S.C.M.C. A la date de la nationalisation les capitaux investis ont été de plus de 18 millions de L.S.

En 1972, la société, avec 523 salariés, a produit 252.364 tonnes de ciment.

L'existence des conditions favorables à l'industrie de ciment (surtout des matières premières bon marché) et l'accroissement des besoins du pays en ciment ont poussé l'Etat à passer des accords, en 1969, avec la République Démocratique Allemande, pour construire trois fabriques de ciment en Syrie, ayant une capacité annuelle de 1 millions de tonnes.

Le 3ème Plan a prévu pour ce projet 150 millions de L.S.; après le démarrage des travaux de construction le coût des entreprises a été estimé à 240 millions de L.S.

Les nouvelles cimenteries sont implantées, l'une à Damas, la seconde à Hama et la troisième à Alep; suivant le programme de construction la mise en fonction des entreprises aurait lieu en 1974-1975.

Production et consommation de ciment

Le tableau qui suit montre le rythme d'accélération de la production et de la consommation de ciment, en Syrie, entre 1950 et 1972. (1)

Année	Production (M. de ton- nes)	Importa- tion (M. de ton- nes)	Exporta- tion (M. de ton- nes)	Consom- mation (M. de T)	Nombre d'habitants	Consomma- tion par habitant
1950	67.6	80.7	0.93	148	3.253.000	45 kg.
1951	38.7	101.2	0.2	139.7		
1952	150.6	41.2	10.2	181.6		
1953	233.6	12	24.1	211.5		
1954	249	34.4	5.6	277.8	3.656.000	58 kg.
1955	264	47.8	0.2	311.6	4.025.000	85 kg.
1956	325.5	25.7	10.7	340.5		
1957	315.	13.5	10.3	318.2		
1958	408.1	15.4	48.9	374.6		
1959	447.4	17.8	59.8	405.5		
1960	488.7	40.1	21.7	508.1		
1961	549.6	1.1	2.4	548.2		
1962	606.8	6.7	1	612.5	5.180.000	118 kg.
1963	684.7	8	-	692.7		
1964	635.1	10.9	0.4	642.7		
1965	674.5	7	34.6	650.8		
1966	681.6	1.5	42.8	645.8		
1967	688.2	3.7	29.9	659.8		
1968	917.1	219	21.5	899.3		
1969	933	77.8	-	1.152	6.200.000	185 kg.
1970	964.2	385.9	-	1.042	6.300.000	165 "
1971	909.6	361.8	-	1.295.5	6.490.000	199 "
1972	999.9		-	1.361.7	6.680.000	203 "

D'après ce tableau, on observe que la consommation du ciment

(1) Source : Revue Al-Iktissad n° 78, juin 1971 et St.ab. 1970-1973.

en 1950, était supérieure à la disponibilité productive du pays. A cette période, la production venait d'une cimenterie unique à Damas.

La Syrie était obligée d'importer 80,7 tonnes, en 1950; En 1952, une nouvelle cimenterie a commencé à produire. La production totale a atteint 150.6 mille tonnes, contre 67.6 mille tonnes en 1950. La troisième usine fut construite à Alep, en 1956, la production de ciment sextupla, entre 1950-1956.

La consommation de ciment augmentait au même rythme que la production jusqu'en 1959. C'est en 1960 que la consommation a dépassé la production : 508,1 mille tonnes de consommation contre 488.7 mille tonnes de production. Peu de temps après deux nouvelles cimenteries ont été fondées, l'une à Lattaquié, l'autre à Homs. Pour cela, l'importation de ciment a reculé en 1961, puis elle est devenue faible en 1967, après la construction de la sixième cimenterie à Hama, qui mit sur le marché local une quantité importante de ciment. Par contre, le pays avait la possibilité d'exporter 42.8 mille tonnes en 1966, 29.9 mille tonnes en 1967 et 21.5 mille tonnes en 1968. Puis la consommation de ciment a augmenté rapidement dépassant largement la production.

Les quantités de ciment importées sont remontées de 219 mille tonnes en 1969 à 386 tonnes en 1971 et à 456 mille tonnes en 1973.

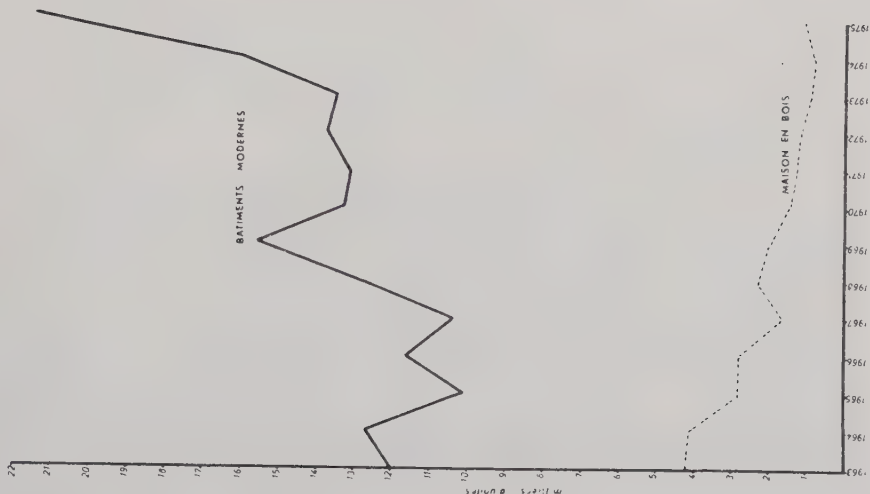
Les facteurs de développement de l'industrie de ciment

Ils sont liés à l'abondance des matières premières et au développement économique et social dans le pays.

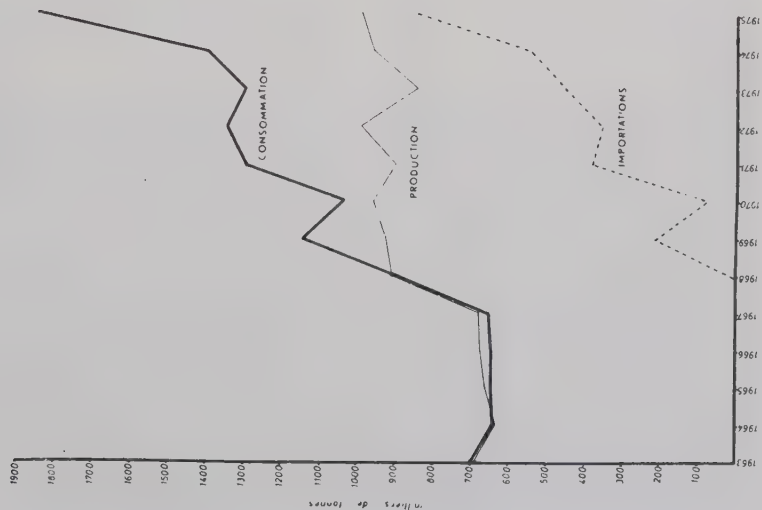
1. L'industrie de ciment exploite des milliers de tonnes de roches de calcaire, de dolomie et d'argile. Ces matières premières sont disponibles et faciles à exploiter partout dans le pays, ce qui constitue une raison fondamentale pour la rentabilité de cette industrie.

2. Le développement considérable de l'industrie de bâtiment qui s'explique par les raisons suivantes :

CONSTRUCTION DE BATIMENTS & CONSOMMATION DE CIMENT EN SYRIE



Evolution de la production & de la consommation de ciment



Evolution de la construction de batiments

. Le bâtiment, étant un placement sûr et avantageux, pousse les classes riches à investir dans la construction une large part de leurs capitaux. Ce type d'investissement a été encouragé pendant une longue période par l'absence d'une législation sur les loyers ce qui permettait une bonne rentabilité.

. L'exode rural, la désaffection de la famille surtout dans la ville, pour vivre en groupe et sa désintégration ont accru la demande d'habitation.

. Le développement industriel a nécessité la construction de vastes usines qui exigent de grandes quantités de ciment.

. L'amélioration du niveau de vie a accentué la construction de bâtiments modernes au détriment de modestes résidences.

Rien n'est plus expressif, à cet égard, que l'évolution du nombre des permis de construire délivrés respectivement dans le pays et dans les Mouhafazates, entre 1963 et 1972.

TABLEAU 67 - Permis de construire délivrés dans le pays entre 1963 et 1972.

:	:	Permis de résiden:	Permis pour mai-	Permis pour bâti-	:
:	:	ces modernes	sons modestes en	ments commerciaux	:
:	:	:	bois	et industriels	:
:	:	:	:	:	:
:	1963	7.320	4.152	763	:
:	1964	7.229	3.676	760	:
:	1965	7.257	2.761	471	:
:	1966	8.186	2.674	552	:
:	1967	6.621	1.690	433	:
:	1968	8.803	2.440	755	:
:	1969	11.634	2.327	658	:
:	1970	8.420	1.620	526	:
:	1971	7.418	1.304	506	:
:	1972	8.254	1.180	627	:

TABLEAU 68 - Permis de construire délivrés dans les Mouhafazates en 1966 et 1972

Mouhafazoutes	Permis de bâtiments		Permis pour maisons		Permis pour bâtiments	
	résiden- tiels	moder- nes	moder- nes	en bois	commer- ciaux	indus- triels
	1966	1972	1966	1972	1966	1972
Damas	1.005	1.799	975	674	28	81
Alep	1.168	749	246	14	97	107
Homs	784	1.197	174	12	42	148
Hama	581	708	30	5	60	77
Lattaquié	1.365	841	38	-	60	24
Deir-ez-Zor	428	294	55	19	96	22
Idlib	1.154	509	340	-	59	29
Hassatché	143	237	220	226	19	12
Rakka	31	62	197	68	44	20
Soueida	548	517	45	4	22	35
Deraa	569	733	327	158	15	21
Tartous	-	671	-	-	-	51
Kuneitra	412	-	84	-	10	-
TOTAL	8.186	8.254	2.674	1.180	552	627

D'après les deux tableaux, on constate trois faits principaux :

. La diminution du nombre des permis délivrés pour la construction des maisons modestes en bois. Il a diminué de 4.152 en 1962 à 1.180 en 1972.

. En revanche, le nombre des permis de construire de bâtiments modernes résidentiels, industriels et commerciaux est en progression constante. Chaque année près de 8.000 permis en moyenne sont délivrés pour la construction des bâtiments modernes.

. Une concentration notable de permis délivrés dans cinq Mouhafazats parmi les treize départements du pays. Il s'agit de Damas, Alep, Homs, Hama et Lattaquié qui absorbèrent 5.190 permis concernant les bâtiments modernes sur 8.738 permis délivrés dans les pays en 1966, et 5.731 permis sur 8.813 permis de 1972.

Ainsi ces départements consomment les deux tiers de la consommation globale du pays, conformément à la part théorique individuelle de ciment, par an, puisque les deux tiers des habitants y sont placés. Cette raison était la plus importante pour la répartition géographique des usines de ciment, en Syrie.

On peut ajouter également que le niveau de vie est plus élevé dans les départements mentionnés, en particulier dans les centres de ces départements, c'est-à-dire que la consommation réelle de ciment y est plus élevée par rapport aux quantités théoriques. Tandis que les autres départements sont moins peuplés avec une majorité d'habitants ruraux et pauvres qui utilisent, pour la construction, des matières locales moins coûteuses, surtout d'argile, le bois et les pierres, spécialement dans les départements de Hassatché, Rakka, Deir-ez-Zor, Soueida et Deraa où la construction n'a pas besoin de permis notamment dans les villages.

D'après le deuxième tableau, on constate que le nombre de permis délivrés au département de Damas concernant les maisons en bois est le plus élevé, à cause du bois de la Ghoutta, où la maison construite en bois est un aspect caractéristique.

3) Le troisième facteur du développement de l'industrie de ciment est le nombre d'habitants qui a doublé en vingt . Il fut de 3.1 millions en 1949 pour atteindre 6.3 millions, en 1970. Conjointement les besoins du pays en ciment augmentaient.

L'avenir de l'industrie de ciment

A la lumière de l'accroissement des habitants en Syrie, le développement de la consommation de ciment dans les dernières années et

les espoirs du pays d'atteindre le niveau des pays développés, dont la consommation individuelle en ciment est considérée comme un indice de progrès, on estime que les besoins du pays en ciment dans les dix années de 1972 à 1982, seront comme il est indiqué dans le tableau suivant :

TABEAU 69 - Evolution probable de la consommation de ciment

Année	Population	Consomma- tion (M. de T.)	Part individuelle en ciment			
			Syrie	Egypte	R.F.A.	Tchécos- lova- quie
1969	6.200.000	1.152	185	100	2.000	540
1970	6.300.000	1.042	163			
1971	6.490.000	1.295	199			
1972	6.680.000	1.361	203			
1973	6.880.000	1.456	211			
1974	7.100.000	1.618	227			
1975	7.340.000	1.810	246			
1976	7.550.000	2.046	271			
1977	7.770.000	2.250	289			
1978	8.000.000	2.480	309			
1979	8.230.000	2.700	327			
1980	8.480.000	2.980	351			
1981	8.830.000	3.340	378			
1982	9.090.000	3.690	405			

D'après ce tableau, on constate que la consommation du pays en ciment serait relevée de 1.361 mille tonnes en 1972 à 3.690 mille tonnes en 1982. La part individuelle en ciment passerait à son tour de 203 kg. en 1972 à 405 kg. en 1982 tandis que la consommation de ciment par personne, a été de 540 kg. en Tchécoslovaquie et de 2.000 kg. en République Fédérale Allemande, pour l'année 1969. (1)

A vrai dire, les besoins du pays en ciment, en donnant à l'industrie du ciment son ampleur complète, dépasseront beaucoup les chif-

(1) Revue AL-Iktissad n° 79. Juin 1971.

fres indiqués dans le tableau.

A l'heure actuelle trois usines de ciment sont en construction. Leur capacité est de 1 million de tonnes par an. A la fin de 1975 l'industrie du ciment disposera d'une capacité de production de 2 millions de tonnes par an, ce qui sera insuffisant par rapport aux perspectives d'avenir proche.

b. L'industrie de verre

La Société Syrienne pour les industries de verre et de faïence (SSIVF), à Damas, est l'entreprise unique dans ce domaine. Elle emploie 1.317 salariés et totalise plus de 18 millions de capital social.

Une nouvelle usine de verre sera construite par une société française près d'Alep dans la région de Mislamiyé, sur un terrain de 160.000 m². Les bâtiments, les fourneaux, magasins et parcs d'entrepôts devraient être achevés dans un délai de vingt mois à la fin desquels la société française adjudicataire des travaux commencera à fournir et à monter les équipements de l'usine à mettre en service au cours du 3ème trimestre de 1977.

La SSIV a été fondée en 1946, avec 7 millions de L.S. de capitaux syriens, libanais et séoudiens, répartis entre 25 mille actionnaires. Les usines ont commencé à fonctionner, fin 1949, la production réelle n'a débuté qu'en 1950. Les installations comprennent la verrerie proprement dite, la fabrique de boîtes en carton ondulé, etc... La surface bâtie de ces différentes usines totalise 20.000 mètres carrés du territoire de Hoch Blass dans la région industrielle d'al Kadam au sud de Damas.

1°- La verrerie

Cette usine construite avec du matériel américain, comprend les quatre départements suivants :

- le département du verre à vitre possède un four d'une capacité de production de 30 tonnes par jour; l'épaisseur du verre varie de 2 à 7 mm.

- le département du verre imprimé possède un four d'une capacité de production de 9 tonnes de verre opaque par jour, fabriqué avec des dessins et des épaisseurs variés pour répondre aux besoins du marché,
- le département des machines automatiques avec une capacité de production de 23 tonnes par jour d'articles variés : des bouteilles de toutes dimensions et de toutes formes, des bocaux de toutes dimensions, des verres à eaux, verre de lampe, coupes, assiettes et articles de verre pressé divers.

L'usine possède une installation complète pour l'impression et la cuisson des étiquettes en émaux colorés à appliquer sur les bouteilles et les articles en verre.

- Les départements des machines semi-automatiques sont munis de deux fours d'une capacité totale de 8 à 10 tonnes par jour.

Ces départements sont destinés au travail manuel et au travail semi-automatique pour toute espèce d'articles dont la demande sur le marché ne justifie pas la production en grande série par les machines automatiques.

Il est à noter que l'un des départements semi-automatiques se trouve à Doummar à l'Ouest de Damas. Il constituait la société Katbi et Sarmini avant d'avoir été nationalisée avec la SSIVF le 2 janvier 1965. Elle avait 551.250 L.S. du capital social. En 1972, ce département a été doté d'un deuxième four capable de relever sa capacité de production à 10 tonnes par jour.

2°- La SSIVF possède une usine pour la production de faïence mise en production en 1969 : son coût a été de 9 millions de L.S.

3°- Pour la production de l'énergie la société utilise trois moteurs diésels totalisant 900 chevaux. De plus, les installations de la société ont été reliées au réseau électrique urbain de la ville de Damas

par une ligne de 7 km. de longueur, de manière à pouvoir utiliser, en cas de besoin, le courant de la ville.

4°- La fabrique des boîtes en carton

Son activité a débuté en 1956. Elle a une capacité journalière de 7.500 mètres carrés de carton ondulé de double épaisseur. Elle est munie de tous les appareils nécessaires à la fabrication des boîtes de toutes les dimensions ainsi qu'à leur fermeture et impression en deux couleurs. Ces boîtes sont destinées à l'emballage des articles produits par les différents départements.

5°- Enfin la société possède des compresseurs, pompes à vides, ainsi qu'un atelier de réparation avec des machines, des outils, une fonderie et un atelier de fabrication des moules. Une partie des pièces de rechange est fabriquées dans ces ateliers. Tous les appareils d'essais se trouvent dans le Laboratoire qui est l'un des plus complets en Syrie.

Production de la SSIVF

La Société se heurtait au début de la production de ses usines à une difficulté sérieuse, pour les raisons suivantes :

1°- Les usines ne produisaient que peu de variétés d'articles en verre, alors que le marché en exigeait davantage.

2°- La production n'était pas satisfaisante, au point de vue de la qualité.

3°- Le gouvernement Syrien n'avait pris aucune mesure pour protéger cette industrie naissante et par conséquent le marché syrien était saturé par la verrerie importée de l'étranger.

4°- La production de la société était grevée d'impôt, ce qui élevait le prix de revient et facilitait, par conséquent, la concurrence

des marchandises importées de l'étranger. (1)

Mais la situation s'est améliorée assez rapidement; la production est de plus en plus satisfaisante, au point de vue quantité, qualité et variété. Le gouvernement a pris des mesures protectionnistes et a interdit l'importation des articles que la société peut produire.

La production de verre et de faïence est essentiellement vendue sur le marché syrien et subsidiairement sur les marchés arabes. La quantité exportée représentait le tiers de la production totale en 1966, 1969 et 1972, qui furent respectivement de 4.592, 4.963 et 4.649 tonnes.

En revanche, la production n'arrive pas encore dans l'état actuel des choses à satisfaire complètement tous les besoins du marché local. La quantité importée passe de 3.399 tonnes en 1966 à 3.760 tonnes en 1969 et à 3.568 tonnes en 1972 (importations des articles en verre). (2)

De toute manière, la société a pu enregistrer une réussite notable, avec une production qui a quadruplé entre 1950 et 1972, comme il est indiqué dans le tableau suivant :

(1) A. BAGH p. 82.

(2) L'importation de faïence en 1972 a été de 12.178 tonnes d'une valeur de 9.102 mille de L.S. contre 235 tonnes d'exportation d'une valeur de 199 mille de L.S.

TABLÉAU 70 - Evolution de la production de verre et de faïence

Année	Production de verre (en tonnes) (1)	Production de faïence (en tonnes)	Total (en tonnes)
1950	4.381	-	4.381
1953	3.151	-	3.151
1956	6.222	-	6.222
1958	14.950	-	14.950
1962	14.704	-	14.704
1965	15.033	-	15.033
1966	11.010	-	11.010
1968	16.055	-	16.055
1969	13.671	-	13.671
1970	15.999	250	16.249
1971	15.220	430	15.650
1972	15.853	489	16.342

Il est à noter que l'existence, à l'intérieur du pays de la plupart des matières premières nécessaires à l'industrie de verre fut l'une des raisons principales qui explique la naissance et le développement de la verrerie moderne à Damas. Ces matières premières sont la silice, le calcium, le magnésium et le sodium. La silice utilisée pour la fabrication du verre à vitre est exploitée en plusieurs endroits en Syrie (la meilleure se trouve au Nord de Palmyre) tandis que la silice utilisée pour la fabrication d'autres variétés de verre, est importée du Sud du Liban.

Pour avoir le calcium, on exploite les carbonates de calcium dans les montagnes de Qalamoum au Nord-Est de Damas et le gypse à Jeiroud dans la même région.

(1) Verre à vitre et verre imprimé seulement. Manque de statistiques pour les autres produits.

Pour se procurer de la magnésie, on exploite la dolomie, double carbonate de calcium et de magnésium, à Djebel ech Cheikh et Hassyé, à 35 km. au Sud de la ville de Homs.

Le carbonate et le sulfate de sodium (pour avoir le sodium) utilisés comme catalyseur sont importés de Belgique, ainsi que d'autres éléments pour la verrerie et l'industrie de faïence.

c. Les autres matériaux de construction

Liée à l'essor de l'industrie du bâtiment en général, comme les industries de ciment et de verre à vitre d'ailleurs, la fabrication de porcelaine, de carreaux, de briques, de drains et de tuyaux, en ciment, compte, en Syrie, un nombre considérable de petits et moyens établissements (175 établissements employant environ 1.700 salariés en 1972).

Nous avons pu dénombrer 47 établissements dont l'entreprise emploie plus de 9 salariés. Elles totalisent 1.051 salariés ainsi répartis : Damas occupe 28 entreprises employant 657 salariés, ensuite viennent Alep avec 14 entreprises et 194 salariés, Homs avec 4 entreprises et 55 salariés et Hama avec 1 entreprise et 145 salariés.

Deux entreprises méritent une attention particulière, la première se trouve à Damas et la deuxième se trouve à Hama.

La SNCMC a commencé en 1967 à construire une usine pour la fabrication des matériaux de construction (surtout tubes et tuyaux en ciment) dont la capacité de production est de 118 mille tonnes par an. L'entreprise a coûté environ 9 millions de L.S. dont la construction a été achevée en 1969. Avec 150 salariés l'entreprise a produit 8.698 tonnes en 1971 et 6.568 tonnes en 1972 d'articles de construction.

La SSCMC comprend à côté de deux cimenteries de Homs et Hama, une usine pour la fabrication de porcelaine blanche. C'est la seule entreprise en Syrie qui produit des carreaux en porcelaine. Elle a

été fondée à Hama par une société privée dénommée la Société Arabe de Porcelaine. La société a été nationalisée le 2 janvier 1965, et l'usine de porcelaine fut mise en fonction en 1967. Les capitaux investis dans cette fabrique sont de l'ordre de 2 millions L.S. Son effectif est de 145 personnes. Sa production a évolué de 6.838.900 pavés en 1967 à 8.652.200 pavés en 1972.

D - LES INDUSTRIES METALLURGIQUES ET ELECTRIQUES

Comme nous l'avons signalé dans la première partie de notre recherche le sous-sol syrien n'a fait l'objet d'une exploration sérieuse que depuis une quinzaine d'années. Les efforts de recherche, qui ne sont pas arrêtés, ont abouti à des résultats encourageants.

En effet, durant de longues années, la pénurie des minerais et de la houille entravait en partie le développement de l'industrie métallurgique.

La Syrie ne possède pas, pour le moment d'industrie lourde sidérurgique. En 1970, l'Etat a créé la Société Générale pour le Fer et l'Acier (SGFA), avec un capital de 100 millions L.S., organisme qui aura pour projet d'entreprendre toutes les activités relatives à l'extraction, à la transformation et à la commercialisation de minerai de fer. Cette création doit, dans les années à venir, combler la lacune structurelle dans l'industrie métallurgique, par l'établissement à Hama d'un complexe sidérurgique intégré capable de produire 600.000 tonnes par an de tôles, de fil, de tubes, de profilés et de fonte. Le coût du projet est estimé à 1.028 millions L.S. (263,6 millions de dollars). La mise en service de l'usine, qui doit démarrer au cours du quatrième plan quinquennal (1976-1980) se fera en deux temps. Au cours d'une première phase, qui durera douze ans, l'usine fonctionnera avec une capacité de 300.000 tonnes par an. Ce n'est qu'au terme de cette époque que la capacité sera portée à 600.000 T/an.

Le minerai de fer qui y sera traité proviendra des gisements de fer de Radjo, Missiaf, Afrine et Zabadani, dont les réserves sont estimés

à près de 100 millions de tonnes. La teneur en fer de minerai varie entre 31 et 35%, cette proportion pouvant être portée à 45% par un traitement d'enrichissement approprié.

L'entrée en service du nouveau complexe de Hama permettra à la Syrie de faire face à la plus grande partie de sa consommation de produits sidérurgiques. En 1973, la Syrie a importé 253.479 tonnes de produits sidérurgiques pour la valeur de 292.753.000 L.S. On estime qu'en 1980, la consommation syrienne de ces produits atteindra 730.000 tonnes par an. (1)

En l'absence d'une véritable industrie lourde, la Syrie possède un certain nombre d'industries de transformation métallurgiques et électriques, en passant de la transformation de métaux aux industries de montage.

En 1970, l'enquête effectuée par le BCS, classe sous titre des industries métallurgiques plus de 4.000 établissements privés employant plus de 9.500 ouvriers. Pratiquement, ces établissements modestes constituent un secteur mécanique qui sert à la réparation et à la fabrication d'un certain nombre d'accessoires, surtout dans les domaines du transport et des machines agricoles.

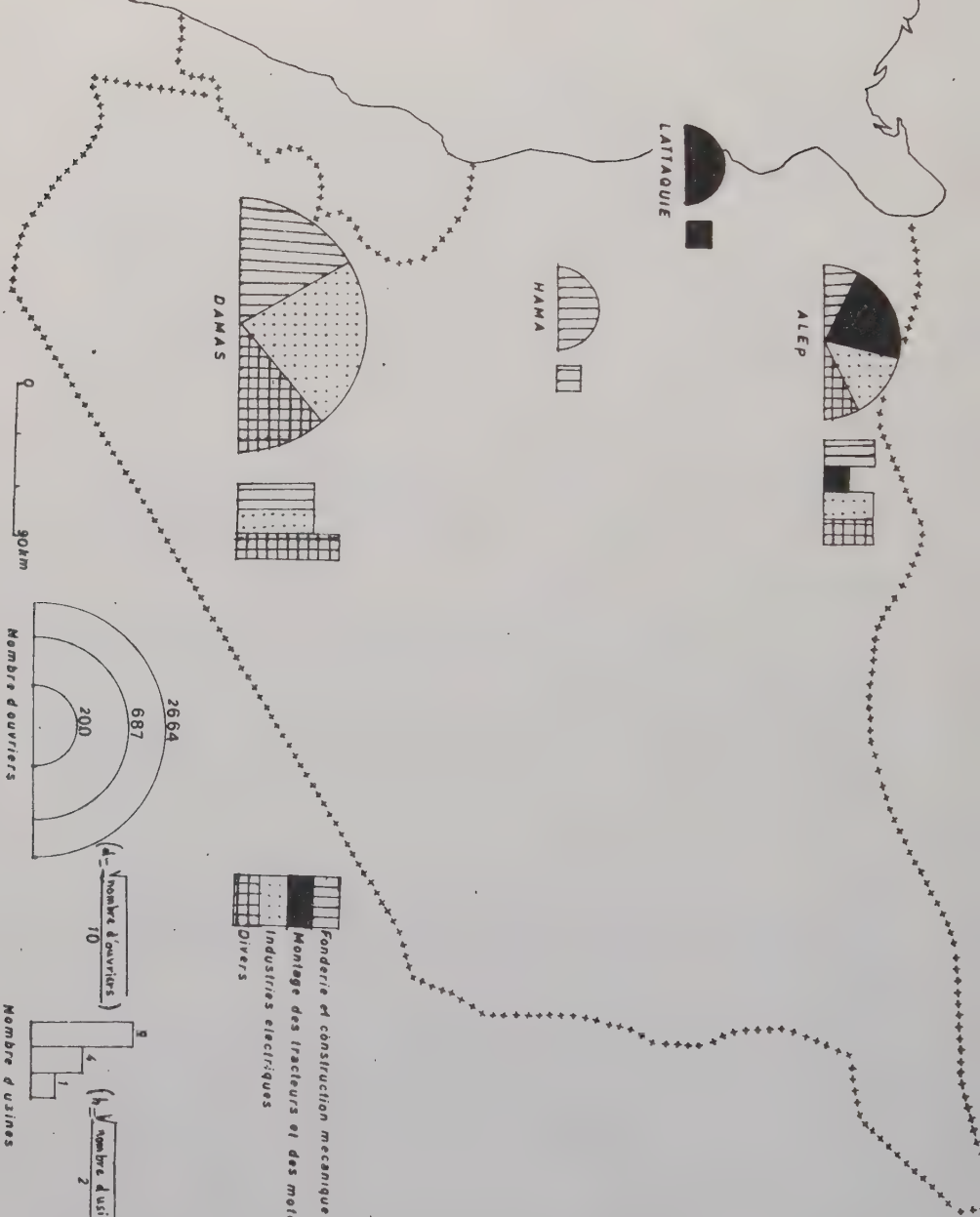
En 1973, nous avons pu dénombrer en Syrie, une soixantaine d'entreprises métallurgiques et électriques employant environ 3.820 salariés, (2) parmi lesquelles 8 entreprises publiques (14 usines) employant 2.588 salariés, soit plus de 67% du total des salariés.

Géographiquement, les entreprises sont réparties ainsi :

: Villes	: Entreprises	: Salariés	:
:	:	:	:
: Damas	: 42	: 2.664	:
: Alep	: 18	: 687	:
: Hama	: 1	: 269	:
: Lattaquié	: 1	: 200	:
:	:	:	:
: TOTAL	: 62	: 3.820	:

(1) Revue France et Pays Arabes. n° 49, février 1975, p. 24.

(2) D'après les documents du Minist. de l'Ind.et notre enquête personnelle.



En effet, Damas est le foyer le plus important des industries métalliques et électriques dont les deux tiers des entreprises s'y localisent, en occupant environ 70% du total des salariés.

Alep vient au deuxième rang avec 29% d'entreprises et 18% environ des salariés.

1 - LES INDUSTRIES METALLURGIQUES

Ce secteur englobe 48 entreprises, soit 79% du total d'entreprises employant 2.430 salariés, soit 63% du total. A Damas existent 33 entreprises et 1.466 salariés, à Alep 13 entreprises et 495 salariés, à Hama une entreprise et 269 salariés et à Lattaquié une entreprise et 200 salariés.

Nous classons ces entreprises dans trois catégories :
transformation de métaux et construction mécanique, industrie de montage et industries diverses.

a. Transformation de métaux et construction mécanique

Sous cette rubrique, on peut ranger 19 établissements et 1.267 ouvriers :

- La fonderie et la menuiserie mécanique occupent 12 entreprises de taille modeste (257 salariés). Les matières premières des fonderies consistent surtout en matériaux locaux de récupération. Leur production est destinée à la clientèle artisanale et d'autres entreprises privées.
- Pour les travaux métallurgiques divers et principalement pour la fabrication de matériel ferroviaire nous citons les ateliers d'Al Kadam fondés à Damas en 1912. Le but essentiel de ces ateliers, fut dès le début, la réparation et la fabrication de tout ce qu'exigeait le trafic ferroviaire destiné au transport des pèlerins musulmans vers la Médine et la Mecque. Totalisant environ 380 salariés, le chantier d'Al Kadam (quartier au Sud de

Damas) comprend plusieurs ateliers : atelier de la réparation des locomotives , atelier de forge, atelier des chaudières, la fonderie, la tournerie, la menuiserie, la ferblanterie, ateliers des wagons et ateliers du vernissage et d'ameublement.

Le chantier travaille le métal blanc d'antifricition et ses dérivés, le bronze et ses dérivés, le laiton et ses dérivés, la fonte et l'aluminium.

La production de l'ensemble des ateliers est évaluée par les quantités de différents métaux manipulées chaque année : 350 tonnes de fer, 50 tonnes de fonte, 30 tonnes de bronze, 4 tonnes de métal blanc et un peu moins de tonnes d'aluminium. (1)

Les machines utilisées dans les différents ateliers comprennent principalement, marteaux pilons et pneumatiques, ponts roulants, transbordeuses, perçants radiaux, tours et raboteuses.

- La fabrication des demi-produits en métaux ferreux, spécialement des fils et tubes en fer et acier, des fers ronds à béton est réalisé par une seule entreprise. C'est l'Usine de Barres de Fer construite à Hama avec l'aide technique et matérielle de la Pologne et inaugurée le 16.11.1971. L'Etat a prévu de construire cette entreprise au 2ème plan quinquennal dans le but de satisfaire les besoins du pays en fers ronds à béton évalués à 65.000 tonnes en 1965 d'une valeur de 24 millions L.S. Sa capacité de production est de 75.000 tonnes de barres de fer de diamètres divers (6 à 25 mm.) et de 35.000 tonnes de profilés de fils et de tubes par an. Elle économise annuellement environ 8 millions de L.S. en devises étrangères. Sa production en 1972 a été de 59.788 t. de fers ronds. En coûtant 24 millions de L.S. et en occupant 270 salariés, l'Usine de Barre de Fer est considérée l'une des entreprises les plus importantes réalisées par l'Etat entre 1960 et 1975.

(1) A. BACH, p. 88-89.

La S.G.F.A. considère que cette usine est le noyau d'une industrie métallurgique lourde en Syrie qui sera suivie d'un complexe sidérurgique à partir du quatrième plan quinquennal.

On compte, enfin, 5 entreprises s'occupant de constructions mécaniques diverses (matériel agricole et de transport routier, chaudronneries, réservoirs, ascenseurs, matériel de chauffage, etc...)

Ces entreprises employaient 360 salariés, mais les deux tiers sont réservés à la S.C.M. (Société des Constructions Mécaniques) à Damas. La S.C.M., avec trois usines installées dans la région industrielle d'Al-Qaboun, au capital de 127.000 L.S., produit principalement des réservoirs pour les camions citernes, des remorques citernes, des chaudronneries, des ascenseurs et des grues.

Sa production en 1972 a été d'une valeur de 3.000.000 L.S.

b. Industrie de montage

Sous cette rubrique nous trouvons deux entreprises d'une création récente employant environ 500 salariés.

- L'Usine des Moteurs Electriques est une entreprise de l'Etat prévue au 2ème plan, mais sa construction n'a pris fin qu'en 1972. Etablie à Lattaquié, l'entreprise a coûté 6 millions de L.S. et employait 200 salariés. Elle est capable de monter 25.000 moteurs électriques par an de puissances diverses (0.25 à 7.5 KW.) destinés principalement à l'industrie électro ménagère (réfrigérateurs et machines à laver).

Dès 1971, l'entreprise fait partie de la S.T.M.P.M.

- La S.T.M.P.M. (Société des tracteurs, des moteurs et des produits mécaniques fondée par l'Etat pour la mise en construction à Alep, une usine consacrée au montage des tracteurs, des moteurs diesel et d'autres matériels agricoles (pièces d'origine espagnole).

Le projet est financé par le 3ème plan dont les investissements prévus ont été de 97 millions de L.S.

La construction du département de montage proprement dit a été achevée en 1972. Il comprend deux lignes : une ligne pour l'assemblage et le montage du corps de tracteur d'une capacité annuelle de 2.000 à 5.000 tracteurs, et une deuxième ligne consacrée au montage du moteur d'une capacité de 12.000 moteurs par an. L'excédent de moteurs sera utilisé pour la fabrication des pompes à eau.

Les autres départements en construction sont surtout la fonderie, les ateliers de forge, de l'usinage, de la finition et du tournage et de la fabrication des pièces.

Le tracteur Euphrate monté par cette entreprise a commencé à paraître sur le marché national dès 1973.

On a estimé au 3ème plan que l'entreprise aurait besoin de 4.000 salariés au dernière étape tandis qu'elle employait 300 salariés environ en 1973.

Il faut noter le montage de compteurs d'eau et de compteurs d'électricité qui s'effectuait dès 1968 dans deux usines annexées à l'organisme des Usines de Défense.

L'Usine de Compteurs d'Eau a produit, en 1972, 42.250 compteurs, et l'Usine de Compteurs Electriques a produit 46.702 compteurs.

c. Industries métallurgiques diverses

Nous classons sous cette rubrique 27 établissements (20 à Damas et 7 à Alep) employant 663 personnes. Leurs activités variées s'étendent sur trois domaines principaux : la quincaillerie, la fabrication des meubles métalliques et l'emballage métallique.

1. Sous la dénomination quincaillerie, on range :

- 5 entreprises de serrureries, de clouteries, de bascules et balances emploient 205 ouvriers. Elles se localisent 3 à Damas et 180 ouvriers et 2 à Alep et 25 ouvriers.
- 6 fabriques de visseries et chaines en métal, installées à Damas employant 112 travailleurs.
- une entreprise à Alep pour la fabrication de robinets dont l'effectif est d'environ 22 personnes.

2. La fabrication des meubles métalliques est pratiquée par 11 ateliers (meubles de bureau, literie, caisses, ressorts) placées à Damas avec un effectif global d'environ 274 ouvriers.

3. Les emballages métalliques sont fabriqués dans quatre entreprises (non compris les fabriques annexées à l'industrie de conserves) installées à Alep employant 50 salariés environ.

2 - LES INDUSTRIES ELECTRIQUES

Ce secteur compte 14 entreprises (9 à Damas et 5 à Alep) qui emploient 1.390 salariés. Leurs activités sont assez diverses :

- production d'appareils électro-ménagers (surtout réfrigérateurs, congélateurs et machines à laver). Elle est assurée par 9 entreprises principales : 5 à Damas et 4 à Alep, totalisant 829 ouvriers.

La SBTM (Société Barada pour les Industries Métallurgiques) est une des grandes entreprises de la Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques, constituée par la fusion de 6 fabriques privées nationalisées à Damas. Plus de 730 salariés travaillent dans les quatre usines de la Société. à Hoch Blas, au sud de Damas, la société possède des usines pour la production de réfrigérateurs ménagers et industriels, dont l'effectif est d'environ 220 salariés. Elle a produit en 1972 : 22.661 réfrigérateurs.

De plus, cette société est le plus grand fournisseur de presses électriques, de cuisinières à gaz, de casseroles, de marmites à vapeur

et des articles de cuisine, dont le nombre de travailleurs dépasse 300 (elle a fourni 5083 réchauds et cuisinières à gaz en 1972).

L'entreprise privée Hendi Frères est l'une des plus grandes entreprises qui produisent les machines à laver. Son usine établie à Hoch-Blas, au capital de 550.000 L.S., emploie 40 personnes environ.

En moyenne cette usine fournit 2.200 machines à laver et 1.700 cuisinières à gaz par an.

Fondée à Hamé à l'Ouest de Damas, en 1959, au capital social de 5.000.000 L.S., la société privée Raoas, Zabian et leurs associations employait 40 salariés. Elle monte annuellement plus de 2.000 machines à laver et 2.000 réchauds et cuisinières à Gaz.

La société collective Chamaa, Hafez et leurs associations a établi en 1960, dans la région d'Al-Qaboun, une usine pour le montage des machines à laver. Son capital est de 500.000 L.S. et son effectif est d'environ 26 ouvriers

- fabrication de fils et câbles électriques : la Société Arabe de câbles, construite en 1960, avec un capital de 2.000.000 L.S. est la seule entreprise s'occupant de cette activité. La société a été nationalisée le 2 janvier 1965 et son usine située à Hoch Blas fut annexée à la SBIM. Cette industrie emploie 80 salariés environ et sa production en 1972 est 818 tonnes.
- montage de télévision et équipement téléphonique. Cette industrie est pratiquée par une entreprise unique la SAE construite par l'Etat en 1960 dans la région d'Al-Qahoun avec un capital de 5.000.000 L.S. Son capital à l'heure actuelle est d'environ 7.000.000 L.S. et son personnel est de 320 salariés. En 1971, la société a monté 12.250 téléviseurs et 11.893 appareils téléphoniques.
- fabrication d'accumulateurs et piles : à côté des petites entreprises (moins de 10 salariés), la Société Syrienne pour les Batteries (SSB) est

le principal producteur d'accumulateurs et piles. Cette société possède à Alep trois usines; une clouterie, une fabrique pour le gaz liquide et une usine pour la production des batteries. Son capital est environ de 2.000.000 L.S. et son personnel est de 142 salariés. En 1972, elle a produit 14.321 batteries (22.939 en 1971).

- fabrication d'appareils électriques divers pour l'éclairage et l'électrothermie. A côté de la SBIM et des petites entreprises, on compte 3 fabriques installées à Damas employant 60 salariés.

Pour finir notre recherche sur les industries métallurgiques et électriques, nous signalons la remarque suivante :

- La décennie qui vient de s'écouler constitue le point de départ sérieux pour la création d'une puissante industrie métallurgique en Syrie. En effet, les investissements consacrés aux industries métallurgiques et électriques entre 1965 et 1975, ont dépassé 250 millions de L.S. Dans cette période, on a créé la Société Générale pour le Fer et l'Acier avec un capital de 100 millions de L.S. et la Société de Tracteurs, de Moteurs Diésel et de Produits Métallurgiques avec un capital de 97 millions de L.S. En même temps l'Etat a effectué la construction de quatre usines métallurgiques très importantes coûtant environ 35 millions de L.S. (usine de Barres de Fer, Usines de Moteurs Electriques, Usines de Compteurs d'Eau et Usines de Compteurs d'Electricité).

De plus, les travaux d'agrandissement des entreprises pré-existantes ont coûté plus de 20 millions L.S. A titre d'exemple, le capital social de la SAF a été porté de 5.000.000 en 1965 à 7.000.000 de L.S. environ en 1972; 3.000.000 L.S. ont été consacrées aux travaux en cours visant l'assemblage d'autres appareils électroniques (radio et phonographes).

E - LES INDUSTRIES DIVERSES

Il s'agit d'un certain nombre d'activités peu développées et très peu concentrées. Ce sont notamment la fabrication du bois et des allumettes (25 établissements, 1286 salariés), la transformation du cuir

(29 établissements, 630 salariés), l'imprimerie et l'industrie du papier (14 établissements, 444 salariés) l'industrie cinématographique (1 établissement, 50 salariés) et l'industrie des produits de toilettes (1 établissement, 70 salariés).

En 1970, les établissements qui s'occupaient de la transformation du bois, de la fabrication du papier (y compris l'imprimerie), du travail des ouvrages en cuir et en peau, étaient au nombre de 6.600 employant plus de 15.000 salariés, soit 23,6 %, 10,7 % respectivement du total des établissements et des salariés dans le secteur industriel et artisanal à la fois en Syrie. Mais le nombre d'établissements dits industriels était de 54 seulement employant environ 1.600 salariés et participant par 0.5% environ à la valeur totale de la production brute de l'industrie et de l'artisanat, à la fois.

En effet, ces activités tant par le nombre d'établissements que par le nombre de salariés qu'elles occupent, donnent un exemple éclatant de l'importance de l'artisanat d'une part, la faiblesse de la progression des entreprises de type capitaliste de l'autre. Pour les établissements dits industriels seules 12 sur 70 emploient plus de 50 salariés et ils se rapportent tous au secteur public.

L'industrie du bois

La matière première représentée par les troncs de peupliers, de muriers, de noyers, d'abricotiers, de sapins, de chênes, fut de tous temps assez abondante en Syrie pour que l'artisanat indigène du bois soit solidement enraciné. Mais le mouvement accéléré de la construction moderne d'une part, la fabrication des meubles, toujours à l'européenne, qui a suivi, enfin, l'extension de la ville et l'évolution des goûts, ont rendu insuffisants les bois indigènes et les procédés médiévaux de la menuiserie locale. Après l'introduction de l'énergie électrique dans le pays, les nouveaux établissements ne tardèrent pas se multiplier; travaillant du bois local ou importé d'Afrique, d'U.R.S.S., de Roumanie et de Turquie.

L'importation de bois en Syrie s'est élevée à 92.993 tonnes en 1970, d'une valeur de 36 millions de L.S. En 1973, l'importation du bois

a atteint 88.761 tonnes d'une valeur totale de l'ordre de 63 millions de L.S.

Dans l'ensemble du pays, on compte actuellement 22 fabriques pour l'industrie des meubles de la menuiserie industrielle et du contre-plaqué, employant environ 786 salariés.

La production de meubles divers est l'activité d'une quinzaine d'établissements occupant 174 travailleurs. Damas est le foyer le plus important de l'industrie des meubles avec 10 établissements et 119 ouvriers. Les 5 établissements restant se localisent à Alep avec un effectif de l'ordre de 55 personnes.

La menuiserie moderne (caisses, portes, volets, etc...) est représentée par 6 entreprises de taille modeste, répartis ainsi : 4 à Damas (47 ouvriers) 1 à Alep (12 ouvriers) et 1 à Lattaquié (11 ouvriers).

La fabrication des panneaux lattés, du contre plaqué, du bois pressé, des traverses de chemin de fer et d'autres produits est pratiquée par la Société Arabe pour les Bois (SAB), la plus grande entreprise pour l'industrie du bois en Syrie. Société anonyme constituée en 1955 avec un capital social de l'ordre de 5 millions de L.S., la SAB a été nationalisée le 2 janvier 1965. La Société a choisi Lattaquié pour la construction de l'usine. Celle-ci a été achevée en 1958. Le choix de Lattaquié pour l'implantation de l'usine a été très raisonnable car la matière première, est en majeure partie, importée de l'étranger et par le Port de Lattaquié. Cette société qui emploie plus de 540 salariés a produit, en 1972, 7.117 m³ de contre-plaqués, 2.737 m³ de panneaux lattés, 5.568 m³ de bois pressés et d'autres produits.

L'industrie des allumettes

L'établissement d'une fabrique d'allumettes en Syrie date de 1930. Cette industrie utilise deux matières premières d'origine nationale, le bois de peuplier et le soufre. Elle s'est développée rapidement, de telle sorte qu'elle est arrivée, avant la dernière guerre mondiale, à subvenir à la consommation intérieure et à exporter une grande quantité vers les pays arabes surtout l'Irak.

Comme pour les autres branches de l'industrie syrienne, la production des allumettes a largement augmenté pendant la guerre. Les bénéfices ont été considérables, les usines des allumettes se sont multipliées.

Mais cette prospérité s'est heurtée, peu de temps après, à la concurrence étrangère d'une part et à la création d'une industrie similaire dans certains pays qui constituaient des débouchés importants pour les allumettes syriennes, d'autre part.

Pour ne pas entraver la capacité de production des fabriques des allumettes, Sir A. Gibb, prévoyait, en 1947, le développement du marché extérieur et il stipulait deux conditions pour que les allumettes syriennes puissent résister à la concurrence étrangère sur le marché extérieur.

1. La standardisation de la production et l'amélioration de la qualité car chaque fabrique produit une qualité différente et le bois utilisé est généralement mauvais.

2. La réduction du prix de revient : pour cela il faut réduire le prix de l'énergie d'une part et le prix des matières premières d'autre part.

Pratiquement, aucun de ces conseils n'a été retenu. En conséquence, les produits locaux sont devenus d'une qualité inférieure et d'un prix supérieur aux articles étrangers. Les allumetteries ne sont plus capables de maintenir leur propre marché syrien. L'importation des allumettes a été alors prohibée. Le nombre de fabriques est tombé de 7 en 1954 à 5 en 1960 et à 4 en 1965.

Le 2 janvier 1965, les quatre entreprises d'allumettes (2 à Damas et 2 à Alep) ont été nationalisées. Six mois plus tard, la société de Moustafa Hadad et celle de Ibrahim Hadad (deux affaires personnelles) à Alep ont été dénationalisées. Les deux entreprises de Damas, la Société Taky ed Din (individuelle) et la Société Arabe Unie pour les Allumettes (S.A.) ont constitué avec la Société du Bois Pressé, entreprise nationalisée, la

Société Arabe Unie pour les Allumettes et le Bois Pressé (SAVABP).

La Société Arabe Unie pour les Allumettes (SAUA) était la seule société anonyme pour la fabrication des allumettes en Syrie. Elle fut constituée en 1959 avec un capital social de l'ordre de 1.500.000 L.S. répartis en 30 mille actions. L'Usine, importée en Suède, fut installée à l'Est de Damas et à 8 km. de la ville. Sa capacité de production est de 160 millions de boîtes par mois.

A l'heure actuelle, la SAUABP, qui a un capital social de 3.025.000 L.S. emploie plus de 464 salariés. En 1972, elle a produit 144.122.500 boîtes d'allumettes en bois, 67.036.800 boîtes en papier ciré (toujours petites boîtes) et 20.177 m³ de bois pressé. Le secteur privé a produit 1.230.000 boîtes, soit 0.6 % de la production totale du pays.

L'industrie du Cuir et de chaussures.

Les tanneries, les selleries et les ateliers de chaussures de type industriel compte une trentaine d'établissements occupant 630 salariés. Damas est le foyer principal de l'industrie du cuir, car cette ville abrite 23 établissements sur 29, employant 570 ouvriers. La tannerie est l'activité la plus importante, elle compte 24 établissements totalisant 575 salariés, (20 tanneries à Damas et 4 à Alep).

La tannerie, principale activité de l'industrie du cuir, était depuis bien longtemps une activité ancienne quoique artisanale et rudimentaire. Les tanneries sont concentrées dans les quartiers de Bab as Salam et Bab Charki, au voisinage de la rivière de Barada, à l'Est de Damas, et dans la région des Tanneurs au voisinage de la rivière de Koweïk, à côté de Bab Antaki à l'Ouest d'Alep.

Entre les deux guerres mondiales et surtout après l'indépendance, l'évolution de l'industrie nouvelle de tannage s'est manifestée par les faits suivants : (1)

(1) A. BAGH, p. 61.

1. L'agrandissement et la modernisation des établissements sous l'effet de la coopération de plusieurs anciens artisans, notamment, à Damas.

2. Ces établissements modernes ont abandonné l'usage des anciennes matières tannantes, telles que le Sumac, le Yeuse : de nombreuses matières nouvelles sont importées de l'étranger pour remplacer les tannants traditionnels.

3. La création d'une nouvelle zone industrielle à Damas, pour les différents travaux du cuir a été conçue en fonction des exigences modernes de cette industrie et compte tenu des principes sanitaires qui s'imposent.

4. Les nouvelles tanneries nécessitent l'importation du cuir car les peaux et cuirs nationaux ne sont pas satisfaisants, au point de vue qualité et quantité.

Pendant sa phase artisanale, la tannerie s'approvisionnait principalement en fournitures locales de peaux brutes et de matières tannantes. Mais avec le renouvellement de son outillage, l'augmentation du nombre de ses usines modernes et le perfectionnement de ses méthodes de production, le tannage est devenu tributaire de l'étranger pour une grande partie de ses matières premières.

Ainsi la moyenne des importations de peaux brutes s'élève à 3.300 tonnes par an entre 1964-1971, en même temps que la moyenne annuelle des exportations a été de 2.000 tonnes pour la même période. Or, la majeure partie des importations est composée de cuirs de bovidés, tandis que la plupart des exportations porte sur des cuirs de moutons et de chèvres, spécialités abondantes du pays.

Quant aux matières tannantes locales, elles sont de plus en plus remplacées par les extraits étrangers, dont l'action est plus efficace et plus rapide. Les importations annuelles de ces extraits s'élèvent à une moyenne de 2.000 tonnes.

Le tannage comporte une série d'opérations plus nombreuses et plus complexes dont les principales sont : le chromage, le nivellement,

la teinture, le polissage et apprêtage, la sélection selon la taille et enfin la sélection selon la qualité.

Le tannage donne les espèces suivantes : Box calf, le chevreau, le maroquin, le cuir rouge, le chamois, le daim et le cuir à semelles.

Ces différents produits, dont la production annuelle est de 3.000 tonnes, sont livrés à l'industrie des chaussures, de sellerie, maroquinerie etc... qui comptent 5 établissements de type industriel (3 à Damas et 2 à Alep) et plusieurs centaines de tailles modestes dont 85% environ emploient de 2 à 4 personnes.

Il est à noter que l'industrie de chaussures en cuir est concurrencée par l'industrie de chaussures, de semelles et de talons en caoutchouc ou en plastique. Celle-ci forme plus de 3.5 millions de paires de chaussures à bas prix destinées aux classes peu fortunées.

L'entreprise la plus importante pour l'industrie du cuir en Syrie est la société arabe pour le tannage. Son capital social est de 1.517.000 L.S. Elle possède 3 tanneries situées à l'Est de Damas dans la région industrielle des Tanneries. En employant 270 salariés a produit en 1972 1.969.475 pieds carrés de Box calf et 227.183 kg. de cuir de semelles.

L'industrie du papier et l'imprimerie

La fabrication du papier, du carton, des articles de papèterie, et des emballages, ainsi que l'imprimerie sont présentées par 14 établissements de type industriel, qui emploient 444 salariés environ (non compris les fabriques de carton annexées aux entreprises de ciment et du verre qui sont les plus importantes dans ce domaine).

Géographiquement, ces établissements se répartissent ainsi : 12 à Damas avec 418 travailleurs et 2 à Alep avec 26 travailleurs.

Le secteur public possède 4 établissements sur 14 employant 323 salariés, soit 70% du total.

Il est à noter que la Syrie ne possède pas encore des entreprises pour la fabrication des pâtes à papier; en conséquence l'industrie du papier utilise des matières premières totalement importées.

La transformation de pâte à papier est limitée à certaines fabriques de carton et de papier d'emballages, tandis que les papiers d'imprimeries, de journaux et des articles de papèterie ne sont pas fabriqués dans le pays.

Ainsi, la Syrie a importé en 1972, 396 tonnes de matières premières (pâtes de papier surtout) et 28.068 tonnes de papiers divers et de carton d'une valeur totale de 33.591.000 L.S.

C H A P I T R E I I I

=====

LES INDUSTRIES ENERGETIQUES

=====

L'industrie pétrolière et la production d'électricité, en Syrie, ont accusé un développement spectaculaire dans la dernière décennie sur tous les plans grâce à l'attention particulière que leur ont donnée les deux plans quinquennaux (1966-1975).

Les capitaux consacrés au pétrole et à l'électricité ont été de 590,6 millions de L.S. au 2ème plan et 1.427,7 millions au 3ème plan, soit 12% et 17% respectivement du total des investissements prévus par les deux plans.

Le coût de la station hydro-électrique construite sur l'Euphrate est de 535 millions de L.S. tandis que l'ensemble des capitaux investis dans toutes les activités industrielles en Syrie avant 1965, a été de 541 millions de L.S.

Le nombre de salariés s'est évolué d'environ 5.800 en 1965 à 12.000 en 1972, il est estimé que ce chiffre sera porté à 20.000 en 1975.

D'abord pays importateur du pétrole, la Syrie a exporté 6 millions de tonnes de pétrole brut en 1974.

La production d'électricité qui fut de 615,9 millions de K.W.H. en 1965 a atteint 1.223,2 millions de K.W.H. en 1972, c'est-à-dire qu'elle a doublé en 7 ans.

I - L'ELECTRICITE

A - NATIONALISATION ET PLANIFICATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE

L'histoire de l'électricité en Syrie remonte à l'année 1905, date à laquelle la ville de Damas fut éclairé pour la première fois par le courant électrique. La Compagnie de Tranways et d'Electricité de Damas (capital français) avait fondé une centrale hydro électrique sur le Barada d'une puissance initiale de 1.200 KW. Damas resta jusqu'en 1929 la seule ville en Syrie alimentée par le courant électrique. En effet, en 1929, la ville d'Alep fut éclairée par l'électricité lorsqu'une Compagnie Belge (capital belge et français) y construisit une centrale comprenant deux générateurs diesel de puissance installée de 1.500 KW. Elle fut suivie par Homs et Hama en 1932, Lattaquié en 1934 et les autres villes auxquelles le courant arriva successivement et progressivement; ainsi jusqu'en 1963, 85 villes et villages syriens étaient éclairés.

Mais jusqu'en 1950, en raison de la domination de capital étranger, sur les plus grandes compagnies d'électricité en Syrie, le secteur d'électricité évoluait très lentement et la production était insuffisante par rapport aux besoins urgents du pays.

Les restrictions de l'électricité, la tension de distribution extrêmement basse, les coupures très fréquentes de courant, la défaillance des machines fatiguées, les faiblesses des réseaux de distribution, l'impossibilité de donner de l'énergie à l'industrie naissante, l'interdiction d'utiliser l'électricité pendant les cinq heures de pointe par jour, le ralentissement des opérations de branchement des clients nouveaux, tels ont été les aspects de la crise de l'électricité en Syrie après la deuxième guerre mondiale. (1)

Pour faire face à cette situation et pour promouvoir le secteur de l'électricité, les sociétés étrangères : La Compagnie de tramways et d'Electricité de Damas, la Compagnie d'Electricité d'Alep et la Compagnie

(1) F. NASSER : L'Evolution de l'Economie Syrienne et ses Relations avec l'Economie des Pays du Moven-Orient pp. 159-160.

d'Electricité de Homs et Hama furent nationalisées par la loi n° 85 promulguée le 5 mars 1951.

D'autre part, l'Etat encouragea les entreprises nationales d'électricité, en exonérant, leur importation d'équipements, des droits de douaniers pour une durée de cinq ans.

L'électricité reçut alors une impulsion nouvelle; de nouvelles centrales, de nouvelles lignes de transports du courant et de nouveaux centres de transformation furent construits; la consommation individuelle, qui était de 25 KWH en 1950, passe à 99 KWH environ en 1965. Mais la situation était encore loin d'être satisfaisante; l'exécution des projets électriques n'était ni planifiée, ni centralisée. A côté des entreprises privées, deux Ministères : celui des Travaux Publics, et celui des Affaires Municipales et Rurales se partageaient la responsabilité du secteur public d'électricité.

En 1965, les entreprises d'électricité furent contrôlées par les établissements et organismes suivants :

1. Etablissements publics : ils comportent des Institutions d'électricité de Damas, d'Alep, de Homs et Hama, du port de Lattaquié, des Usines de Défense, du Raffinage et du Transport de Pétrole et des Produits Pétroliers, de la poste d'émission de Damas, d'électricité de Deir-ez-Zor et de Kamechlie.

2. Etablissements municipaux : ils englobent 82 entreprises distribuées dans les grandes villes et villages du pays.

3. Etablissements privés pour l'éclairage : ils étaient au nombre 22. Ce sont des sociétés concessionnaires nationales ou anonymes fondées pour produire le courant électrique et le vendre aux habitants des villes et villages desservis.

4. Etablissements industriels; il y avait environ 50 entreprises industrielles qui ont leurs propres installations électriques qui produisent l'énergie nécessaire au fonctionnement de leurs machines.

Cette situation est complètement différente à l'heure actuelle. La planification de l'électricité s'étend depuis des champs de pétrole à l'extrême Nord Est de la Syrie jusqu'aux villages à l'extrême Sud du Pays.

Les modifications importantes introduites dans le secteur d'électricité ont commencé avec l'avènement de la Révolution du 8 mars 1963.

Le programme - Etapes de la Révolution de mars considère le secteur d'électricité comme secteur de base : il est notamment dit : (1)

"La fourniture de l'énergie électrique constitue la pierre angulaire dans l'opération du développement économique dans tous les secteurs. Son importance constructive et sociale est également très grande, surtout en ce qui concerne l'évolution des campagnes. Le gouvernement de la Révolution a terminé certaines étapes telles que la création de l'Etablissement Général de l'Electricité de Syrie qui contrôle la production et la distribution de l'énergie électrique dans toutes les régions de la Syrie. Le gouvernement effectue actuellement les études définitives du projet d'interconnexion électrique entre les différents réseaux du pays, ce qui aide à fournir l'énergie et à faciliter son usage.

Le gouvernement de la Révolution, compte tenu des capacités énormes que possède la Syrie, s'engage à accorder à ce secteur toute l'attention qu'il mérite, et surtout en ce qui concerne l'exécution du projet de l'Euphrate et l'exploitation du gaz naturel".

Durant la période écoulée depuis la promulgation du Programme-Etapes en 1965, l'Etat avait effectué de grands efforts pour arriver au but final.

Tout d'abord, il a nationalisé toutes les entreprises privées d'électricité. Ensuite, il a créé le 10 janvier 1965, l'Etablissement Général de l'Electricité de Syrie (EGES). On a confié à cet organisme étatique le contrôle de toutes les entreprises productives d'énergie électrique sur le territoire syrien.

(1) Syrie et Monde Arabe, décembre 1970, p. 32.

Dans son premier plan quinquennal (1966-1970) l'EGES s'assignait les objectifs suivants :

1. Une extension de la production de l'énergie électrique dans le but de satisfaire les besoins énergétiques des industries en voie de création et celles prévues au second plan quinquennal de développement économique et social ainsi que l'alimentation des zones d'habitation récemment installées et l'électrification des villages dans toutes les régions syriennes.
2. Une réduction des coûts de production de l'énergie électrique dans les centrales thermo-électriques par l'utilisation du Coke Pétrolier et du Gaz Naturel;
3. Une extension des réseaux de transport de l'énergie des centres de production aux régions de consommation par le canal de lignes à haute tension et de stations principales de transformation.
4. Une extension des réseaux de distribution de façon à mettre l'énergie électrique à la disposition de l'ensemble des zones de consommation industrielle et domestique.

Pour mettre en exécution des projets de l'EGES, le gouvernement Syrien avait chargé la firme française SOFRELEC d'étudier la situation générale de l'énergie électrique en Syrie et d'établir un programme global pour l'évolution de cette situation de façon qu'elle puisse répondre aux besoins du pays aux cours des vingt ans (1965-1985).

Les études techniques et économiques effectuées par SOFRELEC ont permis la mise au point d'un programme par étape pour l'extension du secteur de l'électricité, que nous pouvons schématiser comme suit :

A la première étape, c'est-à-dire durant la période préalable à la réalisation de la centrale hydro-électrique sur l'Euphrate, les efforts doivent être consacrés aux travaux suivants :

- 1 - Installation d'une ligne aérienne de haute tension de 230 KV et d'une longueur de 320 km. environ reliant les villes de Damas, Homs et Alep.
- 2 - Etablissement de centres de transformation à Damas, Homs et Alep permettant de connecter la ligne de haute tension au réseau de ces villes, d'une part, aux usines de production énergétique dans les mêmes villes, d'autre part.
- 3 - Extension de l'usine de production d'électricité à Kattiné (Homs) par l'adjonction de trois nouveaux groupes de générateurs thermiques d'une capacité totale de 80 megawatts.

Dans des étapes ultérieures, le schéma du réseau général d'interconnexion, en cas de son achèvement selon les études et les plans prévus pour vingt ans se présente ainsi :

Le potentiel global en énergie électrique au premier stade, ainsi que l'énergie qui sera produite par la centrale hydro-électrique du Barrage de l'Euphrate et par l'utilisation du gaz naturel aux champs de pétrole au Nord-Est du pays, devront être transportées vers les grands centres de consommation. En conséquence, il est prévu les extensions suivantes au réseau de la première étape :

- 1 - L'installation de deux lignes aériennes de haute tension entre la centrale hydro-électrique sur l'Euphrate et Alep pour le transport de toute l'énergie nécessaire au réseau;
- 2 - L'installation d'une seconde ligne aérienne entre Alep, Hama, Homs et Damas parallèle à celle décidée à la première étape.
- 3 - L'installation d'une ligne aérienne reliant Alep à Lattaquié, Tartous, Homs.
- 4 - L'installation d'une ligne aérienne de haute tension reliant la région des champs de pétrole au centre de transformation de Tabaka (emplacement du barrage de l'Euphrate) et passant par les villes de Hassatché et de Deir-ez-Zor.

5 - L'établissement des centres de transformation à Lattaquié, à Tartous, à Hama, à Tabaka et à la région des champs pétroliers.

6 - L'agrandissement des centres de transformation de Damas, Homs et Alep.

Alors, la structure générale du réseau d'interconnexion électrique en Syrie aura achevé sa formation. Il couvrira à la fois tous les centres éventuels de production énergétique et tous les centres de consommation d'électricité dans le pays.

La planification du secteur de l'électricité va au-delà des frontières syriennes, l'échange du courant électrique avec les pays arabes voisins n'étant pas écarté. Il semble qu'un tel échange soit réalisable et que les effets d'une telle connexion, sont avantageux pour tous les pays intéressés en considération de la différenciation des heures de pointe dans ces pays. De plus, une pareille connexion permettra de diminuer le volume de la réserve générale nécessaire aux groupes électrogènes, entraînant de ce fait une réduction du montant des investissements, et portant une compression des coûts de production de l'énergie électrique.

Il est prévu de faire la connexion entre les réseaux électriques de la Syrie et de l'Irak après la mise en production de la station hydro électrique de Tabaka. Le réseau électrique en Irak s'étend jusqu'à Mossoul à proximité de la frontière syro-irakienne. Une ligne de jonction entre cette ville irakienne et la région des gisements pétroliers au Nord-Est de la Syrie permettra une connexion facile entre les réseaux électriques des deux pays.

Le Liban, possède un réseau général à tension à 150 KV qui n'est pas loin de Damas et de Tartous. Il est prévu d'établir une ligne de jonction entre Tartous et le réseau électrique Libanais à partir de 1972 pour acheter l'énergie électrique durant les années 1972 à 1975 avec une puissance de 20 à 24 mille KW par an en vue de récompenser le déficit du courant dans la région de Damas.

La connexion avec la Jordanie ne paraît pas très utile, à l'heure actuelle, vu que les heures de pointe sont identiques, dans les

deux pays et parce que la capacité électrique pouvant être échangée, ne pousse pas à l'empressement dans l'opération de connexion.

B - LES TRAVAUX MIS EN EXECUTION DEPUIS 1965

Après avoir mis l'accent sur la situation du secteur de l'électricité et tracé les lignes d'avenir adoptées par l'Etat et l'EGES pour réorganiser et développer ce secteur vital, nous passons en revue les principaux travaux réalisés dans ce sens.

1°- Le réseau d'interconnexion 230 KV

D'une importance vitale pour l'économie syrienne ce projet a été inauguré en 1968. Le nouveau réseau permet de collecter les principales sources d'énergie électrique par voie de leur interconnexion reliant ainsi les centres de production aux centres de consommation.

Ce réseau comprend les installations suivantes :

1. Une ligne aérienne de transport d'énergie

Elle relie Damas, Homs, Alep et Tabaka, longue de 480 km. et d'un potentiel de 230 KV portée par des pylônes en fer de 21 à 32 mètres de haut et d'un poids moyen de 4 tonnes par pylône. La distance moyenne séparant ces pylônes est de 500 mètres environ.

2. Des centres de transformation du courant

- un centre de transformation à Kattiné équipé de deux transformateurs de 50 mégavolts ampères chacun.

Ce centre est relié, d'une part, à la centrale de production thermo-électrique de Kattiné d'où il prend l'énergie électrique, et d'autre part, au réseau d'interconnexion qui permet le transport de cette énergie à destination de Damas et Alep;

- un centre de transformation de Cheik Saïd (Alep), équipé d'un transformateur de 70 mégavolts ampères qui transforme le courant de

230 kv. reçu de Homs en courant de 66 KV. Ce centre est relié au réseau électrique de la ville d'Alep par une ligne aérienne d'un potentiel de 66 KV.

Le centre de transformation de l'avenue du Roi Fayçal à Alep transforme ce courant de 66 KV en courant de 20 et 6,75 KV grâce à trois transformateurs de 20,20 et 6 mégavolts ampères respectivement;

- un centre de transformation à Qaboun 2 (Damas), équipé d'un transformateur de 70 mégavolts ampères qui transforme le courant de 230 KV en courant de 66 KV. Ce centre est rattaché d'une part, au nouvel aéroport international de Damas par une ligne de 36 KV et d'autre part, au réseau électrique de la ville de Damas par une ligne aérienne d'un potentiel de 66 KV.

Le centre de transformation de Qaboun 1 transforme le courant reçu de 66 KV en courant de 20 et 6,75 KV grâce à trois transformateurs de 20,20 et 6 mégavolts ampères respectivement. (1)

- un centre de transformation à Tabaka, équipé d'un transformateur de 70 mégavolts ampères qui transforme le courant de 230 KV en courant de 66 KV. D'autres centres de transformation sont rattachés au réseau électrique qui alimente le chantier du barrage de l'Euphrate et la ville de Tabaka. Ce centre transforme le courant de 66 KV en courant de 20 et 6,75 KV grâce à trois transformateurs de 20, 20 et 6 mégavolts ampères.

Au milieu de 1972 les travaux topographiques ont commencé pour la construction des nouvelles lignes et centres de transformation suivantes :

- une ligne de 230 KV. parallèle à la première reliant Tabaka, Alep, Homs, Damas en vue de transporter l'énergie électrique produite par la centrale hydro-électrique de l'Euphrate vers le Sud.

- une ligne de 230 KV reliant la station électrique de Tabaka aux gisements du pétrole en passant par les villes : Rakka, Deir-ez-Zor et

(1) Syrie et Monde Arabe, décembre 1970 pp. 36-37.

Hassatché avec les centres de transformation nécessaires.

- une ligne de 230 KV entre Hama et Lattaquié puis à Tartous qui relie ces villes avec le réseau d'interconnexion général.

Il est estimé que ces travaux seront achevés en 1975.

2°- Les entreprises industrielles bénéficiant du réseau d'interconnexion

La plupart des grandes entreprises industrielles en Syrie ont leurs propres installations et générateurs électriques. Ce défaut augmente les charges financières ainsi que le prix de revient de la production dans ces entreprises (en raison de l'absence du réseau d'interconnexion et l'insuffisance de la production des centrales publiques d'électricité dans chaque ville).

Dans la première étape l'Etat a décidé de relier, en tant que possibles les nouvelles entreprises industrielles au réseau d'interconnexion électrique, de façon à leur fournir une énergie électrique à bas prix et pouvant réduire sensiblement leurs coûts de production.

Ainsi plusieurs entreprises ont eu une liaison avec le réseau général des lignes de haute et moyenne tension :

- La nouvelle raffinerie pétrolière à Homs qui a été achevée et est entrée en activité en 1969. Elle a besoin d'une énergie électrique pouvant aller jusqu'à 19 mégawatts. Une ligne aérienne, longue de 7 km. et d'un potentiel de 66 KV fut construite entre la raffinerie et le centre de transformation à Kattiné.

- On a relié l'Usine d'Engrais Azoté qui a besoin d'une énergie électrique de 10 mégawatts.

- On a construit deux lignes de 66 KV, longue de 160 km. chacune, reliant les chantiers d'extraction des phosphates à l'Est de Homs.

- Les usines de barres de fer, d'égrenage de coton et de déshydratation des oignons de Hama ont été reliées au réseau général par des lignes de 66 KV.

3°- La distribution d'électricité

Les réseaux de transport et de distribution d'électricité ont connu une extension certaine. Ainsi à la fin de 1970, la longueur des réseaux de haute et moyenne tensions fut de 1.525 kilomètres environ et celle des réseaux de basse tension de 7.000 km.

De plus l'ESEC a construit plus de 120 centres de transformation de tension 20 et 6 KV. Il a remplacé la tension 6.75, 5,5 et 10 KV par la tension de 20 KV dans les grandes villes.

Tous les villages qui ont plus de 2.000 habitants et qui ne sont pas loins du réseau général ont été éclairés. Il reste 250 villages qui doivent être éclairés avant 1976, dont 108 villages ont été éclairés en 1971 et 1972.

Les réseaux de distribution de l'électricité à l'intérieur des villes, ont bénéficié à plus d'un quart de millions de citoyens. (1)

4°- L'extension du potentiel en énergie électrique

Les efforts accomplis dans ce domaine sont considérables. La puissance installée des centrales électriques a augmenté de 242.000 KVA en 1965 à 431.000 KVA en 1972, c'est-à-dire qu'elle a doublé en 7 ans. Malgré ce développement, la production d'électricité reste insuffisante par rapport aux besoins du pays en 1972.

Le déficit en électricité sera récompensé par l'électricité achetée du Liban après avoir achevé la construction du réseau électrique entre les deux pays en novembre 1972.

(1) Syrie et Monde Arabe. Décembre 1970 p. 34.

1. L'agrandissement de la centrale thermo-électrique de Kattiné à Homs qui est devenue le premier producteur de l'énergie électrique en Syrie. Elle est dotée de trois unités de générateurs à vapeur d'une puissance totale de 90.000 KVA. Ainsi la région de Homs disposait, en 1971, d'une puissance installée de 200.299 KVA soit près de la moitié de la puissance installée des centrales électriques dans le pays.

2. La production de l'énergie électrique à la centrale de Tel Adas à partir du gaz naturel pour couvrir les besoins des chantiers aux gisements du pétrole en énergie électrique, dont la puissance installée des turbines à gaz est d'environ 10.000 KVA avec l'utilisation du gaz naturel comme combustible générateur limité à la région pétrolière.

3. L'extension des centrales thermiques (diésel) et leur diffusion dans les différents centres de départements et les régions rurales, surtout ceux qui sont loins du réseau d'interconnexion. L'ensemble de nouvelles centrales installées dans les petites villes et dans les régions rurales, dispose d'une puissance de 3.000 KVA.

L'extension des centrales thermiques dans les grandes villes (Damas, Alep, Lattaquié) a été notable. Par exemple, l'extension des centrales thermiques que possède l'E.G.E.S. à Alep, a porté leur puissance installée de 38.000 KVA en 1966 à 48.000 KVA environ en 1972. (1)

Au total l'E.G.E.S. a relevé la puissance installée de ses centrales (y compris les nouvelles centrales) de 165,495 KVA en 1966 à 327.657 KVA., soit une augmentation de 100%. Tandis que les entreprises industrielles qui fournissent leur propre énergie électrique ont été conduites à relever la puissance installée de leurs usines d'électricité de 72.072 KVA en 1966 à 105.548 KVA en 1972, parce que l'E.G.E.S. n'a pas pu alimenter ces usines en énergie à partir du réseau général d'électricité.

(1) St ab. of Syria, 1966-1973.

C - LES CARACTERISTIQUES DE LA PRODUCTION D'ELECTRICITE

1° - Evolution de la production

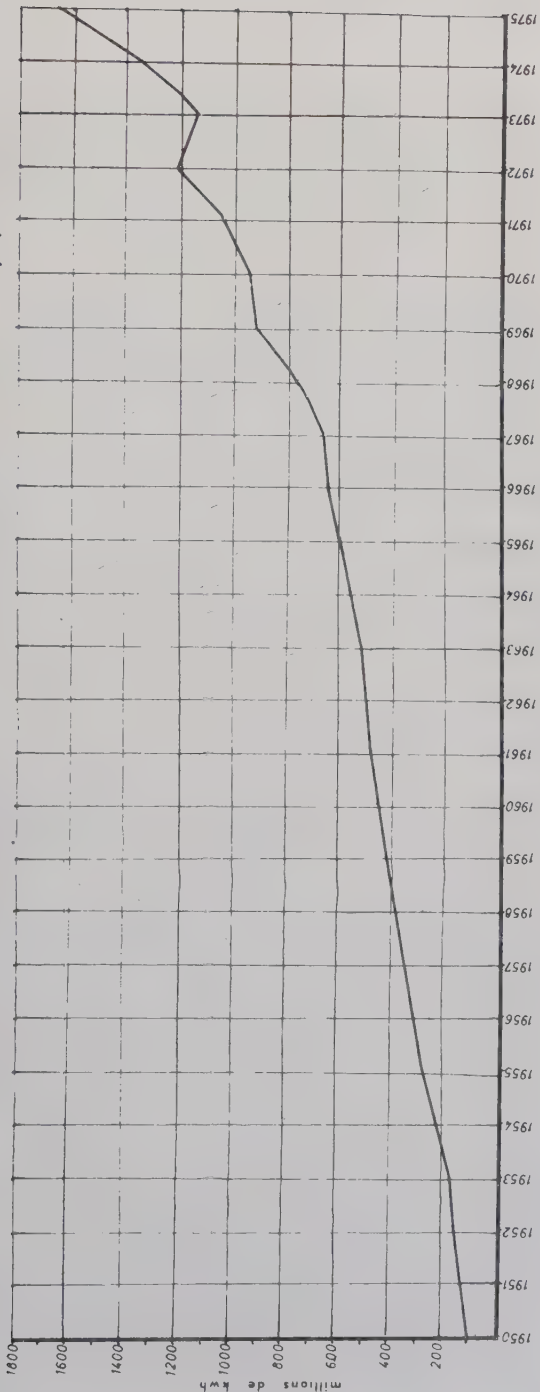
Durant la période de 1956 à 1972, la production d'électricité en quantité absolue et par rapport au nombre d'habitants, a évolué comme suit :

TABEAU 71 - Evolution de la Production d'Electricité en Syrie entre 1956 et 1972

: Année :	: Production en : : Milliers de KWH :	: Indice de l'évolu- : : tion 1956=100 :	: Moyenne par : : habitant en KWH : : (1) :
: 1956 :	: 222.710 :	: 100 :	: 60,86 :
: 1957 :	: 247.954 :	: 113 :	: 60,97 :
: 1958 :	: 292.669 :	: 123 :	: 67,75 :
: 1959 :	: 316.381 :	: 141 :	: 70,92 :
: 1960 :	: 376.881 :	: 159 :	: 81,82 :
: 1961 :	: 430.239 :	: 181 :	: 90,44 :
: 1962 :	: 479.801 :	: 197 :	: 100,48 :
: 1963 :	: 523.949 :	: 206 :	: 103,48 :
: 1964 :	: 574.181 :	: 225 :	: 109,62 :
: 1965 :	: 615.940 :	: 238 :	: 113,87 :
: 1966 :	: 657.747 :	: 258 :	: 117,77 :
: 1967 :	: 668.668 :	: 265 :	: 117,23 :
: 1968 :	: 773.190 :	: 304 :	: 129,84 :
: 1969 :	: 934.007 :	: 366 :	: 151,89 :
: 1970 :	: 946.962 :	: 372 :	: 149,15 :
: 1971 :	: 1.048.595 :	: 412 :	: 159,51 :
: 1972 :	: 1.223.211 :	: 549 :	: 183,31 :

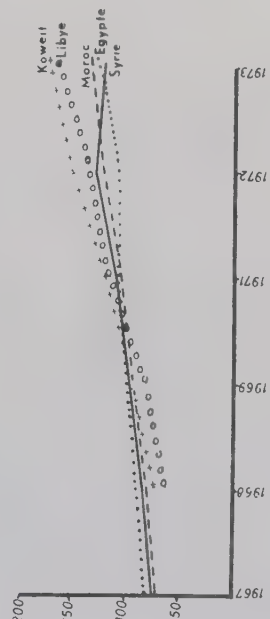
(1) L'énergie électrique en Syrie, série n° 71 BCS pp. 20-31 et st. ab. 1973.

PRODUCTION D'ELECTRICITE EN SYRIE (comparaison avec des pays arabes)



- 465 bis -

Evolution de la production d'électricité en Syrie de 1950 à 1975



Jordanie	110
Yemen du sud	171
Moroc	161
Syrie	167
Tunisie	205
Egypte	227
Libye	323
Liban	586

PRODUCTION PAR HABITANT EN KWH

INDICES DE LA PRODUCTION D'ELECTRICITE 1970=100

(Sources des statistiques: Statistical Abstract 1952 1976)

POUR L'ANNEE 1973

D'après ce tableau, on constate que la production d'électricité s'accélérait à un rythme rapide entre 1956 et 1972. Mais le rythme d'accélération nous semble plus rapide à partir de 1968 jusqu'en 1972. Ceci est le résultat des efforts accomplis par l'EGEC, surtout l'extension de la centrale thermique de Kattiné.

Ainsi sur la base 100 en 1956 l'indice de la production est passé à 549, ce qui signifie une évolution vraiment spectaculaire. En effet, la part moyenne par habitant en énergie électrique produite a triplé en 16 ans (60,86 KWH en 1956 à 183,31 KWH en 1972).

2°- Répartition géographique de la production

L'E.G.E.S. divise le pays en six unités géographiques : la région du sud comportant les départements de Damas, de Deraa, de Kuneitra et de Soueida; la région du nord comportant les départements d'Alep et d'Idlib; la région centrale comportant les départements de Homs et Hama; la région de l'Ouest comprenant les départements de Lattaquié et Tartous; la région de l'Est englobant les départements de Rakka et Deir-ez-Zor et celle du Nord-Est englobant le département de Hassatché.

En 1971, la répartition de la production d'électricité entre ces régions, ainsi que le nombre de centrales électriques était la suivante :

Région	Nombre d'usines électriques	Production en milliers de KWH	
du Sud	42	415.298	39.7 %
du Nord	60	463.500	25.1 %
Centrale	25	293.962	28 %
de l'Ouest	25	45.510	4.3 %
de l'Est	5	19.348	1.8 %
du Nord-Est	9	10.967	1.1 %
TOTAL	166	1. 048.595	100 %

Ainsi 93% environ de la production d'électricité est centrée dans les régions du Sud, du Nord et Centrale. La région du Sud vient en tête

Ainsi, l'industrie en Syrie possède le tiers des centrales électriques en produisant 28,2 % du total d'électricité ce qui représente une situation critique pour le développement industriel dans le pays. D'une part ce sont des centrales diésel qui utilisent le gaz oil comme combustible générateur, matière première d'un prix relativement cher par rapport au fuel oil et dont la production de la raffinerie de Homs est insuffisante; les installations électriques établies par chaque entreprise industrielle constitue un gaspillage énorme du matériel, d'autre part. Tout ceci augmente les frais des entreprises industrielles et relève leurs prix de revient.

D - LA CONSOMMATION ET LES BESOINS FUTURS

1°- Evolution de la consommation

La consommation de l'énergie électrique en Syrie s'accroît d'une façon constante et rapide. Ceci peut être exprimé dans le tableau suivant :

TABLEAU 72 - (1) Evolution de la consommation d'électricité en Syrie entre 1956 et 1971.

: Année	: Consommation totale (mil. KWH)	: Indice 1956=100	: Consommation moyenne par habitant (KWH)
: 1956	: 194.288	: 100	: 47,94
: 1957	: 218.317	: 112,37	: 52,17
: 1958	: 258.649	: 133,13	: 59,87
: 1959	: 281.556	: 144,92	: 63,11
: 1960	: 326.586	: 168,09	: 70,90
: 1961	: 381.347	: 169,30	: 80,16
: 1962	: 441.552	: 227,27	: 89,89
: 1963	: 454.948	: 234,16	: 89,68
: 1964	: 497.459	: 256,04	: 94,97
: 1965	: 534.974	: 275,35	: 98,95
: 1966	: 562.682	: 289,61	: 100,74
: 1967	: 581.244	: 299,17	: 100,78
: 1968	: 627.929	: 323,19	: 105,44
: 1969	: 717.850	: 369,48	: 116,74
: 1970	: 801.612	: 412,59	: 126,25
: 1971	: 873.323	: 449,50	: 133,19

(1) L'énergie électrique en Syrie, série n° 71, 1973 (B.C.S.) Damas.

Ainsi la consommation de l'électricité est passée de 194.288 mille KWH en 1956 à 873.323 mille KWH en 1971, soit une augmentation de 449,50%. Selon le rapport d'Alexandre Gibb, la consommation moyenne d'électricité, par habitant, en Syrie fut de 9 KWH en 1947. Elle s'est relevée à 48 KWH environ en 1956, c'est-à-dire qu'elle a quintuplé en 9 ans. Puis elle a triplé entre 1956 et 1971.

Mais malgré son accroissement considérable, la consommation actuelle d'électricité, par habitant, demeure très modeste par rapport aux pays développés et certains pays voisins. Elle ne représente que 30% du niveau du Liban, 60% du niveau de la Turquie, 11% du niveau de la Yougoslavie et 1% environ du niveau de la Norvège.

La consommation d'électricité est partagée entre l'industrie et les usages ménagers. La part de l'industrie (y compris l'artisanat) est toujours grandissante. Le tableau suivant exprime l'évolution de la consommation d'électricité dans les activités industrielles et les usages domestiques.

TABLEAU 73 - Evolution de la consommation d'électricité et son usage dans l'industrie et l'utilisation ménagère entre 1956 et 1971.

: Année :	: Consommation : : industrielle : % du : milliers KWH : total :	: Consommation : : ménagère : % du : milliers : total : KWH :	: Consommation : : ménagère moyenne : : par habitant en : : KWH :
: 1956 :	: 103.712 : 53.4 :	: 90.596 : 46.6 :	: 22.36 :
: 1957 :	: 122.755 : 56.3 :	: 95.562 : 43.7 :	: 22.84 :
: 1958 :	: 152.819 : 59.1 :	: 105.830 : 40.9 :	: 24.50 :
: 1959 :	: 159.349 : 56.6 :	: 122.207 : 43.4 :	: 27.39 :
: 1960 :	: 202.939 : 62.2 :	: 123.647 : 37.8 :	: 26.84 :
: 1961 :	: 241.945 : 63.5 :	: 139.402 : 36.5 :	: 29.30 :
: 1962 :	: 273.395 : 64.7 :	: 140.486 : 35.3 :	: 30.43 :
: 1963 :	: 310.976 : 64.0 :	: 163.972 : 36.0 :	: 32.33 :
: 1964 :	: 319.816 : 64.3 :	: 177.643 : 35.7 :	: 33.91 :
: 1965 :	: 336.241 : 62.9 :	: 198.733 : 37.1 :	: 36.74 :
: 1966 :	: 355.105 : 63.2 :	: 207.577 : 36.8 :	: 37.17 :
: 1967 :	: 358.508 : 61.7 :	: 222.736 : 38.3 :	: 38.62 :
: 1968 :	: 402.773 : 64.2 :	: 225.156 : 35.8 :	: 37.81 :
: 1969 :	: 455.153 : 63.4 :	: 262.697 : 36.6 :	: 42.72 :
: 1970 :	: 511.367 : 63.8 :	: 290.245 : 36.2 :	: 45.72 :
: 1971 :	: 559.652 : 64.1 :	: 313.671 : 35.9 :	: 47.84 :

D'après ce tableau on constate que l'industrie a absorbé un peu moins des deux tiers de la consommation générale d'électricité dans le pays en 1971. Sa part a augmenté de 53.4% en 1956 à 64.1% en 1971 (66,5% en 1972). En revanche, la part de la consommation ménagère a diminué de 46.6% du total de la consommation en 1956 à 35.9 % du total en 1971. En effet, la quantité moyenne d'électricité consommée à domicile reste très modeste car une grande partie de la campagne syrienne ne connaît pas encore l'électricité et parce que les machines électriques ne sont pas fréquentes. L'électrification de la campagne syrienne est pratiquement très difficile, car les agglomérations villageoises ont un nombre d'habitants très faible. Ainsi la consommation d'électricité dans la campagne fut de 6%, 9% et 8% dans les années 1956, 1970 et 1971 respectivement.

2°- Les perspectives et le bilan de l'énergie électrique

Selon le développement de la consommation d'électricité entre 1956 et 1971 et suivant le programme d'électrification adopté par le 3ème plan quinquennal ainsi que les projets industriels prévus dans la période 1971-1980, nous allons estimer les besoins du pays en énergie électrique ainsi que la production dans les années 1975 et 1980.

En examinant le tableau plus haut qui exprime l'évolution de la consommation d'électricité dans l'industrie et dans les usages domestiques nous remarquons que le rythme d'évolution est de 1,11 annuellement et en moyenne dans l'industrie et de 1,08 dans les usages domestiques.

Donc nous estimons que les besoins de l'industrie en énergie électrique seront de 850 millions de KWH en 1975 (consommation de 1971 multipliée par 1,11) : $560 \times (1,11)^4 = 850$ et de 1.432 millions de KWH en 1980 $560 \times (1,11)^9 = 1432$.

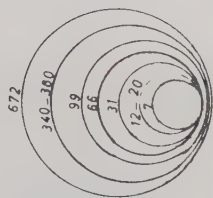
En tenant compte des grandes entreprises industrielles construites ou en cours de construction durant le 3ème plan ainsi que celles prévues au 3è, 4è Plan (1971-1980) nous pouvons avoir les résultats suivants :

Consommation totale par habitant en kwh

537	A
321	B
221	C
149-132	D
66-43	E
37-27	F
10	G

- 470 bis -

Consommation totale en millions de kwh



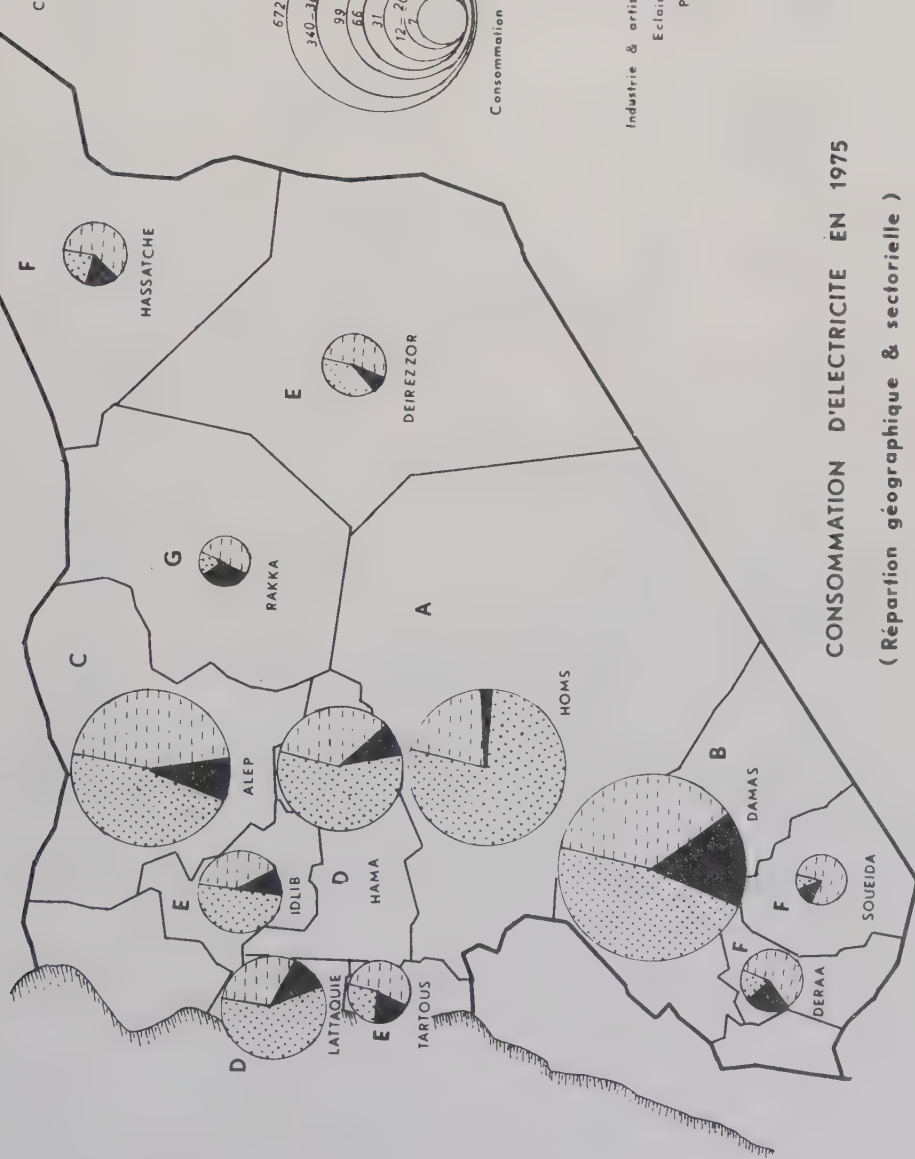
Industrie & artisanat

Eclairage

Perle

CONSUMMATION D'ELECTRICITE EN 1975

(Répartition géographique & sectorielle)



1°- L'énergie électrique nécessaire pour projets industriels en construction :

Projets :	Energie électrique en millions de KWH	
	(1)	
	<u>1975</u>	<u>1980</u>
1. Usine d'engrais azotés	64	64
2. Usine de tracteurs	40	40
3. Trois cimenteries	252	252
4. Raffinage du pétrole	120	522
5. Pompage du pétrole brut	168	252
6. Gisements du pétrole	190	300
	---	----
TOTAL ..	834	1.430

2°- L'énergie électrique nécessaire pour projets prévus au 3è et 4è plan (2)

Projets :	Energie électrique en millions de KWH	
	<u>1975</u>	<u>1980</u>
1. Complexe sidérurgique	547	1.135
2. Industrialisation du sel gemme	75	75
3. Engrais phosphatés	50	50
4. Production d'ammoniac	72	109
5. Industrie du papier	75	75
6. Production d'acétylène	50	50
7. Extension de l'Usines de Barres de fer	-	56
	----	----
TOTAL	869	1.550

En effet, l'ensemble des besoins de l'industrie en énergie électrique sera de 2.553 millions de KWH en 1975 et de 4.412 millions de KWH en 1980.

En ce qui concerne les besoins domestiques, ils seront, selon l'évolution normale de 427 millions de KWH en 1975 ($314 \times (1,08)^4 = 427$) et de 627 millions de KWH en 1980 ($314 \times (1,08)^9 = 627$).

(1) (2) D'après Al-Ikissad n° 110, mai 1973, p. 9.

En tenant compte du programme d'électrification de la compagnie nous estimons que les besoins de celle-ci en énergie électrique sera de 30 millions de KWH en 1975 et de 50 millions de KWH en 1980.

Ainsi la demande sur l'énergie électrique pour les usages domestiques serait de 457 et de 677 millions de KWH dans les années 1975, 1980 respectivement.

En conséquence, les estimations que nous avons établies seront résumées ainsi :

La demande minimum : (millions KWH)	1975	1980
1. Evolution normale des besoins de l'industrie	850	1.432
2. Evolution normale des besoins domestiques	427	627
3. Besoins de grandes entreprises industrielles en construction	834	1.332
4. Electrification de la campagne	30	50
5. Barrage de l'Euphrate	198	224
TOTAL	2.339	3.665
La demande maximum	1.975	1.980
1. La demande minimum	2.339	3.665
2. Projets industriels prévus	869	1.550
TOTAL	3.208	5.215

Le développement normal de la production d'électricité selon son rythme entre 1956 et 1971 nous conduit à estimer la production dans les années 1975, 1980 à 1383, 1905 millions de KWH respectivement. En considérant que la consommation représente 84% de l'énergie produite nous pouvons avoir d'autres chiffres pour la production prévue d'électricité $\frac{\text{consom. normale} \times 100}{84}$

en 1975 = $\frac{1277 \times 100}{84} = 1.520$ millions de KWH; en 1980 : $\frac{2059 \times 100}{84} = 2.451$ millions de KWH.

En effet, nous avons deux sources pour l'évaluation de la production à partir desquelles nous pouvons tirer la production moyenne qui

sera de $\frac{1383 + 1520}{2} = 1452$ millions de KWH en 1975 et de $\frac{1905 + 2451}{2} = 2.176$ millions de KWH en 1980.

En tenant compte que la production de la station hydro électrique de Tabaka sera de 1.000 millions de KWH (5 turbines) en 1975 et de 1.400 millions de KWH en 1980 (7 turbines) la production totale prévue sera de 2.452 millions de KWH en 1975 et de 3.576 millions de KWH en 1980.

A partir de ces données, le bilan d'électricité peut être schématisé ainsi :

1°- Par rapport à la demande minimum	<u>1975</u>	<u>1980</u>
• Consommation minimum	2.339	3.665
• Production normale totale	2.452	3.576
	-----	-----
Différence	0.113	+ 0.089 -
2°- Par rapport à la demande maximum		
• Consommation maximum	3.208	5.215
• Production normale totale	2.452	3.576
	-----	-----
Différence	756	- 1.639 -

En résumé, le potentiel du pays en énergie électrique pour les années à venir sera incapable de répondre aux besoins de la consommation si le programme de développement industriel et social prévu par les 3^e et 4^e Plan quinquennaux (1971-1980) est mis en exécution. C'est-à-dire que l'appoint de la station hydro-électrique de Tabaka pour généraliser le courant électrique dans le pays et alimenter l'industrie de ses besoins en énergie nous semble insuffisant en écartant la construction de nouvelles centrales thermiques ou la mise en exploitation de nouvelles sources hydrauliques.

E - MAIN-d'OEUVRE

Le développement de la main-d'oeuvre dans le secteur d'électricité durant les dernières années a été très important du point de vue de la quantité et de la qualité. Son nombre est passé d'environ 3.600 en 1965 à 5.600 en 1971 et à 6.000 en 1972; il est estimé à 10.000 en 1975 (sans tenir compte des salariés travaillant dans les usines d'électricité des entreprises industrielles).

En 1971, la répartition des salariés suivant les régions de production et des travaux qu'ils occupes était la suivante : (1)

Région	Nombre de salariés occupés par :						
	Admi- nistra- tion	Produc- tion	Trans- port	Distri- bution	D'au- tres sec- teurs	Total	%
du sud	746	648	69	595	99	2.157	39%
du nord	300	338	-	575	323	1.536	27%
centrale	272	362	128	306	65	1.133	20%
Littorale (Ouest)	123	88	-	119	21	351	6%
de l'Est	92	48	-	55	2	197	4%
du Nord-Est	114	53	-	59	1	227	4%
	1.647	1.537	197	1.709	511	5.601	100%
Pourcentage	29%	27%	4%	31%	9%	100%	

D'après ce tableau, on constate que 86% du travailleurs sont concentrés dans trois régions : la région du Sud, la région du Nord et la région centrale. La région du Sud occupe plus du tiers des salariés car il s'y trouve l'administration centrale de l'E.C.E.S. (à Damas) et parce qu'elle représentait le premier producteur et le premier consommateur d'électricité

(1) L'énergie électrique en Syrie, série n° 71, 1973, B.C.S. p. 24.

dans le pays. Les travailleurs dans le secteur de transport sont concentrés dans la région du Sud et dans la région centrale, du fait que les principales centrales électriques se situent à une grande distance des centres de consommation.

La répartition des salariés selon les différentes activités sectorielles montre un certain équilibre entre ces activités suivant leur importance avec les pourcentages : 29% pour l'administration, 27% pour la production, 31% pour la distribution, 4% pour le transport et 9% pour les autres postes (pompiers, ouvriers de services).

Le secteur d'électricité est la seule branche industrielle, en Syrie qui ne souffre plus du manque de cadre et de main d'oeuvre qualifiée. Ceci est le fait du nombre considérable de départements électriques que comprennent les écoles techniques secondaires, moyennes et supérieures du pays d'une part, et aux départements électriques dans les Centres d'Entraînement, à Damas et Alep, d'autre part, qui forment chaque année des centaines d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers qualifiés.

Le tableau suivant exprime la situation de la main d'oeuvre suivant le niveau technique dans les différents secteurs de travail.

- La structure technique de la main d'oeuvre dans le secteur d'électricité en 1971

	Adminis-	Produc-	Trans-	Distri-	Autres:	Total	%
: Technique	: tration:	: tion	: port	: bution	: sec-	: Total	: %
:	:	:	:	:	: teurs	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:
:Dip.universi-	:	:	:	:	:	:	:
: taire (2)	: 137	: 48	: 12	: 35	: 11	: 243	: 5%
:Dip.Technique	: 861	: 396	: 56	: 223	: 58	: 1.594	: 28%
:Ouvrier qua-	:	:	:	:	:	:	:
: lifié	: 171	: 929	: 96	: 1157	: 118	: 2.470	: 44%
:Ouvrier ordi-	:	:	:	:	:	:	:
: naire	: 478	: 164	: 33	: 294	: 325	: 1.294	: 23%
:	:	:	:	:	:	:	:
: Total	: 1.647	: 1.537	: 197	: 1709	: 511	: 5.601	: 100 %

(1) L'énergie électrique en Syrie, série 71, 1973 p. 23
(2) y compris le haut cadre.

Ainsi, on constate que l'ensemble des salariés diplômés et qualifiés occupe 77% du total des travailleurs, ce qui représente une proportion assez élevée par rapport aux autres secteurs industriels. C'est le seul secteur industriel en Syrie, dont le nombre de cadres et de techniciens, à la fois, s'élève, en pourcentage, à 33% du total des effectifs, tandis que le pourcentage des ouvriers ordinaires ne dépasse pas 23% du total.

II - L'INDUSTRIE PETROLIERE

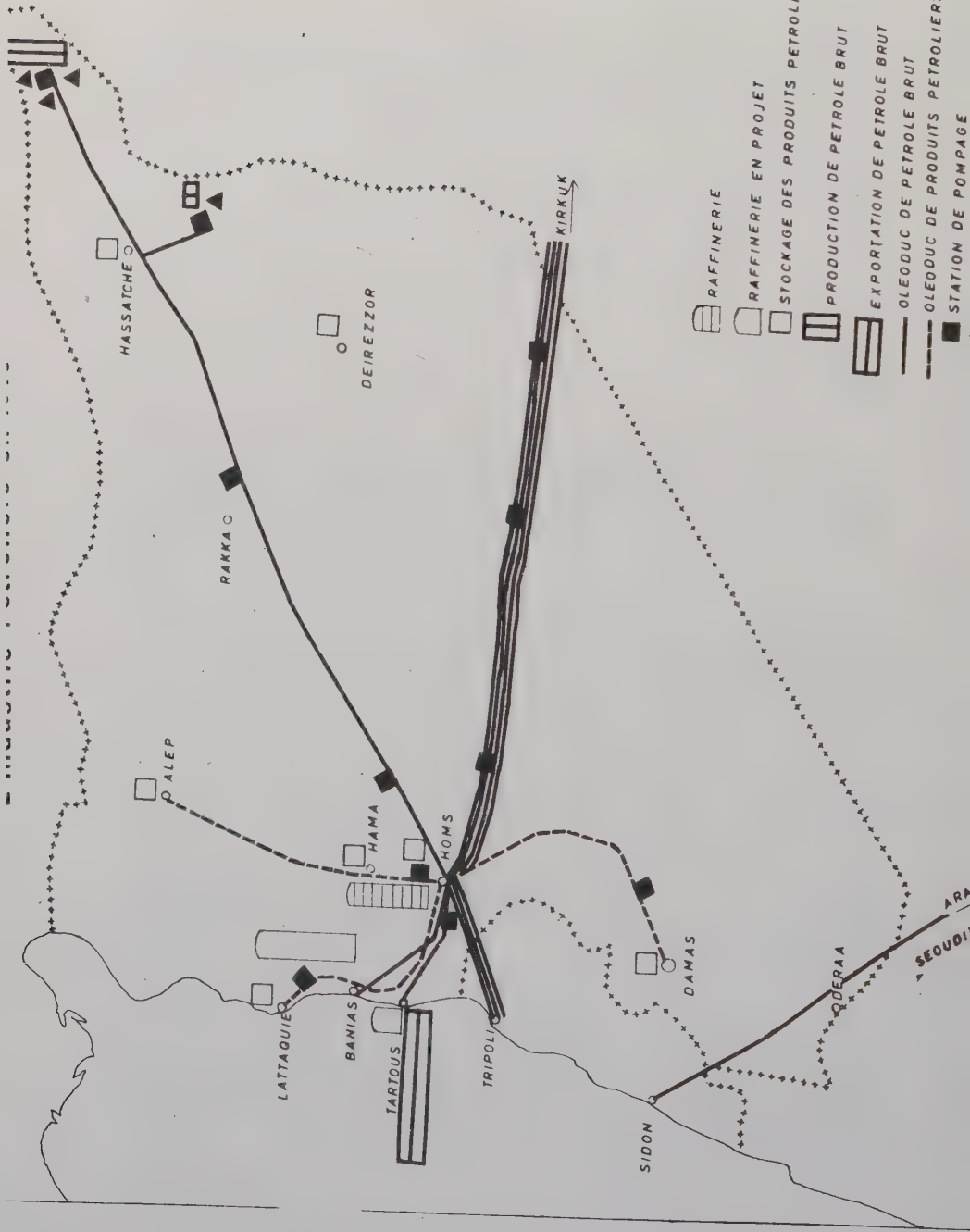
La Syrie a accompli une oeuvre de grande importance dans ce domaine et même une oeuvre pionnière, réalisée dans des conditions difficiles.

Le problème qui se posait à la Syrie socialiste était que les pays en voie de développement se trouvaient incapables d'exploiter le pétrole sans le concours des monopoles. L'opinion qui prévalait, opinion des monopoles eux-mêmes, était que le sol syrien ne contient pas de pétrole.

La Syrie a relevé le défi. Elle a accompli pour la première fois dans le Tiers-Monde l'exploitation du pétrole nationalement du puits au débouché. La main mise de l'Etat sur le secteur pétrolier est totale. Commencé par la fameuse loi de 1964 portant sur la pré-nationalisation du pétrole syrien qui n'était pas encore exploité et qui gisait dans le sous-sol du pays, le contrôle absolu de l'Etat sur cet important secteur a été parachevé avec la nationalisation des pipelines et des installations de l'Iraq Petroleum Company en Syrie le 1er juin 1972.

Entre temps, l'Etat mettait en exécution un programme de prospection, de production, de commercialisation et d'industrialisation du brut syrien.

La raffinerie de Homs était agrandie et aménagée afin de traiter le pétrole produit localement, un oléoduc de 650 km, reliant les gisements pétroliers dans le nord est du pays au port de Tartous sur la côte méditerranéenne fut construit en un temps record ainsi que des installations de chargement à Tartous.



La production du pétrole brut a atteint 10 millions de tonnes en 1975, dont la quasi totalité a été exportée à l'étranger.

Ces réalisations ont des effets positifs importants sur l'économie nationale. On a économisé les sommes considérables payées en devises pour la fourniture de carburants : les exportations du pétrole brut apportent des devises nécessaires à consolider le développement économique. La création de l'industrie pétrolière était le préalable à des industries nouvelles, tel l'engrais azoté; elle a fourni aussi des possibilités de travail, d'acquisition de connaissances techniques à un grand nombre d'habitants.

L'année 1974, le personnel de l'industrie pétrolière comptait un effectif de 9.000 personnes.

Nous allons étudier ce secteur industriel sous les différents aspects, analyser les étapes qu'il a franchies depuis le commencement de la recherche dans les années vingt jusqu'à l'heure actuelle, puis mettre en évidence le rôle du pétrole dans la croissance économique et le progrès social du pays aussi bien à présent qu'à l'avenir.

- LA RECHERCHE ET LA PRODUCTION DES HYDROCARBURES -

A - LA RECHERCHE DES HYDROCARBURES AVANT 1965

1. Les prospections topographiques et géologiques

Les études topographiques et géologiques sont nécessaires comme base de départ vers la recherche de ressources du sous-sol. En plusieurs cas, ce genre de recherche amenait à découvrir des mines ou des indices pétroliers.

Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, la Syrie faisait partie de l'Empire Ottoman. A cette époque-là les prospections topographiques et géologiques, concernant le territoire syrien étaient insignifiantes, comme dans les autres pays arabes colonisés par les turcs.

C'est à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle et grâce à l'intervention des gouvernements ou des hommes d'affaires européens, que la recherche des ressources du sous-sol ottoman a débuté. Encore à cette époque, l'histoire du Moyen Orient est marqué par les rivalité des grandes puissances, comme la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, car le pétrole exerce un poids déterminant dans l'affrontement de leurs intérêts économiques.

Après la défaite de l'Empire Ottoman, la carte politique et territoriale du Proche-Orient a été bouleversée. Selon l'accord de San Remo, la Syrie est tombée sous le mandat français en 1920.

Effectivement, les travaux de prospection topographique et géologique, sous le mandat ont commencé, à partir de 1927, date à laquelle une mission géodésique française présidée par le géologue L. Dubertret est arrivée en Syrie.

Le savant L. Dubertret avait réalisé de nombreuses recherches géologiques, en Syrie et au Liban, publiées en alternance dans la revue "Notes et Mémoires". Il a établi des cartes topographiques et géologiques à échelles diverses, surtout pour les régions occidentales et moyennes. La première carte géologique a été publiée en 1934, à l'échelle de 1/1.000.000, couvrant le territoire syrien et libanais. Elle était le fruit des efforts communs effectués par Monsieur Dubertret et d'autres géologues. Elle a été éditée à Paris par le Service géographique de l'Armée et deux éditions de cette carte ont été publiées à Beyrouth, successivement en 1941 et 1945.

Monsieur Dubertret, qui s'était penché sur l'étude géologique de la Syrie et du Liban de 1927 jusqu'à 1956, avait achevé l'établissement de plusieurs cartes topographiques et géologiques pour toute la région littorale, au 1/200.000 et d'autres cartes au 1/50.000. Toutes ces cartes ont été éditées en France par l'Institut Géographique National.

Enfin, Monsieur Dubertret a couronné ses travaux, en Syrie et au Liban, par deux choses importantes : une carte géologique couvrant le

territoire syrien et libanais, au 1/1.000.000 éditée à Paris, en 1962, par le même Institut, et l'ouvrage "Géologie de la Syrie et du Liban", qui est l'unique ouvrage jusqu'à maintenant, traitant de la géologie de la Syrie et du Liban à la fois, en profitant des travaux de recherches effectués par les sociétés pétrolières étrangères.

De toute manière, les travaux réalisés par L. Dubertret sont considérés comme une partie essentielle des études géologiques de la Syrie.

Mais le pas décisif dans les études géologiques du pays a été réalisé après l'accord technique conclu entre la Syrie et l'U.R.S.S., le 28 Octobre 1957, dans le but de poursuivre les études géologiques et minières. Cet accord a été mis en vigueur, dès 1958. Les experts et géologues soviétiques ont procédé à leurs travaux en utilisant la documentation préexistante. Puis ils ont commencé la phase de photographie aérienne de l'établissement des cartes topographiques au 1/200.000 pour chaque zone du pays délimitée selon les données topographiques et géologiques. Ensuite vient la prospection géologique sur le terrain proprement dit, qui fut effectuée par 13 équipes distribuées partout et équipées des moyens scientifiques les plus modernes. Par ailleurs, les experts soviétiques ont fait analyser les échantillons de roches et de sols, dans le but d'effectuer des études pétrographiques et minières.

Les résultats les plus importants de ces travaux, s'étendant de 1958 à 1961 sont l'établissement d'une carte géologique pour tout le pays, au 1/100.000 et une autre au 1/500.000 et des cartes géologiques correspondant au nombre de régions couvertes de cartes topographiques que nous avons citées, à l'échelle de 1/200.000. En plus, on a établi trois cartes au 1/1.000.000, la première tectonique, la deuxième minérale et la troisième concernant les sédimentations quaternaires.

En conclusion, on peut dire que les travaux et les études accomplis par les soviétiques ont précisé l'histoire physique du territoire syrien et son état actuel esquissés sur des cartes nombreuses et mis en évidence les possibilités des ressources du sous sol.

2. Les travaux des sociétés pétrolières étrangères

Avant de parler des travaux des sociétés concessionnaires, en Syrie, notons quelques résultats des recherches minières et géologiques de la mission géodésique française au point de vue de l'existence des indications pétrolières intéressante pour les pétroliers.

D'abord elle a prouvé que les formations de gypse et de sel sont répandues dans le pays; ces formations accompagnent traditionnellement l'existence du pétrole dans les gisements du Moyen Orient. Mais l'indice le plus important est l'asphalte découverte dans deux régions : la région de Lattaquié, au nord Ouest, et l'autre au centre du pays, au Djebel Bcherrie.

- La région de Lattaquié : l'endroit où se trouve le bitume est dénommé Koufriyé, à 35 km. au Nord Est de Lattaquié. Ici, le bitume s'est accumulé dans des roches calcaires poreuses du cénomanien et du turonien, recouvertes d'argile.

Les roches bitumineuses s'étendent sur un demi kilomètre carré de superficie; elles sont exploitées dans trois carrières : Azrak, Barboura et Maska. Dans cette dernière, les roches bitumineuses contiennent une proportion supérieure de bitume qui varie de 9 à 10%.

- La région de Bcherrie : Djebel Bcherrie est situé à l'extrémité nord-est de la chaîne montagneuse de Palmyre, qui se prolonge, au centre du pays, du sud-ouest au nord-est. Dans cette région, l'asphalte se trouve dans deux endroits : Oued el Kir et Châfith el Bcherrie. Le bitume de Oued el Kir se compose de deux couches séparées par une couche marneuse et sableuse. L'alternance lithologique dans cet endroit englobe de bas en haut :

- marne de l'Eocène
- la couche bitumineuse inférieure (sa puissance varie de 4 à 6 mètres)
- une couche de marne et de sable
- la couche bitumineuse supérieure
- un masque de sable calcaire argileux jaunâtre, et de grès, qui est relié à l'oligocène et au miocène inférieur.

Les roches qui renferment le bitume sont variables : sableuses, et marneuses. Les meilleures sont les roches sableuses dont la proportion de bitument atteint 16%, tandis qu'elle est de 10% dans la marne et de 8% dans les roches sableuses à ciment calcaire.

Enfin, cet endroit est un dôme tectonique, faillé, ce qui explique la migration des bitumes.

En ce qui concerne Châfith el Bcherrie, le bitume se trouve dans une couche unique, sa puissance est de 13 mètres au centre du dôme puis diminue progressivement pour atteindre un mètre seulement sur les côtés.

a) L'Iraq Pétroleum Campany

Le 31 Juillet 1928, un accord a été signé entre les anciens actionnaires de la Turkish Pétroleum (Royal Dutch Shell, Anglo-Persian, Gulbenkian, Groupe Français de la C.F.P.) et les groupes américains, lesquels se regroupent dans la "Near East Development corporation", avec les taux de participation suivants :

- Anglo Persian	23,75 %
- Royal Dutch Shell	23,75 %
- Compagnie Française des Pétroles	23,75 %
- Groupes américains	23,75 %
- Gulbenkian	5,00 %

En même temps, afin d'éviter un éclatement de la Turkish Pétroleum et une rivalité qui avait mis en danger l'équilibre du Proche-Orient, les groupes concluent un accord dit de la ligne rouge (Red line); cette ligne rouge est tracée le long des frontières de l'ancien Empire Ottoman.

A l'intérieur de cette limite, la prospection et l'exploitation pétrolières revenaient à l'I.P.C. (la T.P.C. devient l'Iraq Pétroleum Company en 1929) : ceci signifiait que tous les membres de l'I.P.C. bénéf-

ficiaient des découvertes de l'un d'entre eux dans le périmètre ainsi déterminé. L'ancien Empire Ottoman, en dehors des exceptions signalées, devenait ainsi une chasse gardée pour l'I.P.C. (1)

En effet, le territoire syrien était devenu la part exclusive de l'I.P.C. De plus, le mandat français, en Syrie, à cette époque, avait facilité, la pénétration de l'influence de l'I.P.C. qui s'est progressivement étendue.

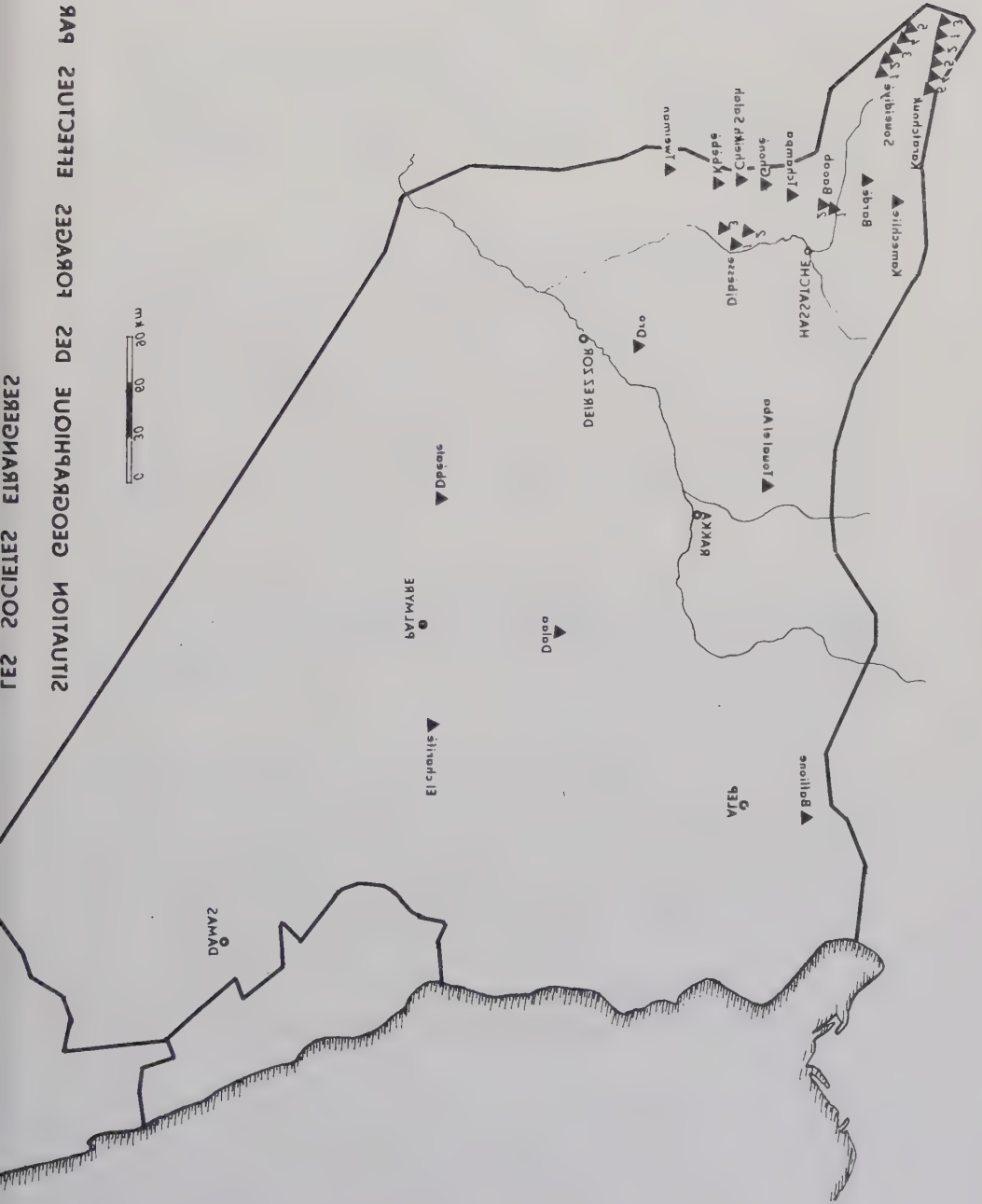
En 1934, l'I.P.C. a obtenu une concession pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, couvrant 3.700 km², au nord, nord-est du pays. Deux ans plus tard, une filiale de l'I.P.C. fut créée, dénommée Syrian Petroleum Company. La superficie de la concession a été augmentée pour couvrir tous les territoires situés au nord du parallèle passant par Damas. La validité de cette concession était de 70 ans.

Entre 1936 et 1939, la S.P.C. acheva la prospection géologique dans son périmètre, de même, pour la prospection géophysique dans les régions de Djeziré, plateau d'Alep, et la région du Palmyre. Quant à l'exploitation, on peut distinguer trois régions qui ont été explorées plus ou moins par la S.P.C.

- La région Palmyrène : c'est au sein des plis de la région Palmyrène et à partir de 1939, à 62 km. au nord-est de Palmyre, que le premier puits, dit Dbéâte, a été creusé pendant deux mois, franchissant les terrains secondaires jusqu'au Carbonifère à la profondeur de 2.740,5 mètres avec un résultat négatif. Il est à noter, que récemment, à partir de 1969, la Société Générale du Pétrole Syrienne a foré sur la formation dite Soukhené, à côté de celle de Dbéâte, un puits qui se révèle productif de gaz naturel.

Avant l'arrêt du travail, en 1941, en raison de la guerre, la S.P.C. avait foré le puits el-Charifé, au sud ouest de Dbéâte et à 70 km.

(1) A. NOUSCHI : Lutttes Pétrolières au Proche-Orient pp. 68-73.



environ à l'ouest de Palmyre. Il arriva au Jurassique inférieur, à 1.653 mètres de profondeur; comme le précédent, il était sec.

- Après ce puits, la société transféra l'appareil de sondage dans la deuxième région, à savoir la région d'Alep. Ici, la SPC fera un puits unique dénommé Baflione, sur le flanc méridional de Djebel Kurde, au nord Ouest d'Alep et 70 km. à l'Est d'Alexandrette. Ce puits a 2.641 mètres de profondeur, foré pendant 15 mois, ne révéla aucun indice d'hydrocarbures

- La troisième région est la Djéziré.

Il s'agit d'abord de l'exploration entre les deux rivières : Nahr Balikh, à l'Ouest, et Nahr Khabour, à l'Est. A Partir de 1939, la deuxième sondeuse commença le travail dans un endroit situé sur le plateau de Deir ez zor et au nord de la ville. Cet endroit est séparé de la région de Bcherrie, où se trouve le bitume, par le bassin moyen de l'Euphrate. Le puits dénommé Dro, creusé pendant cinq mois, attint le Sénonien (crétacé supérieur) à 1.879 mètres de profondeur. Aucune indication n'y a été trouvée.

Sur une formation située à la fin orientale des plissements Aba, abd el Aziz, Sinjar, au Nord Ouest de Dro plus précisément, à 54 km. au Nord Est de Rakka, le deuxième puits dit Toual el Aba, a été creusé. Il fut achevé en août 1949; on arriva aux couches ordoviciennes, à 3.124 mètres de profondeur. C'était le plus profond des puits creusés par la S.P.C., mais il était sec comme les autres.

La sondeuse qui forait le puits Dro fut transférée vers le Sud Est, franchissant Nahr el Khabour pour arriver au Djebel Djebessé.

Le Djebel Djebessé est un anticlinal, orienté Est-Ouest, il a 13,5 km. de longueur et 2,75 km. de largeur. Il se situe à l'Est de Nahr el Khabour et à 50 km. environ au sud de Hassatché.

La S.P.C. creusa les puits Djebessé 1 et 3 à l'ouest du sommet de l'anticlinal, tandis que Djebessé 2 a été foré au nord.

Dj 1 : foré en 1939, fut achevé en 1940. Il franchit les terrains du Miocène de l'Eocène et du Crétacé. A 416 m. on a trouvé des indices pétroliers et du gaz, augmentant avec la profondeur; à 426 m., une odeur de pétrole s'exhalait des échantillons prélevés; à 431-374, on obtint des traces de gaz ainsi qu'entre 474 et 496 m. : au point 491, le gaz, le gaz sec a jailli; à 533 m. l'essai de production ne donna que des gaz humides. C'est à 752 m. de profondeur que les traces de pétrole et de gaz ont disparu. (1)

Dj 2 : il fut foré à la fin de 1941, pendant 100 jours et 757 m. de profondeur, en franchissant le miocène. Les essais de formation qui y ont été effectués ont donné des gaz avec indice de pétrole à 550-633 m. de pétrole avec traces de gaz au niveau 641-665 et des indices de pétrole sans gaz à 665-685 m.

Dj 3 : foré en 1949 et fermé en 1950, il a 2624 m. de profondeur et 336 m. d'altitude. Les couches traversées sont celles du Tertiaire et du Secondaire. Dans ce puits, on rencontra des traces du pétrole et du gaz à 477 m.; du gaz seulement à 562 et à 628 m., le gaz jaillit jusqu'à la fin des tiges.

Les estimations primaires effectuées sur les réserves, dans les trois puits de Djebessé, ont donné le chiffre de 3.267 millions de mètres cubes de gaz.

En effet, la S.P.C. a trouvé dans cette région des indices sérieux de pétrole, sinon un gisement réel de gaz.

Sur d'autres structures voisines de celles de Djebessé, deux puits ont été forés : l'un sur l'anticlinal, dénommé Ghoné à 20 km. environ au Nord Est de Dj 2. Le puits pénétra les couches tertiaires et secondaires à 2.169 mètres de profondeur avec des indices légers de gaz. A partir de 1950,

(1) M.D. NADJAR, p. 60.

la société a foré le deuxième puits, qui était le dernier. Il s'agit du puits dit Kbébés à 20 km. approximativement au Nord du puits de Ghoné. Le puits a atteint le Jurassique à 2.883 mètres de profondeur. Comme au puits de Ghoné, les essais de formation ont révélé les indices assez faibles de gaz.

En tout, la S.P.C. avait foré entre 1939 et 1950, 11 puits d'exploration qui ont, en les totalisant, 26.621 mètres de profondeur, situés l'un au plateau d'Alep, 3 dans la région de Palmyre et 7 dans la Djeziré.

En 1951, la S.P.C. a demandé la renonciation de sa concession, en prétendant que le pétrole est inexistant, dans le sous-sol syrien.

Conformément à l'accord de renonciation, les appareils, outils et établissements sont devenus possession de l'Etat syrien à l'exception d'un appareil de sondage qui a été transféré en contrebande, en Irak par la S.P.C. elle-même.

b) La Société J.W. Menhall.

Le 17 mai 1955, Menhall obtint une licence de recherche et d'exploration, en Syrie, comportant 28 permis pour 8.400 km² de superficie totale, situés dans les Mouhafazates : Lattaquié, Alep, Deir ez zor et Hassatché, c'est-à-dire dans les régions les plus importantes, étudiées préalablement par la S.P.C.

Après des études topographiques et géologiques rapides, Menhall renonça à 17 permis et garda 11 permis recouvrant 3.300 km² situés dans la Haute Djeziré. Après avoir fait une prospection géophysique de l'extrême Nord-Est de cette dernière, Menhall a choisi un endroit au Djebel Karatchouk, pour implanter son premier forage, qui a été achevé en octobre 1956 à 2.305 mètres de profondeur. Il était productif dans la couche du crétacé, dite Massive. Il est à noter que la société a creusé ce puits grâce à la sondeuse héritée de la S.P.C. et affrêtée à Menhall par le gouvernement

syrien, pour une somme annuelle de 30.000 L.S. (1).

En janvier 1958, le puits K2 fut achevé, lui aussi productif. Situé à l'Ouest du K1, il a 1.885 mètres de profondeur. En même temps, c'est-à-dire entre septembre 1957 et janvier 1958 et avec une autre sondeuse (Welson) achetée par Menhall, fut creusé K3 à 1.214 mètres, de profondeur, avec un résultat, cette fois, négatif.

Durant, le premier semestre de 1958, deux forages ont été exécutés : K4 à 1.792 mètres de profondeur, était sec, le forage avait duré deux mois; K5 foré pendant deux mois et demi, à 1906 mètres de profondeur, était productif.

Enfin, pour le puits K6, les travaux de forage furent arrêtés, à 615 mètres de profondeur seulement.

Au total, Menhall a découvert le gisement de Karatchouk, en y forant 6 puits, 3 productifs, 2 secs et 1 resté inachevé. Ces puits ont 9.803 mètres de profondeur totale.

Le 28 septembre 1958, la licence de Menhall a été annulée par le gouvernement syrien, pour avoir outre passé les clauses de la licence, sur les points suivants :

1. la société avait embauché le géologue Daniel, interdit de séjour, en Syrie.
2. La société a refusé de payer les locations de la sondeuse qu'elle a emprunté, au gouvernement Syrien.
3. Conformément aux clauses de la licence, Menhall déclarait qu'il n'y avait aucune relation entre la société et d'autres sociétés américaines ou étrangères, tandis que le gouvernement syrien avait été informé de l'existence de relations, entre Menhall et la Société Américaine Atlantic Company.
4. Le gouvernement syrien a été informé du fait que Menhall était financé par des maisons commerciales, reliées aux monopoles pétroliers internationaux.

(1) NAFT AL. Arab. n° 4, 1969.

5. Menhall avait offert de vendre des actions pétrolières sur le marché intérieur du pays, ce qui était interdit selon les clauses de licence et de recherche. (1)

c) La Société Concordia

Il s'agit d'une société Allemande, filiale de Deutsche Erdöl Aly.

Au mois de septembre 1956, Concordia a obtenu 49 licences de recherche et d'exploration, soit 11.400 km² de superficie, situés dans la Djeziré, non inclus dans le domaine de Menhall.

Au début de 1960, Concordia a renoncé à 43 permis et gardé 6 permis dans la région où elle avait découvert du pétrole, à savoir la région de Soueidiyé, au Nord du Djebel Sinjar, près de la frontière Syro-Irakienne.

Pour les travaux d'exploration, la Société utilisait deux sondeuses : l'une travaillant au Nord des plissements Aba, Abd el Aziz, l'autre dans une région voisine de celle de Djessé.

Dans la première région, entre 1957 et juin 1959, quatre puits ont été forés; ils avaient 11.242 mètres de profondeur totale et ils étaient sec : il s'agit du puits Baoab 1, situé à 30 km. environ au Nord-Est de Hasstché, foré en 4 mois, franchissant les couches tertiaires et secondaires, à 3.501 mètres de profondeur; Baoab 2, au Nord de B1, foré en 2 mois, pénétrant les couches tertiaires, à 1.732 mètres de profondeur; Kamechlie 1, situé à 20 km. environ au Sud Ouest de la ville de Kamechlie et à 45 km. du gisement de Baco : en Turquie, foré en six mois, il a atteint l'ordovicien, à 2.674 mètres de profondeur. Le quatrième puits dit Bardé est situé à 50 km. environ au Nord-Est de Hassatché; il a été creusé en six mois, arrivant à l'ordovicien, à 3.335 m.

(1) Document du Ministère du Pétrole en Syrie.

Dans la deuxième région, trois puits ont été forés entre 1958 et 1960. Ils mesurent 8.398 mètres de profondeur totale. Il s'agit du puits dit Chekh Salah, situé entre Kbebé et Ghoné; sa profondeur est de 3.472 m. : on y a trouvé quelques indices de pétrole. A 50 km. environ au sud de ce dernier, près de la frontière irakienne, le puits Tweman a été foré à 2.000 m. de profondeur, sans résultat positif. Enfin le troisième puits, dit Tchamba, a été foré à 30 km. au Sud Est de Hassatché en six mois, a atteint le Jurassique inférieur à 2.926 m. de profondeur avec un résultat négatif.

En définitive, les travaux d'exploration ont été concentrés au Nord de Djebel Sinjar et au Sud de Karatchouk, à savoir la région de Soueidiyé, où Concordia avait creusé 5 puits, en y pénétrant les terrains tertiaires, secondaires et primaires supérieurs.

La découverte du gisement de Soueidiyé a été déclarée, après avoir achevé le puits S1, en août 1959, à 2.032 m. de profondeur. Il était productif de pétrole, dans la couche du crétacé (Massive).

A cette époque, Soueidiyé était le deuxième gisement découvert au Nord-Est de la Haute Djeziré. En S1, la Société avait essayé de pénétrer des couches plus profondes, celles du Trias, à 2.899 mètres. Elle trouva le pétrole dans la Massive et le gaz dans la couche triassique intitulée Koratschni (les deux couches, Massive et Koratschini seront étudiées, en détail, plus loin), S3 fut le puits le plus profond (3.506 mètres, foré entre août 1960 et mars 1961). Il était productif du pétrole dans la Massive et de gaz dans la Koratschini. S4, creusé entre septembre 1961 et janvier 1962, à 3.339 mètres de profondeur, était comme les précédents, productif de pétrole et du gaz. S5, le dernier, creusé en trois mois à la fin de 1961, jusqu'à 2038 mètres de profondeur, était productif du pétrole dans la couche crétacée.

En tout, Concordia avait foré 12 puits, situés dans la Djeziré. Ils ont 33.918 mètres de profondeur totale. Parmi eux 5 puits se sont révélés productifs, au gisement de Soueidiyé.

Au début de 1962, les travaux d'exploration ont été arrêtés en attendant les résultats de négociations engagées entre Concordia et le gouvernement syrien, concernant l'exploitation des gisements découverts.

Au temps où la Syrie faisait partie intégrante de la République Arabe Unie, un accord préliminaire a été conclu au Caire, le 23 mars 1960, portant création d'une société mixte avec 50% de capitaux arabes et 50% de capitaux allemands, pour exploiter le gisement de Soueidiyé seulement. En ce qui concerne le gisement de Karatchouck, le gouvernement de la R.A.U. a signé un accord avec l'U.R.S.S., visant à équiper l'Etablissement Public du Pétrole de tout le nécessaire pour développer et exploiter ce gisement.

Mais l'accord préliminaire du 23 mars 1960 n'a pas été officialisé par les parties intéressées, car une séparation politique fut déclarée le 28 septembre 1961 entre l'Egypte et la Syrie.

Le nouveau gouvernement syrien désirait que Concordia exploite les gisements de Soueidiyé et de Karatchouck toute seule et avec son propre capital. Concordia, à son tour, a déclaré, qu'elle ne pouvait assurer la totalité des capitaux nécessaires pour toutes les opérations d'exploitation du pétrole. C'est la raison pour laquelle, elle a demandé l'accord du gouvernement au sujet de l'association de quelques sociétés américaines "Atlantic Refinig, Murphy Oil et Pittsburg Steel" (1). La réponse du gouvernement syrien a été positive sur ce point.

Il faut noter que Concordia insistait pour partager avec la Syrie les frais et les bénéfices de l'exploitation du pétrole, tandis que le gouvernement syrien préférait que Concordia soit seule à assurer le financement.

Enfin, en octobre 1962, le gouvernement Syrien a décidé de fonder sa politique pétrolière sur les points suivants :

(1) N. SARKIS, p. 107. Le Pétrole, facteur de développement et d'intégration dans le Monde Arabe.

- En principe, le gouvernement est d'accord pour donner à Concordia une concession pour l'exploitation de tous les gisements découverts en Syrie.

- Si Concordia insiste pour que le gouvernement Syrien soit associé aux frais d'exploitation du pétrole, Concordia devra lui assurer des prêts des banques allemandes, sinon la société sera responsable de toutes les opérations d'exploitation.

- Les redevances du gouvernement seront basées sur une proportion fixe de pétrole brut produit, ou sur une somme fixe imposée sur chaque baril de pétrole brut produit.

Bien sûr, ces points étaient très avantageux pour Concordia et ses associés américains. Un accord préliminaire a eu lieu le 2 mars 1963, basé sur les points mentionnés (le financement à la charge de Concordia), mais il n'a pas été conclu définitivement, car quelques jours après, plus précisément le 8 mars 1963, la situation politique en Syrie, a été changée par le Parti Baas Arabe Socialiste.

Les négociations pétrolières ont repris avec le gouvernement baassiste, à partir de 1964. Elles ont duré toute l'année, sans arriver à un accord acceptable. Le gouvernement syrien coupa les négociations inutiles avec Concordia et déclara la nationalisation du pétrole, le 22 décembre 1964, par le décret législatif n° 133.

3. La Société Générale du Pétrole

Le 28 septembre 1958, un décret législatif n° 167, avait été promulgué, portant création de l'Etablissement Public du Pétrole. Il stipulait les buts de cet organisme :

- Fonder et diriger des établissements pétroliers publics.
- Exécuter les travaux concernant la recherche, l'exploitation, le raffinage du pétrole brut, ainsi que la vente, le transport et la distribution des produits pétroliers.

- Assurer les besoins du pays en pétrole brut et dérivés, et exporter les produits excédentaires.

Le 4 novembre 1969, un autre décret n° 269 a été promulgué portant transformation de l'E.P.P. en société nationale dénommée la "Société Générale du Pétrole". Les principaux articles contenus dans ce décret sont :

Art.1 - a) Sans tenir compte de la procédure au Code du Commerce, il est créé dans la Contrée Arabe Syrienne, une société dénommée "Société Générale du Pétrole", appartenant à l'Etat et fonctionnant sous son contrôle et sa garantie. Elle est rattachée au Ministre du Pétrole, de l'Electricité, et de l'Exécution des projets industriels.

b) La société jouit de la personnalité arabe et de l'autonomie financière et administrative. Elle est réputé commerçant dans ses relations avec les Tiers.

c) Le siège de la Société est Damas. Elle peut créer des succursales et des bureaux partout où besoin sera, sur le territoire de la Contrée.

Art.2 -) La Société subroge l'Etablissement Public du Pétrole dans tous ses avoirs, droits, obligations et attributions, et transfère d'office à sa charge tout le personnel en fonction à la date de l'entrée en vigueur du présent décret législatif, tout en conservant tous les droits acquis.

Durant le premier Plan Quinquennal de 1960 à 1965, à l'aide des équipements achetés à l'U.R.S.S., conformément à l'accord précité et grâce à l'aide des géologues et experts soviétiques, la Société Générale du Pétrole avait réalisé beaucoup de travaux.

1) Prospection gravimétrique de 15.395 km2 dans la Haute Djeziré.

2) Prospection sismique - réfraction de 9.645 km. de profil.

3) Quant à l'exploration et aux travaux de développement, la S.G.P. exécuta un grand programme qui amena à découvrir de nouveaux gisements

et à développer les gisements de Soueidiyé, Karatchouk et Rumeilan.

A partir de 1961 et pendant neuf mois, la S.G.P. acheva le premier forage d'exploration sur une formation géologique située entre le champ de Soueidiyé et le Karatchouk, dénommé Rumeilan. Ce puits a 3.256 m. de profondeur, la couche productive est la Massive comme dans les autres gisements.

Dans ce nouveau gisement, la Société creusa quatre puits dont trois étaient productifs, et R2 était sec. Le total des mètres forés dans ce champ s'élevait à 13.596.

En septembre 1963, on a découvert le gisement de Kheirbate au Sud Ouest du Rumeilan, après l'achèvement du premier puits productif (de la couche Koratchini Triassique) à 3.100 mètres de profondeur. Le deuxième puits a été creusé entre Octobre 1963 et mars 1964, à 3.150 mètres de profondeur, mais il était sec.

A partir de 1965, la Société Générale du Pétrole a découvert le gisement de Deirik, au Nord du gisement de Karatchouk après l'achèvement du puits unique, à 3.794 mètres de profondeur, où on a trouvé du pétrole très lourd (Massive) ce qui a mis en retard le développement de ce gisement.

Enfin, entre 1962 et 1963, deux puits d'exploration ont été creusés, sur une formation géologique dénommé Allian, au Nord Ouest de celle de Rumeilan; les deux puits étaient secs. Ils avaient respectivement 2.080 et 2.470 mètres de profondeur.

En ce qui concerne les travaux de développement, 17 puits ont été exécutés au champ de Karatchouk; parmi eux 12 sont productifs et cinq secs. Ces puits ont 39.811 mètres de profondeur au total. Au champ de Soueidiyé, on a foré un puits productif seulement, à partir de 1965, dans un délai de quatre mois.

Au total, la S.G.P. avait foré dans la période en question, 28 puits qui ont ensemble 70.393 mètres de profondeur totale : 19 puits sont productifs et 9 improductifs.

4. La nationalisation des hydrocarbures

La promulgation du décret législatif n° 133, le 22 décembre 1964, portant la nationalisation des hydrocarbures en Syrie a été faite pour plusieurs raisons directes et indirectes.

Les raisons indirectes résident dans les faits suivants :

1. Les sociétés étrangères concessionnaires n'étaient pas toujours sérieuses, et fidèles envers leurs responsabilités.

2. La rivalité des intérêts pétroliers étrangers, en Syrie, entraînait à l'intervention dans les affaires intérieures du pays, après l'indépendance (quatre coups d'Etat Militaire entre 1949 et 1954).

3. Le retard de la mise en exploitation des hydrocarbures, en Syrie, malgré la date précoce de la recherche,

4. La direction socialiste du gouvernement syrien, à partir du 8 mars 1963.

Quant aux raisons directes, elles résident dans la nature des négociations pétrolières qui se déroulaient entre Concordia et le gouvernement syrien. Celui-ci a affirmé que ces négociations étaient inutiles pour plusieurs raisons : (1)

1. Les projets pétroliers gouvernementaux sont gelés en attendant l'attitude définitive de Concordia. Celle-ci avait mis des obstacles et créé des problèmes pour obtenir des clauses favorables à ses propres intérêts, ce qui a retardé l'exploitation du pétrole.

2. La Société Concordia masquait beaucoup de renseignements et d'études concernant les réserves dans le gisement de Soueidiyé, dans le but de diminuer son importance et d'imposer des conditions aisées et plus favorables.

(1) Docuements de l'Oléoduc Karatchouk-Tartous, Ministère du Pétrole.

3. La société exagérait les dépenses d'exploitation du pétrole, en Syrie, pour réduire au maximum la part gouvernementale de bénéfices pétroliers à l'avenir; par exemple, elle a supposé que les dépenses de construction d'un oléoduc de 12 pouces de diamètre entre le gisement de Soueidiyé et la Méditerranée seraient de 200 millions de L.S. et l'oléoduc de 16 pouces de 260 millions de L.S., tandis que l'Etat Syrien a construit l'oléoduc Tel Adas Tartous, de 18-22 pouces, pour moins de 200 millions de L.S.

4. Dans les meilleures conditions, on était arrivé, pendant les négociations à se partager les bénéfices pétroliers purs de la manière suivante : 55% pour l'Etat Syrien et 45% pour Concordia, en même temps que celle-ci ne jouerait que le rôle d'intermédiaire, c'est-à-dire que son rôle se restreint à assurer au gouvernement syrien des emprunts allemands nécessaires au financement de l'opération d'exploitation du pétrole. Alors si le gouvernement syrien remplace cet intermédiaire et récupère les emprunts et les experts nécessaires, il gagnera la proportion de 45% des bénéfices pétroliers réservés à la Concordia.

Pour toutes ces raisons, on a décidé la nationalisation des hydrocarbures et élaboré un programme pour l'exploitation nationale de cette richesse.

Il faut noter que, au regard de l'importance donnée par l'Etat au secteur du pétrole, un décret législatif n° 139 a été promulgué, le 20 Octobre 1966, portant création d'un Nouveau Ministère dans le pays, dénommé : Ministère du Pétrole, de l'Electricité et de l'Exécution des projets industriels.

B - LA SITUATION GENERALE DE L'INDUSTRIE PETROLIERE ET LES PROBLEMES D'EXPLOITATION DU PETROLE APRES LA NATIONALISATION

La promulgation du décret 133, à la fin de la dernière année du 1er plan, était décisive dans l'histoire de la recherche des hydrocarbures en Syrie, mais l'étape importante de l'exploitation du pétrole commença, à partir de 1966, la première année du Plan Quinquennal.

1. La situation générale de l'industrie pétrolière, en 1965

1. La recherche

Malgré les travaux importants réalisés, soit par les sociétés étrangères, soit par la Société Générale du Pétrole, on n'est pas arrivé à la mise en valeur des possibilités pétrolières dans le pays, à cette date. Quoi qu'il en soit, pendant cette période, on avait découvert les gisements et on y avait foré les puits cités dans le tableau suivant :

Les gisements pétroliers en 1965

: : Gisements :	:Nombre de :puits produc- : tifs	: Nombre de : puits secs	: : Total :	: Total de mètres: : forés :
: Karatchouk	: 15	: 8	: 23	: 49.619
: Soueidiyé	: 6	: -	: 6	: 15.846
: Rumeïlan	: 4	: 1	: 5	: 13.956
: Kheirbate	: 1	: 1	: 2	: 6.250
: Deirik	: 1	: -	: 1	: 3.794
: Djbessé	: 3 gaz	: -	: 3	: 5.973
: TOTAL	: 30	: 10	: 40	: 95.433

En ce qui concerne les réserves, des études préliminaires ont été exécutées par l'Institut Français du Pétrole, sur les réserves des gisements de Karatchouk, Soueidiyé, Rumeïlan, chiffrés comme suit :

Estimation des réserves (1)

Gisements	Réserves totales	Réserves récupérables
Souéidiyé	386 millions de T.	46,2 millions de T.
Karatchouk	146,5 "	16,38 "
Rumeïlan	25 "	3
TOTAL	547,5 "	65,58 "

Les réserves de gaz n'ont pas été évaluées dans le gisement de Djbessé. On a seulement mis en valeur les réserves récupérables de gaz humides, dans les gisements pétroliers de la manière suivante : Souéidiyé : de 1.680 à 4.431 millions de m3, Karatchouk : 810 millions de m3 et Rumeïlan 299 million de m3.

2. Le stockage et le transport des produits pétroliers

La potentialité du stockage dans le pays, à la fin du 1er plan quinquennal était de 104.300 tonnes. Les réservoirs sont répartis entre Damas, Alep, Lattaquié et Deir ez Zor.

Dans le but de ravitailler les grandes villes du pays en produits pétroliers blancs obtenus dans la Raffinerie de Homs et pour exporter les produits excédentaires ou importer d'autres déficitaires, trois oléoducs pour produits finis ont été construits durant le 1er Plan :

Homs-Alep	: capacité en 1965	: 300.000 T. par an
Homs-Damas	: " "	: 250.000 T. " "
Homs-Lattaquié	: " "	: 330.000 T. " "

(1) Ministère du Pétrole.

C'est-à-dire que la capacité totale de ce réseau était de 885.000 tonnes par an, tandis que 1.048 mille tonnes de produits blancs ont été consommés dans le pays en 1965.

3. Le raffinage

A la veille de la nationalisation, la capacité de la raffinerie de Homs (unique raffinerie, en Syrie) était de un million de tonnes par an. Cette capacité n'était pas satisfaisante, en comparaison de la consommation intérieure de produits pétroliers.

Le tableau suivant exprime la production de la raffinerie de Homs, comparée avec les quantités de produits pétroliers consommés dans le pays, en 1964:

Produits pétroliers	Production en milliers de tonnes	Consommation en milliers de tonnes
Butane	9.3	9.2
Essence	158	107
Kérosène	104	124
Gasoil	228	668
Fuel Oil	360	337
Asphalte	28	28
TOTAL	887,3	1.271,2

Il y avait alors une différence notable entre la production et la consommation des produits pétroliers (environ 400 mille tonnes en 1964 et 600 mille tonnes en 1965) surtout pour le gas oil.

On remarque aussi qu'il y avait des produits excédentaires comme le fuel oil et l'essence.

Enfin de cet exposé rapide concernant la situation de l'industrie pétrolière syrienne, en 1965, on peut tirer quelques remarques :

1) Jusqu'en 1965, plusieurs gisements pétroliers ont été découverts, avec réserves modestes, mais non négligeables pour la Syrie qui a importé près de 1.2 millions de tonnes de pétrole brut, en 1965, évaluées à 87 millions de L.S. payées en devises.

2) Pour répondre aux besoins accrus du marché intérieur en produits pétroliers, il était indispensable d'augmenter la capacité de la raffinerie de Homs, ou bien de construire une nouvelle raffinerie.

3) La potentialité du stockage est modeste. Elle égale la consommation du pays, en produits pétroliers, dans un délai d'un mois et demi seulement (la consommation totale en 1965 est de 1.423.000 tonnes, tandis que la capacité de stockage est de 104.000 tonnes) ce qui exige - en évitant des crises éventuelles - l'élévation de cette potentialité.

4) Le réseau de conduites de produits pétroliers a besoins d'augmenter sa capacité pour être capable d'évacuer tous les produits blancs extraits à la raffinerie de Homs et ceux importés de l'étranger.

2 - Les problèmes de l'exploitation nationale des hydrocarbures

Il s'agit des problèmes nés au moment de la nationalisation et qui peuvent être résumés dans les faits suivants :

1) Les gisements pétroliers découverts ont besoin d'études de reconnaissance pour savoir précisément leurs réserves, ce qui est indispensable pour les programmes d'avenir dans les domaines de la production, du transport et du raffinage.

2) Récupération des capitaux exigés par les opérations assez nombreuses et coûteuses d'exploitation du pétrole brut.

3) Récupération des cadres techniques aussi importants que le capital, dans un pays sous-développé, qui désire créer une industrie de pétrole nationale.

4) La commercialisation du pétrole brut destiné à l'exportation, c'est-à-dire le problème des débouchés extérieurs.

La question qui surgit immédiatement à l'esprit est la suivante : Comment ont été résolus ces problèmes sérieux ?

Nous répondons ici succinctement à cette question, puis nous reviendrons plus loin sur les problèmes posés et les solutions prises ou envisagées, en étudiant les différents aspects de l'industrie pétrolière.

1) Un accord a été passé avec l'Institut Français du Pétrole pour effectuer les études de reconnaissance sur les gisements pétroliers et pour être un conseiller technique, en ce qui concerne les sujets d'exploitation du pétrole brut surtout dans le domaine des études et de la planification.

2) En ce qui concerne le financement, on a donné la priorité aux entreprises pétrolières, dans le budget de développement du 2^o plan quinquennal d'une part, et d'autre part, on a divisé l'opération d'exploitation du pétrole en plusieurs entreprises pour obtenir plus facilement des emprunts des Etats amis qui participent plus ou moins à telle ou telle entreprise (U.R.S.S., Italie, Tchécoslovaquie).

3) Les cadres techniques sont récupérés d'abord par la polarisation des experts et techniciens locaux puis par des experts et techniciens venus des Etats amis.

4) Des mesures variables ont été prises dans le domaine du paiement pour faciliter la pénétration du pétrole brut syrien aux marchés extérieurs.

C - LE DEVELOPPEMENT DU FAIT PETROLIER, ENTRE 1966 et 1970

Il s'agit de la recherche et de la production de pétrole brut durant le 2ème Plan Quinquennal.

1 - La recherche du pétrole brut

1. La prospection géologique

Elle n'a pas été prévue au 2^o Plan, mais les géologues syriens avaient les possibilités d'exécuter des études géologiques détaillées sur des régions dites d'espairs. Ils ont prospecté 1.200 km² dans la région de Bcherrie et 500 km² dans la région de Lattaquié.

Ajoutons à cela des études géologiques préliminaires effectuées dans les régions de Badia, plateau d'Alep et la région septentrionale des plis de Palmyre.

2. La prospection géophysique

Il a été prévu durant le 2ème plan, la réalisation de 14.500 km² de prospection gravimétrique et 6.000 km. de profil de prospection sismique dans les régions déjà couvertes par la prospection géologique.

Dans ce domaine, il y avait trois équipes d'opérateurs, syriens, algériens et français (de la Compagnie Générale de Géophysique).

Selon les rapports du Ministère du Pétrole, on a réalisé jusqu'à la fin de 1969, 9.125 km² de prospection gravimétrique et il est prévu de prospecter 4.000 km² en 1970. Le total, soit 13.125 km² représente 90% de la surface prévue. En comparaison de la prospection gravimétrique exécutée au 1er plan, on peut dire qu'elle augmenta de 57%, jusqu'à la fin de 1969 et de 82% à la fin de 1970.

En ce qui concerne la prospection sismique 4.418 km. ont été achevés à la fin de 1969, soit 74% du total prévu. En tenant compte des

2.300 km. de profil réalisable en 1970, le total de 6.718 km. de profil sera réalisé, c'est-à-dire que le 2ème plan dépassera son but, dans ce domaine. De toute manière la prospection sismique augmenta à la fin de 1969 de 48% au regard de ce qui fut exécuté jusqu'au début du 2ème plan et de 70% approximativement, en 1970.

Ces travaux ont été effectués essentiellement dans la région de Djibouti et celle de Palmyre, prospectées préalablement par la S.P.C.

3. Les travaux d'exploration et de développement

Le 2ème plan visait dans ce domaine à :

- forer 9 puits d'exploration de l'ordre de 2.250 mètres de profondeur moyenne, pour chaque puits,
- forer 49 puits de développement de 2.000 m. de profondeur moyenne pour chaque puits.

A la fin du troisième trimestre de l'année 1969, les 9 puits d'exploration décidés ont été achevés; parmi eux 8 sont productifs et mesurent ensemble 22.135,5 mètres de profondeur.

Dans la même période on a creusé aussi 50 puits de développement de 96.120,3 mètres de profondeur totale. En tenant compte des 8 puits de développement et des 3.000 à 3.200 mètres d'exploration réalisables, au dernier trimestre de 1969, on peut dire que le programme d'exploration s'acheva en quatre ans, au lieu de cinq ans. Les puits de développement, au nombre de 58, à la fin de 1969, ont 112.120 mètres de profondeur totale. C'est-à-dire que la proportion de réalisation était de 118% pour les puits et de 114% pour les mètres forés en quatre ans. De toute façon, le 2° Plan acheva ses projets de développement en moins de 4 ans.

Selon les prévisions des responsables du Ministère du pétrole pour l'année 1970, ils est envisagé de creuser 9 puits d'exploration de 28.800 mètres de profondeur totale et 24 puits d'extension au champ de

Souidiyé, si bien que l'ensemble des puits d'exploration durant le 2ème plan sera de 19 puits et de 82 puits de développement, c'est-à-dire que la proportion d'acquisition sera environ de 211 % pour l'exploration et de 167% pour les puits de développement.

Effectivement, le nombre de puits exécutés dans les gisements découverts a évolué de 40 puits, au début du 2° Plan (95.433 mètres forés) à 99 puits à la fin du troisième trimestre 1969 (21.368 mètres forés), c'est-à-dire que la proportion d'acquisition était de 147,5 % pour le nombre de puits et de 124,5% pour le nombre de mètres forés.

Il est à noter que l'abaissement de la proportion de mètres forés vient du nombre majeur de puits de développement moins profonds (1.922 m. par puits, en moyenne), au regard des puits d'exploration moins nombreux et plus profonds (2.459 m. par puits, en moyenne).

Enfin, les puits forés de 1966, jusqu'à la fin du 3° trimestre de 1969, sont répartis entre les gisements comme suit :

Gisements	Puits d'ex- ploration	Profondeur : en mètres	Puits de dé- veloppement	Profondeur : en mètres
Soueidiyé	3	8.832	48	92.784
Karatchouk	-	-	2	3.336,1
Rumeilan	1	2.647,5	-	-
Djbessé	3	4.192	-	-
Deirik	1	2.611	-	-
Soukhné	1	2.850	-	-
TOTAL	9	22.132,5	50	96.120,1

D'après ce tableau, on peut tirer les remarques suivantes :

1. Deux nouveaux gisements ont été découverts pendant cette période : Djessé, qui était considéré auparavant comme un gisement de gaz

seulement. Le pétrole y a été découvert, dans les couches du tertiaire, Miocène, à une profondeur moyenne, de l'ordre de 700 mètres. Le deuxième est Soukhné, gisement de gaz situé au Nord-Est de Palmyre.

2. La quasi totalité des travaux de développement a été concentrée au gisement de Soueidiyé, en raison de la bonne qualité de son pétrole brut.

2 - Evolution du nombre d' appareils de sondage

D'abord, la Société Générale du Pétrole hérita de la SPC l'appareil "National". En 1961, elle a acheté trois appareils à l'U.R.S.S.; en 1968, elle a acheté un appareil lourd nécessaire pour l'exploration à plus de 2.000 mètres.

On enregistre une brusque augmentation du nombre d'appareils de sondage dès août 1969. Deux appareils moyens ont été mis en service, en août, deux appareils lourds et un léger ont été mis en service dès octobre de la même année.

Ainsi le nombre d'appareils oscillait autour de 10 en 1970.

Ce développement considérable du nombre d'appareils était indispensable pour exécuter les projets du 2^o Plan Quinquennal.

3 - Evolution des réserves du pétrole brut

A l'issue des travaux d'exploration et de développement ainsi que des études exécutées par des experts soviétiques sur les gisements de Soueidiyé, Karatchouk et Rumeilan, on arriva à un aspect nouveau du domaine des réserves totales et récupérables, chiffré comme suit :

Gisements	Réserves totales en millions de T.	Taux d'augmentation	Réserves récupérables en millions de T.	Taux d'augmentation
Soueidiyé	756	95 %	226.8	391 %
Rumeïlan	19,5	-	5.85	95 %
Karatchouk	136,5	-	27.30	70 %
TOTAL	912	66 %	259,95	300 %

En comparaison avec les réserves évaluées, au début du 2^{ème} Plan, un développement considérable fut réalisé : 66% pour les réserves totales, 95% pour les réserves de Soueidiyé. Par contre, les réserves de Rumeïlan diminuent de 25 millions de tonnes selon les estimations de 1965 à 19,5 millions de tonnes en 1970. Les réserves de Faratchouk restent stables.

Mais le résultat le plus important est le développement des réserves récupérables de 65,58 millions de tonnes, au début du 2^{ème} plan à 259,95 millions de tonnes en 1970, soit 300 % d'augmentation. Heureusement, la plus grande partie de cette augmentation venait des réserves de Soueidiyé : 391 %.

4 - La production du pétrole brut

Quatre ans après la nationalisation, la Syrie est devenue un pays producteur du pétrole brut. A partir du mois d'avril 1968, le pétrole brut de Soueidiyé commença son voyage de la station centrale de collecte de pétrole brut à Tel Adas, vers le port de Tartous, au moyen de l'Oléoduc Tel Adas Tartous (ou Karatchouk-Tartous).

Commencée, en avril de la troisième année du 2^{ème} Plan, la production du pétrole brut a atteint un volume de 1.141.000 m³ (1.032.000 tonnes) à la fin de 1968, tiré du gisement de Soueidiyé. Dans les deux années suivantes, la production s'accélérait à un rythme rapide; 2.893.000 mètres cubes en 1969, c'est-à-dire deux fois et demi supérieur à celle de

l'année précédente. De cette quantité 2.753.000 m³ sont du gisement de Soueidiyé, 69.000 m³ du Rumeilan et 71.000 m³ du Karatchouk.

En 1970, la production quadrupla par rapport à celle de 1968. Elle fut de 4.699.000 m³, distribuée ainsi entre les trois gisements : 4.114.000 m³ de Soueidiyé, 429.000 m³ de Karatchouk et 156.000 m³ de Rumeilan.

Il est clair que la production était venue essentiellement du gisement de Soueidiyé, en même temps, la production du Karatchouk a sextuplé en 1970 par rapport à celle de 1969 et celle de Rumeilan a doublé en 1970.

Cependant, la production du pétrole brut en 1970 reste inférieure par rapport à la quantité prévue par le 2^{ème} plan, à savoir 5 millions de tonnes. Ce résultat peut être expliqué par les faits suivants, qui sont d'ordre technique :

1. La mise en service du réseau de canalisations du pétrole brut, concernant le gisement de Karatchouk a été retardée.

2. La construction des stations de collecte de pétrole brut, puis leur liaison à la station centrale à Tel Adas a été également retardée.

3. La capacité du stockage de pétrole brut aux gisements n'était pas satisfaisante.

4. Enfin, la capacité des stations de pompage sur l'oléoduc Tel Adas Tartous était incapable d'évacuer 5 millions de tonnes de pétrole, en 1970.

5 - L'exportation du pétrole brut et le problème des débouchés

Il est certain que la quasi totalité du pétrole exploité dans le Moyen-Orient était dominé par les sept grandes compagnies (5 américaines, 1 anglaise et 1 anglo hollandaise). Même dans le monde entier, ces compagnies exercent une influence indiscutable dans le domaine des industries

pétrolières. Le Moyen-Orient est considéré comme une zone vitale pour ces compagnies; par conséquent, elles imposent aux autorités locales les conditions favorables à leurs propres intérêts, sinon la guerre se déclare à chaque tentative faite pour échapper à leur domination.

Sans parler de pressions politiques, les monopoles internationaux ont publié des propagandes hostiles au pétrole syrien, visant à diminuer au maximum son prix de vente et à donner l'impression qu'il est inaccessible par les procédés courants du raffinage, dans le but de détruire la tentative nationale.

Quoiqu'il en soit, le pétrole brut syrien est considéré comme un brut lourd, et il a une teneur en soufre un peu élevée.

Mais ces caractéristiques sont différentes d'un gisement à l'autre. La densité dans le brut de Soueidiyé est de 0.902, ou 25 API. Pour le brut de Karatchouk et Rumeilan, plus lourd et plus soufreux, la densité varie de 0.917 à 0.939, ou par API de 19 à 23; la teneur en soufre est de 3 à 3,6% au gisement de Soueidiyé et de 3.9 à 4.6% aux gisements de Karatchouk et Rumeilan.

La revue "NAFT AL ARAB" publia, le 4 janvier 1969, les caractéristiques suivantes concernant le pétrole brut de Soueidiyé et de Karatchouk:

: Caractéristiques	: Soueidiyé	: Karatchouk	:
: Densité à 15°C	: 0.902 (autres données : 0.908)	: 0.939 (autre données : 0.930)	:
: Densité	: 25.3 (autres données : 23)	: 19 (autres données : 21,5 à 23)	:
: Viscosité à 20°C	: 37,5 centistocks	: 37.3 centistocks	:
: Teneur en soufre	: 3.59%	: 4.54 %	:
: Sel	: 50/1.000.000	: 80/1.000.000	:

:	:	:	:
:Distillation :	:	:	:
:Gaz :	1.1%	:	0.7%
:Essence légère :	6.7%	:	5.2%
:Teneur en soufre :	0.03%	:	0.0124%
:Essence Lourde 100-180°C :	9.4%	:	8.3%
:Teneur en soufre :	0.081%	:	0.075%
:Kérosène 180 - 250°C :	10%	:	8.4%
:Teneur en soufre :	0.51%	:	0.61%
:Gas Oil 250 - 360°C :	26.4%	:	23.3%
:Teneur en soufre :	1.72%	:	2.29%
:Résidus après 360°C :	46.4%	:	54.1%
:	:	:	:

Ce tableau montre que le brut syrien contient une proportion élevée de combustible industriel et de bitume. En conséquence, les marchés étrangers accessibles sont les marchés d'Etat industrialisés et ravitaillés en bruts légers.

Le marché européen a besoin de façon accrue de combustible industriel et le trafic du pétrole y est libre, contrairement au marché américain où l'on impose des conditions face à l'importation de pétrole brut. Pour d'autres raisons, le marché européen est le seul favorable pour le pétrole syrien.

La première raison est la situation géographique de la Syrie sur la Méditerranée, c'est-à-dire que le transport du pétrole brut est moins coûteux. Deuxième raison, il y a en Europe, beaucoup de compagnies pétrolières privées et gouvernementales qui sont indépendantes des monopoles internationaux.

Enfin, le marché européen est ravitaillé essentiellement de bruts légers de Libye, d'Algérie et des pays du Golfe Arabe.

L'inconvénient de la proportion élevée de soufre dans le pétrole brut syrien exige soit le mélange avec un brut moins soufreux,

soit un procédé de fractionnement complexe. En même temps le soufre est considéré comme une matière avantageuse pour la fabrication de quelques types de bitumes routiers, ou pour l'utilisation dans la pétrochimie.

En effet, des études ont été effectuées sur le marché européen à l'aide de l'Institut Français du Pétrole qui affirma la possibilité de vendre le pétrole brut syrien dans ce marché en donnant le prix de 1,43 dollar/baril (1), via Tartous pour le brut de Soueidiyé et 1,29 dollar/baril pour le brut de Karatchouk, à condition que le canal de Suez, soit ouvert. Tandis que l'expert arabe A.H. Tariki affirma que 1,60 dollar/baril est un prix minimal, dans les conditions précédentes.

Il est à noter que, pendant les négociations concernant la construction de l'oléoduc Karatchouk Tartous, les anglais ont proposé 1,05 dollar/baril pour l'achat du brut syrien, et Concordia proposa 1,12 dollar/baril.

Enfin pour faciliter la pénétration du brut syrien sur les marchés extérieurs, le gouvernement syrien a décidé une politique de vente basée sur une échelle de priorités.

1. Vente directe en devises et à prix de réduction. Cette méthode de vente permet à l'Etat d'obtenir la valeur du pétrole vendu dans un délai bref et de l'utiliser dans le développement économique du pays.

2. Vente en échange avec des marchandises et équipements nécessaires pour le pays, dont le prix varie selon les matériaux d'échange.

3. Vente par des accords de paiement. Dans ce cas, le pétrole brut entre dans les listes de marchandises syriennes vendues à une proportion infime dans le but d'encourager l'exportation de quelques marchandises pouvant être imposées dans les listes, et en contre partie de

(1) Revue Naft Al Arabe n° 4. Janvier 1969.

ces listes, d'autres marchandises vendables aux marchés internationaux en devises, comme le coton par exemple.

4. Vente par des accords à long terme. Dans ce cas, les quantités de pétrole vendues sont élevées et à prix plus fort.

Ainsi, grâce à ces mesures prises par l'Etat, on a résolu le problème des débouchés qui se posait au moment de la nationalisation du pétrole.

L'exportation du pétrole brut commença le 1er mai 1968. 34 bateaux citernes ont été chargés dans le port de Tartous d'une cargaison totale de 842.000 tonnes de pétrole brut. En 1969, 93 bateaux ont été chargés de 2.329.000 tonnes. C'est-à-dire que l'exportation du pétrole brut tripla en deux ans. En 1970, 3.555.000 tonnes de brut constituaient la cargaison de 137 bateaux citernes, ce qui égale plus de quatre fois les quantités de pétrole exportées en 1968.

Ces exportations indiquent que le pétrole brut syrien trouva sa place sur le marché extérieur.

Enfin, le tableau suivant montre clairement que le pétrole brut syrien gagna beaucoup de clients.

TABEAU 74 - Exportation de pétrole brut de 1968 à 1971, selon les Etats importateurs (en tonnes)

:	:	:	:	:	:
: Etats importateurs	: 1968	: 1969	: 1970	: 1971	:
:	:	:	:	:	:
: France	: 193.000	: 454.000	: 31.000	: -	:
: Bulgarie	: 100.000	: 94.000	: 182.000	: -	:
: R.F.A.	: 65.000	: 163.000	: -	: 1.500.000	:
: Autriche	: 95.000	: 64.000	: 109.000	: -	:
: Italie	: 264.000	: 733.000	: -	: 1.000.000	:
: Suisse	: 96.000	: 156.000	: 1086.000	: 1.300.000	:
: Egypte	: 29.000	: 360.000	: 209.000	: 125.000	:
:	:	:	:	:	:

: Hongrie	: -	: 141.000	: 266.000	: -	:
: Grèce	: -	: 152.000	: 1.040.000	: 1.800.000	:
: R.D.A.	: -	: 11.000	: 17.000	: -	:
: Espagne	: -	: -	: 526.000	: -	:
: Chypre	: -	: -	: 89.000	: 1.000.000	:
: TOTAL	: 842.000	: 2.328.000	: 3.555.000	: 4.475.000	:

La valeur totale du pétrole exporté en 1968 a été de 7.829.000 dollars, soit 9,3 dollars pour la tonne, tandis que la valeur des exportations en 1971 a été de 44.750.000 dollars, soit 10 dollars pour la tonne.

6. La consommation locale de pétrole brut

Il est prévu au 2° plan de remplacer progressivement le pétrole irakien importé, par le pétrole brut local et de cesser cette importation en 1970.

Effectivement, l'utilisation du pétrole brut syrien par la raffinerie de Homs a commencé en 1968, avec une quantité modeste de 13.000 tonnes, tandis que l'ensemble du pétrole brut extrait a été de 1.093.000 tonnes. En 1969, le chiffre remonta à 140.000 tonnes et à 726.000 tonnes en 1970, tandis que les quantités de pétrole brut raffinées à Homs ont été respectivement de 1.459.000 et 1.973.000 tonnes. C'est-à-dire que la consommation du brut national reste inférieure aux prévisions du 2° Plan.

D - LES PREVISIONS ET LES REALISATIONS DU 3° PLAN (1971-1975) DANS LES DOMAINES DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION DES HYDROCARBURES.

PROJETS GENERAUX.

1°- Prospector le territoire svrien dans le but de découvrir d'autres gisements et d'augmenter les réserves.

2°- Pousser l'exploitation des gisements productifs, développer les gisements découverts et les mettre en exploitation.

3°- Augmenter la production de pétrole brut pour couvrir les besoins intérieurs et pour pousser l'exportation au maximum.

En détail, ces projets se traduisent ainsi :

1. dans le domaine de prospection, le 3° plan a prévu :

- a) prospecter géologiquement 5.509 km² dans les régions d'espoirs.
- b) l'équipe syrienne de gravimétrie est chargée de prospecter 10.000 km² au sud du pays : région de Damas, Haurran, Soueida. De plus, elle est chargée de prospecter en détail, des régions prospectées auparavant par la S.P.C.
- c) La prospection sismique : quatre équipes sismiques seront formées à partir du 3^e plan : Une équipe dite de sismique réfraction, sera chargée de prospecter 900 km. de profil annuellement, soit 4.487 km. au total, dans le but d'étudier l'épaisseur et les profondeurs des couches sédimentaires dans des régions diverses : Trois équipes sismique - réflexion commenceront à travailler, en 1972 : une équipe au plateau d'Alep pour 1.000 km. de profil, étudiés annuellement; la deuxième travaillera au Badia, pour la même grandeur et la troisième sera dans le bassin de l'Euphrate et pourrait achever l'étude de 3.050 km. de profil chaque année.

2. dans le domaine d'exploration, le plan visait la réalisation de deux buts :

- D'abord l'étude des couches profondes (Jurassiques, Trias) qui renferment les hydrocarbures dans les gisements de Soueidiyé, Karatchouk, Rumeilan et Djebessé et les couches moins profondes dans ce dernier.
- Le deuxième but est l'exploration des formations géologiques déterminées par les prospections géologiques et géophysiques visant à découvrir des champs nouveaux.

Pour effectuer, ces deux buts, le 3° Plan a prévu de forer 30 puits dans les régions de Djbessé, Kbebé, Ghoné, Badia, plateau d'Alep et plateau de Deir ez Zor.

3 - Les travaux de développement

Le plan a prévu de creuser 337 puits productifs, avec une profondeur totale de 631.500 mètres. Ils se répartissent ainsi : 50 puits dans le gisement de Djbessé pour une profondeur moyenne de 700 m. dans le but d'arriver à une production de 2 millions de tonnes par an de ce gisement; 32 puits à 3.000 - 3.500 m. de profondeur, traversant les couches profondes du Jurassique et du Trias dans les gisements de Soueidiyé, Karatchouk, Rumeilan et Djbessé. Le reste à savoir 255 puits seront exécutés dans les champs en exploitation, à 1.900 m. de profondeur moyenne, pénétrant la couche productive dite Massive.

4 - La production de pétrole brut

On a prévu d'arriver à une production totale de 52 millions de tonnes durant le 3ème plan, répartis sur 5 ans, comme suit :

Année	Production en millions de T.
1971	7
1972	7,911
1973	10,449
1974	12,606
1975	<u>14,353</u>
TOTAL	52,318

C'est-à-dire que le 3° Plan a prévu de doubler la production en 5 ans et que la production de 1975 sera trois fois supérieure au regard de celle de 1970 prévue au 2° plan (5 millions de T.)

Ce plan qui vient de s'achever a rencontré un certain nombre de problèmes qui ont entravé l'exécution complète de son programme dans le domaine de recherche et de production. Ces problèmes qui sont essentielle-

ment d'ordre technique et financier ont conduit l'Etat à modifier sa politique pétrolière surtout en ce qui concerne la recherche. A la base de cette modification, la guerre d'Octobre 1973 qui a eu des conséquences graves sur l'industrie pétrolière en Syrie dont les pertes ont été évaluées à 500 millions de L.S. (l'aviation israélienne a bombardé la raffinerie de Homs, les installations et les réservoirs pétroliers à Tartous, à Banias, Lattaquié et à Damas).

Dans le domaine des recherches, cinq équipes de géophysique, deux syriennes, deux françaises et une algérienne ont effectué des recherches couvrant des surfaces assez étendues, au nord Est, à l'Est et dans la région d'Alep. 160.000 mètres de forage ont été effectués pour compléter les recherches géophysiques dans les structures favorables. (1)

La Société Générale du Pétrole, avec 8 appareils de sondage lourds et 6 appareils moyens et légers, a creusé, dans les champs de Soueidiyé, Karatchouk, Rumeilan et Djebessé 360 puits dont 334 productifs. (2)

Parmi les résultats importants est la découverte du pétrole dans la formation d'Albian et le développement des réserves de gisement de Djebessé.

Selon les sources du Ministère du pétrole, le gisement de Djebessé compte quatre nappes pétrolifères à profondeurs différentes. Les réserves totales sont estimées à 114 millions de mètres cubes de pétrole brut et à 28.5 milliards de m³ de gaz naturel. Ces quatre nappes, selon les études primaires contiennent du brut de qualités différentes et du gaz en proportions variables. Ainsi, la première nappe, à cent mètres de profondeur, compte essentiellement du pétrole à grande viscosité et un peu de gaz (70 millions de m³ de gaz). La deuxième, en revanche, à 3.950 mètres

(1) Le Monde 14-15 Mars 1976, p. 8.

(2) Le Monde 14-15 Mars 1976, p. 8.

de profondeur, contient 20 milliards de mètres cubes de gaz et sa réserve de pétrole n'est pas encore précisée.

Le large programme de recherche prévu dans le 3ème plan visait essentiellement le développement de la production de pétrole brut qui devrait être, en grande partie, exportée. Autrement dit, l'Etat Syrien comptait beaucoup sur le pétrole comme source de devises indispensables pour l'amélioration de la balance de paiement et l'accélération de développement des autres secteurs économiques.

En effet, la production de pétrole brut durant le 3ème plan a évolué de la manière suivante :

: Année	: Production : réalisée	: % de la produc- : tion envisagée	:
: 1971	: 5.289.000 tonnes	: 75.5	:
: 1972	: 5.862.000 "	: 74	:
: 1973	: 5.543.000 "	: 53	:
: 1974	: 6.436.000 "	: 51	:
: 1975	: 10.000.000 "	: 70	:
: TOTAL	: 33.100.000 "	: 63	:

Ainsi la production de pétrole brut, surtout dans les trois premières années du plan, manifeste une progression modeste en quantité absolue. Elle remonte de 5,289 à 5,862 millions de tonnes dans les deux premières années, puis elle redescend à 5,543 millions de tonnes en raison de la guerre et elle remonte à 10 millions de tonnes à la fin du plan.

Par rapport à la production envisagée dans le plan, la production effective montre une régression continue de 1971 à 1974, et une légère montée en 1975, réalisant ainsi 63% du total de la production envisagée durant le plan (52 millions de tonnes).

La grande partie de la production du pétrole a été destinée à l'exportation surtout dans les dernières années comme le montrent les chiffres suivants :

Année	Exportation	Consommation locale	Importation du brut
1971	3.463.000 T.	1.546.000 T.	710.000 T.
1972	4.193.000 T.	1.702.000 T.	65.000 T.
1973	4.325.000 T.	1.026.000 T.	1.031.000 T.
1974	6.170.000 T.	53.000 T.	1.700.000 T.
1975	9.529.000 T.	-	2.350.000 T.

Certes, les exigences de la balance de paiement et l'augmentation du prix du pétrole brut ont poussé au maximum nos exportations en pétrole brut, mais en revanche, les importations se sont considérablement relevées.

En résumé, les autorités politiques en Syrie ont jugé insuffisants les résultats atteints, surtout en matière de recherche et de production, du fait de l'insuffisance des moyens techniques et financiers.

Pour rattraper, le temps perdu en intensifiant les activités de recherche pétrolière de manière à augmenter, autant que possible, la production, les autorités politiques en Syrie ont procédé, au cours des deux dernières années, à une vaste réorganisation du secteur pétrolier, tout en s'orientant à la coopération avec les entreprises étrangères. Sans abandonner les prérogatives de l'Etat, dans le domaine des hydrocarbures, des mesures prises depuis fin 1973 pour répondre à la nécessité de faire appel à la technique et au capital étranger dans le but de mettre en valeur les potentialités des hydrocarbures du pays, comme l'expliquait le 8 Mars 1974 le Président de la République : "Nous ne possédons pas le capital nécessaire pour acheter les équipements du forage dont nous avons besoin. Nous avons envisagé d'autres moyens consistant surtout à louer ces équipements. Mais si nous voulons extraire tout le pétrole se trouvant dans notre sous-sol,

nous devons, comme l'Algérie, l'Egypte et d'autres pays voisins faire appel à des compagnies qui seront payées pour leurs services moyennant le prélèvement d'une partie de la production... Ceci ne devrait en aucune façon porter atteinte au principe de l'exploitation nationale du pétrole syrien".(1)

Selon la revue "Le Pétrole et le Gaz Arabes" (2), le Gouvernement Syrien a lancé un appel pour la prospection dans les 6 blocs suivants :

- Zone Lattaquié Ifrine : 4.200 km2 situés entre Ifrine et le Nord de Nahr el-Kabir,
- Zone Djebel Bcherrie : 3.600 km2 situés près de la montagne Bcherrie au centre de la Syrie.
- Zone Badia Sud : 3.075 km2 dans le désert syrien près de la dépression de Djebel Druze,
- Zone Abou Rejmein, Almara et el Soumarié : 2.560 km2 dans le désert Syrien près de Palmyre,
- Zons Djerablos : 2.376 km2 situés entre la frontière syro turque, au Nord, la rivière Balikh à l'Est et l'Euphrate à l'Ouest.

De plus les régions maritimes, tout au long de la côte syrienne ont été déclarées ouvertes à la recherche pétrolière.

Selon le contrat-type proposé par la Syrie, la période d'exploration sera 5 ans, et les dépenses d'exploration devront être supportées par le contracteur. En cas de découverte commerciale, ce dernier formera une association avec l'entreprise nationale S.G.P. et récupérera les dépenses d'exploitation sur une part ne dépassant pas 30% de la production. Les 70% restants de la production seront partagés entre la S.G.P. (80%) et le contracteur étranger (20%).

(1) Le Monde 14-15 Mars 1976. p. 10.

(2) N° 119, mars 1974 p. 16-17.

Pratiquement, un contrat d'exploration a été conclu, en 1975, avec la société américaine TRIPCO. Des négociations sont en cours avec plusieurs autres entreprises internationales pour la signature de contrats d'exploration couvrant des zones sur terre et en mer de plus de 50.000 km². (1)

En somme ces modifications dans la politique pétrolière de la Syrie d'aujourd'hui peuvent donner une montée importante dans le domaine de rechercher et d'accélérer le rythme de production avec les moindres risques.

LA GEOLOGIE DES GISEMENTS PETROLIERS

A - LES GRANDES LIGNES DE LA GEOLOGIE EN SYRIE

1. Structure et tectonique

D'une manière classique, on distingue en Syrie, deux grandes régions topographiques :

1. A L'ouest, une région montagneuse, formée de deux séries de montagnes, entre elles, un fossé méridional s'allonge du sud au nord.

2. Une série de plaines et de plateaux englobe le reste du pays.

La variation topographique entre la région littorale et l'autre intérieure, se retrouve en regardant la carte géologique de la Syrie au 1/1.000.000. Dans la première, on voit de grandes cassures orientées, en général, Sud-Nord, ce qui divise la Syrie Occidentale et le Liban en grandes unités tectoniques : Liban, Bekaa, Anti-Liban Alaouites, Ghab - Zaouié, etc...

Les couleurs de la carte montrent que cette partie faillée est le domaine des terrains secondaires, surtout ceux du Crétacé. Le

(1) Le Monde 14-15 mars 1976, p.10.

Jurassique affleure au sein du Crétacé, particulièrement sur les hauteurs.

La Syrie intérieure semble plus calme et unifiée par les terrains tertiaires et quaternaires. C'est sur les hauteurs centrales (Kalamoun Palmyrène) que les terrains du Crétacé affleurent en se prolongeants du Sud Ouest au Nord Ouest avec des cassures de même orientation ainsi que sur les hauteurs Aba, Abd el Aziz et Sinjar, dans la Haute Djeziré.

Mais ce schéma simplifié conduit à distinguer dans la Syrie intérieure les unités structurelles suivantes :

1) Les plis de Palmyre

C'est une succession de plis montagneux, tantôt serrés, tantôt larges, s'étendant du village Dmeir au Nord de Damas jusqu'au bassin de l'Euphrate en coupant la Syrie Centrale en deux parties :

Au centre de cette région montagneuse de 900 à 1.200 m. d'altitude en moyenne, on distingue la Chaîne Septentrionale et la Chaîne Méridionale; entre elles s'étend la dépression tectonique de Do.

Les couches les plus anciennes remontent au Cénomanién constitué de calcaire dolomitique qui forme le noyau et les sommets des plis de Palmyre. Sur les côtés se voit le calcaire du Toronien et la marne crayeuse du sénonien, avec de nombreuses cassures et failles, tandis que la dépression de Do est couverte de dépôts quaternaires.

2) Le Hamad

Il s'étend au sud des montagnes de Palmyre jusqu'aux frontières avec l'Irak et la Jordanie. C'est un plateau de 650 m. d'altitude en moyenne, couvert, en général, de calcaires marneux et de marnes crayeuses du Nummulitique, qui se termine à l'ouest par la région volcanique de Hauran et Djebel Druze. Les cuvettes tectoniques couvertes de dépôts quaternaires y sont répandues, dont la cuvette de Palmyre est la plus importante.

3) Le Chamieh

Situé au Nord des montagnes de Palmyre, le Chamieh constitue un plateau de 400 m. en moyenne. Il est couvert de calcaire et de marne du Nummulitique, ce qui affirme l'unité structurale au Nord et au Sud des montagnes de Palmyre.

4) La région volcanique

Au Sud Ouest de la Syrie les laves et projections volcaniques, à base de basalte couvrent une superficie de 18.500 km². Ils reposent sur une structure de craie et de craie à silex du Sénonien et de l'Eocène. Les projections, les coulées volcaniques se sont infiltrées à partir de cheminées orientées du Sud-Est au Nord-Ouest, en constituant des collines, des "Tells", des plateaux et des Djebels comme le Djebel Druze (1.800 m.), Djebel el Manī, les Tells de Safa, le plateau de Ladja, etc... Le relief volcanique se manifeste sous plusieurs aspects selon l'âge, la viscosité des coulées et le climat. Plus vieux et considérablement attaqué par l'érosion, le relief volcanique à l'Ouest se transforme en collines et buttes arrondis et en plaines et plateaux à sols suffisamment profonds (Djolanet Hauran). A l'Est, l'activité volcanique est plus récente (quaternaire), et du fait d'un climat sec, les différentes formes que constituent les projections et les coulées volcaniques sont très visibles (cônes, laves, cendres, coulées, cratères, etc...).

5) La Djeziré

Au-delà de l'Euphrate jusqu'aux frontières de l'Irak et de la Turquie, s'étend l'immense plaine de Djeziré (250-350 m. d'altitude en moyenne). Elle est constituée de terrains calcaires et marneux du miocène, au sud de l'aride montagneuse Abdel Aziz et Sinjar, tandis qu'au nord de celle-ci dans la Haute Djeziré et dans les bassins de l'Euphrate, de Khabour et Balikh les alluvions et les limons quaternaires constituent une couverture plus ou moins épaisse. Elle est plus basse, plus calme dans le Sud, tandis que des plissements plus ou moins serrés se manifestent

progressivement vers le Nord, Nord-Est avec quelques petites régions volcaniques.

2. Les roches

Le socle cristallin sur lequel se déposent les couches sédimentaires n'affleure pas en Syrie; il en est de même pour les terrains primaires et du Trias. (Le socle se trouve à 2.000 - 5.000 mètres de profondeur).

Le Jurassique : il constitue l'ossature des montagnes occidentales : Anti-Liban et Alaouites. Son faciès y est calcaire, compact, puissant de 1.000 à 2.000 mètres.

Le Crétacé inférieur et moyen : son faciès, en général, est marno-calcaire. Le plus important est le Crétacé moyen (Cénomanien) constitué de calcaire; sa puissance oscille entre 500 - 700 mètres. Ces roches affleurent aux hauteurs occidentales et les montagnes de Palmyre.

Le Sénonien : Il est formé de marnes crayeuse de 100 à 300 mètres d'épaisseur; il est répandu à l'intérieur du pays et il recouvre le Cénomanien sur les flancs des montagnes occidentales.

Le Nummulitique : il couvre approximativement 60.900 km² en Syrie et au Liban (1) formé essentiellement de calcaire et de marne avec des couches aoliennes (silex) intercalées au Sud Est (Hermon) et dans les montagnes intérieures. Le Néogène: A la fin du Nummulitique, les blocs du Liban, Anti-Liban, Alaouites, et une grande partie de la Syrie intérieure étaient émergés. Le retrait de la mer vers l'Est et l'Ouest a abouti à une séparation entre la Méditerranée et l'Océan Indien "l'Oligocène fut une époque d'activité tectonique et de surrection, la mer ne subsiste qu'en fragments dans le bassin moyen de l'Afrique et dans le Kurd Dagh (extrême Nord Ouest du Pays), ceci explique que l'Oligocène soit resté

(1) A. NAMAN p. 47. Syrie et Liban.

inconnu en Syrie". "Au Néogène, une transgression burdigalienne se manifeste également dans l'Afrine moyen, elle ne semble pas avoir progressé plus de méridien d'Azaz (nord Ouest d'Alep). Tandis qu'au Vindobonien, une transgression établit plus tard, une communication entre la Méditerranée et l'Océan Indien par le chenal d'Alep. Mais une crise orogénique (exhaussement du seuil d'Alep) accompagnée d'un réveil volcanique coupa vite les deux mers. Le Pliocène marque de nouvelles crises orogéniques à l'ouest du pays accompagnées d'activités volcaniques, cette phase est responsable de la configuration actuelle du pays". (1)

En effet, dans cette période, l'instabilité du territoire, la pénétration et retrait de la mer et l'érosion active, avaient donné au Néogène un faciès extrêmement varié dans le plateau d'Alep, dépôts détritiques sur les piémonts des Alaouites et marnes sur le plateau Ksar au Nord des Alaouites. Le faciès du Pliocène est constitué essentiellement de calcaire, sable et d'argile. (2)

Dans le Golfe Indien, à l'est, des sédiments variés se sont déposés selon la température et la salinité, de la manière suivante :

- calcaire de l'Euphrate
- Fars inférieur : il se rencontre au bassin de l'Euphrate, constitué d'anhydrite et de sel avec intercalation du calcaire.
- Fars supérieur : il s'agit de marne argileuse, ou argile, la teinte est très variée, verdâtre, rougeâtre et brune, alternant avec du sable, surtout dans la Haute Djeziré.
- Bukhtiari : formé de dépôts continentaux, argile et de sable dans la Haute Djeziré au-dessus desquels repose le basalte.

Enfin, des roches volcaniques et magmatiques reliées aux périodes diverses couvrent des étendues importantes, en Syrie, les roches vertes au Nord de Lattaquié sont reliées aux mouvements orogéniques du

(1) A.R. HAMIDE, p. 12 - pp. 22-24, Région d'Alep.

(2) A. NAMAN, p. 47.

Crétacé Supérieur. Le basalte du Jurassique Supérieur est intercalé avec des couches sédimentaires dans les montagnes occidentales. C'est au Sud de la Syrie que le basalte du Néogène ou du Quaternaire occupe de grandes étendues. La décomposition du basalte donne des sols fertiles au Hauran, Homs et dans la Haute-Djeziré, tandis que les coulées récentes (Quaternaires) au Sud Est de Damas (Ladjah) gardent clairement les caractéristiques de jeunes reliefs volcaniques.

3. Les possibilités pétrolières à la lumière des données géographiques et géologiques

"Les principales données géologiques et géographiques favorables à la formation et à l'exploitation du pétrole sont : (1)

- 1) l'existence, à un moment donné de l'évolution géographique régionale, de phénomène d'envoyage très lent ayant maintenu pendant de longues périodes des conditions de sédimentations lagunaires se traduisant dans une coupe verticale par la grande épaisseur du faciès lagunaire.
- 2) La persistance de cet envoyage associée à la formation de sédiments argileux s'opposant à la migration des hydrocarbures jusqu'à l'air libre et à la destruction du gisement par oxydation.
- 3) Le développement de structures modérément plissées facilitant l'accumulation des gaz et des liquides dans des ensembles des rides ou des couples.

Ces données sont propres aux zones d'avant chaînes peu transformées par la translation excentrique des plissements.

Il a pu apparaître que les chances de trouver du pétrole sont plus grandes dans l'avant pays des chaînes récentes que dans celui des chaînes anciennes, parce que les vieux pays ont subi de multiples phases de dislocation et d'érosion qui ont normalement favorisé la destruction des gisements". (1)

(1) P. GEORGES, p.139.

Autrement dit, selon E. Dalemont : (1)

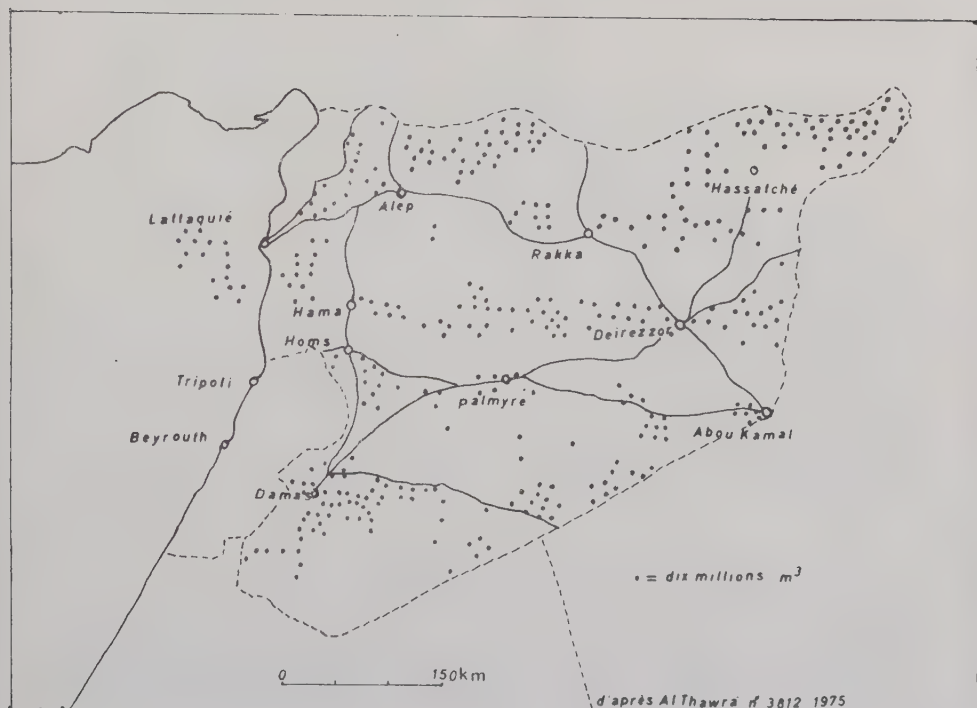
"En tout cas, les séries pétrolières, sableuses ou calcaires qui contiennent les roches-magasins et sans doute le plus souvent aussi les roches-mères, se trouvent généralement dans les zones de subsidence", c'est-à-dire, dans les bassins, dont le fond s'est affaissé régulièrement au fur et à mesure de leurs comblements.

Dans les zones très plissées, le pétrole, s'il a existé, a disparu par migration ou destruction, il n'est donc pas étonnant que les grands bassins mondiaux soient situés dans les zones d'avant fossés, intermédiaires entre les zones plissées de l'écorce et les boucliers continen-taux.

D'une manière simple, la situation géographique de la Syrie, la structure et le tectonique de son territoire, en tenant compte des conditions générales de l'existence des hydrocarbures, nous amènent à dire que le territoire syrien a de fortes chances d'être pétrolier :

- il est situé dans une zone d'avant fossé, intermédiaire entre les plissements de Taurus, au Nord, et le bouclier arabe, au sud.
- La plupart des terrains sont constitués de sédiments récents à grande profondeur et peu disloqués.
- Les roches magasins et les roches mères, soient calcaires, soient sableuses se trouvent un peu partout, en Syrie, ainsi que les roches-toit : argile, anhydrite, etc...
- Les parties disloquées au centre et à l'ouest ont révélé des indices pétroliers (bitume de Lattaquié et de Bcherrie).
- La topographie et la géologie manifestent des formes d'ondulations et de structures favorables à l'intérieur du pays (plateaux, dépressions, bosses, dômes, anticlinaux, etc...)

(1) E. DALEMONT, p. 29.



Reserves petrolirés probables

Malgré les résultats décevants obtenus par des sociétés étrangères en dehors de la zone des gisements dans la Haute Djeziré, la Société Générale du Pétrole a décidé, depuis 1965, de prospecter par tous les moyens géologiques et géophysiques, le territoire syrien, pour mettre en valeur les réserves pétrolières dans les différentes formations géologiques favorables.

A la lumière des études géologiques et géophysiques et les travaux d'exploration effectués, en Syrie, durant les 1^o et 2^o Plans Quinquennaux, quatre régions d'espérances pétrolières ont été classifiées.

a) La première région : il s'agit de la partie nord est de la Djeziré, qui vient en tête pour plusieurs raisons :

- La découverte du pétrole brut à l'extrême nord-est de la région
- Elle constitue une partie intégrante du bassin pétrolier de la Mésopotamie
- L'épaisseur énorme de sédiments, y atteint 5.000 mètres, ce qui rend possible l'existence de roches magazines et de roches toits.
- La prospection gravimétrique y a découvert des structures sous-jacentes soupçonnées d'être pétrolières.

b) La deuxième région : c'est le bassin de l'Euphrate qui occupe la deuxième place pour les faits suivants :

- Des forages géologiques ont été creusés dans la région, qui ont révélé l'existence d'indice de gaz et de pétrole dans les terrains du miocène, crétacé et Jurassique.
- Cette région est considérée comme la continuité des formations géologiques pétrolières au Sud de l'Irak.
- L'épaisseur des sédiments y est considérable avec un tectonique relativement calme, ce qui rend l'existence du pétrole très probable.
- A l'issue de prospections géophysiques, on avait découvert des formations géologiques favorables à l'accumulation des hydrocarbures.

c) La troisième région englobe les montagnes de Palmyre et le Plateau d'Alep. Pour cette région, on peut mentionner les remarques suivantes :

- La Syrian Pétroleum Company y a foré 4 puits, sans résultat positif. Ceci n'est pas suffisant pour donner un jugement décisif, positif, ou négatif. Plusieurs années plus tard, on a découvert le gaz dans la formation dite Soukhne, dans les montagnes de Palmyre.
- Cette région est moins calme du point de vue tectonique, et les sédiments de moindre épaisseur, par rapport aux régions précédentes.
- L'existence du bitume au nord-est des montagnes de Palmyre (Bcherrie).
- Les études géologiques et géophysiques indiquent que l'existence des hydrocarbures est probable à condition d'avoir une couverture imperméable sur les roches magasins.

d) Le Badia : il s'agit de la région désertique au sud-est de la Syrie qui constitue une partie intégrante de déserts qui s'étendent à l'ouest de l'Irak-Koweït, Nord-Est de l'Arabie et l'Est de la Jordanie.

Dans cette région la géologie indique que la situation tectonique est assimilable à celle des gisements pétroliers du Koweït, et que les terrains soupçonnés d'être pétroliers sont ceux du Jurassique inférieur, du Trias et du Primaire.

Ainsi les études géologiques et différents travaux de recherches exécutés en 1961 et 1970 montrent que 70 à 80% du territoire syrien sont susceptibles d'être pétrolifères et que les couches qui renferment les hydrocarbures vont en plusieurs périodes, du miocène jusqu'au primaire.

Au 3ème plan, les travaux de recherche se poursuivent pour couvrir tout le reste du pays, revaloriser certaines régions, découvrir de nouveaux gisements. Ceci a conduit, effectivement, à rassembler des renseigne-

ments plus précis et plus complets en ce qui concerne la structure et le tectonique du sous-sol dans les différentes régions du pays.

Ainsi, on distingue actuellement 26 provinces d'espérances pétrolières couvrant plus de 80% du territoire syrien et une partie de la Méditerranée dont les réserves probales ont été évaluées à 7.3. milliards mètres cubes de pétrole brut. (1)

B - LA SITUATION ET LA TECTONIQUE DE LA ZONE DES GISEMENTS PETROLIERS (2)

La zone des gisements pétroliers exploités en Syrie est située dans la Haute Djeziré, à l'extrême Nord-Est du pays et au Nord de la barrière montagneuse Abd el Aziz, Sinjar, couvrant 15.000 km² de superficie approximativement. Ici l'hiver est froid, les précipitations abondantes (500 mm/an). De très grosses sources de piedmonts des montagnes d'Arménie y jaillissent et forment les sources de Nahr el Khabour, à l'Ouest de la zone en question. Pour cette raison, les marais sont très répandus au printemps et en hiver, ce qui rend le travail difficile durant ces saisons.

Notre région est une partie intégrante de la Haute Mésopotamie, le célèbre bassin pétrolier qui se prolonge à 1.800 km. environ du golfe arabe, au sud-est, jusqu'aux plissements du Taurus, au Nord-Ouest.

Les champs pétroliers se trouvent au sein de plissements parallèles à ceux du Taurus. Plus proche de celui-ci, les plissements deviennent étroits, plus longs et accompagnés de fractures inverses en même direction sous la pression de mouvements orogéniques du Taurus, comme dans les structures Karatchouk, Hamzé, Leilak, Khadjik et Taramich.

Au Sud de ces dernières, la pression fut plus légère et par conséquent, les structures géologiques ont pris une allure calme, large et

(1) NAFT AL ARAB n° 6. Mars 1972.

(2) La géologie des gisements proprement dits est extraite essentiellement de deux articles écrits par N. Nabulsi, le 1er a été publié dans la revue NAFT AL ARAB n°4 Janvier 1969, sous le titre "la géologie des champs -syriens, le 2° publié par la revue AL IKTISSAD n° 18 juin 1968, sous le titre "la géologie et les travaux de prospection".

moins disloquée, formant des dômes allongés comme les structures de Soueidiyé, Rumeilan et Allian.

Il semble que les mouvements tectoniques du pliocène soient responsables de la configuration de ces formations.

C - LES GISEMENTS

Karatchouk

Il est situé à 85 km. approximativement à l'Est de Kamichlie. Il fut découvert par Menhall, en octobre 1956.

Il s'agit d'un anticlinal allongé de 22 km. de longueur et 3 km. de largeur maximale, coupé par une fracture inverse d'orientation Est-Ouest.

Cet anticlinal est divisé par trois fractures orientés du Nord Ouest au Sud Est, en quatre parties : la première partie, à l'Est, est dénommée le gisement de Hamzé; on croyait qu'il s'agissait d'une structure indépendante.

La fracture axiale qui parcourt l'anticlinal de l'Est à l'Ouest a haussé la partie septentrionale, dont le rejet de l'ordre de 150 mètres au centre et à l'Ouest.

La couche magasin est la Massive qui a 204 à 285 mètres d'épaisseur (voir plus loin) couverte par une couche marneuse presque imperméable (Shiranish). La porosité dans la massive varie de 0.94 à 15%, elle est élevée dans la partie supérieure, moyenne au centre et faible dans la partie inférieure. (1)

Soueidiyé

C'est le gisement le plus important, actuellement, en Syrie,

(1) Les trois parties sont intitulées A, B, C.

il fut découvert, en 1959, au Sud Ouest de Karatchouk et à 70 km. environ au Sud Ouest de Kamichlie.

Il s'agit d'un anticlinal symétrique, moins serré que Karatchouk, orienté du sud est au nord ouest. Il a 18 km. de long et 9 km. de large au centre, qui diminue vers l'Ouest.

On n'y a pas rencontré de fractures, soit pendant la prospection géologique, soit pendant les travaux de sondage. Mais la différence remarquée au niveau de jonction de l'eau avec l'huile à l'ouest et à l'est du gisement, indique vraisemblablement l'existence d'une faille orientée Nord Sud avec des dérivations latérales (vers l'Est et l'Ouest). Le rejet de cette faille avec ses dérivations varie de 150 m., au fond et à quelques mètres, au sommet de l'anticlinal.

Du point de vue lithologique, deux parties ont été distinguées : orientale et occidentale. Dans celle-ci les roches magasins ont de meilleures caractéristiques que celles de la partie orientale. La porosité y est de 27% dans la zone A, qui diminue vers l'Est jusqu'à zéro, en raison de la proportion élevée de marne dans le calcaire, pour les fissures qui renferment le pétrole. Vers le Nord et le Sud, les fissures disparaissent quelques fois, là où la dolomie poreuse remplace le calcaire.

Pour les zones B et C, leurs caractéristiques sont assimilées à celles du Karatchouk. La puissance de la Massive oscille de 380 à 385 m.

La valeur du réservoir se diversifie selon la porosité dans tous les gisements.

Notons enfin, que la perméabilité est variée d'une zone à l'autre de zéro à 110 millidarcys.

Rumeilan

C'est un petit gisement à 3 km. au Nord-Ouest du Soueidiyé découvert en 1961, par la Société Générale du Pétrole.

Il s'agit d'un anticlinal de 12 km. de longueur (Est-Ouest) et de 2 km. de largeur. Il est traversé par deux failles, l'une axiale, orientée de l'Est à l'Ouest, et l'autre méridionale orientée du Nord au Sud.

En ce qui concerne la couche productive dite Massive, elle est considérée soit comme une formation, indépendante parallèle à celle du Soueidiyé, soit comme une partie intégrante de cette dernière, séparée par une faille. Sa puissance varie de 227 à 350 m., selon les facteurs d'érosion. La porosité y varie de 4.5 à 8.8%, mais elle est bien fissurée.

Deirik

Il est situé à 6 km. au Nord du Karatchouk, près du village dit Deirik, et a été découvert en 1965.

C'est un anticlinal orienté de l'Est à l'Ouest parallèle à celui du Karatchouk. Ici, deux puits ont été forés, mais le pétrole trouvé dans la Massive fut très lourd. Pour cette raison, le travail a été arrêté dans ce gisement pour reprendre les études détaillées sur cette formation.

Il est à noter que la Massive dans ce gisement est très profonde, plus de 2.600 mètres, contre 1.900 mètres en moyenne au gisement de Soueidiyé.

Kheirbat

Il est à 21 km. au sud ouest du Rumeilan et à 50 km. au sud-ouest de Kamichlie. Il est constitué d'un anticlinal disymétrique (pendage plus fort vers le Sud, parallèle à l'orientation générale des gisements. Deux puits y ont été creusés, en pénétrant des couches profondes (Jurassique et Trias). Le pétrole a été trouvé dans la couche triassique dite Koratschini (elle est également productive au Deirik).

Ce gisement n'a pas été développé, en attendant des études de reconnaissance pour la géologie, les possibilités pétrolières et les caractéristiques du pétrole brut.

D - STRATIGRAPHIE ET LITHOLOGIE

Il s'agit des unités stratigraphiques et lithologiques pénétrées dans les gisements de Soueidiyé, Karatchouk et Rumeilan qui sont assimilables à grande échelle.

Il est vrai qu'il y a des changements pour l'épaisseur et les faciès d'un gisement à l'autre et même de puits en puits, mais ils ne sont pas de grande importance.

1. Pleistocène

Il se compose de basalte, qui couvre les hauteurs surtout au Karatchouk et qui varie d'un endroit à l'autre au point de vue de la dureté de la fissuration et de la porosité.

2. Pliocène

Sa formation est appelée du nom de Bakhatiari : elle est constituée de sables bruns ou bruns foncés et d'argile.

3. Miocène Supérieur

Fars supérieur, formé de sable fin et d'argile brune et rouge.

4. Miocène moyen

Fars inférieur : il s'agit d'anhydrite blanche, quelquefois rougeâtre, avec intercalation d'argile verdâtre et rougeâtre et quelquefois intercalations minces de calcaire.

5. Miocène Inférieur

Jerribé : formée de dolomie et de calcaire avec intercalations d'anhydrite et d'un peu d'argile.

6. Oligocène

Inconnu aux gisements.

7. Eocène Supérieur

Midyat : Son faciès est de la dolomie blanche grise, tantôt brune, dure, poreuse et bien fissurée. Elle est intercalée avec l'anhydrite aux parties moyennes et inférieures.

8. Eocène Inférieur

Sinjar : son faciès est de la dolomie et du calcaire. Ce dernier est sableux dans la partie supérieure et argileux dans la partie inférieure et riche en fossiles (Nummulites). Tandis que la dolomie est riche de pyrite et de glauconite.

9. Crétacé Supérieur

A - Kermane : en général, il s'agit d'argile et de sable avec intercalation de calcaire. En détail on peut distinguer trois parties :

- la partie supérieure : son faciès est marneux, marno-calcaire et calcaire riche de Nummulites avec intercalation d'argile.
- la partie moyenne est formée d'argile grise foncé.
- la partie inférieure est constituée de calcaire argileux et d'argile (quelquefois, elle renferme du sable fin, au Soueidiyé).

B - Shiranish : c'est la couche-toit des gisements. La partie supérieure est constituée de marne grise, quelque fois brunes. On y rencontre du bitume et du glauconite dans la partie supérieure. La partie inférieure se compose de calcaire fin, blanc frappant à vert, dure imperméable et riche de glauconite et de pyrite.

C - Massive : c'est la couche productive actuellement aux champs de Karatchouk, Soueidiyé et Rumeilan. En général, elle est formée de calcaire, calcaire recristallisé et dolomie qui renferme de la glauconie et de la pyrite.

Au regard de son importance, la Massive sera étudiée en détail plus loin.

10. Crétacé Inférieur

Ouamshuka et Sarmord : formées de dolomies brunes ou grises avec intercalations de calcaire et d'argile dans la partie inférieure.

11. Jurassique Supérieur et Moyen

A - Serjelu : en général, elle est formée de dolomie et d'argile : En détail, on peut distinguer les faciès suivants :

- dolomie brune avec intercalation d'argile grise foncée
- dolomie fine, grise et brune
- dolomie argileuse avec intercalations d'anhydrite
- dolomie dure avec intercalations d'argile noire

B - Allan : c'est une couche mince d'anhydrite (10 - 20 m.) grise et brune pâle, avec intercalations de dolomies et d'argile.

C - Muss : formée de dolomie blanche grise à une porosité variée.

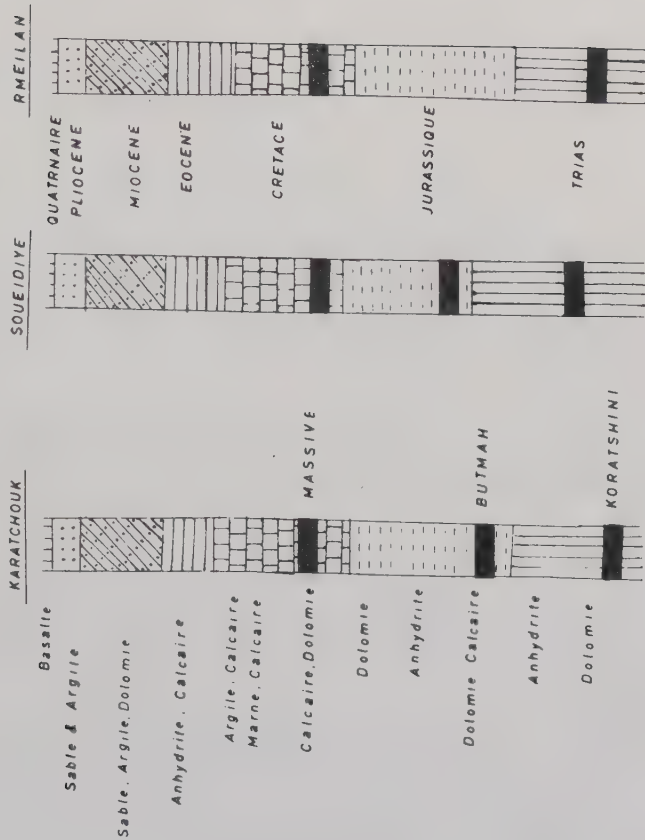
12. Jurassique Inférieur

A - Adayah : il s'agit de dolomie grise ou brunâtre avec intercalations d'argile et d'anhydrite. Elle constitue la couche-toit du réservoir de la Butmah.

B - Butmah : le deuxième réservoir dans les gisements, cette couche est formée de dolomie et de calcaire, avec intercalations d'argile grise et d'anhydrite blanche.

Coupes schématiques

MONTRENT LES COUCHES PETROLIFERES



13. Trias

Koratshini : cette couche est constituée de deux parties :

- la partie supérieure ou la couche-toit de la partie inférieure, elle est formée d'anhydrite brune quelque fois rougeâtre (100 à 150 m. d'épaisseur),
- la partie inférieure : c'est le troisième réservoir dans les gisements dont les fissures renferment le pétrole ou le gaz. Elle est composée de dolomie grise ou brune, dure, imperméable et fissurée, avec intercalations d'anhydrite et d'argile. Sa puissance varie de 400 à 500 mètres.

14. Permien

Il fut obtenu par les forages de Rumeilan 6 et Allian 2, il est constitué d'intercalation dolomitique pyritique. La dolomie est imprégnée de marne quelquefois.

15. Carbonifère

Il fut obtenu par le forage R 6, il s'agit de calcaire dur gris et brun.

Il est à noter que la puissance totale de ces couches pénétrées est de l'ordre de 4.000 à 4.500.

E - NATURE ET CARACTERISTIQUE DE LA COUCHE PRODUCTIVE

La Massive est généralement, formée de calcaire dolomitique, quelque fois de calcaire marneux. Sa porosité varie d'un gisement à l'autre, même d'un puits à l'autre, ainsi que la perméabilité. Elle repose sur la couche dite Quamshuka (dolomie - calcaire), tandis que la Shiranish (marno-calcaire) est la couche-toit.

Comme nous avons vu un peu plus haut la Massive est divisée en trois parties intitulées : ZA - ZB et ZC, étudiées suffisamment au Soueidiyé.

- La zone A (partie supérieure) fut érodée à l'Ouest du Soueidiyé où la Shiranish repose en discordance, par contre, elle repose en concordance à l'Est. Ceci explique le changement notable dans la puissance de la couche qui est de l'ordre de 200 m., à l'Est et de 50 m. à l'Ouest. Enfin, la zone A est constituée de calcaire et partiellement de dolomie grise-brune, recristallisée; elle renferme, en haut, un peu de glauconie et parfois de pyrite. L'argile y augmente vers l'Est ce qui explique la variation de la porosité entre l'Est et l'Ouest.

- La zone B : sa puissance est de 70 m., elle est formée de calcaire dolomitique, blanc-gris, pâle, tirant sur le vert, recristallisée dans quelques parties et moins fissurée. La porosité y est moins grande que dans la zone A est la perméabilité varie suivant la fissuration et la forme de recristallisation.

- La zone C : il s'agit de la partie inférieure de la Massive, formée de dolomie cristallisée, blanche et grise, quelquefois fissurée où les fissures renferment un peu de calcite. Sa puissance oscille de 140 à 170 m.

Enfin, cette partie n'est pas productive pour le moment dans le gisement de Soueidiyé, car elle fut trouée au niveau de jonction de l'eau et de l'huile, ou au-dessus de lui (ce niveau se trouve à 1.450 m. au-dessous du niveau de la mer, à l'Est de Soueidiyé et à 1.500 mètres à l'Ouest).

LE RAFFINAGE DE PETROLE

A - EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS PETROLIERS AVANT 1956

Il s'agit de la période qui précède la construction de la raffinerie de Homs, réalisée au milieu de l'année 1959.

Pour différentes raisons, notre pays s'orientait, dès la deuxième guerre mondiale, vers la consommation des combustibles liquides. La raison essentielle réside dans l'absence complète de charbon, et la force hydraulique, pour des raisons climatiques, est limitée.

Or, la facilité d'importation et de stockage des combustibles liquides au regard du charbon, l'existence de sources proches pour le ravitaillement en produits pétroliers, notamment des raffineries construites au Liban, aux terminales des pipes-lignes traversant la Syrie, et enfin le besoin de certains produits pétroliers (essence, gaz oil) comme combustibles générateurs irremplaçables, pour les moyens de transports et des machines agricoles, ont encouragé l'emploi des produits pétroliers au détriment du charbon.

Ainsi, de 1938 à 1958, la consommation de produits pétroliers augmenta de 15 fois.

Les statistiques concernant la distribution de ces produits selon les divers secteurs consommateurs, même selon les Mouhafazates, sont inexistantes.

Nous essayons ici de chercher les facteurs essentiels qui exerçaient une influence sur l'évolution de la consommation de produits pétroliers, dans la période en question.

En 1955, la consommation de butane était de 633 tonnes seulement; elle s'est élevée à 2.200 tonnes, en 1959, dans la plus grande partie allait à la préparation du café, du thé et des repas légers et "express" dans les grandes villes, même pour les riches. Malgré le fait que l'usage du butane n'était qu'à ses débuts, sa consommation augmenta trois fois et demi, en quatre ans.

La consommation de l'essence fut quatre fois celle de 1950. Pendant ce temps, le nombre de véhicules augmentait, passant de 9.647 en 1950 à 25.394 en 1958. (1)

Le Kérosène (pétrole lampant) était destiné, en quasi totalité à l'éclairage et aux usages domestiques. A cette époque l'électricité était

(1) Y compris les véhicules Diésels, car les statistiques ne font aucune distinction entre voiture à diésel et voiture à essence.

limitée aux grandes villes et aux centres administratifs. En 1951, la consommation de la Syrie en électricité destinée à l'éclairage fut de 37.283 mille Kwh, et de 117.193 mille Kwh en 1959.

Or, l'utilisation du Kérosène était très restreinte dans les petits villages et chez les nomades, où les habitants emploient des matières locales pour les usages domestiques.

En effet, la consommation du Kérosène fut développée de 56.000 tonnes en 1955 à 75.000 tonnes en 1959.

La consommation de gas-oil vient en tête. Elle était équivalente à la totalité des autres produits pétroliers consommés dans le pays. Ceci explique par le fait que le gas-oil est utilisé dans plusieurs domaines importants : l'agriculture utilisait 1.302 moteurs en 1953 (tracteurs, moissonneuses, moteurs d'arrosage, etc...) pour atteindre 21.953 en 1958; dans le secteur industriel, le moteur diésel fut largement utilisé à cette époque pour la production d'électricité, soit pour l'éclairage, soit dans les entreprises industrielles pour la force motrice. En 1954, 207,5 millions de KWH ont été produits dans le pays dont 70% d'origine diésel. En 1958, 31,1% des 178 millions de KWH produits par les établissements publics sont d'origine diésel, ainsi que 70% des 125 millions de KWH produits par les établissements privés. Pour le chauffage domestique, le gas-oil remplaçait progressivement le bois, la paille et les autres moyens primitifs. Enfin, citons l'usage du gas oil comme carburant dans les véhicules diésels. Tous ces domaines exigeaient des quantités accrues de gas-oil. Entre 1955 et 1959, la consommation de gas-oil a doublé en passant de 220.000 tonnes en 1955 à 375 tonnes, en 1959.

Le fuel-oil est le combustible de l'industrie en Syrie, il sert à produire 52,5% de l'électricité produite par les établissements publics et 30% de la production privée.

Notons enfin son usage dans les industries du verre, ciment, conserve, textile, etc... qui utilisent le fuel-oil directement dans les diverses phases de leur fabrication (fusion, séchage, production de vapeur, etc...)

B - LA RAFFINERIE DE HOMS

1 - Les facteurs de construction de la raffinerie

1) Le développement progressif de la consommation des produits pétroliers atteignit une quantité suffisante pour justifier la construction d'une petite raffinerie, en tenant compte du développement prévu à l'avenir.

2) Le pays a été affecté par plusieurs crises, interrompant le ravitaillement en produits pétroliers : la deuxième guerre mondiale, la guerre israélo-arabe, en 1948, la crise de Suez en 1956 et la crise du Liban en 1958.

Ces produits étant considérés comme vitaux pour l'industrie et la sécurité du pays, il était donc indispensable de construire une raffinerie pouvant couvrir les besoins locaux, pendant un délai plus ou moins long durant les époques de crises.

3) Le traitement du pétrole brut importé, dans le pays, est plus économique que l'importation des produits finis.

4) L'existence d'oléoducs traversant la Syrie, rend plus facile et relativement moins cher, le ravitaillement en pétrole brut.

5) Enfin, la création d'une raffinerie peut apporter une solution partielle au problème de chômage dans le pays et mettre en place un noyau d'industrie pétrolière.

En effet, pour toutes ces raisons, un accord fut signé, le 16 mars 1957, entre la Syrie et la Tchécoslovaquie portant sur la construction d'une raffinerie en Syrie, par la Société Techno Export.

II - La situation de la raffinerie

On a choisi un endroit pour la construction de la raffinerie située à l'ouest de Homs et à 7 km. de la ville, à côté du lac de Kattiné, sur le cours inférieur de l'Oronte, à cause des avantages suivants :

1°- La région est située au centre du pays, c'est-à-dire que la distribution des produits pétroliers aux centres consommateurs dans le pays sera plus facile et moins coûteuse.

2°- Le passage des pipes lines (Kirkuk Banias) dans la région choisie économise les frais de transport de pétrole brut.

3°- L'existence d'une source permanente d'eau nécessaire à plusieurs opérations de traitement (la raffinerie absorbe de 1.800 à 2.000 m3 d'eau par heure).

4°- Elle est proche de la route Lattaquié - Homs, par laquelle on transportera facilement les équipements de la raffinerie importés par le Port de Lattaquié.

5°- Elle est proche de Homs qui pourra assurer les matières premières et la main d'oeuvre nécessaire à la construction d'une part, et répondra aux besoins des travailleurs, d'autre part.

6°- Le chemin de fer Tripoli - Homs - Alep passe à proximité, il permettra le transport des produits de la raffinerie vers les régions septentrionales de la Syrie.

7°- Enfin, la région choisie est encadrée de vastes étendues favorables à toute extension possible dans l'avenir (industrie pétrochimique).

III - La construction

Selon l'accord du 16 mars, la Tchécoslovaquie soumissionna pour la construction d'une raffinerie à Homs, en 27 mois suivant la signature de l'accord. Cette raffinerie traite le brut du Kirkuk et produit les dérivés suivants : essence, kérosène, gas-oil, fuel-oil et de l'asphalte. Sa capacité est de l'ordre de 1 million de tonnes de pétrole brut.

La valeur de la construction fut couverte par un emprunt de 54,2 millions L.S. offert par le gouvernement Tchécoslovaque.

Le remboursement de la dette sera en 7 annuités, à compter de la mise en service de la raffinerie.

On devrait dépenser localement 12 millions de L.S. comme salaires des travailleurs et valeur des matériaux de construction, et 8 millions représentant la valeur des bâtiments et des établissements civils. Le reste, à savoir, 34,2 millions, représentait la valeur des équipements et des installations importés de la Tchécoslovaquie et le montant des salaires des experts et techniciens Tchécoslovaques, qui ont participé aux travaux de construction. Ceux-ci avaient débuté le 1er septembre 1957 pour s'achever le 15 août 1959.

Au milieu de 1959, un accord annexe a été signé avec la même société tchécoslovaque pour construire des installations de gaz de butane non prévues dans l'accord du 16 mars.

Le nombre de techniciens et travailleurs qui ont participé aux travaux concernant la mise en place des installations de la raffinerie, est de plus de 200 Tchécoslovaques et 1.000 syriens. (1)

La Société Syrienne pour l'Union des soumissionnaires, avait effectué des travaux civils en employant en moyenne 1.500 travailleurs, par jour.

Le poids des installations et des équipements importés de Tchécoslovaquie par le port de Lattaquié fut de 25.000 tonnes.

Les matériaux extraits pour les travaux de déblaiement étaient de 220.000 m³, tandis que les matériaux nécessaires à l'exécution des remblais étaient de 180.000 m³. De plus, 7 km. de routes empierrées et bitumées ont été exécutés. Enfin, la raffinerie a occupé un terrain dont la surface est d'environ 56,6 hectares.

En effet, au milieu du mois d'août, la grande entreprise d'Etat fut mise en marche.

(1) K. Nafouri, p. 12.

IV - Les établissements de la raffinerie

1) Installations de distillation sous pression atmosphérique.

Sa capacité est d'un million de tonnes de pétrole brut par an.

Cette partie est constituée de la façon suivante :

- nombre de tours de fractionnement, où se produit la séparation des produits pétroliers. Dans la premier tour, se produit la séparation des produits gazeux et des produits liquides. Dans le deuxième, et la principale, s'opère la séparation des produits blancs : essence, kérosène et gas-oil. Dans la troisième, s'effectue la séparation de l'essence légère et lourde. D'autres tours secondaires sont destinées à la séparation des vapeurs des produits pétroliers obtenus et des gaz accompagnés de l'essence.

- des pompes au nombre de 56, consacrées à la circulation du pétrole brut et des produits dans les tours de fractionnement. Elles consomment approximativement 400 KWH d'énergie par heure.

- un certain nombre d'échangeurs thermiques où le pétrole brut entre aux installations de traitement se chauffe par échange thermique avec les produits pétroliers qui sortent des tours de fractionnement.

- un four tubulaire destiné à élever la température du pétrole brut à un degré demandé, soit par le gaz, soit par l'essence, soit par le fuel-oil.

- une salle de contrôle comportant de multiples régulateurs automatiques de températures, de pressions et de débit.

2) Unité de fractionnement sous pression réduite, où s'opère le fractionnement d'une partie des résidus pour obtenir des bitumes routiers. Sa capacité annuelle est de 22 tonnes de bitume.

3) Le département d'épuration : il s'agit d'un ensemble de traitement ayant pour but d'éliminer de certains produits (essence légère, kérosène), obtenus par distillation, les composés sulfurés, produits corosifs et malodorants. Ce traitement consiste à transformer les produits malodorants et à éliminer l'hydrogène sulfuré. Il s'effectue soit par lavage au plombite de soude, soit par la soude, sa capacité annuelle est de 250.000 tonnes.

4) Le département d'amélioration : Sa capacité est de 100.000 tonnes par an. Il est destiné à améliorer les caractéristiques de l'essence lourde obtenue par l'unité de distillation. Il consiste d'abord à désulfurer l'essence lourde en présence du cobalt catalyseur, puis à relever son indice d'octane, en présence de platine catalyseur (transformation partielle de la composition de l'essence).

5) Unité consacrée à relever l'indice d'octane de l'essence légère produite par le département de distillation, en présence de catalyseur de composés de plomb.

6) Unité de production du propane et du butane liquéfié destiné à l'usage domestique; sa capacité est de 3.500 tonnes par an.

7) Unité de production du gaz, à partir de l'air atmosphérique : azote conservé dans des réservoirs sous pression de 2 kg/cm², utilisable contre les incendies dans la raffinerie et oxygène produit pour l'usage industriel.

8) Le département de l'énergie : il produit la vapeur nécessaire aux opérations de fractionnement d'une part, et il comprend, d'autre part, trois chaudières destinées à produire la vapeur servant à faire tourner trois turbines de 6.000 KW de puissance installée. En plus, dans ce département, il y a trois unités diesel de 1.000 KW de puissance installée en état de réserve.

9) Le département de l'eau : La raffinerie a besoin d'utiliser d'énormes quantités d'eau pour le refroidissement des produits pétroliers, pour la production de vapeur et la préparation de l'eau potable venant de trois pompes d'une capacité totale de 5.400 m³ d'eau par heure.

L'eau tirée de l'Oronte doit passer avant son utilisation dans des filtres pour éliminer les matériaux en suspension, et pour subir des opérations de manipulations chimiques.

L'eau usée retourne à l'Oronte par un canal de 5 km. après le retrait des huiles en suspension.

10) Le Laboratoire : il est équipé de multiples instruments de mesure et d'analyse qui sont nécessaires à la vérification des caractéristiques et des qualités du pétrole brut et des produits finis.

11) 40 réservoirs consacrés au stockage du pétrole brut et des produits pétroliers d'une capacité totale de 180.000 m³.

12) Le département de l'entretien

Il comporte plusieurs ateliers spécialisés, les plus importants sont : l'atelier de protection des équipements sensibles, l'atelier de protection des installations électriques, l'atelier de tournage, l'atelier de soudure électrique et oxygénée, etc... Ces ateliers sont chargés de la protection, de l'entretien et de la réparation des équipements et des installations de la raffinerie et même de la fabrication des pièces de rechange.

13) Le département de chargement : il s'agit de stations d'évacuation des produits extraits à la raffinerie. L'ensemble des stations peut évacuer la totalité de la production et de la raffinerie en huit heures. Elles sont au nombre de quatre : station de chargement, de produits blancs et de fuel oil, par des camions citernes; station de chargement des wagons, qui est reliée au chemin de fer Tripoli - Alep, par lequel on transporte des produits blancs et du fuel-oil vers Alep; station pour l'évacuation du bitume par camion; enfin une station pour le chargement des bouteilles de butane.

14) Le département de sécurité : il est destiné à lutter contre les incendies éventuels. La raffinerie est équipée de trois stations modernes contre l'incendie, avec un réseau de tuyaux répartis un peu partout; un avertisseur d'incendie, des installations de déchargement de produits pétroliers, etc...

15) Le département des services généraux

Il s'agit de bureaux administratifs, du restaurant, où les travailleurs peuvent prendre leur repas à bas prix équivalent au prix de revient du dispensaire, des hangars pour des accessoires et pièces de rechange, etc...

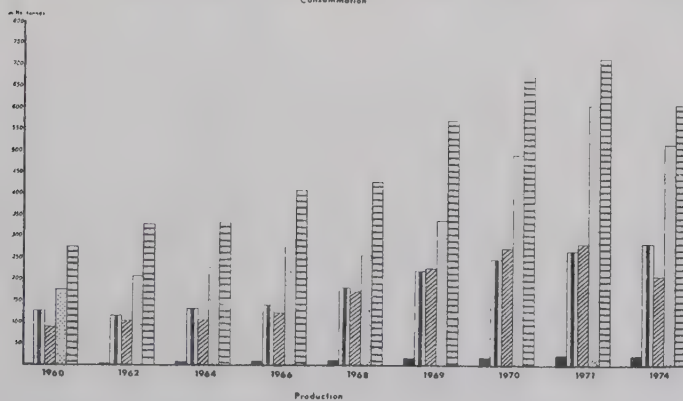
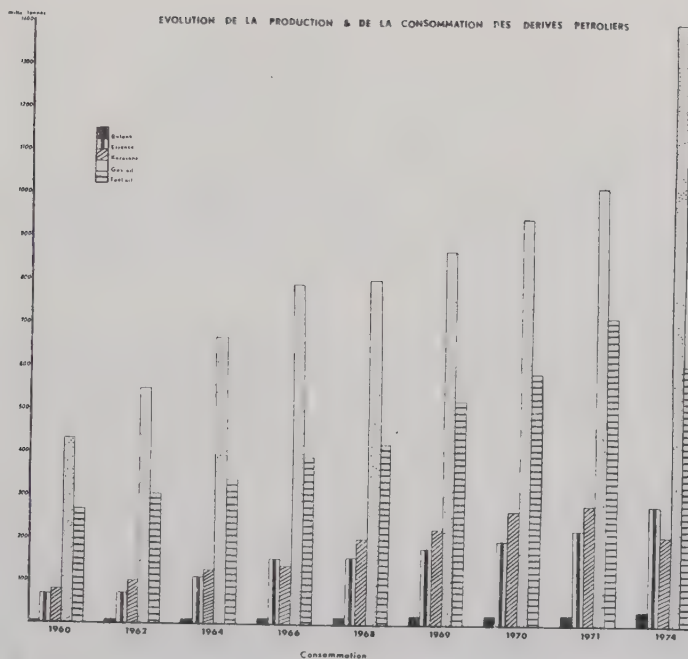
C - LA CAPACITE DE LA RAFFINERIE ET L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS PETROLIERS

La consommation des produits pétroliers après 1959 s'accélérait à un rythme rapide. En 1959, 752.000 tonnes de produits pétroliers ont été consommés dans le pays, tandis qu'en 1970, la consommation du gas-oil a été de 950.000 tonnes, c'est-à-dire plus de la consommation totale de produits pétroliers, en 1959, et de la capacité de la raffinerie réalisée avant 1964, qui ne dépassait pas 870.000 tonnes par an.

La capacité théorique de la raffinerie était d'un million de tonnes, mais elle n'était pas exploitée entièrement en raison de la production des dérivés exédentaires, comme l'essence et le fuel oil, tandis que le pays avait toujours besoin de gas-oil. Par exemple, en 1960, 700.000 tonnes de pétrole brut ont été traitées, donnant 170.000 tonnes de gas-oil, comparativement à 433.000 tonnes de consommation. Par contre, la production d'essence fut de 126.000 tonnes et la consommation de 71.000 tonnes.

Il est à noter que le développement de moyens techniques à moteur diésel n'était pas en rapport avec les perspectives, au moment de la construction de la raffinerie : cette anomalie fut signalée par Monsieur F.B. Victoroff. (1)

Dans le but de trouver un peu d'équilibre entre les produits de la raffinerie et les besoins du pays, une série d'amélioration a été faite entre 1962 et 1964. Dès le mois d'août 1962, la production de gas-oil



a été relevée (175.000 tonnes, en 1960 à 207.000 tonnes en 1962) et celle de l'essence a été diminuée (126.000 tonnes en 1960 à 117.000 tonnes en 1962). La proportion de production du butane a été relevée de 0.5 % de pétrole brut traitée à 0.8 %.

A partir de 1964, la proportion de production du fuel oil fut diminuée de 39% à 35% du pétrole brut raffiné, la production du butane fut augmentée de 17.000 tonnes à 28.000 tonnes annuellement.

Dès 1963, pour encourager la consommation de l'essence, son indice fut relevé de 86 à 90. Dès 1963, il était devenu possible d'utiliser l'essence non améliorée dans les fours de la raffinerie et même dans la station de l'énergie.

De toute façon ces mesures n'étaient pas suffisantes pour faire face aux besoins toujours croissants du marché intérieur.

La capacité de la raffinerie fut relevée d'un million de tonnes à 1.7 millions de tonnes en 1964 et à 2.7 millions de tonnes en 1970.

La quantité de pétrole brut traitée a évolué de 700.000 tonnes en 1960 à 1 million de tonnes en 1964, pour atteindre 1.9 millions de tonnes en 1970 et 2.3 millions de tonnes en 1972. (1,7 millions de tonnes en 1974). La consommation du pays en produits pétroliers augmenta de 856.000 tonnes en 1960 à 1.271.000 tonnes en 1964 et atteignit 2.105.000 tonnes en 1970 et 2.600.000 tonnes en 1972. C'est-à-dire que la consommation dépasse toujours les quantités de pétrole traitée dans les raffineries de Homs.

On peut distinguer avec la Société Arabe Syrienne pour la Distribution des Dérivés Pétroliers nommée (SADCOP) deux groupes de facteurs pour le développement de la consommation des produits pétroliers :

1. Les facteurs dits fixes qui sont les suivants :

- l'augmentation du nombre d'habitants
- le relèvement du niveau de vie et par conséquent le développement accru de l'utilisation des moyens de transports modernes qui remplacent progressivement les animaux.

- l'orientation vers l'utilisation de combustibles liquides au lieu de combustibles solides (bois).

SADCOP a estimé que cet ensemble de facteurs relève la consommation des produits pétroliers dans une proportion de 7% par an.

2. Les facteurs provisoires sont ainsi :

- les situations climatiques et leur influence sur l'agriculture
- la commercialisation des récoltes agraires et le transport de ces récoltes vers les ports d'exportation
- le développement du revenu national.

La production de butane fut augmentée de plus de 38 fois entre 1960 (600 tonnes) et 1971 (23.398 tonnes), mais elle ne pouvait pas couvrir les besoins du marché intérieur. La consommation a quadruplé entre 1960 et 1970 (5.300 tonnes, en 1960 et 20.200 tonnes en 1970).

La consommation du butane manifeste une grande différence d'un département à l'autre dans le pays comme le montre le tableau suivant :

TABLEAU 75 - Consommation de butane en 1970

: Mohafazats	: Habitants : Nombre	: %	: N° de bouteilles: : de gaz consommé	: Rapport habitants/ : bouteilles	:
: Damas	: 1.334.158	: 21	: 691.519	: 1.9	:
: Alep	: 1.320.540	: 20	: 368.237	: 3.7	:
: Homs	: 622.605	: 10	: 156.618	: 3.9	:
: Hama	: 551.644	: 8	: 81.002	: 6.8	:
: Lattaquié	: 445.906	: 7	: 98.999	: 4.5	:
: Tartous	: 365.806	: 6	: 48.712	: 7.5	:
: Idbb	: 457.674	: 7	: 49.355	: 9.3	:
: Deir ez Zor	: 316.217	: 5	: 23.398	: 13.5	:
: Rakka	: 149.533	: 2	: 21.000	: 7.1	:
: Hassatché	: 333.104	: 5	: 36.950	: 9	:
: Deraa	: 248.407	: 4	: 17.050	: 14	:
: Komeitra	: 13.151	: 2	: -	: -	:
: Soueida	: 193.879	: 3	: 23.856	: 8.1	:
: TOTAL	: 6.342.714	: 100	: 1.616.696	: 3.9	:

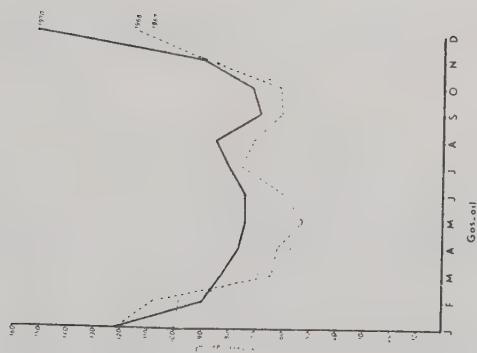
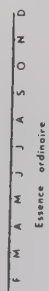
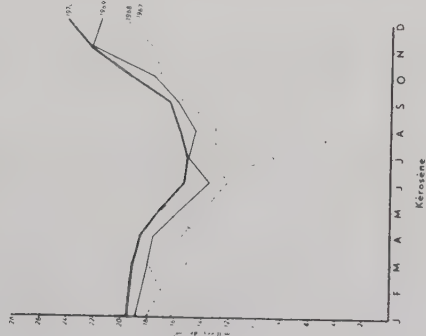
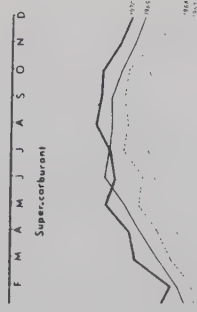
D'après ce tableau, Damas vient en tête avec la consommation de butane, soit par le total absolu de bouteilles (691.519), soit pour le rapport habitants/bouteilles (1,9/l). Puis suivant les grands départements : Alep, Homs et Lattaquié, où la consommation effective se trouve dans les villes mêmes, dont le niveau de vie est plus élevé que dans les petites villes ou dans les villages et où les moyens anciens de chauffage ne sont plus utilisés. Pour les autres Mouhafazats où domine la population rurale, la proportion habitants/bouteilles s'élève à 9,3/l à Idbib, 13,4/l à Deir ez Zor, 14,5/l à Deraa, etc... Ceci peut être expliqué par le niveau économique et social moins élevé et l'utilisation à grande échelle des possibilités offertes par la nature d'une part, et par la cherté de la bouteille de gaz (8.5 L.S.) par rapport au Kérosène et au gas-oil, de l'autre.

Pour la consommation de l'essence, les ventes de SADCOP en super carburant entre 1967-1970 ont été augmentées de 20.97% annuellement sous l'influence des facteurs fixes. L'influence des facteurs provisoires se manifeste par l'augmentation remarquable de la vente, dès janvier atteignant le point maximal en août. Ceci s'explique par le mouvement actif du tourisme au printemps et en été d'une part et l'activité de l'industrie de construction durant ces saisons, d'autre part, qui emploie un grand nombre de camions consommateurs d'essence super ou ordinaire. Les ventes de l'essence ordinaire augmentent de 18.6% annuellement, sous l'influence des facteurs fixes. Le rôle des facteurs provisoires que nous avons citées à propos du super carburant y est le même.

Les ventes de l'essence d'avion ont baissé de 6.3% par an, entre 1967 et 1970, car le consommateur principal de ce produit est la Société Arabe Syrienne d'Aviation, qui remplace progressivement ses avions à moteur par des avions à réaction.

Enfin, la consommation totale de l'essence a augmenté de 71.000 tonnes en 1960 à 196.000 tonnes en 1970, c'est-à-dire deux fois et demi en dix ans. Dans la même période la production de la raffinerie de Homs en essence a doublé : 126 tonnes en 1960 et 249.000 tonnes en 1970, c'est-à-dire qu'il y avait toujours un excédent.

CONSUMATION SAISONNIERE DES PRODUITS PETROLIERS



En ce qui concerne le Kérosène, la production de la raffinerie de Homs a triplé en dix ans : 89.000 tonnes en 1960, et 275.000 tonnes en 1970. Ainsi la consommation fut augmentée au même rythme, elle était de 82.000 tonnes en 1960 pour atteindre 265.000 tonnes en 1970.

Les ventes de la SADCOP en Kérosène ont évolué dans une proportion de 15,186% entre 1967 et 1970. En été, les ventes baissent car la durée de l'éclairage en cette saison est courte (jour long - nuit courte) d'une part, tandis que l'usage domestique du bois et de la paille dans les campagnes allège à son tour la consommation de Kérosène.

La consommation de carbu-réacteur a été augmentée de 170% entre 1967 et 1970. Elle était de 10.992 mètres cubes, en 1967 pour se relever à 27.200 m3 en 1970, en raison de la mise en service des grands avions dans la flotte syrienne, qui remplacent l'essence par le carbu-réacteur.

Les besoins intérieurs en gas-oil ont augmenté de 219% entre 1960 et 1970. La production de la raffinerie augmenta dans une proportion considérable, 282% dans la même période. Mais il y avait toujours une grande différence entre production et consommation. Elle fut de 258.000 tonnes en 1960, 544.000 tonnes en 1968, 456.000 tonnes en 1970. Par conséquent, le pays fut obligé d'importer chaque année une grande quantité de gas oil (428.000 tonnes en 1970). Bien sûr la diversité des marchés du gas-oil (chauffage domestique, transport, agriculture et industrie) fut une raison importante pour pousser en avant la consommation.

Toujours d'après SADCOP, la consommation de gas-oil augmente sous l'influence des facteurs fixes de 14,93% par an. Elle monte pendant l'hiver pour les besoins du chauffage domestique et de ceux de l'agriculture. Elle descend au minimum en septembre et en octobre, où le rôle des facteurs précédents est presque inexistant. Elle remonte en été sous l'influence de travaux agraires (moissons, transports des récoltes, etc...)

Quant au fuel-oil, la production de la raffinerie est passée de 273.000 tonnes en 1960 à 678.000 tonnes en 1970, c'est-à-dire qu'elle a augmenté de 246% en dix ans; l'excédent de fuel-oil compense cependant une partie du déficit de gas-oil dans tel ou tel usage.

Les huiles de graissage ne sont pas encore produites en Syrie. On doit en importer une trentaine de mille tonnes par an.

E - REPARTITION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS PETROLIERS SELON LES SECTEURS CONSOMMATEURS

Les statistiques concernant ce domaine sont publiées par SADCOP, qui classe ses clients en six secteurs :

1. Le secteur des transports : il comporte les stations-services, les centres de ventes, les boutiques et les garages en dehors des villes.
2. Le secteur industriel : il englobe les fabriques nationalisées et privées et les établissements de l'électricité.
3. Le secteur agricole : comporte les grands propriétaires terriens, les sociétés coopératives et les ravitailleurs des entreprises agricoles.
4. Le secteur consommateur : il s'agit des établissements diplomatiques, des hôpitaux privés, des boulangeries, des distributeurs par camions-citernes ou charrettes, les stations services dans les villes et les consommateurs ordinaires.
5. Les établissements gouvernementaux et officiels qui ne sont pas classés dans les autres secteurs.
6. Le secteur de l'aviation comportant les sociétés aériennes locales et étrangères qui utilisent les aéroports syriens.

Selon cette classification sectorielle, la répartition des produits pétroliers consommés dans le pays, en 1970 (vendus par SADCOP) est indiquée dans le tableau qui suit :

C'est le transport qui vient en tête, suivi par le secteur gouvernemental, tandis, que les autres secteurs sont de petits consommateurs.

TABLEAU N° 76 - Répartition des produits pétroliers consommés, selon les secteurs en 1970

Unité	Produits	Secteur des transports	%	Secteur industriel	%	Secteur agricole	%	Secteur consommation	%	Secteur gouvernemental	%	Secteur aviation
M3	Essence super	85.880	77.1%	1.922	1.7%	263	0.3	4.872	4.3%	18.359	16.5%	
M3	Essence ordinaire	77.759	82.3%	700	0.7%	49	0.1	658	0.7%	15.289	16.2%	
M3	Kérosène	184.059	85.4%	1.474	0.7%	3	-	5.754	2.7%	24.118	11.2%	
M3	Gas-oil	859.837	81.9%	67.442	6.4%	10.348	1%	39.187	3.8%	22.835	6.9%	
T.	Fuel-Oil	-	-	51.733	100%	-	-	-	-	-	-	
M3	Essence avion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6.179 : 100
M3	Kérosène avion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27.200 : 100
Boule												
tonne												
le	Gaz butane	-	-	80.834	5%	-	-	1.535.862	95%	-	-	-
T.	Huile de graissage	13.649	53.6%	2.029	8%	435	1%	1.128	4%	8.106	31.9%	101.0.4

En fait, l'explication réside dans le fait que les dénominations précédentes concernant les secteurs consommateurs n'étaient pas précises. Ainsi le secteur des transports, par exemple, comporte les moyens de transport et toutes les activités : industrie, agriculture, chauffage domestique, etc... en dehors des villes. En effet, une grande proportion de la consommation classée sous le titre "secteur des transports" allait vers les autres secteurs.

F - REPARTITION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS PETROLIERS SELON LES MOHAFAZATES

Le tableau n° 77 (page suivante) concernant la répartition des produits pétroliers consommés en 1970, dans l'ensemble du pays, permet de connaître les principaux centres de consommation.

Il est clair que quatre départements : Damas, Alep, Lattaquié et Homs consomment 1.094.414 m3 ou 70% de produits blancs. Damas en absorbe les 2/5 environ, soit 29,14% de la consommation totale du pays en produits blancs. Alep, avec 379.721 m3 soit 25,71%, Homs avec 154.044 m3, soit 10,22% et Lattaquié 129.220 m3, soit 8,95%.

Pour plusieurs raisons, les quatres départements absorbent la plupart de la consommation de produits blancs : ils comportent 58% des habitants du pays et 92% des établissements industriels. De plus, les villes Damas, Alep, Homs et Lattaquié représentent des centres commerciaux et culturels pour de vastes régions : Damas est le centre du Sud, Alep est le centre du Nord-Est, Homs est le centre de la région centrale et Lattaquié est le centre de la région littorale.

Les 51.733 tonnes de fuel oil, distribuées par SADCOP ont été consommées par Damas, Alep et Homs les principales villes industrielles du pays.

Pour la consommation des huiles de graissage, Damas et Alep ont consommé 66% de la consommation totale du pays. Quant à la consommation dans les autres Mouhafazates, six d'entre elles (Hama, Tartous, Idlib, Rakka, Deir ez Zor et Hassatché) ont une consommation moyenne. Deux ont de faible

consommation (Deraa et Soueida). Ces dernières sont moins peuplées, Deraa abrite 4% de la population et Soueida 3%. Ici c'est le domaine de l'habitat rural avec des cultures sèches sur petites surfaces, où l'utilisation des techniques agricoles modernes est très limitée.

Tout ceci peut expliquer la faible consommation dans les deux départements.

TABLEAU 77 - Répartition géographique de la consommation des produits pétroliers en 1970

	: Essence :	Essen-	:	:	:	Total :	Fuel :	Huiles :
: Mouhafazates	: super :	ce :	: Kérosène :	Kérosène :	Gas :	: produits :	: Fuel :	: de :
:	: et or :	: avion :	:	ne :	oil :	: blancs :	: oil :	: graissa :
:	: dinaire :	:	:	: avion :	:	:	:	: ge :
:	:	:	:	:	:	:	:	:
:	: M3 :	M3 :	M3 :	M3 :	M3 :	: M3 :	Tonnes :	Tonnes :
:	:	:	:	:	:	:	:	:
: Damas	: 80.247 :	6.179 :	62.007 :	27.200 :	288.175 :	430.429 :	18.506 :	9.631 :
: Alep	: 45.163 :	- :	40.864 :	- :	293.694 :	379.721 :	25.313 :	7.319 :
: Lattaquié	: 48.577 :	- :	11.081 :	- :	35.579 :	129.220 :	- :	475 :
: Homs	: 21.666 :	- :	22.816 :	- :	109.562 :	154.044 :	7.914 :	2.563 :
: Hama	: 13.023 :	- :	15.370 :	- :	66.483 :	94.876 :	- :	979 :
: Tartous	: 7.354 :	- :	7.971 :	- :	21.922 :	37.247 :	- :	326 :
: Idlib	: 3.818 :	- :	14.487 :	- :	47.128 :	65.433 :	- :	663 :
: Rakka	: 6.051 :	- :	8.015 :	- :	47.962 :	62.028 :	- :	1.044 :
: Deir ez Zor	: 4.952 :	- :	6.207 :	- :	45.930 :	56.549 :	- :	1.057 :
: Hassatché	: 8.583 :	- :	12.523 :	- :	58.236 :	79.345 :	- :	907 :
: Soueida	: 1.668 :	- :	3.922 :	- :	9.337 :	14.927 :	- :	179 :
: Deraa	: 4.622 :	- :	10.146 :	- :	26.181 :	40.049 :	- :	305 :
:	:	:	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:
: TOTAL	: 211.955 :	6.179 :	215.409 :	27.200 :	1049.649 :	1.477.012 :	51.733 :	25.488 :

Or, d'après le tableau, on constate que Deraa et Soueida consomment plus de Kérosène que de gas-oil par rapport aux départements classés

à moyenne consommation, parce que à Deraa comme à Soueida on utilise largement le Kérosène pour l'éclairage et l'usage domestique, tandis que dans les autres départements dominent les cultures sur de grandes surfaces (Hassatché, Rakka) ou irriguées (Hama, Idlib, Deir ez Zor), qui exigent des machines agricoles consommant du gas oil, comme carburant.

G - LE TRAITEMENT DU PETROLE BRUT SYRIEN DANS LA RAFFINERIE DE HOMS

Après la nationalisation du pétrole brut, à la fin de 1964, la Société Générale du Pétrole a exécuté des études concernant l'industrie pétrolière dans le pays avec plusieurs buts : trouver un procédé nouveau pour le traitement du pétrole syrien capable de fournir les produits demandés par le marché local, alors que la raffinerie de Homs ne peut les produire, d'une part, et que d'autre part, les caractéristiques du pétrole syrien sont différentes de celles du pétrole brut irakien traité à la raffinerie de Homs, ce qui exige d'importants changements ou perfectionnements de cette dernière. De plus l'Etat syrien désirait remplacer le pétrole irakien par du pétrole local pour économiser la valeur du pétrole brut importé payé en devises, et assurer un débouché stable à son propre pétrole brut.

A l'issue de ces études, on est parvenu aux conclusions suivantes :

1. Les frais des besoins intérieurs en produits pétroliers, en traitant le pétrole brut syrien, sont inférieurs à 5 millions de dollars que dans le cas de traiter le pétrole brut de Kirkuk et d'importer le gas oil déficitaire. Ils sont inférieurs à 7 ou 8 millions de dollars, en traitant le pétrole brut syrien plutôt que d'importer de l'étranger les produits pétroliers nécessaires au pays.

2. Le procédé le plus favorable pour la distillation du pétrole brut syrien est la "carbonisation" des résidus obtenus après la distillation atmosphérique du pétrole brut, qui pourra augmenter la production du gas-oil, par rapport à celle du bitume et du fuel oil.

3. La région avantageuse pour la construction d'une nouvelle raffinerie traitant le pétrole brut syrien est située à côté de la raffinerie de Homs. Elle bénéficiera des équipements auxiliaires de celle-ci et des avantages de la situation géographique cités plus haut.

4. Le traitement du pétrole brut irakien reste coûteux, même en utilisant un procédé de distillation plus moderne pour traiter le brut syrien.

5. Il faut prendre des mesures efficaces pour encourager la consommation du fuel oil et du bitume dans le pays et limiter celle du gas oil.

6. Enfin, il est nécessaire de construire des entreprises industrielles qui peuvent utiliser quelques produits obtenus par le fractionnement de pétrole brut syrien (coke, soufre).

Aperçu sur le procédé de traitement du pétrole brut syrien

La Société Générale du Pétrole avait effectué des études sur les procédés modernes de distillation, de pétrole brut, dans le but d'adopter un procédé économique, et en même temps, capable de couvrir les besoins du pays en dérivés pétroliers, sans réaliser de produits excédentaires, susceptibles d'empêcher l'utilisation totale de la capacité du raffinage. Comme c'était le cas pour la raffinerie de Homs.

Ce choix ne fut pas facile, car le pétrole syrien est lourd et riche en soufre, c'est-à-dire qu'il contient une proportion inférieure de produits blancs ce qui exige des opérations complexes et nombreuses de fractionnement.

La distillation du pétrole de Soueidiyé (le plus léger et le moins riche en soufre), dans la raffinerie de Homs donne les produits suivants, qui sont en comparaison avec ceux du pétrole brut de Kirkuk :

: Produits	: % du brut de Kirkut	: % du brut de Soueidiyé	:
: Butane	: 1	: 1	:
: Essence	: 15	: 10	:
: Kérosène	: 12	: 12	:
: Gas-oil	: 30.5	: 5.5	:
: Fuel Oil et bitume	: 40	: 70	:
: Gaz légers et perdus	: 1.5	: 1.5	:
: TOTAL	: 100	: 100	:

D'après cette comparaison, il ressort que le procédé de distillation de pétrole brut de Kirkuk n'est pas applicable sur le pétrole brut de Soueidiyé qui donne 5.5 % de gas-oil au lieu de 30.5 %, et en même temps qui donne 70% de produits lourds.

Pour éviter cet inconvénient, et pour augmenter la production de gas-oil à partir des résidus, on a étudié de multiples procédés capables de transformer les résidus en produits légers en voici les principaux :

1. Le fractionnement à haute température de résidus, qui restent après la distillation atmosphérique, consiste essentiellement en une pyrogénéation à température élevée, brisant les grosses molécules des résidus, les rendant plus légères.

Les études exécutées sur ce procédé indique qu'il permet d'augmenter, à moindre frais, la production de gas-oil, mais en proportion inférieure, et en même temps donne de grandes quantités de fuel oil de mauvaise qualité. Pour cela on l'a abandonné.

2. Hydrocraking : il s'agit d'une opération effectuée sous pression favorable de l'hydrogène, en présence d'un catalyseur, permettant

de transformer avec un rendement amélioré des résidus en gaz, essence, kérosène et gas-oil. Ce mélange comporte une teneur infime de soufre et 70% de gas-oil.

On a trouvé que ce procédé permet de couvrir les besoins du pays en gas-oil, mais il est coûteux et donne une grande quantité de bitume.

3. La carbonisation des résidus : il s'agit de fractionnement à température élevée (500°C environ) permettant de transformer les résidus en coke de pétrole, gaz et de condensats qui comportent du gas-oil lourd et léger, essence, Kérosène, butane, fuel-oil, bitume et gaz sulfureux. Le Gas-oil obtenu représente 54% des résidus transformés.

L'inconvénient mineur pour l'application de ce procédé, c'est la production notable de coke, qui fut évaluée à 264.000 tonnes en traitant 2.7 millions de tonnes de pétrole brut de Soueidiyé. Mais il se révèle économique en raison de l'utilisation du coke comme source d'énergie bon marché. Ainsi ce procédé fut adopté.

La nouvelle raffinerie adaptée au traitement du pétrole brut Syrien

Elle comporte deux parties principales :

1. Perfectionnement des installations et des équipements de l'ancienne raffinerie de Homs, pour être capable de remplacer le pétrole brut de Kirkuk par du pétrole brut syrien, d'une part, et pour les mettre au service de la nouvelle raffinerie, de l'autre.

Les perfectionnements principaux concernent :

a) L'unité de distillation pour augmenter sa capacité d'un million de tonnes de pétrole brut de Kirkuk, à 1.7 millions de tonnes de pétrole brut de Soueideiyé.

b) L'unité d'amélioration de l'essence lourde pour augmenter sa capacité dans le but d'améliorer le mélange de l'essence lourde obtenue

par la distillation atmosphérique et de l'essence lourde obtenue par la carbonisation des résidus, pour une capacité de 120.000 tonnes par an, au lieu de 100.000 tonnes.

c) Le développement des services généraux et ateliers de l'entretien et de pièces de rechange pour augmenter leur potentiel.

2. La raffinerie du pétrole brut syrien proprement dite comporte des unités de production, des équipements et des annexes qui ont des capacités et des possibilités déterminées selon le plan de fractionnement, basé sur le procédé dit "carbonisation".

En tenant compte de la capacité de l'ancienne raffinerie perfectionnée, la nouvelle raffinerie pourrait couvrir les besoins du pays en 1970, en combustibles liquides, butane et bitumes routiers.

En effet, les unités et les installations ajoutées, outre des perfectionnements introduits à l'ancienne raffinerie sont les suivantes :

1°- Unité de déminéralisation du pétrole brut

Le pétrole brut syrien comporte un taux de salinité un peu élevé, qui exerce une influence corrosive sur les métaux des installations, surtout ceux de la carbonisation. Pour éviter cet inconvénient la raffinerie a été équipée de deux unités de déminéralisation par électrolyse.

2°- Unité de distillation de pétrole brut :

Sa capacité d'un million de tonnes par an de brut de Soueidiyé ou de Karat-chouk ou un mélange de deux bruts donne les produits suivants : (1)

(1) NAFT AL ARAB. n° 4. Janvier 1969.

Produits	Quantités en tonnes	Proportion en soufre
Gaz légers	2.560	-
Butane	9.760	-
Essence légère 30-110°C	71.200	0.03%
Essence lourde 110-140°C	36.480	0.07%
Kérosène 140-240°C	123.900	0.35%
Gas-Oil 240-360°C	192.000	2.3%
Résidus	564.000	5.1%

En cas de distillation de 2.7 millions de tonnes (capacité totale de la raffinerie) de brut de Soueidiyé, les produits obtenus donnent le schéma suivant :

Butane	21.000 tonnes
Essence légère et lourde	291.000 "
Kérosène	335.000 "
Gas-Oil	518.000 "
Résidus	1.528.000 "
Gaz légers	7.000 "

Le résidu après l'arrêt de distillation au 360°C sera utilisé comme suit :

- 1 million de tonnes consacré à la carbonisation pour augmenter la production de distillats (voir plus loin)
- 200.000 tonnes destinées à la production de bitumes routiers, gas-oil lourd, fuel-oil et huiles de graissage, dans une unité de distillation sous pression réduite.
- le reste, entre dans la préparation de combustibles industriels, après s'être mélangé avec du gas oil obtenu par l'unité de carbonisation.

3°- Unité de carbonisation de résidus

Sa capacité est d'un million de tonnes de résidus. Grâce à la carbonisation, nous aurons les produits suivants : (1)

Gaz pétroliers (méthane, butane, éthylène)	100.000 tonnes
Essence légère 35-90°C	45.000 "
Essence lourde 90-140°C	50.000 "
Gas - oil léger 140-400°C	405.000 "
Gas - oil lourd 400-510°C	136.000 "
Coke du pétrole	264.000 "

TOTAL ...	1.000.000 "

Les produits de la carbonisation comportent des hydrocarbures non saturés et une proportion élevée de soufre. On a prévu des unités qui transforment la plupart de ces produits par l'hydrogénation qui les rend utilisable (voir plus loin).

4°- Unité de dégasolinage

L'opération de carbonisation produit une grande quantité de gaz pétroliers qui comportent le butane, le propane, le gaz de raffinerie et une proportion élevée de l'essence, qui a un nombre d'octane élevé. La séparation de ces éléments s'effectue dans cette unité.

5°- Unité d'hydrogénation de l'essence et du Kérosène

Sa capacité est de 250.000 tonnes par an; elle transforme en présence de l'hydrogène, l'essence et le Kérosène obtenus à partir de la distillation atmosphérique de pétrole brut, afin d'éliminer les composés sulfurés, produits corrosifs et malodorants. Cette unité donne le schéma suivant :

(1) NAFT AL ARAB. n° 4, Janvier 1969.

- Kérosène à usage domestique	187.000 tonnes	
- Kérosène avion	30.000	"
- White spirit	3.000	"
- Essence légère	30.000	"

TOTAL	250.000	"

6°- Unité d'hydrogénation du gas-oil léger

Il s'agit d'hydrogénation, d'un mélange de 325.000 tonnes de gas-oil obtenu par l'unité de distillation atmosphérique et de 400.000 tonnes de gas-oil léger obtenu par l'unité de carbonisation.

Cette opération vise la saturation des molécules de gas oil de carbonisation d'une part et l'abaissement du taux du soufre et du nitrogène, d'autre part.

A partir de cette opération, la quantité de gas-oil amélioré est de 95% des quantités hydrogénées; le reste est constitué de gaz riches en sulfhydrite, utilisable pour la fabrication du soufre et de l'essence de mauvaise qualité employée comme combustible dans la raffinerie.

7°- Unité d'hydrogénation du gas-oil lourd

Le principe est de désulfurer 150.000 tonnes de gas-oil lourd, obtenu par de la carbonisation et de saturer ses molécules. Le gas-oil obtenu est destiné à la préparation du fuel oil (mélange de gas-oil lourd amélioré et de résidus) et du gas oil de chauffage domestique (mélange de gas-oil lourd amélioré et de gas-oil léger).

Cette opération comme la précédente donne des gaz sulfureux consacrés à la fabrication du soufre et de l'essence de fours.

8°- Unité de séparation du sulfhydrite et de gaz légers

Nous avons mentionné précédemment, que les opérations de carbonisation et d'hydrogénation sont accompagnées par des gaz riches en

soufre. Cette unité dégage le sulfhydrite comme matière première pour la préparation du soufre dans une unité spéciale et des gaz de raffinerie comme combustibles pour les fours de la raffinerie.

9°- Unité de production du soufre

Il s'agit du soufre jaune à partir du sulfhydrite, sa capacité est de 35.000 tonnes par an. Le soufre obtenu est destiné à l'exportation, au cours des premières années. Plus tard, il sera utilisé dans l'industrie de l'acide sulfurique nécessaire pour l'industrie du triple superphosphate.

10°- Unité de production de l'hydrogène

Les opérations d'hydrogénation, citées plus haut, ont besoin de grandes quantités de l'hydrogène produite par cette unité, à partir de l'essence légère et des vapeurs, comme matières premières. Sa capacité est de 16.000 m3 par heure.

11°- Unité de production du bitume

C'est la deuxième unité dans la raffinerie de Homs qui produit du bitume. Sa capacité est de 70.000 tonnes de bitumes routiers.

12°- Unité d'épuration de l'essence lourde

L'opération de carbonisation des résidus produits 50.000 tonnes par an d'essence lourde à indice d'octane relativement élevé, mais elle comporte des composés sulfurés et malodorants. Cette unité abaisse son taux de soufre et améliore son odeur, en gardant son indice d'octane.

13°- Les installations d'épuration de l'eau

Elles sont similaires aux installations qui existaient auparavant dans la raffinerie. Il s'agit essentiellement des opérations d'épurations, manipulations chimiques et biologiques, soit pour l'eau

tirée de l'Oronte, soit pour l'eau usée et rejetée à la même rivière.

14°- Unité de gaz de butane

c'est une autre unité ajoutée à la raffinerie de Homs. Sa capacité est de 700 bouteilles par heure. Elle est équipée de tout ce qu'il faut pour la vérification et l'entretien des bouteilles et de réservoirs de stockage, du butane liquéfié qui ont 5.000 m3 de capacité totale.

C'était un exposé bref concernant les unités et installations ajoutées à la raffinerie de Homs qui en font un véritable complexe pétrolier dans le pays.

Pratiquement le programme du raffinage prévu au 3ème Plan a été largement modifié. L'utilisation du pétrole brut syrien dans la nouvelle raffinerie s'est réduite à partir de 1973 pour atteindre une proportion très modeste à la fin du plan et rien pour l'année 1975. Plusieurs raisons sont à la base de cette réduction : le fonctionnement de la raffinerie de Homs à pleine capacité en traitant le brut syrien donne des quantités énormes de soufre et de coke de pétrole qui devaient être utilisés sur place pour la production des engrais phosphatés et d'électricité. En 1973 l'aviation israélienne a détruit la centrale thermique de Kattiné, tandis que le projet de l'usine de phosphate a été ajourné. La dernière raison c'est que la production du pétrole brut reste inférieure aux prévisions du 3° Plan (62%).

Pour répondre aux besoins intérieurs des produits pétroliers qui dépassent 3 millions de tonnes à la fin du plan, on a prévu de construire une raffinerie d'une capacité de 2 millions de tonnes.

Mais les modifications introduites dans l'industrie pétrolière ont touché le secteur du raffinage. En effet, deux accords ont conclu avec des groupes roumains et japonais pour construire deux raffineries d'une capacité totale de 8,5 millions de tonnes par an. La Roumanie a commencé les travaux de construction de la raffinerie de Baniyas d'une capacité

de 6 millions de tonnes par an; on prévoit pour le début de 1978 le commencement de la production. Entre 1975 et 1977, le Japon devrait achever la construction de la deuxième raffinerie à Tartous avec une capacité annuelle de l'ordre de 2.5 millions de tonnes.

A la raffinerie de Homs, elle-même, on a construit, entre 1974-1975 deux unités pour le traitement du pétrole brut avec une capacité totale de 2.5 millions de tonnes de pétroles brut par an. La première unité, d'une capacité de 1 million de tonnes par an, a été montée par l'entreprise Italienne UNGEGO. Cette unité est destinée au traitement du pétrole brut irakien. La deuxième unité a été construite par la Tchécoslovaquie pour le raffinage de 1.5 millions de tonnes de pétrole brut syrien, par an (mis en fonction en avril 1976). (1)

Ainsi, au début de 1976, et après la réparation des installations endommagées pendant la guerre d'octobre 1973, la raffinerie de Homs totalise 5.2 millions de tonnes de capacité du raffinage par an.

Avec l'exécution totale du nouveau programme, la Syrie sera le premier pays, dans le Moyen-Orient, en ce qui concerne le raffinage du pétrole brut, en possédant trois raffineries d'une capacité totale de 13.7 millions de tonnes par an. Elle sera un des plus importants pays pour l'exportation des produits pétroliers.

Le rôle de la raffinerie dans la région

La fondation de la raffinerie près de Homs était très importante pour la région. Auparavant, Damas et Alep avaient monopolisé la quasi totalité des industries, en Syrie. Actuellement, Homs est le centre de l'industrie pétrolière et par conséquent de la source de l'énergie. Les frais de transport des produits pétroliers vers Damas et Alep jouent un rôle négatif en ce qui concerne le prix de revient des produits

(1) Journal Syrien "La Révolution", n° 4005, mars 1976.

industriels. Par contre l'existence de la raffinerie à Homs est un grand avantage pour les industries dans cette ville.

Actuellement, Homs est le plus grand centre d'énergie électrique de Syrie et ravitaille les grandes villes déficitaires en énergie électrique.

Avant le fonctionnement de la raffinerie, l'usine électrique de Kattiné (sur le Lac de Kattiné) avait une puissance installée de 6.100 KW. Elle a été relevée à 38.000 KW en 1966, et à partir de 1969, l'usine a été dotée de trois unités d'une puissance totale de 90.000 KW.

L'installation d'un réseau électrique de 230 KW a été achevée en 1970, reliant l'usine de Kattiné à Damas au Sud et à Alep au Nord, puis au-delà jusqu'au barrage de l'Euphrate à Tabaka, dans le but de transporter l'énergie électrique de la zone de Homs actuellement et vice versa dès que la station du Tabaka fonctionnera. Un autre réseau a été achevé fonctionnant sur 66 KV et 20 KV. qui alimente de nouvelles unités industrielles construites à Homs et à Hama, ainsi que les mines de phosphates à 160 km. à l'Est de Homs.

Ce développement de l'industrie d'électricité est lié directement au relèvement de la capacité de la raffinerie et plus particulièrement à celui de la production du coke de pétrole qui réduit le prix du KWH d'électricité aux environs de 2 à 2.5 piastres syriennes.

Au troisième plan quinquennal, il est prévu de construire plusieurs usines autour de la raffinerie visant au développement de l'industrie pétrolière, il s'agit d'une usine pour la fabrication des huiles minérales, sa capacité dans la première phase est de 15 mille tonnes par an et de 40 milles tonnes dans la deuxième phase; d'une usine pour la fabrication de graisses avec une capacité de 400 tonnes par an, au début du plan et de 1.300 tonnes par an à la fin du plan. Une usine pour la fabrication et réparation des fûts métalliques, une usine pour la fabrication des trépans nécessaires aux travaux de sondage dans les gisements pétroliers, après l'évolution notable du nombre d'appareils de sondage et le

développement des travaux de recherche; une usine pour la production des bitumes routiers oxydés d'une capacité de 33.000 tonnes par an; et enfin une suie pour la fabrication des pièces de rechange qui peut couvrir les besoins de la raffinerie et les usines en construction.

Ainsi, la raffinerie a fait de la ville de Homs un grand foyer industriel sans tenir compte du développement qui a touché les autres activités industrielles dans cette ville ainsi qu'à la ville de Hama.

Sur le plan social, le travail pendant ou après la construction de la raffinerie ainsi que pour les usines construites (usine des engrais) ou en cours de construction, a exigé une main-d'oeuvre considérable recrutée essentiellement dans la ville de Homs et dans les villages voisins.

Or, Homs étant le lieu d'habitation de cette main d'oeuvre et le centre de ravitaillement des travailleurs pour tous les besoins quotidiens. Par conséquent, cette implantation industrielle a participé au développement de la ville, surtout dans le secteur de la construction d'immeubles à usage d'habitation, restaurants, hôtels, jardins, etc...

En réalité, le développement de la main d'oeuvre dans la région a créé une forte demande de logements dans la ville; c'est la raison pour laquelle l'Etat a décidé de construire une cité spéciale pour les travailleurs de la raffinerie et des usines voisines.

Du point de vue géographique, une partie de la zone, déjà formée par le lac de Kattiné encadré de plaines fertiles, calmes, cultivées en vignes, céréales et cultures maraichères a été remplacées progressivement par une zone industrielle, où les bâtiments, les installations métalliques, les colonnes, les câbles, etc... barrent la vue infinie; la brillante argentée des réservoirs cylindriques saute aux yeux avant la brillante de l'eau de Kattiné, les bruits intenses des moteurs, machines et camions-citernes troublent jour et nuit le calme de la nature, et enfin les odeurs qu'exhale la raffinerie sont bien connues des voyageurs, entre Tartous et Homs et ont remplacé les odeurs des sapins et des vignes.

LE TRANSPORT ET LE STOCKAGE

A - LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION DES DERIVES PETROLIERS

Il s'agit des moyens de transports utilisés pour le transport et la distribution de la production de la raffinerie de Homs, dans le pays, d'une part et le transport des produits pétroliers excédentaires vers le port de Lattaquié, et vice versa, pour l'importation du gas-oil, de l'autre.

I - LE RESEAU DE CANALISATIONS

Avant la construction de la raffinerie de Homs, la distribution des produits pétroliers importés de l'étranger s'effectuait par camions citernes et chemins de fer. Deux ans après la mise en marche de la raffinerie de Homs, et l'augmentation notable de la consommation du pays en produits pétroliers, il était possible de construire un réseau d'oléoducs reliant la raffinerie et les grandes villes qui puisse acquérir les projets suivants :

1. Alléger la pression sur les voies terrestres, en particulier la route Damas-Alep et son embranchement Homs-Lattaquié, considérée comme la route unique et vitale qui relie les Mouhafazates du pays (Damas, Homs, Hama, Alep, Tartous, Lattaquié) où règne un grand mouvement de circulation.
2. Alléger la pression sur certains moyens de transport comme les camions citernes et les voies ferrées, en utilisant les premiers dans les régions dépourvues de chemin de fer, en particulier les régions Nord-Est.
3. Economiser les devises dépensées en achat de camions citernes et de pièces de rechange.
4. Abaisser les frais de transports, soit de la distribution de la production de la raffinerie aux centres de stockage, soit du transport de l'importation et l'exportation des produits pétroliers du port de Lattaquié vers Homs et vice versa.

5. La rapidité et la permanence du transport par oléoduc économisant du temps, que perdent les camions citernes en retournant en vide des centres de ventes vers le centre de production, à Homs.

Pour ces raisons, on a décidé, en 1961, de construire un réseau d'oléoducs permettant de transporter les produits blancs de la raffinerie de Homs (essence, Kérosène, gas-oil) vers Damas, Alep et Lattaquié.

La construction a été effectuée entre 1961-1963 par une entreprise italienne (Technit) aux frais totaux de 8 millions de dollars environ.

Ce réseau se compose des trois tronçons suivants :

1. Tronçon Homs-Damas : il a 167 km. de longueur et 6 pouces de diamètre. Sa capacité est de 300.000 m³ par an, au premier stade, 480.000m³, au deuxième stade et de 650.000 m³ à la dernière étape.

Ce tronçon ravitaille la région méridionale, qui englobe les Mouhafazates de Damas, Deraa, Soueida et Kuneitra. Les réservoirs de stockage se trouvent à la fin de l'oléoduc au Nord de Damas (Adra), et au-delà on distribue les produits pétroliers blancs par des camions citernes.

La mise en marche de ce tronçon eut lieu le 29 avril 1964. Il a évacué, dans la même année 39.700 m³ de produits pétroliers blancs. En 1966, la quantité pompée par ce tronçon fut de 290.800 m³ et de 294.000m³ en 1969, c'est-à-dire qu'il arriva au point maxima pour la capacité de la première étape.

En 1970, sa capacité fut relevée au deuxième stade, dont la quantité canalisée était de 330.372 m³.

2. Tronçons Homs-Alep : il a 183,5 km. de longueur et 6 pouces de diamètre. Il ravitaille la région Nord, Nord-Est soit les Mouhafazates, Alep, Idlib, Deir ez Zor, Rakka et Hassatché.

Les produits pétroliers évacués seront stockés à Alep, puis ils seront distribués par camions citernes aux centres de consommation. La capacité de cette ligne est de 360.000 m3 au premier stade, 480.000m3 au deuxième stade, et de 600.000 m3 au troisième stade.

L'évacuation des produits blancs de la raffinerie de Homs à travers ce tronçon débuta le 9 avril 1964, en transportant 198.730 m3 durant 1964 et 303.330 m3 en 1966. En fait la capacité de ce tronçon n'a pas été exploitée au maximum, car la dimension des réservoirs de stockage à Alep, n'était pas satisfaisante.

3. Tronçon Homs-Lattaquié : il fonctionne vers deux directions opposées. Il transporte les produits blancs de la raffinerie de Homs destinés à la consommation de la région littorale et à l'exportation, d'une part et d'autre part, il transporte de Lattaquié à Homs, les produits pétroliers blancs, importés de l'extérieur.

Ce tronçon mesure 167 km. de longueur et 6 pouces de diamètre. Sa capacité annuelle est de 405.000 m3, il est possible de relever la capacité par l'adjonction de nouvelles stations de pompage. L'oléoduc a été mis en fonction le 30 mars 1964. Il a transporté cette année-là, 151.470 m3 de gas oil importés en direction de Lattaquié-Homs. Dans l'autre sens, il a transporté 84.310 m3 de produits blancs.

En 1966, il transporta 30.624 m3 de gas-oil importés de Lattaquié à Homs et 87.540 m3 dans la direction inverse, soit 393.770 m3 au total, ce qui est inférieur à la capacité disponible de ce tronçon.

Ainsi, la capacité globale des trois tronçons est de 1.065.000 m3 soit 885.000 tonnes, pour la première étape.

L'adjonction de nouvelles stations de pompage aux tracés de la ligne Homs-Damas et celle de Homs-Alep, a permis de relever leur capacité de 550.000 tonnes à 1.000.000 de tonnes par an.

II - LE TRANSPORT PAR CAMIONS CITERNES

Par ce moyen, on transporte les produits blancs stockés près des grandes villes : Homs, Damas, Alep, Lattaquié, vers les différentes localités urbaines et villageoises, d'une part, et d'autre part, on transporte la production de la raffinerie en fuel-oil et en bitume vers les centres de Mouhafazates.

En 1967, le nombre de camions-citernes opérateurs, au compte de la Société Arabe Syrienne pour la Distribution de Produits Pétroliers était de 606 : 436 camions destinés à transporter les produits blancs, d'une capacité de 1,6 millions de mètres cubes par an (320 jours de travail). Le reste, à savoir, 170 camions était destiné à distribuer du bitume et du fuel-oil.

Les frais de transport par ce moyen sont les plus élevés, mais il était indispensable en raison de l'insuffisance du réseau d'oléoducs d'une part et du manque de chemin de fer.

III - LES CHEMINS DE FER

Jusqu'en 1969, le transport des produits pétroliers par ce moyen était secondaire; en fait il n'y avait que le chemin de fer Homs-Alep, d'utilisation limitée, car il était en concurrence avec l'oléoduc Homs-Alep.

En 1967, 10 wagons citernes seulement étaient utilisés pour le transport des produits pétroliers blancs à Alep, c'est-à-dire que la capacité de ce moyen était de 230 m3 par jour et de 73,6 mille m3 par an.

L'avenir du transport par chemin de fer, en Syrie, sera très important après la construction complète du réseau de chemins de fer qui relie presque toutes les grandes villes à la raffinerie de Homs. Une grande partie a été achevée : Homs-Tartous et Alep Rakka Deir ez Zor, Hassatché, Kamechlie. Ainsi la quantité des produits pétroliers transportés par chemin de fer a été relevée de 16.000 tonnes en 1959 à 150.000 tonnes en 1972.

B - LA NATIONALISATION DES SOCIÉTÉS DISTRIBUTRICES DE PRODUITS PÉTROLIERS

Avant la construction de la raffinerie de Homs, il y avait en Syrie, 9 sociétés opératrices dans le domaine du transport et de la distribution de dérivés pétroliers. Elles étaient constituées de trois sociétés étrangères filiales ESSO, SHELL, SOCONY VACUUM et 6 sociétés nationales privées. Les sociétés étrangères transportaient les produits pétroliers finis du Liban et les distribuaient directement à leurs stations, dans les villes, ou indirectement aux sociétés nationales, qui à leur tour, les distribuaient aux consommateurs.

Après la construction de la raffinerie de Homs, les sociétés étrangères et nationales ont participé avec l'Etablissement Public du Pétrole à la distribution de la production de la raffinerie sur le marché local.

En 1964, les sociétés étrangères détenaient 67% du commerce intérieur des produits pétroliers, en Syrie. (1)

Conformément à la tendance de l'Etat visant la domination complète de l'industrie pétrolière, on a déclaré la nationalisation des sociétés étrangères et locales par le décret législatif n° 49, promulgué le 4 mars 1965. Les biens des sociétés nationalisées ont été mis à la disposition de l'Etablissement Public du Pétrole, qui les remplaça dans leur tâche.

C - LE TRANSPORT DU PÉTROLE BRUT SYRIEN

La situation géographique des gisements pétroliers exploitables à la veille de la nationalisation du pétrole en Syrie est très éloignée de la Méditerranée, route naturelle et efficace pour le trafic du pétrole du Moyen-Orient vers le marché européen.

(1) F.B. VICTOROFF p. 69.

Du point de vue local, les gisements sont mal placés, soit pour la raffinerie de Homs, soit pour les principaux centres consommateurs d'énergie dans le pays. Sur le parcours de la route terrestre qui relie la zone des gisements aux grandes villes. Damas est situé à 1.000 km. environ au Sud Ouest, Homs est à 840 km. et Lattaquié est à 800 km. environ à l'ouest des gisements.

C'est ainsi que le problème d'évacuation du pétrole brut de la Haute Djeziré vers Homs ou vers la Méditerranée, était majeur et il a retardé la mise en exploitation du pétrole brut en Syrie.

En réalité la construction d'un oléoduc pour le transport du pétrole brut a été prévue dans le 1er plan quinquennal, établi en 1959, c'est-à-dire deux ans après la découverte du gisement de Karatchouk. Mais la découverte du gisement de Soueidiyé, en 1959, par Concordia, arrêta l'exécution du projet dans le but de construire un oléoduc unique qui puisse transporter la production de deux gisements.

Une société allemande a été chargée d'effectuer des études préliminaires concernant la construction d'un oléoduc entre les gisements et la Méditerranée, d'une capacité d'évacuation de 3 millions de tonnes de pétrole brut par an, aux caractéristiques semblables à celles du pétrole de Karatchouk.

Le 2 juin 1961, l'entreprise allemande a présenté ses études, en proposant 3 lignes d'un tracé moyen de 682 km.

1. Oléoduc de 12 pouces de diamètre, aux frais totaux de 164 millions de marks allemands, sa capacité variant de 2.5 à 3 millions de tonnes. En cas de 2.5 millions de tonnes, les frais de la tonne transportée sont de 10.45 marks et de 9.88 marks en cas de 3 millions de tonnes de capacité.

2. Oléoduc de 14 pouces de diamètre aux frais totaux de 208 millions de marks. Les frais de la tonne transportée sont évalués à 10,60 marks pour une capacité de 2.5 millions de tonnes et à 9.45 marks pour une capacité de 3 millions de tonnes.

3. Oléoduc de 16 pouces : les frais totaux sont de 231 millions de marks; les frais de transport pour chaque tonne de brut sont de 10.85 marks pour une capacité de 2.5 millions de tonnes et de 9.50 marks pour une capacité de 3 millions de tonnes.

Pendant que les négociations pétrolières se déroulaient entre le gouvernement de la R.A.U. et Concordia, de 1959 à 1961, celle-ci a proposé que l'Etat construise l'oléoduc souhaité et que Concordia puisse l'utiliser pour le transport du pétrole de Soueidiyé, son propre gisement, en payant les frais déterminés sur chaque tonne transportée.

Mais le gouvernement syrien, après la séparation politique entre la Syrie et l'Egypte, le 28 septembre 1961, demanda à Concordia de construire elle-même l'oléoduc, selon les études proposées.

Enfin, le changement politique en Syrie en 1963 et l'affrontement des intérêts nationaux et allemands, ayant amené la nationalisation des hydrocarbures, en 1964, les négociations avec Concordia furent définitivement interrompues.

Entre temps, le gouvernement syrien contactait de multiples entreprises internationales, qui ont effectué des études concernant le tracé de l'oléoduc, sa capacité, les caractéristiques du pétrole brut, etc... puis ont offert leurs études et leurs propositions aux responsables syriens.

En effet, la construction de l'oléoduc de pétrole brut Karatchouk, Tartous, passa par les phases suivantes :

- 1°- Les études économiques concernant le tracé et le diamètre des tubes.
- 2°- Les études concernant d'autres parties.
- 3°- La construction.

1°- Les études économiques concernant le tracé et le diamètres des tubes

Ce point comporte :

- A - le tracé de l'oléoduc,
- B - Le diamètre de l'oléoduc

A - LE TRAGE DE L'OLEODUC

Le premier tracé a été proposé au Nord du pays, passant par Alep pour finir au port de Lattaquié; sa longueur est de 630 km. C'était le plus court, mais il devait traverser des reliefs et des obstacles qui pouvaient augmenter les dépenses de construction. En revanche, ce tracé était avantageux, en cas de construction d'une raffinerie à Alep ou à Lattaquié, pour faire face aux besoins accrus de ces régions en produits pétroliers. Comme le projet de cette construction n'a pas été prévue, ce tracé a été abandonné.

Le deuxième tracé, c'est le tracé méridional. Du terminal-départ aux gisements, il se dirige vers le sud-ouest, franchissant l'Euphrate au Nord de Deir ez-Zor, puis il parcourt en parallèle les pipes lines de l'I.P.C. jusqu'à Baniyas; ensuite il descend vers le Sud pour obtenir le terminal marin, Tartous. Sa longueur est de 700 km., c'est-à-dire qu'il est un peu plus long que le premier tracé. Il était plus coûteux et sans avantage; par conséquent, il a été négligé.

Le troisième tracé est un tracé moyen entre les deux précédents, qui s'allonge presque en ligne droite entre les gisements et Homs : 50 km. de moins que le deuxième tracé; en même temps, il peut ravitailler la raffinerie de Homs. Pour ces raisons, il a été choisi.

B - LE DIAMETRE

Ladétermination d'un diamètre économique et favorable était un problème assez compliqué, du fait que la production du pétrole brut con-

cernant chacun des gisements était inconnue, ainsi que les réserves.

De plus, les études initiales concernant les réserves, que l'Institut Français du Pétrole a effectuées, au cours du deuxième semestre en 1965, ont jeté l'ombre du doute sur les renseignements acquis préalablement, ce qui a mis la Société Générale du Pétrole en face de deux choix :

Le premier était d'attendre le résultat des études en cours de l'I.F.P., soit de 6 à 10 mois de retard.

Le deuxième était de réaliser les études de diamètre en tenant compte de tous les cas probables concernant la production, les réserves et la qualité du pétrole brut de chaque gisement, en déterminant le diamètre favorable. Ensuite, on choisira le diamètre correspondant au cas le plus probable.

Comme c'était le chemin choisi, les experts nationaux de la S.G.P. ont discuté les diverses éventualités, à la lumière des données suivantes :

1°- La production de pétrole brut, que peut donner chacun des gisements n'est pas connue exactement.

2°- Il est nécessaire de ravitailler la raffinerie de Homs par le brut syrien, au lieu de brut irakien.

3°- La chaleur de la terre à 80 centimètres de profondeur ne baisse pas au-dessous de moins 10°C (ce qui est en rapport avec la viscosité du pétrole brut qui coule dans l'oléoduc enterré sous-sol).

4°- Les caractéristiques du pétrole brut aux gisements sont les suivantes : (1)

(1) NAFT AL-ARAB n° 14, janvier 1969.

Pour arriver à une solution logique, on a étudié chacune des quatre solutions précédentes : ce qui a abouti aux conclusions suivantes :

1°- La première solution a été négligée, en raison des dépenses élevées concernant les équipements nécessaires, ainsi que les dépenses de fonctionnement. De plus, un autre inconvénient montre le danger éventuel de geler du brut dans les tubes lors d'un arrêt volontaire ou accidentel (arrêt d'entretien ou tout autre incident).

2°- Si l'on envisage la deuxième solution, il faut construire une canalisation entre la raffinerie de Homs et les gisements, de 6 pouces à 8 pouces de diamètre, pour transporter la consommation de la région Nord-Est, en produits blancs et 400.000 tonnes d'essence nécessaire pour l'opération de mélange. Cette solution a été jugée peu économique, en raison de la faible consommation de la région Nord-Est en produits pétroliers, d'une part, et de l'élévation des frais de transport évalués, d'autre part.

3°- La troisième solution exigeait la construction sur place d'une petite raffinerie de 800.000 tonnes de capacité annuelle, pour satisfaire les besoins de la région en produits pétroliers.

Cette solution était irrecevable au point de vue économique, car elle ne tenait pas compte des bitumes excédentaires intransportables ou difficiles à évacuer économiquement, vers les régions consommatrices.

4°- Enfin, on trouva que la dernière solution était la plus avantageuse et la plus favorable. Elle permet de résoudre le problème de la haute viscosité d'une manière simple et économique.

Enfin, au terme de ce choix, des hypothèses ont été formulées, visant la détermination du diamètre et la capacité de l'oléoduc entre les gisements et Homs.

La première hypothèse consistait à transporter le pétrole brut de Soueidiyé uniquement, de 50 centistocks de viscosité à 15°C de température en considérant que la production de ce gisement oscille entre 1,5-3 - 5 ou 7 millions de tonnes par an. Alors, on a supposé que le diamètre le plus éco-

nomique était de 16 pouces pour une capacité allant jusqu'à 3 millions de tonnes, 18 pouces pour une capacité de 3 à 5 millions de tonnes et 25 pouces pour une capacité de 5 à 7 millions de tonnes.

La deuxième hypothèse visait à transporter la production des gisements en un mélange de 190 centistocks de viscosité et de quantités variant de 3.5 à 7 millions de tonnes par an.

Dans ce cas, on a trouvé que le diamètre convenable est de 18 pouces pour une production de 4 millions de tonnes et de 20 à 22 pouces pour une production supérieure.

La troisième hypothèse consistait à transporter en alternance, un mélange de brut de Karatchouk et Rumeïlan de 360 centistocks de viscosité, puis le brut de Soueïdiyé de 50 centistocks de viscosité.

Pour assurer une cadence d'évacuation de 2 millions de tonnes de pétrole brut mélangé et de 3 millions de tonnes de pétrole brut de Soueïdiyé on a estimé que le diamètre économique oscillait entre 22 et 24 pouces.

De cet exposé, on constate que la majorité des suppositions tournait autour des diamètres de 18, 20 et 22 pouces. Tandis que les diamètres de 16 et 24 pouces représentaient les extrêmes de pessimisme et d'optimisme, au regard de la production des gisements.

Le diamètre de 20 pouces était logiquement économique et permettait de faire face à toutes les éventualités, mais la Société Générale du Pétrole a préféré le diamètre de 22 pouces, parce que les dépenses de construction d'un oléoduc de 22 pouces au lieu de 20 pouces ne sont pas proportionnellement plus élevées. Par contre l'oléoduc de 22 pouces a besoin de deux stations de pompage au premier stade, l'une placée au terminal-départ et l'autre près de la route nationale Rakka Deir Zor à 20 km. environ de la ville de Rakka. Tandis qu'un oléoduc de 20 pouces nécessite trois stations, l'une des trois devrait être placée dans le Badia, loin des villes et des routes, ce qui créerait des problèmes concernant le ravitaillement et le logement des travailleurs. D'ailleurs, le diamètre de 22 pouces

était le plus favorable pour la deuxième et la troisième hypothèse. En même temps, les estimations initiales indiquaient que la production probable du pétrole brut oscille entre 4 et 5 millions de tonnes.

Enfin, la S.G.P. voyait que le diamètre 22 pouces permettrait à l'avenir, en cas de développement de la production, de relever la cadence d'évacuation avec le minimum de dépenses.

Quant à la partie Homs Tartous, la Société Générale du Pétrole préférait le diamètre 20 pouces, mais le manque de tubes d'acier de ce genre à cette époque-là sur le marché anglais, a entraîné à choisir le diamètre de 18 pouces qui peut répondre en même temps aux suppositions éventuelles (concernant l'évolution de la production et l'exportation du pétrole brut).

2°- Les études concernant les autres parties de l'oléoduc

Il s'agit des études effectuées pour la construction des réservoirs du pétrole brut au terminal-départ et au terminal-marin, des stations de pompage et d'un port pétrolier.

La S.G.P. adopta des réservoirs à toit lottant qui conservent des produits pétroliers volatils. Ils furent placés au terminal-départ à Tel Adas, où ils peuvent recevoir trois sortes de brut et les mélanger selon la proportion désirée. Ils sont équipés d'un réseau central contre les incendies et d'installations qui mesurent le niveau du pétrole brut et enfin d'une salle de contrôle.

Pour les stations de pompage, on a prévu au premier stade de construire deux stations :

- l'une est placée au point de départ, avec une puissance installée de 8.500 CV. Fonctionnant au gaz naturel des gisements, cette station est capable de refouler 2.5 millions de tonnes de pétrole brut dans l'oléoduc.

- la deuxième station dite station de l'Euphrate à 20 km. du Sud-Est de Rakka, fonctionne avec l'essence excédentaire de la raffinerie de Homs. Elle a 5.000 CV de puissance installée, elle peut relever la cadence du pompage à 4 millions de tonnes par an.

- la troisième station est une petite station électrique, située à 257 mètres au Nord de la raffinerie de Homs. Sa puissance installée est de 370 CV. Elle peut assurer une cadence d'évacuation entre Homs et Tartous de 2 millions de tonnes par an. L'énergie nécessaire au fonctionnement est fournie par la Centrale Electrique de Kattiné à proximité de la raffinerie.

Dans un deuxième stade, d'autres stations de pompage ont été prévues : deux stations électriques adjointes à celle de Homs, pour la partie Homs-Tartous; deux stations pour la partie Tel-Adas-Homs : l'une sera placée près d'Asriyé, à l'Est de Hama, et l'autre à Hassatché. Les stations relèveront la cadence de pompage de 4 millions de tonnes prévues au premier stade à 7.5 millions de tonnes.

Le terminal marin choisis est Tartous, petit port sur la Méditerranée. Ce port n'était pas en état d'accueillir les bateaux pétroliers immédiatement. Deux idées s'imposaient à ce sujet.

- La première proposait l'utilisation du vieux port pour plusieurs raisons, notamment l'abri contre les tempêtes et les facilités concernant le chargement et l'entretien. Mais cette proposition n'était pas recevable pour les inconvénients suivants :

1. La profondeur de l'eau dans le port ne permet pas l'accès des gros pétroliers, tandis que le trafic pétrolier tend à utiliser des bateaux à grand tonnage.

2. La conduite sous marine devrait être constituée de deux embranchements. En cas d'utilisation du port, la quantité de pétrole brut évacuée par chacun ne devrait dépasser 2.5 millions de tonnes.

3. En cas d'accident, les bateaux accostés pouvaient être en danger.

4. Il était nécessaire de construire une station de pompage pour refouler le pétrole brut stocké dans les réservoirs, vers les tankers.

- La deuxième proposition, qui fut mise en application, visait à établir des postes d'accostage en mer, loin des côtes, qui répondent aux exigences suivantes :

1. éviter la construction d'une station de pompage, en plaçant les réserves de pétrole brut sur les collines voisines de la côte, et par conséquent effectuer le chargement de pétrole par simple gravité, en économisant les dépenses destinées à la construction d'une station de pompage.

2. Les postes d'accostage en mer, permettront l'accès de plusieurs bateaux de 100.000 tonnes de port en lourd.

En ce qui concerne la conduite sous marine elle serait constituée de deux tronçons de diamètres et de longueurs différentes.

Le premier tronçon a trois kilomètres de longueur et 30 pouces de diamètre. Ce dernier est relié à deux embranchements de 12 pouces de diamètre qui peuvent refouler dans un pétrolier, 4 mille tonnes par heure de pétrole brut.

3°- La construction

La S.G.P. conclut des accords nécessaires, pour la construction de l'oléoduc avec les sociétés et établissements suivants :

1. Machinexport, établissement soviétique pour la construction des réservoirs au terminal départ et au terminal marin.

2. S.N.A.M. Société Italienne, pour la fourniture des tubes d'acier et la construction de l'oléoduc sur le territoire, la construction des stations de pompage et la conduite sous marine.

3. Groupement des entrepreneurs syriens pour l'exécution des travaux de construction de la piste, les travaux civils, la fourniture du matériel, etc...

On a prévu de construire l'oléoduc en 19 mois, entre le mois d'août 1966, et le mois de février 1968. Mais l'hiver rude et les précipitations extraordinaires de 1967, d'une part, et la guerre des six jours, d'autre part, ont retardé l'exécution d'un délai de deux mois environ.

L'écoulement du pétrole brut dans l'oléoduc a commencé à 13 heures le 18 avril 1968.

Les travaux de construction de la piste permettant de mettre en place les tubes ont commencé en août 1966; le bordage des tubes s'est effectué avec deux chantiers; la ville de Rakka était le point de départ vers l'Est et l'Ouest dans le but d'arriver à Tel Adas à la fin de l'été 1967 et à Tartous avant l'hiver; c'est-à-dire d'éviter de travailler en hiver dans des régions où la pluviométrie est élevée : Tartous, Homs, Hassatché et Tel Adas.

La mise en place de la conduite sous marine débuta en novembre 1967, mais une tempête a déformé le tube, ce qui a retardé l'exécution jusqu'en avril 1968.

Quant au parcours de l'oléoduc il commence à Tel Adas, bien localisé pour la station de départ, dans une situation moyenne entre les gisements de Karatchouk, Soueidiyé et Rumeilan.

L'oléoduc se dirige ensuite vers le sud ouest parcourant des plaines cultivables, passant au Sud de Hassatché et à 4 km. de la ville. A proximité du village Om Madfaa, à 203 km. de Tel Adas, l'oléoduc entre dans le territoire du Mouhafazate de Deir ez Zor. Il continue son parcours dans des terrains désertiques jusqu'au Mouhafazate de Rakka passant près du village dit Achkar à 246 km. de la station de départ. L'oléoduc arrive à l'Euphrate à 18 km. au Sud Ouest de Rakka, en franchissant le fleuve entre les deux villages : Hamra Blasm à l'Est et Akbarchi, à l'Ouest, où la longueur de l'oléoduc est de 300 km.

Dans la même direction sud ouest l'oléoduc parcourt dans le Badia, il entre dans le Mouhafazate Hama à proximité du village d'Asriyé,

où l'emplacement prévu pour la construction d'une station de pompage au deuxième stade, à 458 km. de Tel Adas. L'oléoduc continue son parcours dans des plaines cultivées, puis il franchit la route Homs Damas pour passer à 257 mètres de la raffinerie de pétrole ou la troisième station de pompage a été placée. La longueur de l'oléoduc y est de 560 km. ensuite l'oléoduc se dirige vers l'ouest en franchissant les pied monts des montagnes des Alaouites. Près du village de Mseidé, il se trouve dans les plaines littorales de Tartous, d'où il se dirige vers le Nord Ouest jusqu'aux réservoirs à 8 km. au Nord Est de Tartous, à 120 mètres d'altitude.

D - LES PIPE LINES QUI TRAVERSENT LA SYRIE

1. Les pipes lines de l'Irak Pétroleum Company

En 1932-1934, un pipe line double de 12 pouces fut construit pour acheminer vers la méditerranée, le pétrole brut des champs de Kirkuk découverts, en Irak, en 1927 par l'I.P.C. Il est composé de deux branches, l'une aboutissant à Haïfa, en Palestine de 992 km. de long, et l'autre à Tripoli, au Liban de 851 km. de long.

Le pipe line était capable de transporter de 4 à 4,5 millions de tonnes par an.

En 1947-1949, une double ligne de 16 pouces, parallèle aux anciennes lignes de 12 pouces, fut construite avec une capacité globale de 10 à 11 millions de tonnes, par an. Mais les opérations militaires de Palestine, en 1948, arrêterent les travaux de construction de la branche Kirkuk Haïfa et l'exploitation de l'ancienne ligne de 12 pouces, aboutissant à Haïfa. Par conséquent, en 1949, seuls les deux oléoducs nord de 12 et 16 pouces fonctionnent avec une capacité de 7,5 millions de tonnes par an.

Entre 1950 et 1952, fut construit un oléoduc, beaucoup plus gros que les précédents, puisque son diamètre est de 30 à 32 pouces et capable d'évacuer de Kirkuk à la Méditerranée 16 à 17 millions de tonnes de pétrole par an. Son parcours est parallèle au réseau Nord de 12 et 16 pouces de Kirkuk à Homs, peu après, il s'en sépare en s'incurvant vers

le Nord pour atteindre finalement la petite ville syrienne de Banias, où un terminal pétrolier très important a été édifié. En même temps, c'est-à-dire en 1952, le champ de Aïn Zalah, a été relié par pipe line au réseau précédent qu'il rejoint à la deuxième station de pompage K2 entre Kirkuk et l'Euphrate.

Enfin, entre 1952 et 1961 le dernier oléoduc a été construit de 30 à 32 pouces de diamètre, aboutissant à Tripoli au Liban; ce qui a porté la capacité globale d'évacuation par Tripoli et Banias à quelques 50 millions de tonnes de pétrole brut par an.

Il est à noter que dès la mise en service du dernier pipe line, l'oléoduc de 16 pouces, transporte le gaz naturel utilisé pour le fonctionnement de sept stations de pompage sur le parcours de ce réseau.

2. Le T.A.P. line

"La construction du pipe line dit transarabe dont l'établissement a été en charge par une société fondée spécialement à cet effet, avec des capitaux de la Caltex, la Transarabien Pipe Line Co, appelé plus communément Tapline". (1)

Comme Monsieur A.H. Tariki a dit "cette ligne est un fleuve de naphte, son cours est en tubes d'acier, ses sources sont les puits de l'huile en Arabie Séoudite, elle monte vers le Nord-Ouest au contraire des fleuves naturels qui descendent de haut en bas. On a utilisé pour la construction du cours du fleuve mentionné, 265 mille tonnes d'acier et les dépenses de construction sont de 158 millions de dollars, sa capacité est de 64.458 tonnes par jour et 23.5 millions de tonnes, par an". (2)

La construction du pipe line débuta en 1946 et s'acheva au mois de décembre 1950. Il a 30 pouces de diamètre et 1.213 km. de longueur

(1) P. GEORGE, p. 214.

(2) Revue NAFT AL ARAB, n° 10, juillet 1969.

entre Khaïsaoumah (où le rejoignent des oléoducs venant des champs pétroliers) en Arabie Séoudite et le port de Sidon au Liban. Il parcourt 867 km. en Arabie Séoudite, 178 km. en Jordanie, 127 km. en Syrie et 41 km. au Liban.

E - LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE LES SOCIETES PROPRIETES
DES PIPES LINES ET LA SYRIE

1. Les relations avec l'I.P.C.

En vue du projet d'accord signé le 6 mars 1919, par la France et la Grande Bretagne, officialisé le 8 avril de la même année : "le gouvernement français facilitera par tous les moyens possibles et dès que cela sera possible la construction de deux pipes lines séparés, pour transporter le pétrole de la Mésopotamie et de Perse, vers la Méditerranée; le ou les ports seront choisis par accord entre les deux gouvernements.

" Si les pipelines traversent un territoire dont la France a reçu le mandat, la France s'engage à user de ses bons offices pour garantir toute facilité par les droits de passage sans lever de royalités ou de taxes de passages sur le pétrole transporté; cependant, une compensation sera payée aux propriétaires des territoires qui seront occupés". (1)

Effectivement, les autorités mandataires françaises en Syrie, étaient fidèles envers leurs engagements, par conséquent, un accord a été signé le 25 mars 1931 entre le gouvernement Syrien et l'I.P.C. portant l'octroi d'une concession de 75 ans concernant la construction et l'entretien d'un ou plusieurs pipe lines avec tous les travaux et installations nécessaires pour l'entreprise.

L'accord a reconnu à l'I.P.C. tous les droits et il n'a rien donné à la Syrie.

(1) A. NOUSHI, p. 55-56.

De toute façon, la convention est passée par les phases suivantes :

1°- Première phase, 1931-1947, c'est-à-dire à l'époque du Mandat Français. On peut l'appeler la phase d'exonération complète de toute royaltie.

2°- Deuxième phase, 1947-1955, c'est la phase de taxes fixées. L'I.P.C. a payé en 1947, volontairement une taxe annuelle de 45.000 livres sterling au Liban et à la Palestine, de 60.000 livres Sterling à la Transjordanie et de 75.000 livres Sterling à la Syrie, relevées en 1950, à 108.000 livres sterling pour la Syrie et à 65.000 pour le Liban. (1)

Bien sûr ces taxes sont très modestes par rapport aux bénéfices acquis par l'I.P.C. Ces montants ont été payés tout simplement pour garder le silence des gouvernements en Syrie et au Liban après l'indépendance.

A cette époque, deux phénomènes importants sont intervenus pour porter les relations entre la Syrie et l'I.P.C. à la troisième étape :

- Le premier phénomène, la TAP LINE C° a signé des accords selon lesquels TAP LINE C° payera à la Syrie environ 500.000 dollars par an alors que le transarabien traverse, en Syrie, 80 milles environ, tandis que le réseau de l'I.P.C. la traverse pendant 300 milles. De plus la TAP LINE C° s'est engagée à vendre à la Syrie, 200.000 tonnes de pétrole brut par an.
- Le deuxième phénomène réside dans le fait que le principe de royalties fixées sur les quantités de production qui était en application dans les pays arabes producteurs, a été rejeté, pour le remplacer par le principe dit le partage des bénéfices nets par moitié entre les pays producteurs et les sociétés concessionnaires. Par conséquent, les pays de transit ont demandé d'appliquer le même principe aux bénéfices du transport.

(1) Revue NAFT AL ARAB n° 1, septembre 1966.

3^o- Troisième phase : dès le 9 avril 1953, le gouvernement syrien procéda à des négociations avec l'I.P.C. visant les sujets suivants :

- Application du principe de moitié sur les bénéfices acquis du transport de pétrole brut irakien, à travers le territoire syrien,
- Augmentation du montant payé par l'I.P.C. à la Syrie en échange de la protection de pipe line et des installations de la Société,
- Augmentation de la valeur de la taxe de chargement au port de Banias,
- Passation d'un contrat permettant à la Syrie d'obtenir une quantité de pétrole brut à un prix favorable pour ravitailler une raffinerie qui sera construite en Syrie,
- Perfectionnement de la convention de 1931.

A l'issue des négociations achevées le 29 novembre 1955, une nouvelle convention a été signée.

Selon cette convention les taxes de passage ont été déterminées suivant les quantités de pétrole transportées et la longueur du réseau des pipe lines (4 shillings par tonne/100 miles). Les taxes du port Banias sont liées aux quantités de pétrole délivrées à Banias et aux quantités chargées dans les bateaux citernes (1 shilling et 1 pence/tonne, taxe de chargement). Les taxes de protection ont été relevées de 108.000 livres sterlings en 1954 à 258.000 livres sterlings.

En ce qui concerne le ravitaillement en produits pétroliers et en pétrole brut, la société s'est engagée à vendre à la Syrie quelques quantités de produits pétroliers raffinés à Tripoli, jusqu'à la construction d'une raffinerie en Syrie. A ce moment-là, la société délivrerait à la Syrie, une quantité de pétrole brut de l'ordre de 600.000 tonnes par an, aux prix affichés à Banias avec une réduction de 12 shillings pour chaque tonne délivrée à une raffinerie près de Homs, et de 9 shillings pour chaque tonne délivrée à une raffinerie à Banias. En cas de plus de 600.000 tonnes, la réduction était de 2 shillings et 1 pence par tonne.

4°/- Quatrième phase : une nouvelle convention a été signée, le 2 mars 1967, à l'issue des négociations débutées entre la Syrie et l'I.P.C. dès décembre 1966. La convention a relevé les taxes de passage imposées sur chaque tonne de 4 shillings en 1953, à 5 shillings et 10 pences. Les taxes de chargement ont été relevées de 1 shilling et 1 pence par tonne à 2 shillings par tonne.

5°/- cinquième phase : au mois d'août 1971, une nouvelle convention similaire aux précédentes, a été accordée visant l'augmentation des revenus :

Le montant de 5 shillings et 10 pences a été relevé à 10 shillings et 3,352 pences. La taxe de chargement a été relevée de 2 shillings/tonnes à 2 shillings et 3,328 pences/tonne, etc...

En plus, dès cette date, l'I.P.C. paie à la Syrie des montants représentant l'indemnisation du canal de Suez fermé : 3,719 pences pour chaque tonne de pétrole brut délivrée à Baniyas, 3,526 pences pour chaque tonne délivrée à Tripoli et de 2,906 pences pour chaque tonne délivrée à la raffinerie de Homs.

Enfin, l'I.P.S. a payé 14 millions de livres Sterlings comme indemnisation des années passées.

6°/- Sixième phase : le 14 juin 1972, un décret législatif n° 46 a été promulgué à Damas, portant nationalisation du réseau des pipes lines de l'I.P.C. et tous les biens et droits de la société en Syrie.

2. Les relations avec la TAP LINE C

Pour la construction du pipe line de Transarabie, la TAP LINE C° conclut les conventions de passage le 8 août 1946 avec la Transjordanie, en août 1947 avec le Liban, en septembre 1947 avec la Syrie (officialisée le 16 mai 1949, après un coup d'Etat militaire).

D'abord la société payait à la Syrie un montant de 40.000 dollars par an. En 1952, on a ajouté une taxe basée sur la tonne/mile. 30 shil-

lings sur 1.000 tonnes de pétrole brut traversant la Syrie sur 80 miles (1) soit 500.000 dollars au total en 1952.

Le 10 Mai 1956, la société accepta que les bénéfices des transports soient distribués par moitié, l'une pour elle-même, l'autre à partager entre les divers pays de transit.

Mais les pays intéressés (Arabie, Jordanie, Syrie, Liban) n'ont pas pu arriver à un accord acceptable.

En 1957, la société proposa aux quatre pays de se partager leur part aux bénéfices, selon les capitaux de l'entreprise investis : soit 63% en Arabie Séoudite, 13% en Jordanie, 9,5% en Syrie et 14,5% au Liban. (2)

Après les négociations très longues pendant cinq ans, on conclut à Damas, le 25 février 1962, une convention perfectionnant celle de 1947. L'article 3 de la nouvelle convention déterminait les taxes de passage en Syrie de 1,423 cents/barils. En plus la société a payé à la Syrie 10 millions de dollars comme indemnisation des années passées.

Enfin, en 1967, le gouvernement syrien a demandé à la TAP LINE C^o de relever les taxes de passage de 1,433 cents/baril à 3.7 cents/baril. Comme d'habitude, la Société a refusé la demande, le pipe line a été coupé, puis la société a reconnu les revendications du pays.

C'était en bref l'évolution des relations entre la Syrie et les sociétés propriétaires des pipes lines sans approfondir les principes juridiques sur lesquels les conventions sont basées et qui sont favorables aux intérêts des sociétés étrangères, ni les valeurs des bénéfices acquis par ces sociétés dépendant des changements de la situation géographique et par rapport à la différence entre les prix affichés au début et au terminal du pipe line qui étaient indiscutablement gros.

(1) N. SARKIS, p. 121.

TABLEAU 78 - Quantités du pétrole brut écoulé à travers le territoire Syrien.

Année	Quantités de pétrole brut en milliers de tonnes		
	Séoudien vers Saïda	Irakien vers Banias	Irakien vers Tripoli
1952	15.140	7.433	5.739
1953	14.933	16.210	7.697
1954	15.444	10.726	7.651
1955	15.617	17.045	7.663
1956	15.930	14.539	6.344
1957	16.760	7.639	3.332
1958	17.495	14.692	7.661
1959	16.031	19.420	7.382
1960	12.131	23.577	9.098
1961 (1)	15.033	24.365	11.185
1962	16.492	23.378	1.335
1963	18.594	25.229	14.827
1964	20.854	25.517	14.534
1965	21.414	26.235	15.699
1966 (2)	22.340	25.460	15.075
1967	16.063	20.283	14.992
1968	22.906	29.599	22.538
1969	16.138	29.825	22.378
1970 (3)	8.035	29.976	23.638

F - LE STOCKAGE

1. Le stockage des dérivés pétroliers

Jusqu'en 1959, les produits pétroliers importés chaque année

(1) Revue Etudes mentielles dans les Aff. Eco., Fonc. et sociales, n° 41, Février 1963.

(2) Statistical abstract of Syria 1966.

(3) Ministère du pétrole.

étaient en grande partie distribués directement aux consommateurs; étant donné la faible quantité consommée, la capacité de stockage dans le pays fut de 25 mille mètres cubes environ, pour l'année 1959.

Après la construction de la raffinerie de Homs et entre 1959 et 1961, on a construit des réservoirs à toit flottant dans les grandes villes et dans les régions situées loin des grandes villes ou loin de la raffinerie, à savoir : Damas, Alep, Lattaquié, Deir ez Zor, Hassatché, à capacité totale de 100.000 m³. Ainsi, en 1961, la capacité de stockage en service dans le pays ne suffit qu'à faire face à la consommation de produits pétroliers pour une durée de deux mois (936.000 tonnes constituent la consommation du pays en produits pétroliers en 1961).

Afin que la potentialité de stockage dans le pays soit en parallèle avec le développement rapide de la consommation de produits pétroliers et pour faire face aux événements éventuels, on a construit en 1965-1966, 30 réservoirs à toit flottant d'une capacité totale de 230.000 m³. Puis on a construit des réservoirs d'un volume de 220.000 m³, ce qui a relevé la capacité du stockage à 550.000 m³, en 1970. Cette capacité était capable de satisfaire les besoins du pays pendant trois mois (la consommation du pays en produits pétroliers en 1970, était de 2 millions de tonnes).

Enfin, les réservoirs sont répartis géographiquement aux centres des départements qui sont normalement des grandes villes.

2. Le stockage du pétrole brut

Il s'agit du stockage de pétrole brut à Tel Adas, avant d'être refoulé dans l'oléoduc Karatchouk-Tartous, ainsi qu'à Tartous, en attendant le chargement dans les navires citernes.

Au terminal-départ, à Tel Adas, 6 réservoirs ont été construits dans un premier stade : 2 réservoirs de 10.000 m³ chacun reçoivent le pétrole brut de Karatchouk, 2 réservoirs destinés à recevoir le brut de Rumeilan de 10.000 m³ chacun et 2 réservoirs de 20.000 m³ chacun, qui sto-

ckent le pétrole brut de Soueidiyé. Au total la capacité de stockage à Tel Adas est de 80.000 m3.

A Tartous, 6 réservoirs ont été construits de 20.000 m3 chacun soit 120.000 m3 au total. Ainsi, la potentialité de stockage au début et à la fin de l'oléoduc, à la fois, est de 200.000 m3 de pétrole brut, au premier stade.

Le développement de la production du pétrole brut a nécessité l'augmentation de la capacité de stockage à la station principale de collecte à Tel Adas, aussi bien qu'à Tartous. Pour cela on a construit deux réservoirs de 40.000 m3 au total à Tel Adas et 5 réservoirs à Tartous, de 20.000 m3 chacun, soit 100.000 m3 au total.

La mise en exploitation du gisement de Djbessé en 1975 a nécessité la construction de deux réservoirs de 20.000 m3 au total.

En effet, la capacité de stockage a été relevée à 400.000 m3 aux gisements et à Tartous, à la fois, en 1975.

LA MAIN D'OEUVRE ET L'INVESTISSEMENT

A - LA MAIN-D'OEUVRE

1. Le problème de la main d'oeuvre qualifiée

"L'industrie pétrolière exige dans toutes ses phases d'activité un équipement important, complexe et hautement spécialisé". "... Pour animer un tel appareil technique et l'utiliser avec rendement dans le réseau serré des réglementations légales multiples, il faut à l'industrie du pétrole et notamment à la recherche et au raffinage, un personnel bien entraîné de techniciens et de spécialistes". (1)

(1) E. DALEMONT, p. 112.

Autrement dit, le facteur humain dans le développement des industries pétrolières est secondaire au point de vue quantitatif, par rapport à l'exploitation de la houille par exemple. En revanche, l'exploitation du pétrole exige un personnel de technique et de recherche exceptionnellenent important.

Ce problème s'impose d'une manière remarquable dans les pays en voie de développement, les plus riches en hydrocarbures dans le monde, notamment les pays du Moyen-Orient. C'était un des obstacles sérieux qui gênaient ces pays pour maîtriser leurs richesses. Mais rien n'est impossible.

A la veille de la nationalisation des hydrocarbures, en Syrie y avait-il les cadres nécessaires pour l'exploitation du pétrole, dans toutes ses phases ? La réponse nous amène tout d'abord à parler de la naissance de la main d'oeuvre pétrolière en Syrie.

La recherche des hydrocarbures, en Syrie, débutée assez tôt par les sociétés étrangères, était absolument inutile au point de vue de la formation de la main d'oeuvre pétrolière proprement dite.

L'I.P.C. société concessionnaire en Syrie, dès 1934 a utilisé dans ses travaux de recherche durant une vingtaine d'années, un personnel européen, irakien et iranien. Aucun effort de formation n'a eu lieu dans ce domaine. Même les syriens employés par la Société concernant le fonctionnement de son réseau de pipes lines, étaient des ouvriers ordinaires, occupant une place secondaire (chauffeurs, gardiens, ouvriers d'entretien de chargement, etc...). Même chose pour les autres sociétés étrangères opératrices en Syrie (Menhall et Concordia). Ce résultat venait du fait que les clauses des concessions élaborées avec ces sociétés n'avaient pas prévu obligatoirement de telle ou telle manière, le recrutement et l'entraînement de la main d'oeuvre indigène, d'une part, et la négligence d'autre part, de ce point de vue par les autorités syriennes, plus ou moins responsables durant une trentaine d'années.

Le besoin de main d'oeuvre pétrolière, qui s'est manifesté au moment de la fondation de l'Etablissement Public du Pétrole en 1958, a

nécessité l'engagement de personnel pour les travaux de prospection, pour le développement du gisement de Karatchouk, pour l'administration de la raffinerie en construction à Homs, etc... Des missions d'études et de spécialisation ont été envoyées en U.R.S.S. et en Tchécoslovaquie qui pourraient, à leur tour, diriger les travaux de prospection et de raffinage, dans le pays.

La naissance des cadres pétroliers a eu lieu en 1960, date à laquelle les experts tchécoslovaques, ont quitté la Syrie, laissant les syriens diriger leur raffinerie.

Entre 1958 et 1961, les travaux de prospection géologique et géophysique exécutés dans le pays sous la direction des experts soviétiques ont aidé à la création d'un personnel ayant une expérience pratique dans le domaine de la prospection topographique, géologique et géophysique. Ceci a abouti à la création d'une équipe gravimétrique, une équipe pour la prospection topographique et géologique, et d'une autre pour l'établissement des cartes.

Dans la même période fut créé un noyau modeste de personnel dans le domaine du transport, à l'occasion de la construction du réseau de canalisations qui transporte les produits pétroliers extrait à Homs vers Damas, Alep et Lattaquié.

Comme il n'y avait pas d'efforts sérieux visant l'exploitation nationale du pétrole avant 1964, le manque notable de personnel pétrolier à la veille de la nationalisation, s'est manifesté sur le plan de la recherche et de l'extraction, qui sont les phases essentielles dans l'industrie pétrolière.

Pour la solution du problème et la mise en exécution de l'exploitation du pétrole dans le pays, on a pris deux sortes de mesures :

- mesures provisoires et rapides permettant le plutôt possible de procéder à l'exploitation du pétrole brut.

- mesures exigeant un peu de temps et qui répondront progressivement aux besoins de l'industrie pétrolière, en main d'oeuvre qualifiée.

En ce qui concerne les mesures rapides, on peut mentionner les faits suivants :

1. Passer des contrats avec des entreprises étrangères (France, U.R.S.S., Algérie) dans le but de contribuer, soit aux études concernant la mise en valeur des réserves pétrolières, les possibilités de production, les caractéristiques de pétrole brut, les procédés de raffinage, etc... soit aux travaux directs de la prospection et de l'extraction.

2. des ouvriers et des techniciens syriens ont effectué en vue de leur formation, des stages dirigés par des entreprises étrangères intéressées à la construction des projets pétroliers dans le pays.

3. Polarisation du personnel existant dans le pays, en lui payant des salaires élevés.

Les autres mesures consistent d'abord à envoyer aux pays industrialisés des missions de spécialisation dans toutes les phases de l'industrie pétrolière. En deuxième lieu, il est prévu d'améliorer sérieusement l'enseignement professionnel et technique, dans le pays. Dans ce domaine on envisage :

a) augmentation du nombre des étudiants admis dans les Facultés de Sciences, Génie et dans l'Institut Supérieur Industriel,

b) augmentation du nombre des écoles techniques secondaires, ainsi que du nombre d'étudiants inscrits,

c) en 1969-1970, deux instituts moyens de Génie ont été fondés, l'un annexé à la Faculté de Génie à l'Université de Damas, l'autre est annexé à l'Institut Supérieur Industriel. En 1970-1971, le 3ème Institut annexé à la Faculté de Génie d'Alep a été ouvert. La durée des études dans

ces instituts est de deux ans, après le baccalauréat. Ils reçoivent 400 étudiants chaque année,

d) Le 14 Octobre 1969, un institut dénommé l'Institut des Professions Pétrolières a été fondé; son siège est à Homs, avec deux succursales l'une à Damas, et l'autre au Rumeilan. L'étude y a commencé le premier octobre 1970.

L'Institut compte sept départements professionnels :

1. La géologie et la géophysique
2. La télécommunication et l'électronique
3. Le transport et le stockage
4. Le raffinage et la pétrochimie
5. L'électricité
6. Le sondage
7. La production

On a prévu, au 3ème plan, huit millions de L.S. pour cet Institut, dans le but d'en faire sortir 1.000 techniciens durant le plan, soit 250 techniciens chaque année à partir de 1972. La durée d'étude y est de deux ans après le baccalauréat. L'étudiant reçoit une bourse d'état qui est de 120 L.S. par mois.

Le 24 Mars 1970, le décret législatif n° 87 a été promulgué portant sur la fondation de l'Institut de Recherches Pétrolières à Homs.

Le projet de cet institut supérieur vise la création des cadres dans toutes les phases de l'industrie pétrolière.

2. Le développement de la main d'oeuvre

En 1965, l'industrie pétrolière en Syrie comptait un effectif global (cadres, techniciens, employés, ouvriers) de 2.198. Pour les cadres et les techniciens le chiffre est de 1.249 et de 949 pour les employés et les ouvriers.

Le tableau suivant montre la répartition de deux catégories suivant les activités qu'elles occupent au sein de l'Etablissement Public du Pétrole.

TABLEAU 79 - Répartition des salariés de l'industrie pétrolière en 1965 (1)

Catégories de travail	Employés et ouvriers	Cadres et techniciens	Total
Administration centrale	258	48	306
Direction des champs	224	394	618
Direction de la Raffinerie	214	531	745
Réservoirs	209	201	410
Equipe de la gravimétrie	19	27	46
Stations de pompage	25	48	73
TOTAL GENERAL	949	1.249	2.198

Il ressort de ce tableau que la direction de la raffinerie et celle des champs comptent à elles seules, 1363 personnes, ce qui représente plus de la moitié de l'effectif global et elles emploient environ les trois quarts du nombre de cadres et de techniciens.

Enfin la direction de la raffinerie reste toujours en tête soit pour le chiffre global, soit pour le nombre de cadres et techniciens.

En effet, avec ce nombre modeste de personne, on a décidé de faire face à la phase décisive dans l'histoire de la recherche et l'exploitation des hydrocarbures dans le pays qui a commencé effectivement au début du 2ème plan quinquennal en 1966.

Pratiquement, ce chiffre a été dépassé largement, car les efforts et les travaux effectués, au cours du 2ème plan ont été très importants. Par conséquent le développement parallèle de la main-d'oeuvre a été considérable.

TABLEAU 80 - Répartition des salariés de l'industrie pétrolière en 1969

Catégorie de travail	Employés et ouvriers		Cadres et techniciens		Total du personnel	
	Nombre	Augmentation	Nombre	Augmentation	Nombre	Augmentation
Administration Centrale	432	474	100	52	226	532
Direction de la Raffinerie	420	206	1.009	478	684	1.429
Direction des Champs	445	221	640	246	437	1.085
Réservoirs	297	88	252	51	139	549
Equipe de la gravimétrie	23	4	31	4	8	54
Stations de pompage	25	-	57	9	9	82
Transport du brut	131	131	146	146	277	237

D'après ce tableau, on peut tirer les remarques suivantes :

1°/- L'effectif global a doublé entre 1965 et 1969 (la proportion d'augmentation est de 95%).

2°/- L'augmentation globale concernant les cadres et techniciens a été plus élevée que celle des employés et des ouvriers, répondant ainsi aux exigences réelles de l'industrie pétrolière.

3°/- Le deuxième taux d'augmentation a été réalisé dans le domaine de raffinage, effet de l'expansion de la raffinerie de Homs. Ensuite, au troisième rang se place la direction des champs, dont le chiffre

des salariés a été relevé de 618 en 1965 à 1085 en 1969, résultat des efforts élaborés dans le domaine de développement et de la production du pétrole brut.

4°/- Le secteur naissant, à savoir, le transport du pétrole brut a participé pour 277 personnes à l'augmentation globale du personnel.

5°/- La main-d'oeuvre concernant la recherche ne s'est pas développée en proportion importante car les travaux de prospection géophysique ont été effectués essentiellement par des équipes étrangères.

Durant le temps restant du 2ème plan, l'effectif global a accusé une augmentation considérable, passant de 4.008 à la fin du troisième trimestre de 1969 à 5431 à la fin de 1970. (1) L'augmentation a été fournie essentiellement dans trois directions : 652 personnes pour la direction des gisements, 506 personnes pour la raffinerie, et 161 personnes pour la direction du transport du pétrole brut.

Le développement de l'industrie pétrolière durant le 3ème Plan Quinquennal, notamment le secteur de recherche et de la production a fait porté le nombre de salariés à 9.000 en 1974 (2) 5.000 salariés travaillant dans les domaines de recherche et de la production, 3.000 salariés dans le domaine du raffinage et 1.000 salariés dans le secteur de transport et du stockage du pétrole brut et des produits pétroliers.

En ce qui concerne le nombre des étrangers qui travaillent effectivement dans le domaine de recherche et de la production les documents nous manquent complètement.

En résumé, le secteur du pétrole a participé largement à la création d'emplois dans la dernière décennie. Dans les dix années à venir, nous estimons que l'industrie pétrolière aurait besoin de plus de 10.000 salariés pour faire face à la demande des projets prévus, notamment en ce qui concerne le raffinage et la production du pétrole brut.

(1) H. CHARI, p. 19.

(2) Ministère du pétrole.

L'importance particulière donnée au secteur du pétrole depuis quelque temps a réalisé des résultats importants en matière de formation professionnelle. Mais il reste beaucoup à faire dans ce domaine surtout la formation de cadres supérieurs.

Le développement de l'Institut de Recherches Pétrolières et de l'Institut des Professions Pétrolières devrait être une tâche principal pour que l'essor de l'industrie pétrolière soit plus efficace et pour que la dépendance de l'étranger en matière de main d'oeuvre soit finie.

L'INVESTISSEMENT

1. Les capitaux investis dans l'industrie pétrolière avant 1966

Le secteur du pétrole en Syrie, qui occupe à présent une place importante, toujours grandissante, a vu la naissance en 1957-1959, après la construction de la raffinerie de Homs et la création de l'Etablissement Public du Pétrole.

Jusqu'en 1965, le développement de ce secteur a été moins rapide, par rapport aux années suivantes. Effectivement au cours de cette période, l'industrie pétrolière n'a pas dépassé les phases de recherche et du raffinage, qui étaient à une échelle limitée en quelque sorte. Par conséquent, les capitaux investis dans les diverses activités pétrolières restent modestes, le chiffre global étant de 218 millions L.S.

Capitaux investis dans les activités pétrolières entre 1959 et 1965

<u>Activités</u>	<u>Capitaux investis (en L.S.)</u>
Recherche géologique et géophysique	15.678.000
Exploration et développement	85.166.000
Raffinage	57.567.246
Stockage	13.609.000
Oléoduc Karatchouk-Tartous	17.393.000
Conduite sous marine à Lattaquié	63.000
Transport des produits pétroliers	<u>28.565.000</u>
TOTAL	218.031.429

D'après ce tableau, on constate que le domaine concernant la recherche et le développement des gisements vient en tête avec 100,8 millions de L.S. A ce propos, nous avons constaté plus haut que les travaux effectués par l'E.P.P. dans la période en question ne sont pas négligeables, ils ont abouti à découvrir quelques gisements (Rumeilan, Kheirhat, Deirik) et à développer d'autres gisements.

Le raffinage occupe la deuxième place avec 57,55 millions de L.S. investis dans la raffinerie de Homs.

La distribution des produits pétroliers extraits à Homs, a nécessité la construction d'un réseau d'oléoducs, entre la raffinerie et les villes de Damas, Alep et Lattaquié; les capitaux investis dans ce réseau furent de 28.5 millions de L.S. De plus, la distribution des produits pétroliers exigea la construction des réservoirs de stockage qui ont coûté 13.6 millions de L.S.

Il est à noter que ces investissements, sont des capitaux locaux investis par l'Etat, sans compter les dépenses effectués par les sociétés étrangères dans le pays, dans le domaine de la recherche, ni la valeur des installations et des appareils de l'I.P.C. en Syrie, après le départ de la Société en 1951.

2. Le développement des investissements entre 1966 et 1970

La nationalisation des hydrocarbures et le problème de financement

Du fait de l'intégration des opérations successives de recherche, production, transport, raffinage et distribution, et en raison de la répartition géographique des gisements et des marchés dans les cinq parties du monde, l'industrie du pétrole a pris plus rapidement un caractère international.

Il est certain que les capitaux énormes qu'exige l'industrie du pétrole dans toutes ses phases, étaient une des raisons prin-

cipales qui ont abouti à une concentration numérique sur le plan mondial, au niveau des sociétés opératrices dans ce domaine. En conséquence, le coût élevé de l'exploitation des hydrocarbures, a permis à de grandes firmes financières d'être les dirigeants de l'industrie pétrolière dans le monde. Ceci est démontré par les compagnies géantes originaires des pays industrialisés.

Pour une raison financière essentiellement, les compagnies américaines et européennes ont monopolisé l'exploitation des hydrocarbures dans les pays sous développés, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

En revanche, les bénéfices acquis de l'exploitation des hydrocarbures, en particulier dans les pays sous développés, sont extrêmement importants, alors que la part des pays producteurs est inférieure à l'égard de celle des compagnies internationales.

La rivalité des intérêts entre les compagnies étrangères qui possèdent le capital et les pays producteurs qui possèdent la richesse, a pris plusieurs formes à travers l'histoire du pétrole.

Les Etats producteurs, après avoir initialement donné carte blanche aux compagnies pétrolières pour l'exploitation du pétrole, en échange de royalties par baril extrait, en sont bientôt venus demander le partage des bénéfices avec les compagnies, par moitié. Poursuivant leurs revendications, à l'égard de ces compagnies, les Etats producteurs se sont ensuite groupés en un organisme commun dénommé O.P.E.P. (ou O.P.E.C.) afin de coordonner leur action et améliorer leur pouvoir de discussion, en vue d'obtenir des avantages encore accrus. Enfin, plusieurs Etats producteurs, ont, suivant des modalités différentes, passé des lois de nationalisation qui ont abouti à retirer aux compagnies étrangères certaines de leurs activités et à modifier sensiblement les conditions d'exploitation du pétrole brut.

Si le Mexique est le premier Etat, qui a nationalisé l'industrie du pétrole sur son propre territoire, en 1938, la Syrie ne sera pas le dernier disons-le avec certitude.

Mais la différence entre la nationalisation effectuée en Syrie et celle effectuée au Mexique, en Algérie et en Irak, réside dans le fait, qu'en Syrie, la nationalisation s'est limitée au pétrole enfoui dans le sous-sol; il n'y avait, en effet, ni installations de production, ni de transport.

En conséquence, la mise en exploitation du pétrole brut exige de grands efforts dans tous les domaines avant de procéder à la construction des équipements bien nombreux et assez coûteux, permettant au pétrole brut d'être utilisable par les consommateurs ou exportable vers les marchés extérieurs.

La création d'une industrie pétrolière intégrée dans le pays, signifie la mise en application des mesures suivantes :

1. Les travaux de prospection doivent être lancés dans le but de découvrir d'autres gisements et d'augmenter les réserves.

2. La mise en exploitation des gisements découverts, exige de grands efforts de développement.

3. La production de pétrole brut doit être acheminée vers la raffinerie de Homs ou vers la côte méditerranéenne par une canalisation qui traverse la Syrie de l'Est à l'Ouest, avec toutes les installations nécessaires au fonctionnement (station de pompage, réservoirs, stations de collecte, port pétrolier, etc...).

4. Modification de la raffinerie de Homs et augmentation de sa capacité pour être capable de traiter le brut syrien, en quantité importante couvrant les besoins locaux en produits pétroliers.

5. Par rapport à l'accroissement de la consommation locale en produits pétroliers et au développement prévu concernant la capacité de la raffinerie de Homs, les installations de transport et de stockage des produits pétroliers demandent des efforts d'expansion non négligeable.

Tous ces projets se sont imposés au moment de la nationalisation dont l'exécution nécessita des investissements très importants.

Effectivement durant les cinq années (1966-1970) qui couvrent le 2ème plan quinquennal, les capitaux investis dans toutes les activités pétrolières ont été estimé à 550 millions de L.S. répartis de la manière suivante :

TABLEAU 81 - Capitaux investis dans l'industrie pétrolière durant le 2ème Plan (1)

ACTIVITE	Investissement (en L.S.)
Prospection géophysique	18.447.000
Sondage d'exploration	51.700.000
Développement des gisements	101.320.000
Développement de la raffinerie de Homs	165.883.000
Oléoduc Karatchouk-Tartous	180.330.000
Transport des produits pétroliers	6.500.000
Stockage de pétrole brut	7.575.000
Stockage de produits pétroliers	18.000.000
Etude concernant la pétrochimie	1.000.000
TOTAL	550.755.000

La mise en comparaison des capitaux investis au 2ème Plan, avec les capitaux investis avant 1966, nous permet de tirer les remarques suivantes :

1. Le chiffre global des investissements au 2ème Plan est plus de deux fois et demi supérieur au chiffre réalisé à la fin 1965.

(1) Ministère du Pétrole.

2. Les investissements consacrés au secteur du transport de pétrole brut étaient secondaires, fin 1965, tandis qu'ils occupent la première place, au 2ème plan avec 180 millions de L.S.

3. Le raffinage du pétrole brut a nécessité des investissements importants puisque la manipulation du pétrole brut syrien a exigé une raffinerie complexe et coûteuse, en tenant compte de ce que la capacité a été relevée à 2.7 millions de tonnes, au lieu de 1 million de tonnes par an.

4. Les capitaux investis dans les gisements, fin 1965 étaient de 85 millions de L.S., ils ont permis d'effectuer 28 puits d'exploration et d'extension. Tandis que les capitaux investis au 2ème plan pour le même objectif ont atteint 153 millions de L.S. qui ont abouti à l'exécution de 100 forages (19 forages d'exploration et 82 forages d'extension). Ainsi, le coût d'un puits foré est de 3 millions L.S. en moyenne, avant 1966 et de 1.5 millions de L.S. approximativement, au 2ème plan.

5. Enfin, le développement notable qui a touché les autres activités pétrolières (transport et stockage des produits pétroliers, stockage de pétrole brut, etc...) ont exigé plus d'investissements.

Il est à noter que près de 217 millions de L.S. des investissements au 2ème plan ont été offerts à la Syrie par les pays (facilités de paiement) qui ont participé à la construction des projets pétroliers (Italie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S.). Bien sûr, cette somme a contribué à dépasser le problème du financement et à procéder à l'exploitation du pétrole le plus tôt possible.

3. Les capitaux prévus au 3ème plan

Il est vrai que les bases essentielles de l'industrie pétrolière ont été construites durant le 2ème plan, ce qui amène la Syrie à détenir, à la fin de 1970, une industrie pétrolière intégrale ayant nécessité 768 millions de L.S. d'investissements.

L'extension ou l'élargissement horizontal de cette industrie est le rôle prévu au 3ème plan. De ce fait, le chiffre global des capitaux prévus est de 993 millions de L.S., c'est-à-dire 225 millions de plus que les capitaux investis au 1er et au 2ème plan réunis.

En raison de l'importance donnée à la recherche pour arriver, en 1975, à une production de 15 millions de mètres cubes de pétrole brut, il convient de lui attribuer la part du lion des crédits du plan, soit 550 millions de L.S.

Le secteur du raffinage vient au deuxième rang avec 200 millions de L.S. prévus pour la construction d'une nouvelle raffinerie de 2 millions de tonnes de capacité annuelle. En plus 45 millions de L.S. ont été prévus pour la construction des usines annexées à la raffinerie de Homs dans le but de fabriquer des huiles de graissage, des bitumes oxydés, des barils, etc...

Pour le transport du pétrole brut, on a prévu le montant de 153 millions de L.S. dont 10,5 millions destinés à la construction d'un oléoduc reliant le gisement de Djessé à sa station de pompage de Hassatché sur l'oléoduc Karatchouk Tartous, le reste, à savoir 142,5 millions sont consacrés à l'oléoduc Karatchouk Tel Adas dont la capacité d'évacuation sera relevée successivement au deuxième et au troisième stade en 1972 et 1974.

Dans le domaine de la distribution, on a prévu 28 millions de L.S. 9.5 millions seront investis dans le réseau d'oléoducs, qui transporte les produits pétroliers blancs (construction des stations de pompage) et 18.5 millions seront investis dans le domaine de stockage (construction des réservoirs).

Enfin, une somme de 16 millions de L.S. a été destinée à la construction d'un réseau de télécommunication le long de l'oléoduc Karatchouk Tartous, à la construction de l'Institut des Recherches Pétrolières et l'Institut des Professions Pétrolières.

Pratiquement l'exécution du programme prévu au 3ème Plan a coûté beaucoup plus cher, du fait de la guerre d'octobre de 1973 et de la crise économique mondiale. La réparation des installations endommagées et la majoration des prix d'équipements sur le plan mondial ont nécessité d'investir des capitaux supplémentaires considérables. Ainsi, l'ensemble des crédits affectés au secteur du pétrole entre 1971 et 1974 a atteint 2.500 millions de L.S. environ, soit 150% d'augmentation par rapport aux crédits prévus au 3ème plan.

Devenu beaucoup plus lourd le problème financier a imposé aux autorités politiques de la Syrie de procéder au cours des deux dernières années à une vaste réorganisation du secteur pétrolier, tout en ouvrant de nouveau les portes à la coopération avec les entreprises étrangères. Limitée pendant plusieurs années à l'U.R.S.S. et à la Tchécoslovaquie, la coopération pétrolière a été rapidement étendue à de nombreuses entreprises de l'Est et de l'Ouest (France, Italie, Japon, Roumanie, Yougoslavie, Etats-Unis, etc...)

"Depuis, la guerre d'octobre, le pays bénéficie d'un afflux de capitaux qu'il n'a pas connu depuis près de vingt ans. Dans le domaine pétrolier et énergétique, notamment, différents prêts ont été accordés à la Syrie par l'Arabie Séoudite pour les projets de raffinage et de pétrochimie, par l'Iran pour l'industrie d'engrais, par l'Allemagne de l'Ouest pour des projets pétrochimiques, par la Banque Mondiale, les Etats-Unis et le Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES) pour les projets d'exploration pétrolière et de centrales électriques". (1)

Grâce à la nouvelle orientation, on envisage un essor plus rapide et plus large dans le secteur du pétrole durant le 4ème Plan qui prévoit des investissements de développement de 2.920 millions de dollars.

(1) Le Monde. Dimanche 14 - Lundi 15 mars 1976. p. 10.

CONCLUSION - CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE L'EXPLOITATION
NATIONALE DU PETROLE

C'est un gros succès pour la Syrie d'avoir pu exploiter, elle-même ses ressources pétrolières, à partir du puits jusqu'au port d'embarquement.

Le pétrole en tant que richesse économique a modifié le niveau de vie, dans beaucoup de pays sous développés, dont le pétrole constitue la source essentielle du revenu national, comme la Libye, le Koweït, le Vénézuëla, l'Arabie Séoudite, l'Iran, etc...

L'exportation du pétrole brut en Syrie qui a débuté en 1968 avec une production modeste de l'ordre de 1.032.000 tonnes, a accéléré à un rythme relativement rapide pour atteindre 10 millions de tonnes en 1975. Cette quantité n'est pas grand chose sur le plan mondial, ni même sur le plan du Moyen Orient, en tant que pays producteur. Mais en parlant des conséquences de l'exploitation nationale du pétrole en Syrie, il faut tenir compte de l'opération dans toutes ses phases comme une action intégrante au sein des conditions locales et selon les prévisions d'avenir.

La mise en exploitation de cette matière première enterrée dans le sous-sol signifie l'exploitation d'une source importante de devises nécessaires au développement économique du pays, soit par l'exportation du pétrole brut, soit par l'économie réalisée par l'arrêt de l'importation du pétrole brut et des produits finis.

Au deuxième plan, on a exporté 6.728.691 tonnes de pétrole brut dont la valeur était de 242.710.503 L.S. On a évalué que les frais de la production et du transport d'une tonne de brut sont de 9 L.S. soit au total 60.558.219 L.S., c'est-à-dire que les bénéfices purs acquis de ce secteur naissant sont de 182.152.284 L.S. sans compter la valeur des quantités de pétrole brut traitées à la raffinerie de Homs.

Durant le 3ème Plan on a exporté 27.151.000 tonnes d'une valeur de 2.405.000.000 L.S. (1) Si nous estimons à 700 millions de L.S.

(1) Ministère du pétrole.

les dépenses de la production et l'amortissement, les bénéfices d'exportation du pétrole brut seront de 1.705 millions de L.S.

C'est-à-dire que les bénéfices réalisés par l'exportation du pétrole brut durant les huit années écoulées sont de l'ordre de 1.887 millions de L.S. ce qui dépasse largement l'ensemble des bénéfices réalisés par l'exportation des autres produits industriels.

Dans le domaine industriel, l'exploitation du pétrole brut a été accompagnée par le développement de la raffinerie de Homs et la fondation d'un certain nombre d'usines qui utilisent des produits pétroliers comme matière première bon marché.

L'Usine des Engrais Azotés qui a commencé la production en 1971 a besoin de 50 mille de tonnes de naphta par an, produits spécialement à la raffinerie de Homs. La différence entre le prix de la tonne d'essence produite à Homs et celle importée de l'étranger jusqu'à Homs a été évaluée à 8 dollars (frais de transport, de stockage et de commercialisation). Ainsi, à partir de l'essence locale, on peut économiser une somme de 1.5 millions de L.S. par an, ce qui représente 10% environ des frais de production.

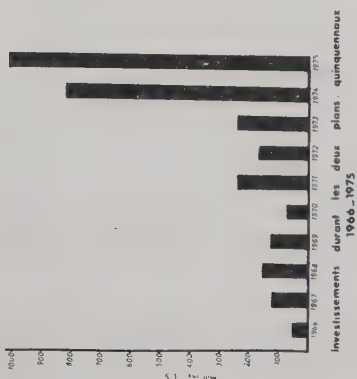
On peut dire la même chose pour le projet des engrais phosphatés qui sera construit prochainement. Le projet consiste à utiliser comme matière première, le phosphate naturel exploité à l'Est de Homs, et le soufre produit à la raffinerie de Homs, produit à partir du brut syrien.

On a évalué que la production d'une tonne de triple super phosphate de 46 à 48% de concentration, exige un tiers de tonne de soufre, ou une tonne d'acide sulfurique. La capacité de l'usine envisagée est de 100 mille tonnes de triple super phosphaté, ce qui représente un besoin total de 35 mille tonnes de soufre environ d'une valeur évaluée à 7 millions de L.S., si l'on importe le soufre de l'étranger et de 5.2 millions de L.S. si l'on utilise le soufre produit localement; ainsi la différence entre les deux prix est donc de 25%, c'est-à-dire que l'utilisation du soufre local peut diminuer les frais de production de 18 L.S. pour chaque tonne d'en-

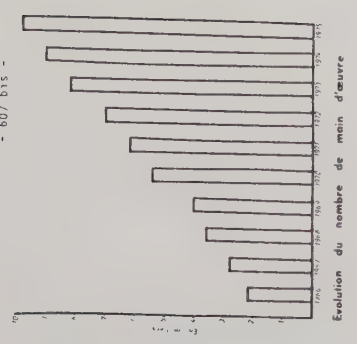


Gisements de pétrole découverts en Syrie

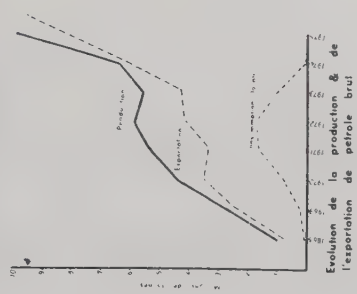
EVOLUTION DE L'INDUSTRIE PETROLIERE EN SYRIE



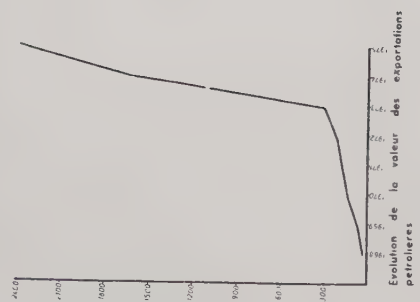
Investissements durant les deux plans quinquennaux 1966-1975



Evolution du nombre de main d'œuvre



Evolution de la production & de l'exportation de pétrole brut



Evolution de la valeur des exportations pétrolières

grais, qui représentent 10% des dépenses totales. Par ailleurs, cette économie encourage l'utilisation locale des engrais et la production locale résistera à la concurrence des produits étrangers similaires tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

L'industrie de l'électricité a été encouragée par la production de coke, de pétrole à Homs. C'est un produit secondaire à prix infime par rapport aux prix du gas oil et du fuel oil. Par conséquent, l'emploi de cette matière, sur place, dans la station électrique de Kattiné, permettra l'augmentation de la production d'électricité et l'abaissement du prix de revient de l'énergie électrique.

En somme, le pétrole a joué et jouera un rôle très important au point de vue industriel, soit comme source d'énergie, soit comme matière première pour l'industrie pétrochimique.

Sur le plan commercial l'exportation du pétrole a contribué largement à reconstituer les exportations du pays quantitativement et qualitativement.

Jusqu'en 1968, la valeur du pétrole brut et des produits pétroliers importés était de 10 à 12% de la valeur totale des importations du pays. Par contre le pétrole brut a participé pour une proportion allant de 10 à 69% à la valeur totale des exportations syriennes entre 1969 et 1975.

Du point de vue social, l'exploitation nationale du pétrole a participé considérablement à la création d'emploi et à l'amélioration du niveau de vie de nombreuses familles.

La construction des différents projets pétroliers (la raffinerie, l'oléoduc de pétrole brut, les stations de pompage, le port pétrolier, etc...) a exigé des milliers d'ouvriers provisoires. Ainsi, la construction du réseau de routes aux gisements et la cité pétrolière à Rumeilan ont nécessité l'emploi de plusieurs milliers d'ouvriers.

Pour la main d'oeuvre pétrolière proprement dite: l'exploitation nationale du pétrole a relevé l'effectif de 2.198 personnes en 1965 à 9.000 personnes en 1974 et qui sera porté à 10.000 en 1975.

Ce chiffre de la main d'oeuvre qualifiée est indice clair de l'importance de l'exploitation nationale du pétrole dans le domaine social.

La situation géographique des gisements au Nord-Est du pays dans une région où les services sociaux manquent cruellement (routes, électricité, hôpitaux, etc...) a imposé la création de nouveaux aspects. L'électricité fournie à partir du gaz naturel des gisements a comblé la région. Un réseau de routes asphaltées a été construit, reliant les différents gisements avec les routes principales. La première étape de la cité résidentielle de Rumeilan a été achevée, avec la construction de 20 immeubles comportant 120 appartements. Elle sera agrandie au fur et à mesure pour loger tous les ouvriers travaillant sur les gisements qui ont été évalués à 12.000 personnes en 1980, soit 36.000 personnes avec leurs familles. Cette ville sera la plus moderne dans la région et elle sera la première cité pétrolière du pays.

Enfin, le contact entre le personnel pétrolier et les habitants ruraux, les services et les intérêts en jeu entre ceux-ci et les pétroliers, tout ceci apportera à la région un grand développement social et économique.

CHAPITRE IV

=====

LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

=====

Il s'agit de trois activités, l'une est très ancienne, remonte à la période du Mandat Français en Syrie, à savoir l'extraction de l'asphalte naturel. Les autres activités sont l'extraction du phosphate et du sel gemme, les plus importantes et les plus récentes.

A - L'EXTRACTION D'ASPHALTE

En Syrie, les affleurements de roches bitumineuses sont assez nombreux. Il faut signaler ceux de Djebel Bcherrie dans la zone désertique, de Demeir et Doummar du côté de Damas, de Makharène sur la frontière de Jordanie, et de Koufriyé à 35 km. au Nord-Est de Lattaquié, dont les réserves ont été estimées à quelques centaines de millions de tonnes. Mais les études géologiques et minières concernant la mise en valeur de cette richesse n'avaient lieu que pour les régions de Lattaquié et de Bcherrie tandis que son exploitation se restreint à la région de Lattaquié.

En effet, une société anonyme de capital français a obtenu en 1927 la concession de la production de l'asphalte naturel dans la région de Lattaquié. Elle est dénommée la "Société Industrielle des Asphaltes et des Pétroles de Lattaquié". Sa concession couvrait une superficie de 4 714 hectares. Jusqu'en 1970, l'exploitation portait sur un seul hectare.

En 1967, le gouvernement syrien a placé cette société, jusqu'alors préservée, sous le contrôle du Ministère du Pétrole, et au

au début de 1970 un décret en transférait la propriété à l'Etat. Le tableau suivant, établi en livres syriennes indique les raisons du contrôle et puis de la décision de nationalisation. (1)

Années	Bénéfices	Pertes
1961		-
1962		782
1963		56.081
1964		218.365
1965		41.498
1966		26.202
1967	77.002	-
1968	214.373	-
1969	453.864	-
1970	454.014	-
1971	426.343	-

La SIAPL a installé une usine, reliée au gisement principal, à Koufryié, par un câble transporteur, permettant le traitement des calcaires bitumineux et la préparation de poudre et de mastic d'asphalte et capable de produire plus de 30.000 tonnes par an. Depuis 1968, on a commencé à renouveler les outillages de la société dans le but d'extenser la production et de la varier.

Dans les dernières années, la société a pu gagner certains marchés extérieurs. Elle exporte près du tiers de sa production en mastic vers le Liban, le Chypre et la Libye.

La Société occupait environ 180 salariés et sa production a évalué de la manière suivante : (2)

(1) Journal Al Baas, bimensuel en français, n° 61, 1er avril 1973.

(2) Syrie, la Révolution dans sa dixième année, Ministère de l'Information 1973, p. 63.

Année	Asphalte en bloc	Mastic alphallique	Asphalte en poudre	Carreaux en asphalte
1961	26.426 Tonnes	1.202 t.	22.871 t.	1.676 m3
1962	11.543 "	1.678 t.	1.101 "	1 "
1963	10.732 "	2.248 t.	6.974 "	
1964	10.404 "	1.812 t.	7.643 "	1.761 "
1965	10.821 "	1.768 t.	11.898 "	
1966	10.913 "	1.785 t.	11.342 "	
1967	12.954 "	2.280 t.	7.964 "	
1968	16.615 "	3.309 t.	13.560 "	
1969	22.721 "	5.441 t.	18.216 "	1.270 "
1970	23.565 "	5.313 t.	20.537 "	
1971	26.611 "	4.971 t.	17.401 "	

B - L'EXTRACTION DES PHOSPHATES

C'est une industrie à part, dont la production a débuté en 1972. On estime que l'extraction des phosphates jouera, dans les années à venir, un rôle de premier plan dans la vie économique et sociale du pays. Tout d'abord parce que les réserves des phosphates sont énormes. Les sources officielles les plus récentes les estiment à 1.000 millions de tonnes (1) ce qui constitue l'une des plus importantes richesses du pays; l'exportation des milliers, sinon des millions de tonnes de phosphate chaque année, contribuera largement à réduire le déficit dans notre balance commerciale. De l'autre côté, l'exploitation minière des phosphates exige un nombre considérable de main-d'oeuvre, en participant, ainsi, à la résolution du problème de chômage; la production n'est qu'au début, le nombre de travailleurs a passé de 630 en 1970 à 1.400 en 1973.

1 - Problèmes de l'exploitation

a- La situation géographique et le milieu naturel

Comme les gisements du pétrole, les gisements du phosphate en Syrie, sont mal placés; les réserves les plus importantes sont situées

(1) Syrie. La révolution dans sa 10^e année, Ministère de l'Information 1973, p. 59.

dans la région désertique qui s'étend de plis de Palmyre jusqu'aux frontières irakiennes au Sud-Est du Pays. La première région est située au sud-ouest de Palmyre à 45-80 km. de la ville, en couvrant 550 km² environ, à plus de 160 km. de Homs et à 250 km. du Port de Tartous. Cette région est dénommée Ghadir el Hamal, dont les réserves de phosphate ont été évaluées à 450 millions de tonnes. La région de Ouadi el Rakhim s'étend à l'ouest et au nord-ouest de Palmyre avec des réserves de 40 millions de tonnes. A 85-145 km, au sud-est de Palmyre et jusqu'aux frontières irakiennes s'étendent les gisements de Sejri et de Habari, en plein désert. Les réserves de phosphate dans cette région peuvent être estimées à quelques centaines de millions de tonnes.

En effet, les gisements de phosphate les plus importants du pays se trouvent dans des régions très éloignées des ports maritimes nécessaires à l'exportation des phosphates extraits. Par conséquent, les frais de transport de la production seront élevés.

La situation des gisements dans le désert dont l'été est trop long et très dur, rend le travail pénible et peu rentable surtout si nous savons que les orages de sable sont assez fréquents au printemps et en été. De plus, l'eau potable manque complètement dans la région ainsi que pour l'eau nécessaire au travail et aux autres usages. Il faut la chercher au fond du sol en creusant des puits.

b- Le milieu humain

Les conditions climatiques dans la région de Badia, surtout la sécheresse ne permettaient pas à la vie sédentaire de s'enraciner et de se développer. Dans ces immenses steppes quelques centaines de milliers de nomades de troupeaux et varavaniers gardaient l'aspect le plus primitif de la vie humaine. Pourtant, des petites oasis sont nées, au nord, des quelques sources profondes qui jaillissent au pied des monts de Palmyre, Soukhné, Taibé, el Kom. Palmyre est l'agglomération humaine sédentaire la plus importante (13.000 habitants environ). Les habitants dans ces oasis vivaient plus du désert que de l'oasis. L'activité agricole restait

en fait secondaire et fort primitive : de maigres champs de céréales et quelques arbres plus maigres encore (oliviers, dattiers notamment). L'élevage et le commerce demeuraient les principaux métiers pratiqués dans la région.

Une seule route asphaltée traverse la région au Nord, longue de 180 km., reliant Homs à Palmyre capitale du désert syrien. Un aéroport modeste avec une piste non asphaltée se trouve à Palmyre.

L'importance historique et touristique de Palmyre fut à la base de la construction de la route et de l'aéroport. Pour cette raison, la ville a été dotée d'une centrale électrique d'une puissance installée de 280 kw.

Dans de telles conditions, l'exploitation du phosphate exige des dépenses énormes pour assurer la vie des travailleurs (logement, eau, alimentation et autres services) le fonctionnement des entreprises (matériel, électricité, eau, télécommunications, etc... et le transport de la production (routes et chemins de fer notamment). Chaque entreprise sera construite et constituera une nouvelle oasis, mais une oasis tout à fait artificielle.

c- Le financement, la main-d'oeuvre, les débouchés

Les réserves de phosphate sont énormes, leur exploitation donnera à l'économie du pays un apport appréciable est vrai. Mais l'ouverture de mines, l'importation des usines, la formation de cadres et la construction des infrastructures exigent des investissements considérables. De l'autre côté, la réussite de cette industrie dépend essentiellement du marché extérieur, car sa production sera destinée en grande partie à l'exportation. Il est difficile d'entrer sur le marché mondial avec la concurrence des pays producteurs de phosphate, au moins, au premier temps de la production. La Syrie avait déjà connu un certain nombre de difficultés pour la commercialisation de son pétrole brut malgré la dimension du marché mondial en ce qui concerne la matière première pétrolière. Le pro-

blème de la commercialisation de phosphate au niveau mondial est plus délicat. L'importance de cette matière première est très secondaire par rapport au pétrole, c'est-à-dire que la demande mondiale sur cette matière s'accroît d'une manière relativement lente (35.2 millions de tonnes en 1959, 49,7 millions de tonnes en 1965 et 60 millions de tonnes environ en 1970, la production totale du phosphate dans le monde). La situation géographique de la Syrie par rapport à l'Europe, le plus grand importateur du phosphate, rend les frais de transport plus élevés pour les phosphates syriens que pour les phosphates africains. De ce point de vue, les marchés accessibles pour les phosphates syriens sont ceux de l'Europe Orientale et du Moyen Orient. La solution du problème financier et la recherche de débouchés ont été à la base du retard dans l'exploitation du phosphate de 1962 à 1972.

En effet, après une longue période d'études et de consultations de différentes offres étrangères la Syrie a conclu des accords avec trois pays socialistes : la Roumanie, la Pologne et la Bulgarie.

Les trois pays s'engagent à fournir à la Syrie, les aides techniques et financières pour la construction de trois entreprises d'extraction du phosphate et d'acheter la production durant une période de 10 à 15 ans.

2. Les entreprises et les installations mises en exécution

Pour entreprendre l'exploitation du phosphate, tout d'abord l'Etat a créé en 1960, un établissement public dénommé la Société Générale des Phosphates et des Mines. Cet organisme jouit d'une personnalité morale, d'une autonomie administrative et financière, il est directement rattaché au Ministre du Pétrole de l'Electricité et de la Richesse Minérale. Son siège est à Homs et il aura éventuellement des filiales en Syrie et à l'étranger.

Les articles de la Société Générale des Phosphates et des Mines (SPGM) s'étendront aux domaines suivants :

1°- Production et exploitation des phosphates, du sel, du soufre, des gisements de matériaux de construction et des matières similaires.

2°- Construction des usines et installations nécessaires à cette exploitation, dans les limites des attributions prévues par les lois en vigueur, par les administrations compétentes du Ministère du P.E.R.M.

3°- Gestion des moyens de communications qui lui seront propres et des activités sur les quais réservés à l'exportation des produits exploités par la société.

4°- Droit d'exprimer son avis en ce qui concerne toute opération ou exploitation touchant au domaine de ses activités.

Le capital de la Société a été fixé à cent millions de livres syriennes. Ce capital sera constitué au fur et à mesure, par les écritures comptables portées au débit de la société, résultant des investissements prévus dans le budget de l'Etat pour les projets d'extraction et d'exploitation des mines de phosphates, du sel, etc...

Selon le second plan quinquennal (1966-1970) les projets d'exploitation phosphate prévoient l'extraction de deux millions de tonnes de phosphate brut, qui seront transformées en 1.200 mille tonnes de phosphate concentré à proportion de 29 à 31.5% de P 205, dont 1.030.000 tonnes seront destinées à l'exportation. Le reste sera destiné à produire cent mille tonnes de triple super phosphate comprenant approximativement 48% de P 205. Mais le second Plan a pris fin avant qu'on puisse mettre en exécution les entreprises de phosphate.

Durant les années 1966 et 1967, la région de Ghadir el Hamal était l'objet des études approfondies effectuées par des firmes roumaines, polonaises et bulgares concernant la géologie des gisements, les conditions et les méthodes d'exploitation, l'analyse d'échantillons, des essais de concentration, etc...

En effet, trois endroits ont été choisis dans cette région pour établir trois usines d'extraction et de concentration de phosphate : Khneifis, Charkiyé A. et Charkiyé B.

Le gisement de Khneifis, situé au sud de la station de pompagne n° 4 du pipeline Kirkouk-Banias a 16 millions de tonnes de phosphate comme réserves assurées et environ 9 millions de tonnes de réserves seront extraites à ciel ouvert. Ensuite le pendage des couches phosphatiques augmente progressivement pour que l'épaisseur de couverture atteigne 10 m., ce qui nécessitera de creuser des tunnels.

Sur ce gisement, la construction de la première usine pour l'extraction et la concentration du phosphate a commencé en 1969 grâce à une société roumaine. Les travaux civils et l'ouverture du gisement ont été achevés à la fin de 1969. En avril 1971, la mise en place des équipements de l'usine, importés totalement de la Roumanie, a pris fin. En même temps, l'énergie électrique a été acheminée de Kattiné aux gisements par une ligne électrique aérienne d'un potentiel de 66 kw. L'inauguration de l'usine eut lieu le 15 septembre 1971. Les essais de la production ont duré jusqu'à la fin de 1971. La capacité de l'usine est de 300 mille tonnes de phosphates concentrés par an avec un taux de P 205 de l'ordre de 31,2%. Elle peut être augmentée jusqu'à 500 mille tonnes par an. L'année 1972 a marqué le démarrage de la production du phosphate en Syrie.

L'usine de Kneifis a produit cette année-là 122 mille tonnes exportées entièrement vers la Roumanie, en 1973, la production a été de 270 mille tonnes.

Le projet de Charkiyé A consiste à établir d'une usine d'une capacité de l'ordre de 300 mille tonnes par an de phosphates concentrés à la première étape et de 600 mille tonnes à la seconde étape avec une proportion de P 205 de 31,5%. Les réserves assurées de phosphate dans cet endroit sont de 52 millions de tonnes avec une proportion de P 205 de 23.5% en moyenne. La fourniture et l'installation de l'usine dans cette région furent confiées aux Polonais. Les travaux de construction ont commencé au début de 1970. Après avoir été achevées la grande partie des constructions civiles et la mise en place de certaines parties de l'usine elle-même et des unités auxiliaires, le travail fut arrêté en 1972, en vue de reprendre des études techniques et économiques. (1)

(1) Syrie, la révolution, 1973, p. 60.

Le projet de Charkiyé B prévoit l'exploitation d'un gisement dont les réserves assurées sont de 21 millions de tonnes avec une proportion de P 205 de 24,7% en moyenne. En effet, la Syrie a conclu avec la Bulgarie un accord par lequel celle-ci fournira à la Syrie et construira une usine pour l'extraction et la concentration de phosphate d'une capacité de production de l'ordre de 300 mille tonnes par an avec une proportion de P 205 de 29 à 31%. Les travaux civils ont été entrepris à la fin de 1972. On estime que la mise en marche de l'usine de Charkiyé B aura lieu au début de 1974.

En ce qui concerne les autres installations, équipements et services nécessaires à la production et à la commercialisation de phosphate il faut noter, tout d'abord, ce qui a été réalisé dans le domaine de transport de la production de phosphate dès sa sortie de l'usine jusqu'à son chargement sur le bateau.

Il est connu que le transport des matières premières, en particulier par les cours d'eau navigables ou par les voies maritimes coûte moins cher que le transport par la voie ferrée et celle-ci coûte moins cher que le transport routier.

En Syrie, il y avait deux possibilités pour acheminer la production de phosphate jusqu'à la mer : le transport par le chemin de fer ou par la route terrestre, en gros camions.

Au deuxième plan, l'idée était de relier les gisements de phosphate au Port de Tartous par un chemin de fer, mais cette idée fut écartée d'une manière provisoire en raison du retard imprévu que rencontrait l'exécution des projets de phosphate.

En effet, pour assurer le transport de la production de l'usine de Kneifis, la SGPM a acheté 80 camions d'un tonnage de 34 tonnes.

Une route, longue de 123 km. a été construite, reliant les gisements de la route Homs-Palmyre à proximité du village Furklus, à 40 km. à l'Est de Homs. Au-delà de Homs, les camions chargés continuent leur chemin sur la route asphaltée Homs-Port de Tartous (près de 100 km.).

A Tartous, un quai spécial a été construit pour l'accès des bateaux de 35 tonnes de cargaison.

Des installations d'emmagasiner et de chargement provisoires ont été construites, permettant d'emmagasiner 15 milles tonnes de phosphates et de charger 250 tonnes à l'heure (3.500 tonnes par jour).

Pour l'avenir, on a commencé en 1971, à construire 12 silos en béton armé d'une capacité totale d'emmagasiner de 50 mille tonnes. La construction fut terminée à la fin de 1973. D'autre part, de nouvelles installations de chargement seront mises en place à la fin de 1973, d'une capacité de chargement de 1.000 tonnes à l'heure, (15 mille tonnes par jour). Cette capacité peut être augmentée jusqu'à 2.000 tonnes à l'heure.

Enfin, on est en train de construire un réseau de télécommunications entre le siège central de la SGPM à Homs et les gisements ainsi que d'établir des chantiers pour la réparation et l'entretien des moyens de transports, à Homs.

C - L'EXTRACTION DU SEL GEMME

L'exploitation du sel gemme découvert en 1961 dans le bassin de l'Euphrate (95 millions de tonnes de réserve assurées et 812 millions de tonnes de réserves probables) a débuté en 1972.

En 1969, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Deir ez Zor sur la rive droite de l'Euphrate, on commença des travaux de construction et d'installation de l'usine de Tebni pour l'extraction du sel gemme. Sa capacité de production est de 36 000 tonnes par an à la première étape, 70 000 à la seconde étape et 140 000 à la troisième et dernière étape.

Deux puits ont été creusés, à 155 m. de profondeur, dont les parois furent renforcées par le béton. L'un des puits est destiné à l'extraction du sel et l'autre est destiné à l'aération. Entre les deux puits, on a creusé un tunnel utilisable pour le transport des blocs du sel jusqu'au puits principal, puis par un ascenseur électrique le sel

sera monté jusqu'à l'extérieur de la mine, où il sera acheminé vers l'usine de broyage et de pulvérisation installée sur place. Le sel sort de l'usine conditionné dans des sacs en plastique ou en jute selon les besoins de la consommation ménagère ou industrielle. Achevée le mois de novembre 1971, l'entreprise a coûté près de 13 millions de L.S. L'entreprise qui employait 90 salariés en 1972, a produit 10 mille tonnes du sel destinées à la consommation intérieure. (33,8 MT 1973). Avec l'augmentation progressive de sa capacité, de production, surtout à la 3^e étape (démarrage prévu à partir de 1974) une bonne partie de la production sera exportée.

A vrai dire, la construction de l'usine du sel gemme prend une importance capitale pour l'économie du pays. Le sel extrait des lacs salés, situés dans les dépressions désertiques, est en grande partie, impropre à l'usage domestique. La quantité du sel extraite chaque année dépend des conditions climatiques. C'est-à-dire que la production locale du sel n'était satisfaisante ni pour la qualité ni pour la quantité. Cette production a varié de 29 à 46 et 14 mille tonnes dans les années 1968, 1970, 1971, respectivement. Dans une année comme celle de 1971 où la production est très faible, si la Syrie importe 40 000 tonnes de sel au prix de 20 piastres syriennes le kilogramme elle doit payer 8 millions de L.S.

D'un autre côté, les réserves considérables du sel gemme donnent à la Syrie la possibilité d'être un pays exportateur du premier rang. A la 3^e étape de sa production, l'usine du sel gemme fournira 140 mille tonnes du sel fin de meilleure qualité, ce qui dépassera largement la consommation locale qui est de l'ordre de 60 mille tonnes par an.

Enfin, notons l'importance du sel pour le développement de l'industrie chimique locale et la production d'un certain nombre d'éléments et de produits importés comme la soude caustique, le chlore, l'hydrate de sodium.

D - CONCLUSION : LE ROLE DES RICHESSES MINIERES, DONNEES ET PERSPECTIVES

Nous avons signalé plus haut et dans la première partie, que la mise en valeur des richesses de sous-sol en Syrie, a montré l'importance considérable de certaines ressources minières, notamment le phosphate, le sel gemme, l'asphalte naturel et le minerai de fer.

Les conditions minières et les autres conditions naturelles ne sont pas difficiles à surmonter pour avoir une exploitation rentable.

En ce qui concerne l'extraction du phosphate, par exemple, ces conditions (surtout la situation géographique, la valeur des réserves, la structure et la tectonique des gisements) ne sont pas décourageantes en Syrie par rapport aux autres pays arabes producteurs du phosphate comme la Jordanie, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Dans ces pays l'extraction du phosphate constitue une industrie rentable et elle participe activement à l'économie nationale par la valeur appréciable de son exportation.

D'une manière étonnante, les richesses du sous-sol en Syrie ont été longtemps ignorées.

Jusqu'à l'heure actuelle même, le sous-sol syrien n'est mis en valeur que partiellement.

Au début des années soixante, on était sûr de l'existence des hydrocarbures, du phosphate, du sel gemme, et d'asphalte avec des réserves importantes et exploitables. L'asphalte était la seule matière mise en exploitation avec des capitaux étrangers et à une échelle très limitée.

Les années 1964-1965 peuvent être qualifiées "d'années décisives dans "l'histoire obscure" des matières enterrées en sous-sol.

En 1964, les richesses du sous-sol sont nationalisées, c'est-à-dire que leur exploitation s'effectuera exclusivement par l'Etat. La mise à jour du 2è Plan Quinquennal en 1965, a donné la priorité pour la première fois à l'exploitation des richesses de sous-sol. Le plan a jugé que l'intérêt de la Syrie et en particulier son essor industriel réside dans l'extraction et la transformation de ses ressources minérales.

De notre part, nous croyons que le 2è Plan a créé un climat très juste et tracé les premières lignes pour une nouvelle étape de l'industrialisation de la Syrie.

Auparavant, le démarrage industriel a été basé sur les matières premières agricoles (surtout le coton). Cette fois le nouveau

démarrage sera fondé sur le pétrole, le phosphate, le sel, le minerai de fer et d'autres matières minières. Ce stade sera le plus difficile et le plus lourd, dans un pays en voie de développement comme la Syrie, car il exige des investissements extrêmement considérables, des expériences technologiques très importantes et des marchés sûrs.

Dix ans ont déjà passé ou presque, c'est-à-dire que le 3^e Plan va s'achever sans pouvoir réaliser tout ce qui est prévu au 2^e Plan lui-même. Le retard a été considérable pour l'extraction du phosphate et du sel. L'établissement des industries chimiques basées sur ces matières premières attend encore le jour de sa mise en place.

Le pétrole est la seule ressource mise en exploitation sans retard mais avec beaucoup de sacrifices. En même temps, la production du pétrole brut n'a pas correspondu dans son évolution aux prévisions du planificateur syrien : elle a atteint 6 millions de tonnes en 1974 au lieu de 12.6 millions de tonnes prévues.

En résumé, les résultats acquis ne sont pas au niveau prévu, malgré tous les efforts considérables consacrés par les dirigeants du pays aux industries extractives et à l'exploitation des ressources minières. Cet état de choses réside dans le fait que nous, les Syriens, nous possédons la décision et les matières premières mais nous partageons avec les autres qui possèdent la technique, les capitaux et les marchés, l'étape exécutive la plus importante et la plus sensible. En revanche, nous aussi, nous avons besoin encore de plus de connaissance de planification approfondie et d'une mentalité moins individualiste et loin de démagogie.

En tout cas, les industries extractives créées ou en cours de création ont déjà franchi de grands obstacles. Si nous réussissons à commercialiser leur production, à prix raisonnable, les industries extractives seront dans les dix années à venir une source appréciable de devises nécessaires au développement économique du pays et aboutiront à reconstituer notre exportation du point de vue de la quantité et de la qualité.

T R O I S I E M E P A R T I E

=====

ASPECTS DE LA VIE INDUSTRIELLE

=====

CHAPITRE I

=====

L' INDUSTRIE SYRIENNE DANS L'ESPACE

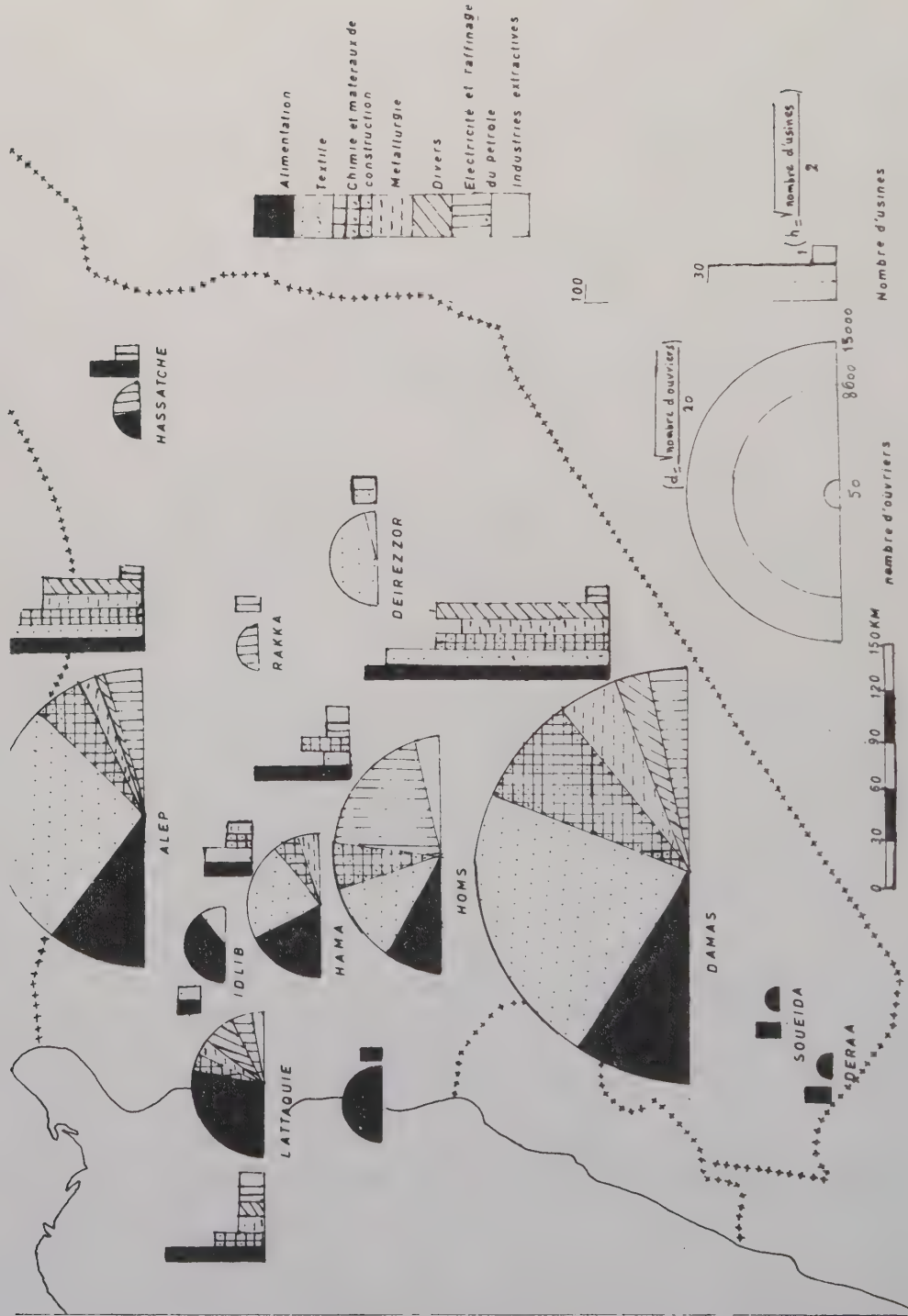
=====

Le regroupement des industries par ville, la part de main d'oeuvre dans chaque secteur industriel que nous avons tenté d'exprimer par la cartographie, nous permettent de mettre en valeur les centres industriels de la Syrie.

A première vue, la carte fait apparaître d'une manière éclatante la concentration des industries syriennes sur un axe transversal dans le pays du sud au nord. Il groupe plus de 93% des établissements industriels et 88,4% des salariés. Il localise la quasi totalité des industries textiles, 90% des industries agricoles et alimentaires, 96% des industries chimiques et de la fabrication des matériaux de construction, la quasi totalité de la métallurgie, 90% des industries énergétiques et la plupart des industries diverses.

Au Sud et au Nord de cet axe, Damas et Alep constituent les principaux pôles d'attraction. Ils rassemblent à eux seuls 87% des établissements industriels et 71% des salariés. A mi chemin, entre le "Pôle du Sud" et le "Pôle du Nord" où la force d'attraction de ceux-ci s'affaiblit, se sont développés les deux pôles secondaires Homs et Hama.

En dehors de l'axe central, seule la ville de Lattaquié groupe un nombre important d'établissements et de salariés, en s'occu-



pant par son importance industrielle la quatrième place devant Hama et derrière Damas, Alep et Homs.

En ce qui concerne les autres centres qui ne localisent que 2,6% des établissements industriels et 5,5% du total de main d'oeuvre et qui se classent au 3ème rang, leur apparition est due à la politique de l'Etat dans la dernière décennie qui vise le développement de la campagne et la décentralisation des industries.

Certes, la diversité caractérise la fonction industrielle des principales villes en Syrie, mais au fond, certaines comme Homs, Idlib, Deir ez Zor, Hassatché, sont animées par des industries en majorité spécialisées, d'autres telles que Lattaquié et Hama apparaissent plus diversifiées. Les deux foyers Damas et Alep montrent une diversité tout à fait particulière et dépassent largement par l'ampleur de leur fonction industrielle les autres villes. Ceci n'empêche pas de noter que Damas et Alep sont les centres du textile de la Syrie (171 établissements sur 181 s'y localisent) et qu'ils concentrent 60 sur 62 des établissements, des industries métallurgiques et électriques, tandis que 30% des salariés et 23.5% des établissements des industries agricoles et alimentaires échappent à la domination écrasante de deux métropoles.

Quelles sont les motivations de cette location géographique et ses conséquences ?

En répondant à cette question, nous allons mettre en valeur les différents foyers industriels en examinant leur évolution, leur diversité régionale, leur importance sur le plan national, puis dégager les aspects que l'industrie a fait créer et tracer les lignes du développement dans les années à venir.

Nous étudierons, tout d'abord, les deux villes opposées, Damas la métropole du sud et Alep, la métropole du Nord, puis les centres du 2ème rang et nous passerons en revue les centres industriels du 3ème rang dissimulés dans les différentes régions du pays.

I - LES DEUX METROPOLES ECONOMIQUES DE LA SYRIE

A - DAMAS LE PREMIER FOYER INDUSTRIEL

Capitale politique de la Syrie, Damas peut être considéré comme un des plus importants foyers industriels à l'est de la Méditerranée et dans la Nation Arabe.

Damas rassemble 339 établissements industriels employant près de 30.000 salariés (1) (15% de la population active), soit 52% et 43% respectivement des établissements et des salariés industriels dans l'ensemble du pays.

Parmi les industriels damasquines, les industries textiles viennent en tête avec 89 établissements et 12.700 salariés (soit 41% de la main d'oeuvre "équivalente" dans la ville). Au 2ème rang se placent les industries agricoles et alimentaires (100 établissements et 5.050 salariés, soit 18%) suivies des industries chimiques et de la fabrication des matériaux de construction (54 établissements et 4.246 salariés, soit 14,9%), des industries métallurgiques et électriques (42 établissements et 2.664 salariés, soit 9,1 %), enfin des industries diverses (53 entreprises et 3.954 salariés, soit 14%). (2)

Sur le plan de la spécialisation et du degré de concentration, Damas groupe les industries les plus variées avec une importance particulière pour certains secteurs et sous secteurs comme le montre le tableau suivant :

(1) Y compris les saisonniers.

(2) Y compris l'électricité.

TABIEAU 82 - Damas, la première ville industrielle de la Syrie

Types d'industries	Nombre d'établissements	Pourcentage du total en Syrie	Nombre de salariés	Pourcentage du total en Syrie
<u>1. Industries textiles</u>				
Egrenage de coton	2	9.9%	311	2.3%
Filature et tissage	43	44.4%	10.232	50 %
Teinture et impression	8	42 %	387	39 %
Bonnèterie, broderie, confection	36	82 %	1.770	84.5%
TOTAL ...	89	49.1%	12.700	47 %
<u>2. Industries agricoles et alimentaires</u>				
Conserves	8	73 %	1.573	72 %
Confiserie, chocolaterie, biscuiterie	45	63 %	837	60.7 %
Huile et margarine	13	43 %	518	24 %
Sucre	1	33 %	500	30 %
Tabacs	1	25 %	557	18 %
Minoterie	6	16.6%	480	24,5%
Boisson	13	37 %	180	27 %
Laiterie	2	50 %	72	42 %
Pates alimentaires	3	50 %	90	45 %
Frigorifique	3	30 %	35	30 %
Diverses	5	41 %	180	13 %
TOTAL ...	100	47 %	5.022	33,6%
<u>3. Industries chimiques et de la fabrication des matériaux de construction</u>				
Savon	8	47 %	358	67,5%
Produits en caoutchouc et en plastique	9	53 %	679	47 %
Pharmaceutiques	1	20 %	135	70 %
Ciment	1	16.6%	966	39 %
Verre et faïence	3	100 %	1.317	100 %
Peintures	4	100 %	134	100 %

:	:	:	:	:	:
:	Autres articles	28	60%	657	63 %
:	:	:	:	:	:
:	TOTAL ...	54	54%	4.246	52 %
:	:	:	:	:	:
:	4. Industries métallurgiques	:	:	:	:
:	et électriques	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:
:	Métallurgiques	33	69%	1.895	66 %
:	Electriques	9	64%	769	80 %
:	:	:	:	:	:
:	TOTAL ...	42	67 %	2.664	70 %
:	:	:	:	:	:
:	5. Industries diverses	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:
:	Cuir	23	80%	570	90 %
:	Papier et impression	12	86%	418	92 %
:	Bois et meubles	14	63,6%	166	21 %
:	Allumettes	1	33,4%	464	92,8%
:	Produits de toilette	1	100%	70	100 %
:	Cinématographiques	1	100%	50	100 %
:	:	:	:	:	:
:	TOTAL ...	52	74%	50	100 %

D'après ce tableau, on constate que Damas constitue le plus grand foyer des industries textiles en Syrie (49.1% des établissements et 47% des salariés) des industries agricoles et alimentaires (47% des établissements et 33.6 des salariés) des industries chimiques et de la fabrication des matériaux de construction (54% des établissements et 52% des salariés) des industries métallurgiques et électriques (67% des établissements et 70% des salariés) et des industries diverses (74% des établissements et 70% des salariés).

De plus, Damas concentre à 100% un certain nombre d'activités telles que les peintures, les industries de verre et de faïence, la fabrication des produits de toilettes et l'industrie cinématographique, il abrite 50% à 70% des travailleurs dans 10 sous-secteurs et 71% à 93% des salariés dans 6 sous secteurs.

En outre, Damas rassemble quatorze "très grandes entreprises (représentant 11% des usines dans la ville) qui atteignent ou dépassent 500 travailleurs, employant 69% de la main d'oeuvre.

Parmi elles vient en tête la SFCI (Sté Fédérale Commerciale et Industrielle) la plus grande entreprise industrielle de la Syrie qui compte un effectif de 3.906 personnes. Au nombre des "très grandes" nous citons, toujours dans le domaine du textile, la SAUI (2127 salariés), la SFTD (2220 salariés), la STM (1501 salariés), la STFN (574 salariés), la SCSV (853 salariés). Dans les autres domaines, nous rappelons la SIVF (Sté des Industries du verre et de faïence) l'une des plus importantes entreprises industrielles en Syrie (1317 ouvriers), la SNCMC (1115 ouvriers), l'usine des tabacs (557 ouvriers), l'usine du sucre (500 ouvriers), etc...

Les "grandes" et les "moyennes" (de 50 à 500 ouvriers) représentent environ 9% du total des établissements et 12% des ouvriers.

En effet, 80% des établissements emploient moins de 50 salariés, soit 19% seulement du total des salariés (20 salariés, en moyenne par établissement).

Situé au milieu d'un magnifique jardin, la plus ancienne ville du Monde, le plus important centre commercial au Nord de la Péninsule Arabe, carrefour des routes, l'un des plus importants centres artisanaux de l'Empire Ottoman, capitale politique de l'Etat Arabe de l'Emir Fayçal en 1920 puis capitale politique de la Syrie sous le Mandat et après l'indépendance, Damas s'explique aussi bien par l'histoire que par la nature.

Autrement dit, la situation géographique, la fonction commerciale, politique, intellectuelle, une longue tradition artisanale et la permanente attraction de cette ville sur les populations des quatre coins du pays ont été les principaux facteurs de son développement économique et sa prépondérance industrielle.

Dans un milieu semi désertique, la naissance et le développement de l'agglomération Damasquine sont dues à la modeste rivière de Barada qui a fait de sa cuvette l'une des plus belles oasis du monde. Le bassin de Damas est considéré le plus peuplé en Syrie (la densité moyenne est de 350 habitants/km²) et le plus fertile, dont la culture intensive est la plus variée et la plus rentable.

C'est la première région de la Syrie pour la culture des arbres fruitiers, des maraichères et l'une des plus importantes pour les cultures des produits oléagineux et des récoltes industrielles. Elle produit 70% des poires, 60% d'abricots, 35% de pommes, 67% de noix, 20% de raisins, 20% d'aubergine, 20% de courgettes, 12% de tomates, 20% de betteraves sucrières, 4.5% d'olives, etc... Par un réseau de routes et de chemins de Fer Damas draine la grande partie des céréales et des produits d'élevage de la région de Hauran et de la région de Djolan (9% du total de la production des céréales en Syrie). De plus la cuvette de Damas est la première région de la Syrie pour l'implantation des peupliers.

En effet, l'abondance de certain nombre de matières premières agricoles et l'existence d'une source d'eau ont été à la base de la création précoce et au développement de certaines industries, notamment l'industrie des conserves, des allumettes, du cuir, la fabrication du sucre, la minoterie, la menuiserie, etc...

En revanche, Damas est loin des plaines vastes du Nord qui produisent la matière première essentielle de l'industrie syrienne à savoir le coton. Elle est également loin des ports maritimes nationaux d'importation et d'exportation. Cette situation défavorable est aggravée par le fait que les chemins de fer manquent totalement entre Damas et les plaines productrices du coton, d'une part, et entre Damas et les Ports de Lattaquié et Tartous. Ainsi, Damas est fortement concurrencé par Alep qui est mieux placé et mieux desservi par les voies de communication.

La situation géographique de Damas a fait de la ville un grand carrefour des routes, un centre considérable pour les échanges commerciaux entre la Méditerranée et les pays du golfe à l'Est, et la Turquie au Nord, et au Sud de la Péninsule Arabe durant la période qui s'étend de la deuxième moitié du 19^e siècle jusqu'à la date de la construction du Port de Lattaquié au milieu des années cinquante.

La proximité de Bevrouth le plus important port maritime à l'Est de la Méditerranée, et le développement du réseau de chemins de

fer en reliant Damas à Beyrouth à l'Ouest, à la Turquie au Nord, à la Palestine, à la Jordanie et à l'Arabie Saoudite au Sud, ont renforcé largement le rôle commercial de Damas. La première conséquence à tirer est l'accumulation des capitaux aux mains des damasquins, élément de base pour la création industrielle. La deuxième conséquence est la faculté d'importer des matières premières et du matériel nécessaires à l'industrie à partir de Beyrouth (Damas a l'avantage sur les autres villes syriennes), d'une part et d'écouler leurs produits vers les pays arabes, très proches de Damas. Effectivement, la plupart des grandes usines industrielles établies à Damas, sont importées par le port de Beyrouth.

Dès 1920, Damas est devenu la capitale politique et intellectuelle de la Syrie. L'Université Syrienne (l'Université de Damas depuis 1961), construite à Damas en 1944, était la seule en Syrie jusqu'en 1961, et elle est la plus importante à l'heure actuelle. Cette double fonction a attiré les fonctionnaires, les hommes d'affaires, les cadres, les fortunés pour profiter de la centralisation des Ministères et des services de toute sorte. Tout ceci a facilité et accéléré l'industrialisation de Damas.

Parmi les éléments qui ont favorisé les premières créations industrielles des milliers d'artisans très habiles, dont une partie a donné à l'industrie des collaborateurs, techniciens et des ouvriers. Quelques uns se sont groupés pour participer effectivement à l'industrialisation de la ville en créant des entreprises coopératives.

Pour toutes ces raisons que nous venons d'évoquer, Damas exerce sur la population syrienne de toute classe, une force d'attraction irrésistible, ce qui le rend la plus grande agglomération urbaine en Syrie. Entre les deux recensements de 1960 et 1970, la population de Damas a attesté une moyenne de croissance de l'ordre de 4.7% par an, tandis que la moyenne de croissance pour la population syrienne est de 3.2% par an. Ainsi Damas qui comptait 576.000 habitants en 1960 abritant au jour du recensement de 1970, 901.000 habitants, soit 14.5% du total de la population syrienne. C'est-à-dire que Damas constitue le marché de consommation le plus large et le plus exigeant des produits industriels.

Si nous ajoutons que Damas est la première ville en Syrie dotée d'une centrale électrique en 1905, c'est-à-dire, 24 ans avant Alep, 27 ans avant Homs et Hama et 29 ans avant Lattaquié, l'image globale qui fait réunir les facteurs divers qui ont joué en faveur de l'industrialisation de Damas, devient plus claire et même très visible.

En 1905, ce fut l'installation de la première centrale hydro électrique à Damas et en 1912 ce fut la construction des chantiers d'Al Kadam, mis au service du chemin de fer de Hedjaz mais c'est au lendemain de la première guerre mondiale qu'a véritablement démarré l'industrialisation de Damas.

Une première période d'expansion de 1928 à 1945 correspond à l'implantation des industries alimentaires, conserves, huileries, entrepôts, frigorifiques. Pendant cette période, on vit aussi apparaître quelques industries textiles, une cimenterie, deux fabriques d'allumettes, des tanneries, des menuiseries modernes, etc...

A la seconde étape qui s'étend dès l'indépendance jusqu'en 1960, correspond la période la plus active d'industrialisation de Damas. Toutes les "très grandes" "grandes" et moyennes entreprises de textile, la quasi totalité des entreprises métallurgiques et électriques, des industries chimiques et la grande partie des industries alimentaires, de l'industrie du cuir, des meubles de la fabrication de matériaux de construction ont été installées dans cette période.

La dernière étape après 1960, correspond à la stagnation d'industrialisation de Damas. Les implantations industrielles les plus importantes sont la société arabe pour l'industrie de faïence, une usine pour la fabrication des matériaux de construction, la société Al Ahlyeh pour le caoutchouc, la société de bois pressé, la société des articles ménagers (métallurgie), une fabrique d'allumettes et quelques entreprises pour les industries alimentaires et agricoles. Dans cette période et surtout après 1965, la constitution des sociétés industrielles anonymes ou collectives avec des capitaux privés s'est arrêtée, la politique de décentralisation industrielle adoptée par l'Etat dès 1965 a joué au détriment de Damas.

L'industrialisation de la ville s'est accompagnée de la naissance de plusieurs quartiers industriels périphériques. En effet, la concentration de l'industrie à la périphérie de la ville est un phénomène plus ou moins ancien. Elle s'est amorcée dès la fin de la première guerre mondiale et s'est accentuée après la deuxième guerre mondiale avec la création de nouvelles zones industrielles.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les établissements industriels se trouvaient au Nord Ouest de la ville : cimenterie et fabriques des matériaux de construction, mais surtout dans les quartiers de l'Est de la ville où se concentraient, les tanneries, les fabriques de carreaux, les métiers à tisser, et les usines de l'industrie alimentaire.

Dès l'indépendance, les zones industrielles proprement dites ont été créées et organisées hors de la ville, mais attachées, administrativement à l'agglomération urbaine de Damas.

Plusieurs facteurs ont contribué, en effet à la création de ces zones industrielles périphériques : (1)

1. Dès 1946, l'organisation urbaine de la ville de Damas exigea l'éloignement de l'industrie des quartiers résidentiels de la ville.
2. La législation industrielle d'après l'indépendance a soumis la création des nouvelles usines et l'élargissement des anciens établissements à une autorisation préalable. Mais cette autorisation ne serait délivrée que pour la construction des usines modernes considérant tous les principes sanitaires et comportant toutes les annexes nécessaires pour les ouvriers (salle à manger, bains et douches, salles de repos, etc...).
3. La construction de telles usines dans la ville n'est pas avantageuse, car la terre coûte très cher surtout lorsqu'il s'agit des installations de la SFCI, qui couvrent 76.650 mètres carrés.

(1) A. BAGH, p. 109-110.

Cependant, les nouvelles zones industrielles ne devaient pas trop s'éloigner de la ville pour profiter de la main d'oeuvre, de l'électricité, du marché et des autres services urbains.

Ainsi, les établissements industriels de Damas se répartissent actuellement de la façon suivante :

1. La zone industrielle de Doummar

Au Nord Ouest de Damas, à droite de la route Damas-Beyrouth a proximité du village de Doummar perché sur les versants de l'Anti-Liban, la SNFCNC (Sté Nationale pour la fabrication du ciment et des matériaux de construction) a installé, en 1930, la première cimenterie de la Syrie.

Ce choix a été justifié par les terrains bon marché, l'abondance des matières premières (calcaires, argile, sable, etc...), l'existence d'une source d'eau (la rivière de Barada) et enfin la proximité du chemin de fer de la route reliant Damas à Port de Bevrouth. Cette cimenterie écrit A. Bagh fut "un véritable noyau de concentration autour duquel se sont groupées les fabriques des carreaux, des tuyaux en ciment, gradins en ciment, etc..."

Actuellement, cette localité avec le village de Hamé, son prolongement vers l'Ouest compte plus d'une vingtaine d'établissements industriels employant 1.900 salariés environ. Les usines de la SNFCMC (surtout la cimenterie, la tuyauterie, la fabrique du papier) qui occupent 154 hectares emploient 1.116 salariés.

La cimenterie de Doummar agrandie à plusieurs reprises a donné à la région certains aspects particuliers. Ses hautes cheminées qui soufflaient des poussières grises attirent l'attention des passagers sur la route Damas Beyrouth et donnent à la région son caractère industriel. Les poussières déposées, surtout sur les collines à l'Est des usines ont détruit les vignobles et affaibli la fertilité de la terre arable (la couche du ciment que constitue la poussière déposée atteint quelques mm. d'épaisseur). Les maladies respiratoires ont remarquablement augmenté à

Doummar et le nombre d'estivants a considérablement diminué. En effet les habitants de Doummar ont manifesté leurs mécontentements auprès des autorités compétentes à Damas, ce qui a obligé la SNFCMC à installer des aspirateurs pour supprimer la poussière et à indemniser les cultivateurs.

Parmi les entreprises les plus importantes de cette zone notons la verrerie (300 salariés) la SAI (Sté Arabe pour l'Industrie du Savon) qui emploie 114 salariés, la Brasserie de Dunia (30 salariés) et une usine pour le montage des machines à laver (44 salariés).

2. La zone des industries mécaniques

Au Sud Ouest de la ville et entre Damas et Kafer Soussé se succèdent les ateliers mécaniques : fonderie, tournerie, fabrication et réparation du matériel agricole, réparation et vernissage des automobiles, etc...

La naissance de cette région industrielle remonte à 1950, date à laquelle fut promulgué un arrêté municipal, portant transfert des établissements industriels installés, sur les rives de Barada, à l'entrée Ouest de Damas. (1)

En effet, les chantiers de réparation et les garages qui exigeaient des vastes surfaces, se sont installés sur des terrains relativement moins chers dans le quartier de ZKAK AL DJEN et sur la route reliant Damas à Kafer Soussé (où travaillent plus de 200 salariés).

L'entreprise la plus importante de cette zone n'appartient pas à l'industrie mécanique, mais plutôt à l'industrie agricole. Il s'agit de l'usine des Tabacs qui occupe 560 salariés environ.

3. La zone industrielle d'Al Qadam

Située au Sud de Damas, la zone d'Al Qadam est l'un des plus importants quartiers industriels de la capitale, tant par la variété des industries, que par le nombre de salariés.

(1) S.KHEIR . Damas, p. 348.

Le chemin de fer du Hedjaz et la route internationale Damas-Amman, qui traverse le quartier sont à la base de la vocation industrielle au sud de la ville.

Là, furent implantés les chantiers ferroviaires en 1912. Les céréales de Hauran drainées par le chemin de fer et emmagasinées dans les hangars d'Al Qadam ont encouragé l'industrie de meunerie. Cette zone loge des milliers de réfugiés palestiniens (Camp de Yammouk à l'est d'al Qadam) et des paysans émigrés de Hauran et Djebel Druze cherchant un travail à n'importe quel prix. De plus, elle est proche de la ville et reliée avec celle-ci par le réseau de transport en commun et le réseau électrique à haute tension.

En effet, cette zone rassemble plus d'une vingtaine d'établissements industriels occupant 5.300 salariés, soit 18.5% de la main d'oeuvre.

Le secteur du textile compte deux entreprises et 2.200 salariés : la société anonyme de Tapis (annexée à la SFCI) l'unique entreprise pour la fabrication des tapis à Damas, et la SAUI (Sté Arabe Unie pour l'industrie) l'une des plus importantes entreprises industrielles en Syrie et la plus grande dans cette région (2.127 salariés).

L'industrie métallurgique et électrique groupe 6 usines et 1.140 salariés. Les chantiers d'al Qadam pour les constructions ferroviaires sont les plus anciens dans cette région (380 salariés). La SBIM (Sté Barada pour les industries métallurgiques) s'occupe, dans ses quatre usines, du montage des congélateurs des réfrigérateurs, de la fabrication des câbles, des articles ménagers, etc... (729 salariés). Le montage des machines à laver est l'affaire d'une entreprise (Hendi Frères) utilisant 35 salariés.

Les industries alimentaires comptent 5 entreprises, la plus grande minoterie à Damas (420 salariés), les plus importantes entreprises pour la fabrication du chocolat et du biscuit, à savoir la SDPA (171 salariés) et la SSBC (86 salariés) et deux petits établissements de confiserie.

Cette zone abrite la SIVF la plus grande firme pour la fabrication du verre et de la faïence en Syrie (1017 salariés), la SIT, l'unique

entreprise pour la fabrication des produits de toilette dans le pays (70 salariés) une usine pour l'industrie des allumettes (60 salariés environ) et d'autres petits établissements pour la fabrication du bois, et des matériaux de construction. Notons enfin que la société arabe pour la distribution des produits pétroliers SADCOP s'est installée dans cette région.

4. La zone industrielle des Tanneries

Avant 1952, les tanneries se siddéminaient sur les rives du Barada dans la partie orientale de l'ancienne ville de Damas, surtout dans les deux quartiers de Bab as Salam et Bab Charqui. Ces tanneries écrit Monsieur A. Bagh par leurs misérables établissements, par leurs cuirs et peaux étendus même dans les rues et les différents déchets éparpillés partout donnaient à ces quartiers un aspect très désagréable à voir. En outre, les matières utilisées pour le tannage comme la chaux et l'arsenic exhalaient de très mauvaises odeurs. En été, lors de l'étiage, la rivière (Barada) et ses branches n'arrivent plus à charrier les grandes quantités de déchets issus des tanneries, et ces déchets pourrissent sur place ce qui rend malsains les deux quartiers résidentiels de Bab Charqui et Bab as Salam".

Devant cette situation, les autorités compétentes ont décidé, en 1952, de créer à l'est de Bab Charqui, une nouvelle zone consacrée à l'industrie du cuir et aux abattoirs municipaux.

Ainsi cette zone qui évite de Damas tout effet nuisif des tanneries assure en même temps les meilleures conditions d'extension de l'industrie du cuir (proximité de matière première et de marché de consommation, source d'eau, facilité des transports).

Cette zone a été aménagée au long de la route Damas Kafer Batna, entre Barada au Sud et son bras al Dayani au Nord (Aménagée par la municipalité de Damas).

A l'intérieur de la zone, on a aménagé des rues principales larges de 30 mètres et des rues secondaires larges de 10-15 mètres pour que

Abattoir

Route

Domas - Kater Botno

Entrepôts & marché du cuir corroyé

Mohr Daayan

Enclos pour les animaux

Basin de decantation des eaux
utilisées dans les tanneries

Zone interdite à toute construction

ZONE DES TANNERIES MODERNES A L'EST DE DAMAS.

$$\text{ECHELLE} = \frac{1}{2000}$$

les tanneries et les dépôts de la zone industrielle soient accessibles par les plus grands camions apportant des cuirs et peaux et transportant les produits à commercialiser. La partie septentrionale de cette zone, riveraine de la route Damas - Kafer Batna, a été consacrée au stockage et la vente des produits commercialisés. Au nord de Celle-ci et au-delà de la route, sont construits les abattoirs municipaux. A l'ouest, on a aménagé des enclos pour les animaux vivants qui doivent attendre quelques temps avant d'être abattus. A l'est de cette zone industrielle, toute construction de bâtiments résidentiels, commerciaux ou industriels est formellement interdite. (1)

Cette zone localise près de 70 tanneries individuelles et coopératives. Mais les tanneries dites industrielles sont au nombre de 20 employant 510 salariés environ. L'entreprise la plus importante est la SAT (Sté Arabe pour le tannage) qui emploie 270 salariés.

5. L'industrie dans la Ghoutta

Au Sud de la zone des tanneries sur la route Damas Mleiha et sur celle de Damas Jeramana s'étend la plus récente zone industrielle excentrique de Damas. Cette zone, comme la précédente, est considérée comme le prolongement des quartiers de Bab Charqui et Bab as Salam très actifs par leurs industries modernes et leurs artisanats. Mais le prix des terrains agricoles un peu plus à l'Est, dans la Ghoutta, est beaucoup moins élevé que dans les quartiers résidentiels ce qui permet de construire de grands établissements espacés. La main d'oeuvre est très facile à recruter parmi les habitants des quartiers populaires de l'Est et parmi les habitants des villages de la Ghoutta. De plus certaines industries sont attirées par les matières premières agricoles comme les huileries et les conserveries.

En effet, cette zone abrite 4.500 salariés environ travaillant dans 25 établissements industriels. Le textile, la chimie et l'alimentation sont les secteurs dominants. Le premier occupe 5 usines et 2.600 salariés, deux usines pour la SIM (1.000 salariés), une usine pour la SFTD (1.000 salariés) la plus grande usine pour la fabrication des sous-vêtements

(1) A. BAGH, p. 113.

en Syrie (300 salariés) et l'usine de filés du Nylon (300 salariés), l'une des quatre usines que possède la SIFN.

L'industrie chimique compte 9 établissements et 890 salariés. Là se sont installées la plus grande entreprise en Syrie pour la production des peintures et des vernis, la SPIC (101 salariés) et la plus grande entreprise pour l'industrie pharmaceutique, la S'MA (135 salariés). On y rencontre deux établissements pour la fabrication des articles en caoutchouc et en plastique occupant 220 salariés. Trois entreprises pour la production du savon, des huiles végétales et de margarines, la plus importante est la SAIS (272 salariés). La SMIA (Sté Moderne des Conserve-ries et des Industries Agricoles) possède l'une des plus grandes usines des conserves alimentaires (500 salariés environ). Dans cette zone la SAUABP possède la plus importante usine pour la fabrication des allumettes et du bois pressé (400 salariés).

6. La zone industrielle d'Al Qaboun

Située au Nord Est de Damas, la localité d'Al Qaboun avec son prolongement Farasta-Adra est considérée la plus importante zone industrielle, non seulement à Damas, mais aussi dans tout le pays. Elle rassemble près de 10.000 salariés travaillant dans 74 établissements industriels, soit 34% et 20% respectivement de la main d'oeuvre et des établissements dans la région de Damas.

Le secteur du textile vient en tête avec 30 établissements et 6.800 salariés (soit 68% du total de main d'oeuvre). Viennent ensuite les industries agricoles et alimentaires avec 10 établissements et plus de 1.400 salariés, la métallurgie (20 établissements et 1040 salariés), la chimie (7 établissements et 340 salariés) et les industries diverses (7 établissements et 460 salariés).

Dans cette zone se trouve la plus grande entreprise du textile de la Syrie, la SFCI qui emploie dans ses usines situées à droite de la route de Damas Alep près de 3.800 salariés. Là s'installent la SFTD (1.220 salariés) deux usines pour la SCSV (350 salariés) et les plus importants établissements pour le tissage mécanique et la fabrication des bas et



chaussettes. On y rencontre la troisième entreprise pour la production du sucre en Syrie, (500 salariés) la plus ancienne fabrique pour les conserves alimentaires (700 salariés), l'usine du ferment (100 salariés), la DAE (Sté Arabe Electronique) qui emploie 320 salariés, la Sté des Constructions Mécaniques (228 salariés), etc...

Or, cette région abrite la plus grande centrale thermo électrique à Damas et les réservoirs des produits pétroliers qui ravitaillent toute la région du Sud de la Syrie en énergie.

La prospérité de cette zone écrit A. Bagh est liée en large mesure à sa situation favorable et caractérisée par les faits suivants :

1. Il s'agit d'anciens terrains agricoles dont les prix sont beaucoup moins élevés qu'à la ville ce qui permet de construire de grands établissements. Les seules usines de la compagnie Khoumassiyé (SFCI) occupent une superficie de 76.650 mètres carrés. Cette zone étant située au milieu d'une vaste plaine, aucun obstacle naturel ne s'oppose à son développement d'avenir.

2. La route Damas-Alep traverse cette zone, ce qui permet d'établir des relations immédiates avec Damas et les régions N.E. de la Syrie qui produisent le coton qui est la matière première essentielle pour cette zone industrielle.

3. L'eau nécessaire pour un certain nombre d'activités industrielles est largement assurée par Nahr Yazid et Nahr Tora (deux branches de Barada) et la nappe phréatique peu profonde et accessible au moyen des puits.

4. La ligne de Tramway facilite le transport des ouvriers venant de Damas, Jaoubar, Zamalka, Aarbin, Harasta et Douma. (Cette ligne a été supprimée au début des années soixantes).

5. La densité du réseau des canaux d'irrigation d'une part et l'existence d'un grand verger d'arbres fruitiers autour de cette zone

d'autre part, créent un microclimat caractérisé par une humidité atmosphérique relativement élevée et favorable par conséquent à l'industrie textile.

La Zone d'Al Oaboun faisait partie, lors de sa création du Mouhafazat de Damas, mais non de l'agglomération urbaine de Damas. Mais en 1954, elle a été intégrée dans la ville elle-même et cette intégration fut justifiée pour les raisons suivantes :

a) L'aménagement de cette zone, située à l'entrée principale de la ville ne doit aucunement être cédé aux caprices des industriels; cet aménagement doit être soumis aux exigences et aux méthodes d'urbanisme moderne.

b) Les services urbains qu'exige cette zone ne pouvaient être assurés que par la Municipalité de Damas.

c) Le Ministère de l'Economie Nationale exigeait, de son côté, une organisation spéciale des établissements industriels suivant des plans dessinés et étudiés d'avance et remplissant des conditions déterminées. (1)

Enfin, l'intégration de cette zone dans la ville de Damas fut une étape décisive de son développement et surtout avec l'installation d'une grande centrale électrique pour assurer l'énergie aux différents établissements de la région.

7. Les quartiers mixtes

Si les industries les plus importantes et les plus modernes se sont installées dans des localités excentriques, la ville ancienne n'a pas abandonné, pourtant, son rôle industriel, légué d'un passé très lointain.

Là, on ne saurait parler de quartier industriel car la petite industrie est localisée dans les quartiers à fonction mixte, résidence et production.

Néanmoins plusieurs facteurs déterminent la localisation de la plupart des industries de la ville ancienne, surtout les quartiers situés au-

(1) A. Bagh. p. 115.

tour de Mosquée des Omevades et le quartier d'Al Meidan au sud; comme la proximité des Souks, comme les industries qui s'y installent au voisinage des portes de la ville pour la clientèle rurale (Meidan, Bab Charqui, Bab as Alam, Bab ad Djabieh), la proximité des matières premières (laits et fruits, bois du Goutta), la tradition artisanale, etc...

Ainsi, les quartiers de Bab Charqui et Bab as Salam abritent une vingtaine d'établissements et plus de 1.000 salariés. Là s'installent des laiteries, des huileries, des ateliers pour les tissages mécaniques, des ateliers de carreaux et céramiques, etc...)

A l'ouest de la Mosquée des Omevades se trouvent les quartiers commerciaux et artisanaux les plus actifs (Harika, Bzouryé, Hamidivé, etc). Là on rencontre des ateliers pour les tissages mécaniques, pour le tricotage et pour la confection, des ateliers des meubles, des confiseries, etc....

Dans le quartier dit Al Meidan, surtout à Bab Mesallah fonctionnent une quinzaine de petits établissements de métallurgie, de menuiserie, de textile et de matériaux de construction.

A Damas, comme dans toutes les villes industrielles de la Syrie on remarque l'absence des cités ouvrières et la dissociation totale entre la fonction industrielle et la fonction résidentielle. C'est-à-dire que les zones industrielles ne sont en effet, que de simples lieux de travail et de production.

"Les industriels, écrit A. Hamidé, ont intérêt à fixer leurs usines, hors de la ville, sur les terrains bon marché mais le souci de recrutement de la main d'oeuvre n'a jamais posé un problème. L'habitude prise par certaines grosses usines excentriques de faire elles-mêmes le ramassage en autobus de leur main d'oeuvre a permis le renforcement de l'isolement des faubourgs industriels des quartiers de résidence". (1)

(1) A. Hamidi n. 112.

Ajoutons à ceci que le réseau du transport en commun relie la plupart des zones industrielles et que les usines elles-mêmes ne sont pas trop loin des quartiers populaires excentriques de Damas et des villages de Ghoutta l'habitat essentiel de main d'oeuvre. Ainsi la bicyclette joue un rôle important pour le transport des ouvriers au lieu de travail le matin et chez eux le soir.

B - ALEP LE METROPOLE DU NORD

Bien pourvue d'eau, riche d'un passé artistique et intellectuel Alep est une des villes les plus peuplées de la Syrie avec plus de 640.000 habitants. A sa fonction commerciale ancienne s'est ajoutée une fonction industrielle qui tend à supplanter l'artisanat de Jadis, bien qu'Alep abrite encore de 15 à 20.000 artisans spécialisés dans le travail du cuir, des textiles du bois des métaux de la céramique, etc...

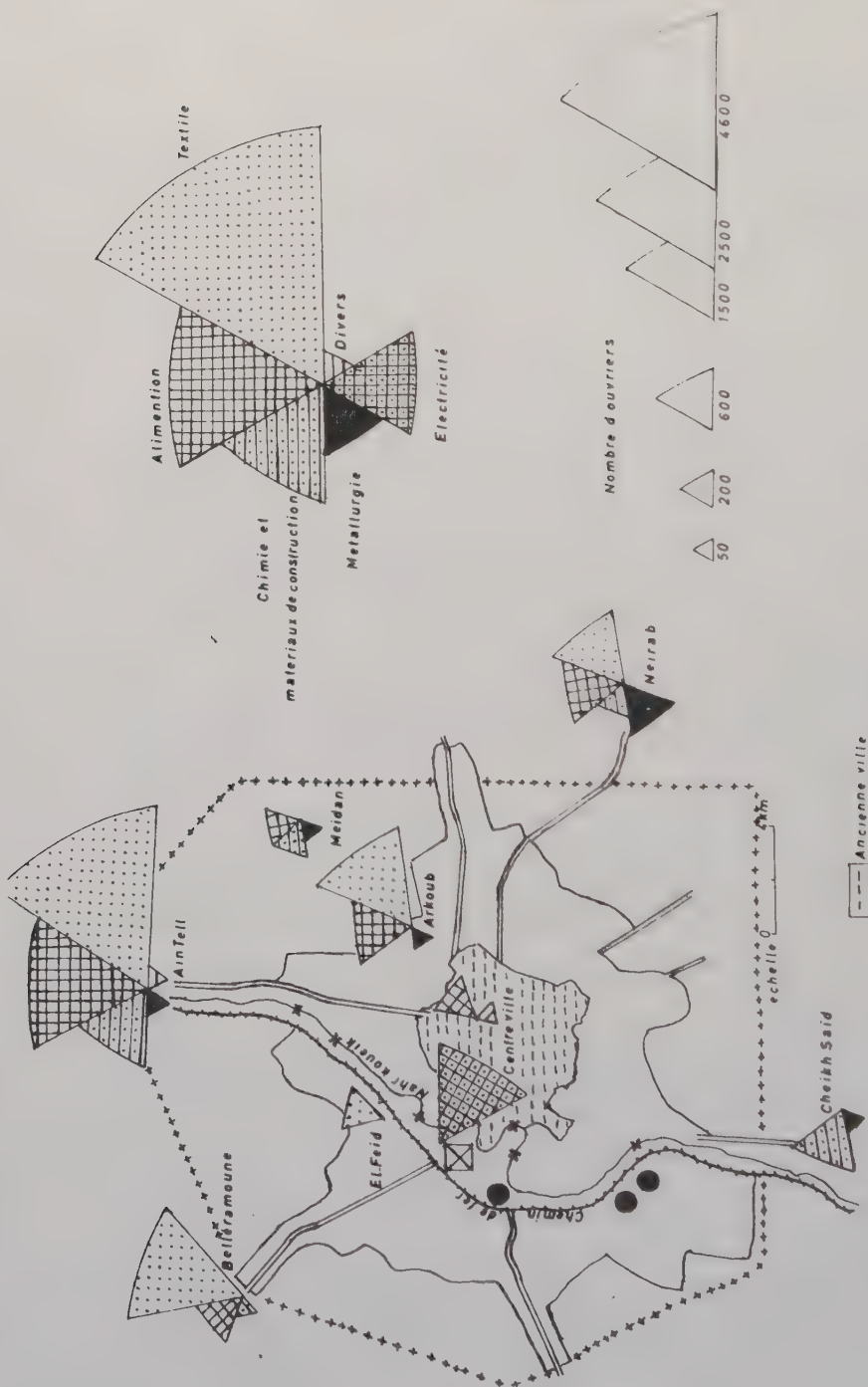
Alep, la deuxième ville industrielle de la Syrie localise en effet 219 établissements (soit 33,8 % du total en Syrie) et 18.000 salariés, (soit 27.5 %).

Le tableau suivant, que nous avons établi, montre à la fois, l'importance industrielle de cette ville par rapport à l'ensemble du pays, en ce qui concerne chaque branche et chaque activité, et la variété de celle-ci et leur importance respective.

TABLEAU 83 - L'importance industrielle d'Alep

: Types d'industries	: Nombre d' : établissements :	: Pourcenta- : ge du to- : tal en : Syrie :	: Nombre de : Salariés :	: Pourcenta- : ge du to- : tal en : Syrie :
: 1. <u>Textiles</u>	:	:	:	:
: égrenage du coton	: 12	: 57%	: 1.819	: 50%
: filature et tissage	: 52	: 53,6%	: 7.352	: 36%
: teinture et impression	: 10	: 53%	: 198	: 20%
: bonnèterie, broderie, confection	: 8	: 18%	: 331	: 15.5%
: TOTAL	: 82	: 45%	: 9.700	: 36%

2. Industries agricoles et alimentaires					
Huiles et margarine	9	30%	1.153	53%	
Tabacs	1	25%	1.056	34.6%	
Minoterie	16	44%	710	40%	
Confiserie, chocolaterie, biscuiterie	22	30%	475	35%	
Boissons	13	37%	234	35.3%	
Pâtes alimentaires	2	33%	68	34%	
Laiterie	1	25%	50	29%	
frigorifique	2	22%	29	25%	
diverses	3	25%	35	27%	
TOTAL	69	31.2%	3.810	29%	
3. Chimie et matériaux de construction					
Ciment	2	33%	834	33%	
Produits en caoutchouc et en plastique	8	47%	786	53%	
Tuvauterie en ciment, céramique, gradins, etc...	14	30%	194	18%	
Savon	6	35%	130	24%	
Produits pharmaceutiques	3	60%	47	24%	
TOTAL	33	33%	1.991	24%	
4. Industries métallurgiques et électriques					
Métallurgiques	13	27%	495	17%	
Electriques	5	36%	192	20%	
TOTAL	18	36%	687	19%	
5. Divers					
Bois et meubles	6	27%	67	8.6%	
Cuir	6	20.7%	60	9.5%	
Allumettes	2	66%	36	7.2%	
Papier et imprimerie	2	14%	26	8%	
TOTAL	16	23%	189	7.6%	



INDUSTRIES D'ALEP

D'après ce tableau, il ressort qu'Alep est une ville de textile au premier rang (54% de la main d'oeuvre). C'est le premier foyer pour l'égrenage du coton. Cette activité rassemble en pleine saison d'égrenage près de 6.000 ouvriers. Les usines et ateliers de filature et de tissage sont plus nombreux à Alep qu'à Damas (53,6%) du total de la Syrie.

Les industries agricoles et alimentaires occupent la seconde place avec 32% des établissements et 21% des salariés. Dans ce domaine Alep est la première ville de Syrie pour l'extraction des huiles, la transformation des céréales et la fabrication des tabacs.

Les industries chimiques et la fabrication des matériaux de construction se placent au 3^e rang avec 15% des établissements et 11% de main d'oeuvre.

Mais Alep vient en tête pour la production de ciment et des articles en caoutchouc et en plastique.

En ce qui concerne la métallurgie et les autres industries Alep occupe une place très inférieure par rapport à Damas.

Par ailleurs Alep groupe 7 "très grandes entreprises" représentant 8% des établissements) qui dépassent 500 salariés, emploient 9.560 salariés, soit 53% du total de main d'oeuvre.

Parmi elles, se situent quatre entreprises de textile. La SSFTC (Sté Syrienne pour la Filature et le Tissage) vient en tête avec 2.826 salariés. Viennent ensuite la SAFT (2014 salariés), la SCFTC (1.131 salariés) et la STSA 1681 salariés). Dans les autres domaines se classent au nombre de "très grandes" l'usine des tabacs (1056 salariés) la SSHV (1026 salariés) et la SSCMC (834 salariés).

Les "grandes" et "moyennes" entreprises représentent 17% des établissements et 21.5% des salariés, tandis que les petits établissements prévus qui représentent 75% du total d'établissements utilisent 3.000 salariés environ (16.6% du total) soit 17 salariés, en moyenne, par établissements.

La situation géographique, le développement des communications ferroviaires et terrestres et un artisanat très actif sont les principaux facteurs qui ont fait d'Alep la métropole économique du nord-syrienne.

L'essor industriel d'Alep est en relation directe avec le développement de l'agriculture dans sa propre région et dans les régions soumises à son influence (le bassin de l'Euphrate et la Djeziré); 77% du coton, 65% des céréales et 29% des olives produits en Syrie sont fournis par ces régions. Ces produits agricoles constituent les matières premières essentielles de son industrie. Ceci explique, par ailleurs, pourquoi Alep est la ville des textiles, des huileries et des minoteries.

"Les réseaux ferroviaires, routiers et aériens qui font d'Alep un lieu de passage obligatoire, pour les marchandises et les hommes de la vallée de l'Euphrate et de la Djeziré, écrit A. Hamidé, contribuent largement à laisser ces deux provinces à l'état de satellites économiques de la métropole nord syrienne. Ainsi Alep contrôle le mouvement de voyageurs et des marchandises en provenance ou en partance pour ces régions, par ses gares ferroviaires ou routières, par ses entrepôts "Khan", ses dépositaires et ses grossistes". (1)

De plus, l'industrie alpine est avantagée par la proximité du port de Lattaquié et par le chemin de fer qui relie Alep au port de Tartous et au Port de Tripoli au Liban.

En outre, cette situation naturellement très favorable aux échanges commerciaux renforcée par un excellent réseau de communication a contribué largement à la création d'une bourgeoisie commerçante la plus active de Syrie. Celle-ci a accumulé des capitaux considérables par le commerce de stockage et d'exportation des denrées indigènes; coton, céréales, laine, peaux, racines, etc... Ces capitaux ont assuré le démarrage des premières entreprises industrielles et on servi de base à la modernisation de quelques activités artisanales, traditionnelles telles que les soieries, les huileries, les minoteries, etc..." (2)

(1) A. Hamidé, La ville d'Alep, p. 195.

(2) *ibid.* p. 194.

Le développement de l'industrie moderne à Alep n'a provoqué aucun problème entravant le recrutement quantitatif de la main d'oeuvre. La présence d'une main d'oeuvre rurale réduite au chômage, admettant des salaires très bas, a été un facteur favorable. Mais les artisans entraînés depuis plusieurs décades dans un processus de paupérisation et de prolétarianisation, de plus en plus accusé, à cause de la concurrence des produits industriels étrangers, constituaient une main d'oeuvre d'une qualité meilleure par rapport à la précédente. Ainsi les nouvelles industries ont pu recruter parmi les artisans leurs meilleurs ouvriers et parfois, après un stage plus ou moins long leur contremaîtres". (1)

Notons, enfin que les artisans ont participé à l'industrialisation de la ville comme entrepreneurs en modernisant leurs ateliers ou en créant de nouveaux établissements collectifs.

Les débuts d'industrialisation de la ville remontent au lendemain de l'installation d'une centrale électrique, en 1929. Les principaux bénéficiaires de l'énergie électrique ont été les menuiseries, les minoteries et surtout les ateliers de tissage (le nombre de métiers mécaniques est passé de 26 en 1926 à 1057 en 1946).

Mais jusqu'en 1945, Alep ne comptant que très peu d'entreprises de type collectif (usine de tabac, deux entreprises pour la filature et le tissage, une huilerie, deux minoteries).

La période la plus active de l'industrialisation de la ville qui s'étend de 1945 à 1963 a été favorisée par les bénéfices considérables de la seconde guerre mondiale, amassés par les industriels, les artisans et les commerçants, par le développement spectaculaire de l'agriculture de coton et par la protection douanière des produits industriels locaux. Tout cela a incité l'industrie moderne d'Alep à se développer et à se varier. Ainsi, outre la montée remarquable des industries qui transforment les matières premières agricoles (égrenage, et filature de coton, huileries et minoterie, en particulier) Alep a vu se développer des industries métallurgiques et la fabrication des matériaux de construction.

(1) A. HAMDIÉ, p. 197.

La période ultérieure sous l'égide de la politique de dirigisme et de décentralisation appliquée par l'Etat a vu se limiter au minimum la création de nouvelles entreprises industrielles. Durant les deux plans quinquennaux (1966-1975), sans tenir compte des travaux d'extension des entreprises nationalisées, seules trois entreprises importantes ont été construites à Alep; l'usine de traverses en ciment, l'usine des tracteurs et une cimenterie.

Les trois quarts des industries alepines se concentrent au Nord, Nord Est de l'ancienne ville, axés sur le chemin de fer d'Alep Mossoul et les routes amenant vers les régions les plus riches de leurs cultures variées.

Dès 1933, la banlieue dite Ain Tell, située à 5 km. au nord de l'ancienne ville a été choisie pour l'installation la plus grande entreprise de textile à Alep, à savoir la SSFT. Celle-ci a constitué un pôle d'attraction pour des activités industrielles les plus diverses.

Ainsi sur les deux rives de Nahr Koweïk que sur le chemin de fer et la route d'Alep - Bab se succèdent des usines des textiles, des usines de transformation des céréales et des tabacs, des huiles, des tanneries, des établissements pour les industries chimiques et métallurgiques. Outre de la SSFT et les usines d'égrenage de coton qui emploie près de 3.400 salariés, notons dans le domaine du textile la SCFT (1.134 salariés) une des plus importantes usines de tissage (Tatari) que possède la STSA (Sté de tissage de soiries à Alep) qui emploie près de 100 salariés.

Là s'installent l'usine des tabacs (1056 salariés) une huilerie de la SSHV (50 salariés) la société Al Chark pour les produits alimentaires (290 salariés) considérés les plus importants établissements des industries agricoles et alimentaires à Alep.

Dans les autres domaines, ce quartier abrite, la SAPEC (343 salariés) la plus importante société pour la production des chaussures et des articles en caoutchouc et en plastique, une fonderie importante (20 salariés) les plus grands chantiers pour la réparation des moyens de transport en commun et une centrale électrique.

Notons enfin la cimenterie de Mislamiyé qui se situe plus loin au nord de ce quartier industriel, où se trouvent les matières premières nécessaires à la fabrication du ciment.

En effet, Ain Tell qui rassemble près de 7.400 salariés (soit 41%) du total de main d'oeuvre, est considéré le quartier industriel le plus actif à Alep.

- Au Sud Est du quartier Ain Tell, et au Nord de la Caserne de Hamano, les terrains vagues appelés Arkoub, les plus proches du centre ville ont attiré, dès les premiers temps, les petites et les moyennes entreprises du tissage de soirie et de cotonnade, du tricotage, de teinture, d'impression, etc... On en compte une quarantaine employant 1.500 salariés environ, les plus importantes sont les usines de la STSA (400 salariés).

Les industries alimentaires occupent la seconde place avec près de 600 salariés (notamment les confiseries, chocolateries, boissons gazeuses et minoterie).

La métallurgie est présentée par une usine importante pour la fabrication du matériel agricole (Kassas).

- Le quartier arménien al-Meidan, à l'Est d'Ain Tell est bien connu par ses ateliers mécaniques et ses garages, mais l'usine des traverses en ciment et la fabrique des produits laitiers sont les deux établissements les plus importants dans ce quartier.

- Les terrains bon marchés du village Belleramone, sur la route Alep-Afrine ont été choisis en 1938 pour l'installation d'une usine de textiles puis en 1946 d'une usine à grignons et en 1946 d'une grande usine de filature et de tissage. Les années cinquante ont vu se développer dans ce quartier l'égrenage du coton, l'extraction des huiles végétales et la savonnerie.

Ce quartier abrite 2.800 salariés, mais la S.A.I.T. (Sté Al Ahiyeh pour la Filature et le Tissage) en occupe plus de 2.000.

- La banlieue orientale de la ville dite Neirab "porte de la steppe céréalière, a été depuis 1946, la terre de prédilection de grands moulins cubiques et très hauts, qui constituent avec leur silhouette caractéristique l'élément fondamental du paysage de la zone".(1)

Là s'installent les bureaux et les entrepôts de l'Organisme général pour l'Egrenage et la Commercialisation du coton et les plus importantes entreprises d'égrenage de coton qui mobilisent des milliers d'ouvriers à la saison d'égrenage.

Parmi les établissements importants dans ce quartier notons la Société des Produits en plastique, une des plus grandes huileries d'Alep (S.S.H.V.) et le plus grand entrepôt frigorifique à Alep, et l'usine de Montage de tracteurs.

Au Sud, à 5 km. de la ville, à l'est du chemin de fer Alep-Tripoli se trouve la zone industrielle de Cheikh Saïd. La présence d'un gisement de marne crayeuse a déterminé l'installation de la première cimenterie dans cette région en 1950. Celle-ci, emploie à l'heure actuelle plus de 600 salariés. La deuxième entreprise importante dans cette région est la société des Batteries et des Gaz liquides (142 salariés).

Une bonne partie des garages et des ateliers de réparation qui ont été écartés de la ville se sont installés à Cheikh Saïd.

L'abattoir moderne d'Alep et un Centre de Transformation Electrique ont été construits dans cette région.

- En ville, à l'Ouest de Nahr Koneit, du quartier Anssary au Sud-Est jusqu'au quartier El Feid, au Nord, se succèdent sur les deux côtés du Chemin de Fer les réservoirs pétroliers, l'électricité d'Alep

(1) A. Hamadié p. 111.

(1.550 salariés) les Ateliers Mécaniques de Chemin de Fer de Bagdad et quelques fabriques de textiles dont la Société arabe pour les sous-vêtements (221 salariés) dans la rue de Djemark, Saem-el-Daheir (S.T.S.A.) dans le quartier El Feid.

II - LES CENTRES INDUSTRIELS DU 2ème RANG

A - HOMS

Nombreuses et exceptionnelles les conditions qui se sont réunies à Homs pour pousser l'industrialisation de la ville et lui donner la force de se maintenir face à la concurrence irrésistible de Damas et Alep.

L'Oronte et un précieux réseau d'irrigation arrosent des plaines vastes et suffisamment fertiles. Même la moyenne pluviométrique est considérable dans une bonne partie de la région.

Ainsi se succèdent entre les versants des montagnes à l'Ouest et les limites désertiques à l'Est, des cultures sèches et irriguées assez variées. Le coton, les betteraves sucrières, les céréales, le maïs, la vigne, les denrées maraichères sont des cultures traditionnelles dans la région. Les steppes désertiques elles aussi lui apportent des quantités appréciables des produits d'élevage.

D'ailleurs les forces hydrauliques que représentent le lac de Kattiné et le Barrage de Rastan, en particulier ont joué un rôle de premier rang dans son essor industriel.

Sa situation au centre du pays, sur le principal axe routier Damas-Alep et le chemin de fer de Tripoli-Alep, la proximité du réseau d'oléoducs pétroliers, et l'existence des ressources minières sont les facteurs qui ont favorisé fondamentalement le développement industriel de Homs.

Dans sa région, Homs rassemble cinq très grandes entreprises de vocation nationale employant 6.820 salariés, soit 79% du total de main-d'oeuvre.

Contrairement à ce que nous avons vu à Damas et à Alep, la première spécialité de Homs ce n'est pas la fabrication de tissus mais plutôt la production d'énergie qui occupe 3.210 salariés. L'industrie textile se place au 2ème rang avec 2.000 salariés. Viennent ensuite les industries agricoles et alimentaires (1.412 salariés). Les industries chimiques et la fabrication des matériaux de construction (1.923 salariés) et les industries extractives (745 salariés).

C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale qu'a véritablement commencé l'industrialisation de Homs. En 1946, la Société Anonyme pour la fabrication du sucre et des produits agricoles a installé à Homs la première usine de sucre en Syrie constituant le noyau d'une grande entreprise intégrée pour la transformation des matières premières agricoles. La première période de l'industrialisation de la ville (1946-1963) correspond au développement des industries agricoles et alimentaires (minoterie - laiterie - huilerie) des industries textiles (tissage - teinturerie - égrenage de coton) et des industries énergétiques surtout après l'installation de la raffinerie du pétrole en 1959. Après 1963, le rôle industriel de Homs a été renforcé soit par la création de nouvelles industries, soit par l'extension considérable des entreprises en fonction.

TABLEAU 84 - L'INDUSTRIE à HOMS

:	:	Nombre :	:	:	:
:	:	d'établis- :	Salariés :	% :	:
:	:	sements :	:	:	:
:	:	:	:	:	:
:	1. Industries énergétiques	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:
:	Raffinage du pétrole	1	2050	:	:
:	Electricité	1	1169	:	:
:	:			:	:
:	TOTAL	2	3213	37	:
:	:	:	:	:	:
:	2. Industries textiles	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:
:	Filature et tissage	1	1450	:	:
:	Teinturerie	1	400	:	:
:	Egrenage du coton	1	150	:	:
:	:			:	:
:	TOTAL	3	2000	23	:

: 3. <u>Industries agricoles et</u>	:	:	:	:
: <u>alimentaires</u>	:	:	:	:
: Extraction du sucre	:	1	:	750
: Minoterie	:	4	:	250
: Boissons	:	5	:	133
: Huilerie	:	1	:	100
: Laiterie	:	1	:	50
: Confiserie	:	3	:	41
: Frigorifique	:	1	:	12
: Autres	:	2	:	74
: TOTAL	:	18	:	1.412
				16
: 4. <u>Industries Chimiques et</u>	:	:	:	:
: <u>Fabrication des matériaux</u>	:	:	:	:
: <u>construction</u>	:	:	:	:
: Engrais azoté	:	1	:	1007
: Ciment	:	1	:	250
: Carreaux et céramiques	:	4	:	55
: Pharmaceutiques	:	1	:	11
: TOTAL	:	7	:	1323
				15
: 5. <u>Industries extractives</u>	:	:	:	:
: Extraction du Phosphate	:	1	:	745
				9

D'après ce tableau, on constate l'absence des industries métallurgiques à Homs d'une part et l'importance des industries chimiques et extractives d'autre part. Les très grandes et moyennes entreprises occupent 97% des salariés (14 établissements soit 47% du total).

Il faut noter que le rôle de l'Etat a été extrêmement considérable en ce qui concerne la mise en valeur des richesses naturelles dans la région et l'accélération de son industrialisation. C'est lui qui a fait de Homs, le réservoir énergétique du pays, en construisant la plus grande Centrale Electrique et la Raffinerie de Pétrole. C'est lui aussi qui a établi la plus grande entreprise de l'industrie chimique à Homs pour la production des

engrais azotés et qui exploite les gisements de phosphate à l'Est de la ville. Avec l'industrialisation du phosphate, prochainement, Homs sera un véritable ensemble des industries chimiques et pétrolières.

La grande partie des établissements industriels se localisent au Sud et au Nord de la ville. Sur les rives du lac de Kattiné, au Sud s'installent la Centrale Thermo-électrique et l'usine des engrais azotés. A 7 km. à l'Ouest de ceux-ci se trouve la raffinerie du pétrole et des usines annexes. Cette zone est reliée à Homs par la route Kattiné-Homs et Tartous-Homs.

Sur l'axe routier Homs-Hama, au Nord de la ville, se succèdent les plus importantes entreprises des industries agricoles et alimentaires, et des industries textiles. Ainsi, à la sortie de la ville, à droite de la route, se lèvent les grandes minoteries élégantes avec leur peinture orange, à gauche de la route se trouve l'ensemble des usines de la Société Syrienne pour la Fabrication du Sucre et des Produits Agricoles. Plus proche de l'Oronte se localisent la Société des Filatures et des Tissages de Homs. A Rastan, un peu plus loin au Nord de Homs, se trouve la Centrale Hydro-électrique et l'usine de ciment.

B - LATTAQUIE

Sur la Méditerranée, au débouché de la plaine étroite de Djeblé, Lattaquié occupe une position piémont au contact de la montagne et de la plaine. Abrisée par le Djebel de Cassius au Nord et les Monts d'Alaouites à l'est, la ville de Lattaquié, grâce à sa fonction commerciale et industrielle, constitue un pôle d'attraction remarquable pour les habitants de la région montagneuse pauvre et assez peuplée.

Ainsi, le nombre de ses habitants a augmenté de 78.000 au recensement de 1960 à 126.000 au recensement de 1970, en se plaçant au 5ème rang des villes de la Syrie pour le chiffre de sa population.

Premier port Syrien, Lattaquié occupe le 4ème rang des villes industrielles du pays avec 25 établissements et 3.537 salariés.

Tous les produits agricoles syriens destinés à l'exportation passent par le port de Lattaquié, ainsi que pour la quasi totalité des biens d'équipement, des matières premières et des produits finis importés de l'étranger pour satisfaire les besoins locaux sans tenir compte du trafic des transits.

Mais le port n'a joué qu'un rôle très secondaire en ce qui concerne l'industrialisation de la ville en raison de l'influence écrasante d'Alep. L'avenir de cette ville dépend du succès d'une véritable politique de décentralisation industrielle qui lui permettrait de sortir encore davantage de l'orbite alepine.

En effet, les industries de Lattaquié à l'heure actuelle transforment, à l'exception de deux entreprises, une partie des matières premières agricoles et minières existantes dans sa région.

La culture intensive dans les plaines fertiles, étroites, dans les vallées et l'utilisation des versants des montagnes avec un climat doux suffisamment humide donnent naissance à des produits précieux surtout les tabacs, l'olivier, l'arachide et des légumes divers.

Ainsi les industries agricoles et alimentaires viennent en tête avec 16 établissements et 1956 salariés soit 64% et 55% respectivement du total des établissements et de main-d'oeuvre. L'usine des tabacs occupe à elle seule 1137 travailleurs, soit 60% du total environ. Les autres établissements sont : usine de triage et préparation d'arachide (363 salariés) 4 huileries (216 salariés), 2 minoteries (100 salariés) 3 fabriques de boissons (49 salariés) une fabrique de pâtes alimentaires (40 salariés) une confiserie (25 salariés) et deux entrepôts frigorifiques (26 salariés). L'existence de certains gisements miniers a déterminé la création de deux entreprises employant 400 salariés : la Société d'Asphalte de Lattaquié (180 salariés) et la cimenterie de Bourjeslam (220 salariés). Parmi les entreprises les plus importantes à Lattaquié est la Société Arabe de Bois qui emploie 540 salariés. Cette entreprise et la fabrique des Tabacs sont placés parmi les entreprises industrielles du 1er rang de la Syrie.

La métallurgie se présente par l'usine des moteurs électriques construite récemment par l'Etat et qui emploie 200 salariés environ.

Parmi les autres activités industrielles, notons l'électricité de la région littorale (320 salariés), 3 savonneries (45 salariés) et une minoterie (11 salariés).

L'absence du textile sur la liste des industries de Lattaquié malgré des milliers de tonnes de coton exportées par son port, est un résultat éclatant du rôle écrasant de la ville d'Alep.

Les établissements industriels les plus importants se localisent loin de la ville à proximité de matières premières comme la société d'asphalte et la cimenterie à 10-13 km. du Nord de la ville et l'usine de conserves, à Djebélé à 20 km. au Sud. D'autres sont implantés à la périphérie sur les axes routiers comme l'usine des tabacs et la Société Arabe de Bois et l'Usine des Moteurs Electriques au Nord Est de la ville. Tandis que près du port existent la centrale électrique et un entrepôt frigorifique.

C - HAMA

Situé à 45 km. au Nord de Homs, sur l'axe routier Damas-Alep et le chemin de fer Tripoli Alep, Hama se classe au 4ème rang des villes syriennes par le chiffre de sa population (138.000 habitants) et au 5ème rang par son importance industrielle (14 établissements et 3.184 salariés).

Cette ville draine des produits agricoles considérables et assez variés, grâce à la variation naturelle de sa région qui s'étend des Monts D'Alaouites à l'Ouest jusqu'au Badia à l'Est et grâce aux eaux de l'Oronte, la précieuse rivière de la Syrie Centrale. Là, on cultive surtout le coton (17% de la production du pays) les céréales, le maïs, l'oignon (40%) la betterave, l'olivier, etc...

Hama est la ville la plus conservatrice de la Syrie. Jusqu'à une date récente, les grandes familles féodales de Hama dominaient la plus grande partie des terres fertiles et irriguées, imposant leurs intérêts et leurs morales par la force.

Les conditions sociales, en effet, constituaient une forte raison qui avait mis en retard l'industrialisation de la ville.

Au milieu des années soixantes, Hama ne posséda plus qu'un certain nombre d'usines modestes pour l'égrenage de coton et l'extraction des huiles végétales d'une activité saisonnière. Une cimenterie et une fabrique de porcelaine ont été en construction.

Briser le rempart des traditions médiévales, favoriser les intérêts des masses, après la réforme agraire, la bonne solution n'est que d'accélérer l'industrialisation de la ville.

A la première étape, l'Etat a nationalisé, renforcé et réorganisé les entreprises en fonction et en construction.

A la deuxième étape, qui débute avec l'établissement du 2ème plan quinquennal, Hama a vu se développer une véritable poussée industrielle.

De 1965 à 1971, 7 grandes entreprises industrielles ont été créées partant de l'égrenage de coton et de la filature à la transformation des céréales et des tabacs, à l'industrie frigorifique, aux conserves et à la métallurgie.

Ces entreprises construites totalement par l'Etat ont coûté près de 55 millions de L.S. et ont créés plus de 2.800 emplois.

Actuellement, l'égrenage et la filature de coton constituent le secteur industriel le plus important à Hama avec 5 établissements (4 usines pour l'égrenage de coton et une filature) et 1430 salariés. Au second rang se placent les industries agricoles et alimentaires avec 6 établissements et 1.112 salariés (une usine de conserves, une fabrique de tabac, deux minoteries, une huilerie et un entrepôt frigorifique). Ensuite, viennent l'industrie des matériaux de construction avec 2 établissements (une cimenterie et une fabrique de porcelaine) et 373 salariés et la métallurgie avec un seul établissement et 270 salariés.

Le premier de ces établissements se classe parmi les chefs de file du textile syrien qui emploie 1011 salariés, le second (560 salariés) est le seul dans le pays à fournir l'oignon deshydraté, produit précieux pour l'exportation. Cette ville abrite la quatrième fabrique de tabacs en Syrie (300 salariés), la seule usine pour la production de fer en rond (270 salariés) la seule usine pour la fabrication des carreaux en porcelaine (150 salariés) et la sixième cimenterie (222 salariés) dans le pays.

Effectivement, la majorité des entreprises de Hama ont vocation nationale et sont de grandes unités.

Les usines sont en général placées dehors de la ville, à proximité des matières premières ou des axes routiers.

A 10 km. à l'ouest de la ville, à proximité du village de Kafer Bahm s'installent les industries des matériaux de construction et la transformation des céréales; sur la route Hama-Homs, au sud de la ville se localise l'usine de filature. Au Nord Ouest, à proximité de la route Hama Alep et non trop loin de la centrale hydro électrique de Mohardé, se place l'usine de barres de fer.

Dans le village de Salamiyé à une quarantaine de km. à l'est de Hama se trouvent deux usines pour l'égrenage de coton et l'industrie des conserves alimentaires.

III - LES PETITS CENTRES DU 3ème RANG

Outre les 5 grandes agglomérations urbaines qui font symbole de foyers industriels, l'examen de notre carte (les industries syriennes en 1972) fait apparaître 7 localités animées par une seule ou quelques établissements industriels.

Dans le Nord Est du pays, le département de Hassatché, abrite outre des salariés travaillant dans l'extraction du pétrole, 517 salariés,

employés dans la transformation des céréales (4 minoteries) et le secteur d'électricité :

Dans le bassin de l'Euphrate, nous retrouvons Deir ze Zor, où fonctionnent une grande entreprise pour l'égrenage de coton et une usine pour l'extraction et le conditionnement du sel gemme employant 1075 salariés.

Le deuxième centre que constitue la ville de Rakka n'abrite que le personnel (près de 400 salariés) qui travaille dans le secteur d'électricité surtout la nouvelle entreprise hydro électrique de Tabaka.

Située entre Lattaquié et Alep la ville d'Idlib rassemble 760 salariés employant dans 4 établissements, une sucrerie, deux minoteries et une usine d'égrenage de coton.

Sur la côte, Tartous localise 3 établissements et 758 salariés (deux huileries et une usine pour triage et préparation d'arachides).

Dans l'extrême Sud du pays, la ville de Soueida possède une entreprise pour la production de boissons alcoolisées employant 60 salariés tandis que la ville de Deara possède une fabrique de conserves alimentaires employant 50 salariés.

o

o o

En conclusion, la géographie industrielle de la Syrie, nous montre que l'industrie se concentre dans une douzaine de localités et que la répartition géographique est très inégale. Les quatre villes situées sur l'axe routier traversant le centre du pays du Sud au Nord, concentrent 87% des établissements industriels contre 13% pour le reste du pays. Mais cette concentration géographique est remarquable surtout à Damas, pôle du Sud et Alep, pôle du Nord, qui constituent les deux premiers foyers industriels de la Syrie. Mais la place réservée à Damas est beaucoup plus importante que celle d'Alep. La côte syrienne occupe une place très secondaire avec 4,3% seulement du total des établissements industriels ce qui attire l'attention et exige des explications. D'ailleurs

la création et l'évolution d'un certain nombre de localités sont le fruit d'une tendance récente adoptée par l'Etat visant la dispersion des industries et le développement des régions rurales.

Pour comprendre mieux la localisation géographique actuelle des industries, il nous semble utile de rappeler que l'entreprise et le capital étranger sont absents et par rapport, l'intérêt national est le seul qui compte en choisissant l'emplacement de l'entreprise. D'autre part les industries syriennes ont été établies pour répondre aux besoins du marché local, en premier lieu en exploitant les matières premières disponibles à l'intérieur du pays.

Sans écarter les conjonctures historiques qui ont accompagné les différentes étapes de l'industrialisation du pays, il nous semble que l'existence d'un marché de consommation et la proximité de matières premières ont le plus joué en faveur de la localisation des industries et secondairement la situation géographique et les voies de communication, c'est-à-dire que les exigences de l'industrie sur le plan de la localisation sont largement responsables de la répartition géographique des industries syriennes. Cependant ces motivations ne sont pas suffisantes pour expliquer la supériorité industrielle de Damas sur tous les plans. Cette ville qui constitue le plus large marché de consommation et le plus grand centre commercial de la région rurale du sud a profité au maximum des conditions géographiques, politiques (surtout comme capitale du pays) et culturelles (centre d'enseignement technique et supérieur). Mais l'aménagement précoce de la ville et la création des zones industrielles ont renforcé son attraction.

Cependant, depuis une dizaine d'années, la question de la croissance de Damas se pose avec une certaine acuité, soit pour son extension en surface, soit pour la croissance de sa population. Il faut arrêter immédiatement la "conquête" du Ghoutta. Car ce dernier représente pour Damas, la tente climatisée dans le désert, le secret de sa beauté et même la source de sa vie. Les prix de terres destinées à la construction du bâtiment se sont relevés d'une manière spectaculaire.

Les problèmes sociaux (chomage, transport urbain, logement, eau, électricité) sont devenus de plus en plus inquiétants.

Nous voyons que Damas n'est plus l'abri le plus avantageux pour l'industrie. Le développement récent du réseau de chemin de fer, la construction du Port de Tartous, l'exploitation du pétrole national, la nationalisation des oléoducs, et équipements pétroliers de l'I.P.C. et la construction du barrage de l'Euphrate sont de fortes raisons pour que le poids industriel de la Syrie se glisse vers le Nord et Nord Ouest dans les années à venir. Cette partie de la Syrie se révèle jour après jour la plus riche en ressources agricoles et du sous-sol.

Il n'est plus d'intérêt national ni d'exigence de l'industrie de transporter le coton du Nord pour le manufacturer à Damas au lieu d'être transformé sur place. Les industries qui transforment des matières premières importées en grand tonnage et celles qui produisent pour le marché extérieur doivent s'installer aux ports maritimes. Par exemple l'établissement d'une grande usine de filature à Hama peut être justifiée par l'abondance des matières premières sur place, mais l'implantation de l'Usine de Barre de fer dans cette ville nous semble un mauvais choix. En revanche, la construction des raffineries du pétrole à grande capacité à Banias et à Tartous, débouchés des conduites pétrolières est très favorable à la réussite de cette industrie et au développement économique de la région littorale toute entière.

Contrairement à Damas, la ville d'Alep peut encore abriter avec beaucoup d'intérêts un développement considérable surtout dans le domaine de l'alimentation, de la métallurgie et de la chimie.

Les villes Homs, Hama et Lattaquié jouissent de conditions géographiques excellentes pour en profiter davantage.

Nous croyons que la décentralisation de Damas est une nécessité mais sans aller très loin dans la dispersion géographique.

Nous croyons aussi que les villes d'Alep, Homs, Hama et Lattaquié demeurent les localités avantageuses dans les dix années à venir en tenant compte des besoins concrets d'un véritable développement industriel.

Dans un pays en voie de développement socialiste, comme la Syrie, certains planificateurs voient que la dispersion des industries est une nécessité pour accélérer le développement des régions rurales retardées car ici, le but essentiel n'est plus l'accumulation des bénéfices, mais plutôt le progrès d'une société plus équilibrée.

Nous pensons, pour notre pays, surtout avec la construction d'une base solide d'infrastructures (le réseau de chemin de fer et le barrage de Tabaka en particulier) et la variation des sources d'énergie, que l'exploitation sur place de certaines matières premières réalise à la fois l'évolution de la campagne et la dispersion raisonnable des industries.

Le Bassin de l'Euphrate constitue un exemple excellent : la construction du barrage de Tabaka fait de la région la plus riche en agriculture et en énergie hydroélectrique. Cette région abandonnée pendant une période assez longue, écrasée par Alep mérite une attention particulière. L'extension d'industrialisation des villes de Rakka et Deir ez Zor rejoint la politique de décentralisation et les exigences essentielles de l'industrie.

C H A P I T R E I I

=====

LES REPERCUSSIONS DE L'INDUSTRIE SUR LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA SYRIE.

=====

Depuis son accession à l'indépendance totale, en 1946, la Syrie déploie de grands efforts de vaincre les obstacles de sous-développement et de relever le niveau de ses citoyens. Dans cette lutte difficile, les 15 dernières années réservent une importance particulière. Dès le début des années soixante, on a adopté l'industrialisation programmée pour accélérer la marche du pays vers le développement.

La période 1961-1965 correspond au 1er Plan Quinquennal ou bien le "Plan Pionnier" pendant lequel on a effectué la mise en valeur des ressources du pays et la reconstitution de la propriété, en consolidant le rôle de l'Etat. Le Second Plan constitue l'étape de départ de l'industrialisation programmée qui s'est manifestée par la construction des infrastructures et l'inauguration de grands projets de développement futur. Le 3ème Plan, on peut le qualifier le "test" qui précède le démarrage de l'industrialisation. Autrement dit, le résultat de ce dernier plan représente le fruit de 15 ans d'expérience suffisant pour franchir le seuil d'une toute nouvelle période plus claire et plus sûre.

En effet, l'examen des données du 3ème Plan, nous permet de mettre en valeur les efforts de 30 ans d'indépendance et de connaître le rôle de l'industrie dans l'opération de développement économique et social.

Les objectifs fondamentaux du 3ème Plan pour la croissance peuvent être résumés de la manière suivante :

Secteur	Pourcentage d'accroissement annuel durant la période 1971-1975
Produit national brut	8.2 %
Agriculture	5.1 %
Industrie	15.8 %
Construction de bâtiments	11.5 %
Consommation publique	8.0 %
Consommation privée	6.8 %
Epargne locale	14.8 %
Importation	5.0 %
Exportation	6.5 %
Investissement	10.7 %
Nombre de travailleurs	4.7 %

Jusqu'à notre dernier voyage en Syrie, en été 1976, aucun bilan du troisième plan, qui s'est terminé le 31 décembre 1975 n'a été dressé.

Mais, selon A. Guiné, durant la cérémonie d'inauguration de la 22ème Foire Internationale de Damas (le 25 Juillet 1975) le Ministre Syrien de l'Economie et du Commerce Extérieur a prononcé un discours dans lequel il a dressé le premier bilan du 3ème plan. (1) Très rapide, ce bilan permet de constater, d'après le Ministre de l'Economie, que durant la période 1971-1975, la Syrie a réalisé un taux de croissance beaucoup plus important de ce qui a été réalisé depuis l'indépendance jusqu'en 1970.

Telles qu'elles ont été énoncées par le Ministre de l'Economie, les grandes lignes des réalisations effectuées sont les suivantes :

(1) A. GUINE, p. 58.

La valeur du produit national brut est passée de 9.524 millions de L.S. en 1970 (année de base) à 24.940 millions de L.S. en 1975 (aux prix courants), soit un accroissement de 159%. La production agricole est passée de 1.619 millions de L.S. en 1970 à 4.050 millions en 1975, soit un accroissement de 139%. Pour la production industrielle, elle a augmenté dans la même période de 3.080 millions à 8.580 millions, soit 178% d'accroissement (y compris l'artisanat).

La production dans le secteur de construction de bâtiments est montée de 643 millions, à l'année de base, à 2.223 millions en 1975, soit 264% d'augmentation. La production dans le secteur des services, a évolué de 1.992 millions de 1970 à 4.387 millions en 1975, soit une progression de 120%.

La participation du secteur agricole au PNB est passée de 17.6 en 1970 à 18.4% en 1975, celle du secteur industriel de 32 à 34.4% et celle de la construction de 6.6 à 10.5%.

Le potentiel électrique est passé de 210 mégawatts en 1971 à 710 mégawatts en 1975; la longueur des réseaux électriques de haute et de moyenne tension a évolué de 1.880 km. en 1971 à 5.200 km. en 1975.

Quant aux autres objectifs du plan, leur taux d'exécution a été le suivant :

- 102.5 % pour le produit intérieur net
- 103.1 % pour la consommation
- 102.3 % pour l'épargne locale
- 115.2 % pour les investissements
- 105,9 % pour le rendement des travailleurs

D'après ces données officielles, on peut noter les faits suivants :

- D'une manière générale, les résultats obtenus dépassent les prévisions du 3ème Plan, notamment, en ce qui concerne la valeur du PNB, de la production industrielle et de la production du secteur de construction.

- Le secteur industriel l'emporte sur les autres secteurs d'une façon écrasante par la valeur de sa production et sa participation au P.N.B.
- La progression de la production agricole est la plus lente et l'agriculture se place au 3ème rang par sa contribution au P.N.B.
- Le produit national brut par habitant a atteint 3.390 livres syriennes (soit 892 dollars environ) ce qui permet de classer la Syrie, en dépit d'un taux d'inflation de 15.6 % (1), parmi les premiers pays en voie de développement (non pétroliers).

Plusieurs éléments sont à la base de cette montée économique, en général, et la progression considérable du secteur industriel en particulier. La politique de "l'ouverture économique" adoptée depuis 1971, a réussi à mobiliser le secteur privé et le capital national, à attirer les capitaux étrangers et à recevoir des aides extérieures importantes. (2) Tout ceci a facilité l'élaboration des projets prévus et même la création des entreprises non prévues.

D'autre part, nous rappelons que 29% des investissements du 3ème plan ont été consacrés au secteur industriel ce qui a des résultats immédiats dans l'accroissement de la production, notamment dans les industries extractives et d'énergie. Ainsi, la production du pétrole brut a évolué de 4.6 millions de tonnes en 1970 à 10 millions de tonnes en 1975; la production du phosphate s'est élevée de 20 mille tonnes en 1971 à 857 mille tonnes en 1975; celle de l'électricité est passée de 946.9 millions de KWH en 1970 à 1.673 millions de KWH en 1975.

Le dernier élément qui a causé l'augmentation sensible de la production industrielle est la crise économique mondiale qui a poussé les prix des matières premières et des produits finis d'une manière verticale.

(1) D'après le Nouvel Observateur, numéro hors série (Atlasco) 1976, p. 197, qui estime le PNB à 18 milliards de francs pour l'année 1975 et le PNB/hab à 2.470 francs.

(2) Selon la même source, la Syrie a reçu en 1974, 1.3 milliards de frs des pays de l'Est dont 270 de l'URSS, 1,3 milliards de l'OPEP et 170 millions des pays de l'OCDE, soit au total 3 milliards, p. 198.

Par exemple, le prix de la tonne de pétrole brut syrien vendue à 10 dollars en 1970, s'est élevé à près de 65 dollars en 1975.

En effet, l'évolution générale des indices majeurs, ainsi que l'évolution respective des industries extractives (y compris le pétrole brut), des industries de transformation et la production d'électricité, montrent une progression constante, plus rapide à la fin du plan, mais très inégale.

	1972	1973	1974	1975(1)
Industries extractives	155	186	294	413
Industries de transformation	114	120	132	143
Production d'électricité	129	122	144	177
Indice Général	119	127	149	173

En gros, ce schéma d'évolution traduit la priorité donnée, par le planificateur aux industries extractives et d'énergie, d'une part et l'influence des prix courants sur la valeur de la production, d'autre part.

Le développement de la production des industries de transformation apparaît relativement important dans le secteur de la métallurgie, dans l'industrie du papier et d'impression des industries chimiques et des industries agricoles et alimentaires, tandis que l'indice d'évolution le plus bas est marqué par les industries des matériaux de construction, puis par les industries textiles et des chaussures et les industries du bois et des meubles.

Quel est le rôle de la production industrielle dans le commerce de la Syrie ?

(1) Statistical Abstract 1976. p. 288.

Nous avons marqué, plus haut, que le troisième plan quinquennal a déterminé la croissance annuelle des importations et des exportations à 5% et à 6,5%, respectivement.

Dans ce domaine aussi, le plan a dépassé ses perspectives, comme nous le constatons dans le tableau suivant :

TABEAU 85 - Evolution des importations et des exportations syriennes de 1971 à 1975

: Année :	: Importations en millions de L.S. :	: Accroissement annuel :	: Exportations en millions de L.S. :	: Accroissement annuel (1) :
: 1970 :	: 1.375 :	: - :	: 775 :	: - :
: 1971 :	: 1.704 :	: 24 % :	: 789 :	: 0.2 % :
: 1972 :	: 2.082 :	: 22 % :	: 1.141 :	: 44 % :
: 1973 :	: 2.342 :	: 14 % :	: 1.341 :	: 17 % :
: 1974 :	: 4.571 :	: 95 % :	: 2.914 :	: 117% :
: 1975 :	: 6.236 :	: 36 % :	: 3.441 :	: 18 % :

D'après ce tableau on constate une évolution extrêmement variée d'une année à l'autre, qui peut être expliquée par des raisons politiques, économiques et même naturelles, par des raisons intérieures et extérieures.

Par exemple, la progression importante des exportations en 1972, par rapport à l'année précédente, est due, essentiellement, à la bonne récolte agricole (539 millions de L.S. des exportations, soit 47,2% sont des matières agricoles brutes); la baisse des importations et des exportations, en pourcentage, en 1973, est liée à la guerre d'Octobre, tandis que leur augmentation excessive en 1974, répond aux besoins d'après guerre et la reconstruction des secteurs endommagés, d'une part, et explique l'in-

(1) D'après Sta. Abs. 1976.

fluence des hausses des prix et des aides extérieures offertes à la Syrie d'autre part.

De l'autre côté, l'examen de la structure des échanges commerciaux avec l'extérieur, suivant la nature des produits et leur utilisation, nous permet d'avoir une idée globale des orientations principales de notre commerce dans les dernières années.

D'après l'Annuaire Statistique de 1976, 10 à 22% des importations Syriennes, entre 1971 et 1975 sont des matières brutes, 34 à 45% sont des produits manufacturés et 33 à 55% sont des produits semi-manufacturés. Les exportations sont de 80 à 87% des matières brutes de 7 à 16% des produits manufacturés et de 4 à 13% des produits semi-manufacturés.

Quant à l'usage des produits importés et exportés, les statistiques que nous possédons indiquent que 17 à 25% de nos importations sont destinées à la consommation finale, 51 à 61 sont des produits intermédiaires et 14 à 32% sont des produits capitalistes (pour la formation du capital fixe). En ce qui concerne les exportations, elles sont de 7 à 16% des produits finis, de 84 à 92% des produits intermédiaires et de 1% environ des produits capitalistes.

Ces données signifient que nous exportons plus des matières brutes et nous achetons trop des produits intermédiaires et capitalistes, parce que l'industrialisation jusque là s'est développée d'une manière incomplète et que les grandes lignes se sont orientées vers des produits finis dans des domaines restreints (notamment, textile et alimentation).

Pour entrer au détail, nous avons établi, à partir des statistiques accessibles, un tableau qui présente les parts des produits industriels dans les importations et les exportations de la Syrie en 1975.

TABLFAU 86 - Importance des produits de l'industrie dans les échanges commerciaux de la Syrie avec le monde en 1975 (en milliers de L.S.)

Secteurs	Importations	%	Exportations	%
1. Produits agricoles (1)	412.835	6.7%	105.879	3%
2. Produits miniers	190.771	3.1%	2.433.252	70.7%
dont pétrole	170.903	2.7%	2.376.636	69%
3. Industries de transformation	5.551.525	92%	899.611	26.3%
dont alimentation	976.921	15.7%	133.685	3.9%
dont textile	227.957	3.6%	648.384	18.6%
dont chimie (2)	1.160.565	18.8%	55.105	1.6%
dont métallurgie	2.715.213	40.8%	45.167	1.3%
TOTAL (3)	6.155.131	100%	3.438.747	100%

En consultant les chiffres précédents, on remarque que la Syrie a une balance commerciale agricole déficitaire et que 97% de ses exportations sont constituées des produits de l'industrie. A la première vue, un tel résultat qui caractérise un pays hautement industrialisé, semble ici étonnant. Mais en tenant compte que 70.7% des exportations sont fournies par les industries extractives et vendues à l'état brut, on peut corriger l'impression fautive d'une observation rapide et globale.

Jusqu'en 1971, plus de la moitié des exportations étaient des matières premières agricoles et la Syrie avait une balance agricole positive. Après cette date, la production industrielle remonte rapidement (en quantité et en valeur) notamment la production du pétrole brut et du phosphate; la production agricole, elle aussi, augmente mais d'une ma-

(1) Y compris les produits du bois et de pêche

(2) Y compris les produits pétroliers finis

(3) La balance des paiements a pu être équilibré grâce aux redevances des oléoducs pétroliers qui traverse la Syrie (près de 2 milliards de L.S.) aux transferts des syriens travaillant à l'étranger et grâce au tourisme et à l'aide extérieure.

En tout cas, il est clair que les exportations syriennes se reposent sur les produits de l'industrie et que 26.3% seulement sont fournies par les industries de transformation. En revanche, 90.2% des importations sont des produits des industries de transformation, surtout la métallurgie (40.8%), ce qui explique les changements intérieurs dans l'économie nationale, en général, et les points faibles de notre industrialisation.

En effet, à côté des industries extractives qui constituent la principale source des exportations, les industries de transformation, créées en priorité pour répondre aux besoins du marché intérieur, participent aux exportations d'une façon de plus en plus importante.

Nous avons constaté, plus haut que la part du secteur de textile figure dans les exportations pour une valeur de 648.384 mille L.S. soit 18.6% du total, occupant le 2ème rang derrière le secteur du pétrole. Il produit pour le marché extérieur des filés de coton, des tissus divers (cotonnade, drap, éponge, soie) des sous-vêtements, des couvertures, de la broderie, de la bonnèterie, des tapis, des tricotages.

Dans le domaine de l'alimentation (133.6 millions de L.S. soit 3.9%), les branches exportatrices sont : la conserverie végétale, le tabac, la pâtisserie, la fabrication des tourteaux oléagineux et surtout le conditionnement et la fabrication des arachides et des oignons deshydratés qui travaillent exclusivement pour le marché extérieur.

Dans l'industrie de chimie, on exporte du savon, des produits en plastique et en caoutchouc, des peintures et vernis, des produits pétroliers, des produits de beauté et de toilettes, des produits pharmaceutiques.

La métallurgie, surtout la branche du montage, délivre à l'exportation des appareils de télévision, des réfrigérateurs, des chaudières, des produits électriques et des articles ménagers.

Nombreuses sont les industries qui transforment des matières premières et des produits semi-manufacturés de pays développés et ces impor-

tations constituent avec les biens d'équipement, la plus grande part des achats de la Syrie.

Pour 1975, les demi-produits et les matières premières destinés à l'industrie ont représenté 36,6% environ et les biens d'équipement 14,9%.

Les principales industries importatrices sont par ordre d'importance décroissante :

- les industries métallurgiques pour lesquelles les matières premières et les pièces détachées représentent au total 695 millions de L.S.
- les industries chimiques : valeur des demi-produits et des matières premières : 560 millions de L.S.
- les industries alimentaires : elles ont utilisé des produits importés pour une valeur de 450 millions de L.S.
- les industries du bois, du papier, pour 145 millions de L.S. (1)

Quant aux biens d'équipement, ils figurent dans le trafic pour une valeur de 919 millions de L.S.

Quelles sont les parts de la fabrication industrielle écoulee sur le marché intérieur ?

Il est intéressant d'examiner dans son ensemble le commerce intérieur des produits industriels fabriqués en Syrie. Mais les renseignements que nous possédons sont partiels et proviennent du Ministère de l'Industrie. Ils concernent la production et les ventes intérieures (en milliers de L.S.) des trois fédérations industrielles durant les années 1971, 1972, 1973, que voici :

(1) Nous avons dégagé tous les chiffres d'après les statistiques du commerce extérieur de l'Annuaire Statistique de 1976.

	Année	Production	Ventes en Syrie
1. Fédération des industries textiles	1971	269.068	214.072
	1972	328.879	276.221
	1973	395.461	250.516
2. Fédération des industries chimiques et mécaniques	1971	171.293	155.682
	1972	194.021	179.150
	1973	221.533	214.083
3. Fédération des industries alimentaires	1971	252.885	200.040
	1972	264.987	224.387
	1973	284.921	228.823
TOTAL	1971	693.246	578.292
	1972	787.887	679.758
	1973	901.920	700.514

Les Fédérations Industrielles, qui représentent près de 80% de la production des industries de transformation en Syrie, ont donc réalisé sur le marché intérieur un chiffre d'affaire total de 700.514.000 L.S. en 1973. Sur ce chiffre, 35,7% correspondant aux ventes effectuées par la Fédération des Industries Textiles, 33,8% par la Fédération des Industries Alimentaires et 30,5% par la Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques.

Par rapport à la production totale, les ventes des trois fédérations, à la fois, constituent, 83,4% en 1971, 86,2% en 1972 et 77,6% en 1973. Elles représentent 80%, 84%, 64% respectivement de la production de la Fédération des Industries Textiles, 90,8%, 92,3%, 96,6% pour la Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques et 79,1%, 84,6%, 80,3% pour la Fédération des Industries Alimentaires.

En résumé, la production des industries de transformation s'oriente principalement vers la satisfaction du marché intérieur qui est devenu de plus en plus exigeant. Malgré le développement important de la production industrielle de 1971 à 1975, les gens comme la presse, en Syrie, parlent de la pénurie de certains produits manufacturés localement, notamment, du ciment, du sucre, des matières grasses, des conserveries. Cet effet revient de l'insuffisance de la capacité de production de certain nombre de branches des industries de transformation vis-à-vis de la croissance de la population et de l'amélioration relative du pouvoir d'achat.

Notable est l'influence de la production industrielle sur le secteur de transport.

Nous rappelons le rôle de la production et du raffinage du pétrole pour la construction de l'oléoduc Karatchouk-Tartous et les canalisations des produits pétroliers entre Homs, Alep, Lattaquié, Damas.

Nous rappelons aussi que la construction du Port de Tartous a été imposée par une vocation industrielle. En 1975, à côté de 9.5 millions de tonnes de pétrole brut chargé à Tartous, 97% environ du trafic de ce port est constitué des produits industriels.

Pour le Port de Lattaquié, 29% et 81% des exportations et des importations, respectivement, sont des produits manufacturés.

Les produits de l'industrie transportés par les chemins de fer entre les différentes localités du pays ont été de 376.062 tonnes en 1975, soit 90% de leur tonnage total.

Quant au transport routier nous ne possédons que des chiffres concernant les exportations et les importations effectuées par ce secteur. En effet, les produits industriels exportés par des camions ont atteint 460.369 tonnes en 1975, soit 62% des marchandises importées par ce moyen, tandis que les exportations des produits industriels ont été de 243.398 tonnes, soit 80% du total d'exportations.

Dans la vie sociale de la Syrie, quel est le rôle joué par l'industrie ?

L'industrialisation d'un pays, comme la Syrie, récemment indépendant est l'arme la plus efficace pour combattre les traditions féodales archaïques, reconstituer l'esprit ouvert au progrès et assurer le travail à chaque citoyen.

Les transformations socialistes entreprises par l'Etat depuis 1961 jusqu'à maintenant ont pris des aspects sociaux aussi importants.

Les familles bourgeoises et féodales touchées par la réforme agraire et la nationalisation de grandes entreprises industrielles le 23 juillet 1961, ont combattu pour la rupture avec l'Egypte en septembre 1961. En revanche, la lutte sociale menée par les travailleurs agricoles et industriels contre le nouveau régime a été l'une des raisons principales qui ont accéléré l'arrivée des forces progressistes au Pouvoir et favorisé une réforme sociale plus radicale.

Dans la première et la deuxième partie de cette étude nous avons mis l'accent sur les différents aspects des nationalisations industrielles, des conditions de travail et des moyens pris par l'Etat pour améliorer le niveau professionnel et matériel des ouvriers.

A vrai dire, l'ouvrier industriel dans le secteur public est le mieux payé, le mieux organisé et le mieux protégé contre le licenciement et les accidents de travail.

La Fédération Générale des Ouvriers de Syrie qui groupe la quasi totalité des travailleurs dans le secteur public et un nombre peu important dans le secteur privé, participe activement au Pouvoir (Direction Régionale du P.B.A.S. et Conseil du Peuple) et défend les intérêts des travailleurs. Cette double tâche que représente la Fédération Générale des Ouvriers explique la stabilité sociale dans le secteur industriel qui ne connaît pas les grèves depuis 1963.

En ce qui concerne la création d'emploi et la résolution du problème de chômage, le secteur industriel a montré une possibilité de plus en plus large.

Au début de ce chapitre, nous avons constaté que le 3ème Plan a prévu une augmentation annuelle de l'ordre de 4.7% pour le nombre de travailleurs. En tenant compte que le taux d'accroissement de la population est de 3.2% le plan a voulu, il nous semble, résoudre totalement la question de chômage, car il n'y avait que 100.369 chômeurs dans le pays en 1970. (1)

En 1975, c'est-à-dire à la fin du Plan, la situation s'est améliorée. D'une population active qui comptait 1.838.948 hommes et femmes, il y avait 88.482 chômeurs, soit 4.7 % de la population active (6.4% en 1970).

Les chomeurs du secteur industriel et artisanal qui employait 12.3% de la population active étaient au nombre de 5.000 (50% demandant l'emploi pour la première fois), tandis que le secteur agricole où travaille 48.6% de la population active comptait 21.500 chômeurs.

Durant les années du 3ème plan le secteur industriel et artisanal a créé 29.741 emplois. Mais le secteur public qui représente effectivement l'industrie moderne en Syrie a créé à lui seul 24.531 emplois, soit 72.5% du total. Ce dernier a réalisé un taux d'accroissement de 6.6% en 1971, 11.1% en 1972, 5.6% en 1973, 7,1% en 1974 et 6.7% en 1975.

Il est à noter que la demande sur la main-d'oeuvre qualifiée et surtout les cadres est toujours plus large de possibilités offertes. La situation s'est aggravée dans les dernières années en raison de l'émigration vers les pays arabes pétroliers où les traitements sont beaucoup plus élevés. En outre le coût de vie monté en flèche et la crise aigue de logement constituent les raisons de base de la croissance de l'émigration. Les prix de produits alimentaires ont augmenté de 100 à 150%, les prix de vêtements de 75 à 130% entre 1970 et 1975. Dans la même période le loyer a évolué de 100 à 500% selon les villes et les quartiers.

(1) L'Annuaire Statistique de 1976.

Malgré l'absence des documents qui précisent le nombre des Syriens travaillant à l'extérieur nous l'estimons à 200.000. Le Koweït, les Emirats du Golfe, l'Arabie Séoudite, la Libye et le Liban sont les principaux pays de destination.

Si l'Etat ne pourra mettre fin à la crise de logement et au flottement des prix très prochainement, le courant d'émigration s'accroîtra. Ceci va à notre avis, entraver la mise en exploitation du bassin de l'Euphrate et le développement industriel dans les années à venir.

En conclusion, l'industrialisation de la Syrie se manifeste, à l'heure actuelle, par des conséquences encourageantes dans les différents aspects de la vie économique et sociale du pays.

Plus dynamique et plus efficace, l'essor industriel représente l'espoir de notre pays pour que l'opération de modernisation puisse prendre un rythme plus rapide.

C O N C L U S I O N

=====

La recherche que nous avons commencé sur l'industrialisation de la Syrie, nous a mené à examiner le cadre géographique, les conditions historiques, les facteurs économiques, financiers et humains de cette industrialisation.

Nous avons traité les différents secteurs industriels, en déterminant leur évolution, leurs possibilités, leurs problèmes et en traçant les grandes lignes de leurs perspectives.

Nous avons passé en revue tous les foyers industriels, examiné les aspects de la localisation géographique et les répercussions de l'industrie sur la vie économique et sociale du pays.

Au terme de cette étude, nous allons évaluer l'ensemble des résultats de demi-siècle de démarche, mettre l'accent sur les orientations du futur plan quinquennal puis explorer le temps en cherchant la nouvelle image de l'industrialisation et la découverte de sa valeur pour le développement de la Syrie.

Variées sont les activités des industries de transformation de la Syrie, mais d'une manière générale, elles ont révélé une capacité de production insuffisante.

Dans le dernier temps, les industries de biens de consommation, qui constituent le secteur le plus important des industries de transformation du pays, se sont montrées incapables de combler les besoins du marché intérieur si l'on excepte un certain nombre de produits de conserverie et de textiles.

Cette constatation correspond aussi bien sur les industries alimentaires, textiles que sur les industries du montage, du bois, du papier et de la chimie.

Les industries lourdes sont limitées. La production des branches existantes, à savoir, les cimenteries, le raffinage du pétrole brut, les engrais azotés n'arrivent pas à satisfaire les besoins locaux. En 1975, la valeur des produits pétroliers achetés à l'extérieur a été de 219 millions de L.S., celle du ciment a été de 121 millions et celle des engrais azotés a été de 120 millions.

La sidérurgie et les industries d'équipement sont absentes et la Syrie dépend totalement de l'étranger pour l'achat des machines d'équipement et demi-produits de la métallurgie. A cet égard, le pays est tributaire des pays de l'Est et de l'Ouest : U.R.S.S., Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Allemagne, Italie, France, Etats Unis, etc...

Cette insuffisance des industries lourdes et d'équipement constitue le point le plus faible de l'industrialisation de la Syrie.

En plus la production d'électricité s'est montrée déficitaire, et le pays s'est efforcé d'acheter 3.5 millions de KVH, en 1975, de provenance libanaise.

Par contre, la Syrie bénéficie de la découverte des richesses réelles dans son sous-sol, pour établir une industrie extractive exportatrice. Mise à part récemment, l'exploitation du pétrole et de phosphate a participé à 70% du total des exportations en 1975.

Là aussi, on constate un déséquilibre, car au moment où on fournit au marché extérieur des quantités importantes de pétrole et de phosphate, le pays souffre de l'insuffisance des produits pétroliers et d'électricité et paie des centaines de millions de livres syriennes lourdes pour l'achat des engrais et des produits de pétrochimie.

A notre avis, dans les conditions historiques, géographiques, humaines et économiques que nous avons analysé dans la première partie, la

Syrie a profité de tout avantage dans sa lutte pour l'industrialisation.

En Syrie comme dans tous les pays du Tiers-Monde, l'entreprise privée s'intéresse aux industries légères pour leur rentabilité à court terme et en raison de ses moyens modestes de financement. Ceci a conduit, en Syrie, comme ailleurs à l'intervention de l'Etat dans le but d'accélérer l'industrialisation et surtout de créer des industries lourdes en mobilisant des capitaux importants de provenance intérieure et extérieure.

Les quinze années qui viennent de s'écouler constituent le point de départ sérieux pour le développement industriel en Syrie. Cette période se caractérise par trois traits principaux:

- La planification du secteur industriel et l'intervention de l'Etat pour l'orientation de ce secteur; cela a abouti à l'élaboration, puis à l'exécution du premier, du second et du troisième plan;
- La nationalisation des moyennes et grandes entreprises industrielles ainsi que les ressources de sous-sol et la constitution d'un secteur public industriel puissant, en même temps que des mesures prises pour encourager la création d'un secteur mixte et l'investissement des capitaux privés dans des domaines déterminés.
- L'exécution d'une série de projets d'utilité publique destinés à consolider l'infrastructure de base de l'industrie syrienne.

Nous pensons que la réussite du secteur public est déjà éprouvée et les réalisations de l'Etat se sont montrées très efficaces pour vaincre les obstacles et créer des conditions favorables à une industrie plus diversifiée.

Que prévoit-il le 4ème Plan Quinquennal pour faire face aux lacunes que nous avons évoquées dans la structure industrielle et quels sont les grands choix de développement prochain ?

L'élaboration du quatrième plan 1976-1980 s'effectue selon des directives émanant aussi bien du Gouvernement que du Parti Baas Arabe.

Socialiste. La coordination des différentes positions est réalisée par l'Organisme de l'Etat pour la Planification, alors que se sont constituées des commissions et des sous-commissions spécialisées auxquelles participent les dirigeants du secteur public industriel.

Bien que le schéma définitif du plan n'ait pas encore été rendu public (fin 1976), en raison des événements au Liban, on connaît déjà les objectifs généraux publiés par la presse ou présentés par certains responsables au Pouvoir.

En effet, le plan propose une croissance de l'ordre de 88,9% en 1980 par rapport à 1976 pour la production industrielle, tandis qu'elle est de 80% pour la PNB et de 49.8% pour la production agricole. C'est-à-dire que le plan donne au secteur industriel la première importance pour le développement du pays.

Pour avoir un tel taux de croissance si important, le plan préconise réaliser, en 1980, un accroissement de 141.7% pour l'épargne et de 121.7% pour les investissements.

Sur 50 milliards de livres syriennes, total des dépenses prévues pour l'ensemble du plan, les investissements réservés aux activités industrielles sont de 17 milliards, soit 34%.

Il aurait, donc, de larges possibilités en matière de financement pour accélérer plus que jamais le développement économique du pays. Les dirigeants du plan fondent leurs objectifs de développement aussi bien sur l'expansion de l'économie nationale que sur l'extension de l'aide extérieure. Par exemple, le budget de 1977 prévoyait 4.5 milliards de L.S. de recettes sous forme de prêts, assistance et de facilités de crédit soit 26% des dépenses prévues (17.04 milliards).

En ce qui concerne l'industrie, le souci d'exploiter au mieux le potentiel du sous-sol et le souci d'équiper au plus vite les secteurs où la balance commerciale se trouve le plus déficitaire, inspirent les principales décisions en matière d'investissements.

L'analyse des projets industriels en cours d'exécution et des accords conclus avec des firmes étrangères fait apparaître trois axes d'investissements :

- développement des industries extractives (surtout pétrole, phosphate, asphalte), domaine très important pour la Syrie, au point de vue de l'exportation.
- développement des industries lourdes pour valoriser les ressources nationales: cimenterie, raffinage de pétrole, engrais, sidérurgie, pâte de papier.
- développement des industries de biens de consommation, notamment le textile, les industries agricoles et alimentaires, les industries métallurgiques et électriques dans le but de répondre aux besoins intérieurs et d'encourager l'exportation.

Dans le domaine des industries extractives, on a prévu d'augmenter la production de pétrole brut jusqu'à 20 millions de tonnes à la fin du plan, celle du phosphate jusqu'à 3 millions de tonnes et celle de l'asphalte à 100 mille tonnes. Il est prévu également d'entreprendre l'exploitation du gaz naturel pour la production d'électricité et l'usage domestique.

Pour l'industrie lourde, le plan donne la priorité au raffinage du pétrole, à la production du ciment et à la fabrication des engrais.

Ainsi, la capacité de raffinage de pétrole brut sera relevée à 12 millions de tonnes par la construction d'une raffinerie à Banias d'une capacité de 6 millions de tonnes (la capacité de la raffinerie de Homs a été relevée à près de 6 millions de tonnes). A côté de trois cimenteries mises en marche au début de ce plan, quatre nouvelles cimenteries seront construites d'une manière d'avoir une production totale de ciment de l'ordre de 5.5 millions de tonnes en 1980 (un million de tonnes en 1975).

Un ensemble industriel très important pour la production d'engrais azoté est projeté. Il consiste de deux usines, l'une pour la production d'engrais à partir de l'ammoniac d'une capacité journalière de 1050 tonnes, l'autre pour la fabrication d'engrais à partir de l'urée avec une

capacité de 1.000 tonnes par jour. Il est prévu, pour la fabrication d'engrais phosphatés, d'établir une grande usine de triple superphosphate d'une capacité de production de 450 mille tonnes par an.

La fondation d'un complexe sidérurgique pour le traitement du minerai de fer n'est pas encore définitivement adoptée, mais on a décidé de construire une usine de recyclage de ferraille locale d'une capacité annuelle de 100 mille tonnes.

Pour la première fois, on devrait construire un ensemble industriel pour la production et la transformation de pâte de papier pour répondre aux besoins accrus de l'industrie du papier.

Quant aux industries de biens de consommation, le secteur de textile occupe la place du choix avec une somme de 1.250 millions de L.S. Les projets les plus importants envisagés dans ce domaine sont : 6 fabriques pour la filature de coton dotées de 430 mille broches capables de produire 70 mille tonnes de filés par an; 1 fabrique de filés de polyester d'une capacité de production de 1.000 tonnes par an, 3 usines de confection avec une production annuelle de 1.9 millions pièces, 2 fabriques de tapis de 380 mille mètres carrés de production annuelle.

Dans le domaine de l'alimentation, on projette construire 8 minoteries, trois conserveries, trois crémeries, une brasserie et surtout quatre sucreries, traitant les betteraves sucrières d'une capacité de production de 220 mille tonnes de sucre par an.

Outre que l'évolution de montage de tracteurs, de téléviseurs, des appareils ménagers, la part des industries métallurgiques et électriques dans le 4^e est importante. On devrait créer deux câbleries (120 mille tonnes par an), une usine de tuyaux métalliques (20 mille tonnes), une usine pour la transformation d'aluminium (4 mille tonnes), une fabrique de batteries sèches et probablement une usine pour le montage de minibus.

Plusieurs usines d'une importance capitale pour le marché local sont projetées dans d'autres secteurs. Pour la première fois, on devrait

créer une usine pour la fabrication de pneus d'automobiles d'une capacité de production de 600 mille unités par an. On devrait construire deux verreries, une fabrique de carreaux en porcelaine, une usine d'amiante-ciment, quatre fabriques de chaussures (8 millions de paire par an), etc...

Tous ces projets seront réalisés par l'Etat et ils feront partie du secteur public industriel. Quant au secteur privé, qui s'intéresse beaucoup plus aux affaires foncières, nous n'avons pas de documents qui précisent son rôle dans le développement industriel durant les 5 années du plan.

Au delà de 1980, quels types d'industrie pourrait-on envisager ? Faudra-t-il donner la priorité aux industries lourdes qui valorisent les ressources du sous-sol et favorisent l'indépendance économique ? ou bien aux industries extractives qui, par la valeur appréciable de leurs exportations permettent d'établir l'équilibre de balance de paiement.

Nous sommes convaincus que le développement économique de la Syrie d'ici jusqu'à l'année 2.000 dépend largement de la valorisation des richesses de sous-sol et de l'exploitation rationnelle du Barrage de Tabaka.

Bien sûr une industrialisation moderne exige, outre que des matières premières et des sources d'énergies abondantes, des investissements énormes, de main d'oeuvre hautement qualifiée et de large marché.

Pour nous, les grands sacrifices que demande le démarrage de cette industrialisation sont inévitables.

Il sera d'intérêt de la Syrie, après le pas important que représente le 4ème Plan de choisir en faveur d'une véritable étape d'industries lourdes pour deux raisons principales :

- Profiter au maximum de ses ressources minières au lieu de les épuiser rapidement par des industries extractives;
- Accélérer son industrialisation, car les industries lourdes entraînent la création des industries de transformation inombrables.

Les hydrocarbures, le phosphate, le sel gemme, le fer que possède la Syrie actuellement lui permettent, dans une étape de 20 ans, d'envisager un complexe sidérurgique, un complexe de pétrochimie et un complexe de chimie minérale.

Un complexe de sidérurgie à Hama ou à Alep qui valorise le minerai de fer par une première transformation en fonte et acier, conduit à la création d'usines de machines-outils, tréfileries et de produits métallurgiques finis, répondant ainsi à une grande partie des besoins du pays en bien d'équipement qui grève la balance commerciale.

Au bord du lac de Kattiné du sud-ouest de Homs, près de la raffinerie de pétrole et des usines d'engrais azotés et phosphates, il serait souhaitable de construire un ensemble industriel de chimie lourde qui, à partir de pétrole brut, de phosphate et d'autres minerais, donnera des dérivés utilisables par un grand nombre de branches industrielles : dérivés de soufre, produits azotés, engrais phosphatés, électrochimie, matières plastiques, détergents ménagers, etc...

La création de cette industrie de base devra aller de pair avec le développement des industries agricoles et alimentaires à vocation exportatrice. A cet égard, l'accroissement et la diversification de la production agricole du fait de la mise en exploitation de vastes surfaces dans le bassin de l'Euphrate offriront de larges possibilités.

Si le programme industriel que nous avons proposé sera favorisé par une source d'énergie et de matières premières satisfaisante, son exécution rencontrera un certain nombre d'obstacles.

L'un de ces obstacles est d'ordre financier, dont les capitaux exigés sont considérables.

Dans une situation normale l'Etat doit faire secours à l'aide des pays arabes pétroliers, des organisations financières internationales et des pays développés, ce qui entraîne un endettement croissant.

Dans ce cas, qui ne nous apparaît pas très malheureux, on doit compter beaucoup sur le travail humain pour relever le niveau de rendement agricole et industriel, améliorer l'épargne, augmenter les exportations et par rapport faire face à l'endettement prolongé.

En outre, nous n'écartons pas avoir prochainement une découverte pétrolière importante qui permettra par l'augmentation des exportations pétrolières, d'envisager la meilleure solution du problème, à savoir l'auto-financement.

Au nombre d'obstacles sérieux à l'industrialisation moderne de la Syrie, on range l'obstacle Technologique.

Dans la première partie nous avons analysé les aspects de ce problème et examiné les mesures prises par l'Etat à cet égard.

En dépit d'une situation encore critique, nous sommes optimistes d'avoir une amélioration sensible dans les années à venir.

Grâce aux efforts déployés durant le 3ème Plan Quinquennal, la scolarisation en Syrie est devenue l'une des meilleures des pays du Tiers Monde : chaque garçon et chaque fille peut trouver sa place dans un enseignement général gratuit dans toutes les étapes; une bourse d'Etat est attribuée à ceux et à celle qui veulent choisir l'enseignement technique et professionnel; la mise sur pied d'un système de recherche scientifique dans l'enseignement supérieur, etc...

A notre avis ces perfectionnements importants demeurent fragmentés et la solution définitive réside dans le fait d'opter, une fois pour toutes, en faveur d'une structure d'enseignement adaptée aux besoins de la modernisation industrielle comme le moyen prioritaire de développement.

Nous croyons que le problème de débouchés ne sera pas très dur, car la demande sur les demi-produits de la chimie lourde et de la sidérurgie est toujours en croissance du fait du progrès industriel.

Dans le cas où la production industrielle dépasse les besoins du marché local, on peut s'orienter vers le marché arabe et les pays dépourvus de minerais existants en Syrie et utiliser au maximum les accords conclus avec le pays de l'Est et de l'Ouest.

Notre dernier mot sera un appel à l'unité arabe, car les meilleures conditions de développement se trouvent dans ce cadre.

Déchirée, d'une manière triste, en vingt royaumes, République et Emirats, la nation arabe est dotée d'un cadre géographique et de richesses exceptionnellement importants.

Mais par la volonté des couches au pouvoir, chaque pays cherche à motiver sa marche isolée vers le développement, au lieu de lutter pour l'intégration économique et politique.

Quoi qu'il en soit, nous adressons cet appel aux arabes vraiment vivants !

TABLE DES TABLEAUX

LIVRE II

DEUXIEME PARTIE

	<u>Pages</u>
49. Principales industries syriennes en 1954	283
50. Les industries nationalisées de 1963 à 1965	289
51. Répartition des investissements du 3 ^e Plan sur les branches industrielles	300
52. Répartition du nombre d'établissements industriels et artisanaux, de la main d'oeuvre, entre les différentes activités industrielles en 1970.	304
53. La répartition géographique des établissements industriels et de la main d'oeuvre équivalente, pour l'année 1972.	307
54. Fédération des Industries Textiles en 1972 : sociétés, capital, salariés et leur répartition géographique	309
55. Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques : sociétés, fabriques, capital social, salariés et leur répartition géographique.	310
56. Fédération des Industries Alimentaires : sociétés, usines, capital social, salariés et leur répartition géographique.	313
57. Indices de la production industrielle entre 1966-1972.	315
58. Classification du coton égrené selon la longueur de fibre.	328
59. Répartition du coton égrené selon les classes.	328
60. Exportation de coton syrien	330
61. Exportation des produits textiles en 1972	344
62. L'importance relative des industries agricoles et alimentaires	351
63. Evolution de la production des huiles et des graisses végétales	373
64. Evolution de la consommation de sucre	378
65. Evolution de la production et du raffinage de sucre	380
66. Evolution de la culture des betteraves sucrières	382
67. Permis de construire délivrés dans les pays entre 1963 et 1972	426
68. Permis de construire délivrés dans les Mouhafazates en 1966 et 1972	427
69. Evolution probable de la consommation de ciment	429

	<u>Pages</u>
70. Evolution de la production de verre et de faïence	434
71. Evolution de la production d'électricité en Syrie entre 1956 et 1972	465
72. Evolution de la consommation d'électricité en Syrie entre 1956 et 1971	468
73. Evolution de la consommation d'électricité et son usage dans l'industrie et l'utilisation ménagère entre 1956 et 1971	469
74. Exportation du pétrole brut de 1968 à 1971, selon les états importateurs	509
75. Consommation de butane en 1970	545
76. Répartition des produits pétroliers consommés, selon les secteurs, en 1970.	549
77. Répartition géographique de la consommation des produits pétroliers en 1970	551
78. Quantités de pétrole brut écoulé à travers le territoire Syrien	588
79. Répartition des salariés de l'industrie pétrolière en 1965	595
80. Répartition des salariés de l'industrie pétrolière en 1969	596
81. Capitaux investis dans l'industrie pétrolière durant le 2ème Plan	602

3ème PARTIE

82. Damas la première ville industrielle de la Syrie	630
83. L'importance industrielle d'Alep	646
84. L'industrie à Homs	655
85. Evolution des importations et des exportations syriennes de 1971 à 1975	672
86. Importance des produits de l'industrie dans les échanges commerciaux en 1975	674

TABLE DES ILLUSTRATIONS

LIVRE II

DEUXIEME PARTIE

	<u>Pages</u>
Investissements industriels prévus par les trois Plans Quinquennaux	346bis 299bis
<i>Développement de la production industrielle</i> Secteur Public Industriel, pôles et axes de développement	315bis
Les industries textiles en 1972	318bis
Les industries agricoles et alimentaires en 1972	348bis
Evolution de la production des huiles et des graisses végétales	368bis
Culture de la betterave sucrière et production de sucre en Syrie	380bis
Les industries chimiques et de la fabrication des matériaux de construction en 1972	403bis
Construction de bâtiments et consommation de ciment en Syrie	425bis
Les industries métallurgiques et électriques en 1973	437bis
Répartition géographique des centrales électriques en 1966	456bis
Réseau d'interconnexion en Syrie à la fin 1975	456bis
Production d'électricité en Syrie	465bis
Consommation d'électricité en 1975	470bis
L'industrie pétrolière en 1975	476bis
Situation géographique des forages effectués par les sociétés étrangères	482bis
Réserves pétrolières probables	523bis
Coupes schématiques	532bis
Evolution de la production et de la consommation des dérivés pétroliers	543bis
Consommation saisonnière des produits pétroliers	546bis
Evolution de l'industrie pétrolière en Syrie	607bis

TROISIEME PARTIE

Les industries syriennes en 1972	627bis
Les industries à Damas	629bis
Zone des Tanneries Modernes à l'Est de Damas	640bis
Zone industrielle d'AL-Qaboun au N.E. de Damas	642bis
Industries d'Alep	647bis

TABLE DES MATIERES

LIVRE II

DEUXIEME PARTIE

LE DEVELOPPEMENT ET L'EVOLUTION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

	<u>Pages</u>
<u>CHAPITRE I</u> - Etapes et structure de l'industrialisation	267
A. Première étape avant 1946 : une naissance difficile et accidentelle	267
B. Deuxième étape 1946-1960 : une industrialisation active et peu diversifiée	277
C. Troisième étape 1961-1975 : une industrialisation planifiée et dirigée	285
<u>CHAPITRE II</u> - Les industries de transformation	317
A. Les industries textiles	317
B. Les industries agricoles et alimentaires	343
C. Les industries chimiques et de la fabrication des matériaux de construction	402
D. Les industries métallurgiques et électriques	436
E. Les industries diverses	444
<u>CHAPITRE III</u> - LES INDUSTRIES ENERGETIQUES	453
I. L'électricité	454
A. Nationalisation et Planification du secteur de l'électricité	454
B. Les travaux mis en exécution depuis 1965	460
C. Les caractéristiques de la production d'électricité	465
D. La consommation et les besoins futurs	468
E. La main-d'oeuvre	474
II. L'Industrie Pétrolière	476
- La recherche et la production des hydrocarbures	477
- La géologie des gisements pétroliers	517

	<u>Pages</u>
- Le raffinage de pétrole	534.
- Le transport et le stockage	565
- La main d'oeuvre et l'investissement	590
 <u>CHAPITRE IV</u> - Les Industries Extractives	611
A. L'extraction d'asphalte	611
B. L'extraction des phosphates	613
C. L'extraction du sel gemme	620
D. Conclusion : le rôle des richesses minières, données et perspectives	621
 <u>TROISIEME PARTIE</u>	
 <u>ASPECTS DE LA VIE INDUSTRIELLE</u>	625
 <u>CHAPITRE I</u> - L'industrie syrienne dans l'espace	627
I. Les deux métropoles économiques de la Syrie	629
A. Damas le premier foyer industriel	629
B. Alep le métropole du Nord	646
II. Les centres industriels du 2ème rang	654
A. Homs	654
B. Lattaquié	657
C. Hama	659
III. Les petits centres du 3ème rang	661
 <u>CHAPITRE II</u> - Les répercussions de l'industrie dans la vie économique et sociale de la Syrie	667
 <u>CONCLUSION</u>	682

[illegible]

I - OUVRAGES GENERAUX

- ALEM J.P. - Le Liban. Col. Oue Sais-Je ? n° 1081.

- ALEM J.P. - Le Proche-Orient Arabe. Col. Que Sais-je ? n° 819.

- AMIN S. - Le Développement Inégal. Ed. de Minuit. 339 p.

- BEAUJEU-GARNIER J. - L'Economie du Moyen-Orient. Col. Que Sais-je ?
n° 473.

- BEYSSADE P. - La Ligue Arabe. Ed. Planète. 262 p.

- BOUQUEREL J. - Aspects Géographiques de l'Industrialisation du
Maroc (Industrie de Transformation). Thèse en
Géographie. Montpellier 1973. 3 tomes. 777 p.

- CHALIAND G. et MINCES J. - L'Algérie Indépendante. FM/petite collec-
tion. Maspéro. 175 p.

- COULAND J. - L'Eveil du Monde Arabe. "Problèmes". Editions
Sociales. 185 p.

- DALEMONT E. - Le Pétrole. Col. Que Sais-je ? n° 158.

- DAVID J. - Le Coton et l'Industrie Cottonnière. Col. Que Sais-Je?
n° 90.

- D'HEROUVILL. H. - L'Economie Méditerranéenne. Col. Que Sais-Je ? n° 785.

- GANTIET G. - Les Pipe-Lines. Version arabe Ed. Oueidat. Beyrouth.
Liban 1970. 124 p.

- GEORGE P. - Géographie de l'Energie. 445 p.

- GEORGE P. - Géographie Industrielle du Monde. Col. Que Sais-je ?
n° 246.

- GUGLIELMO R. - La Pétrochimie dans le Monde. Col. Que Sais-je ?
n° 787.

- JALCE P. - Le Pillage du Tiers-Monde. iM/petite collection. Maspéro 16,127 P.
- KEIR S. - La Géographie Economique. (L'Industrie et la Sidérurgie) en arabe. Damas 1969-1970. 540 P.
- LAGACHE M. - L'Economie des Industries Chimiques. Col. Que Sais-Je ? n° 1008.
- LOTSKI V.B. - Histoire Contemporaine des Pays Arabes. Version Arabe. Ed. du Progrès. Mousco 1971. 504 P.
- MANTRAN R. - Histoire de la Turquie. Col. Que Sais-Je ? n° 539.
- MAILLET P. - L'Energie. Col. Que Sais-Je ? n° 648.
- Mc DOWALL A.A. - L'Industrie Française. 211 P.
- NOUSCHI A. - Lutttes Pétrolières au Proche-Orient. Col. Questions d'Histoire/Flammarion.
- SALLOUM I. - Concessions et Législations Pétrolières dans les Pays Arabes. Thèse de Doctorat. 1972. Librairie de Beyrouth. 261 P.
- SARKIS N. - Le Pétrole Facteur de Développement et d'Intégration dans le Monde Arabe, en Arabe. Damas 1964. 272 P.
- TOMICHE F.J. - L'Arabie Séoudite. Col. Que Sais-Je ? n° 1025.
- VERLAQUE C. - L'Industrialisation des Ports de la Méditerranée Occidentale. Thèse en Géographie. Montpellier. 1970. 2 tomes 934 P.
- Groupe d'auteurs soviétiques - Problèmes de l'Industrialisation dans les Pays en Voie de Développement. Version Arabe. Mousco. 1974. 469 P.

II - OUVRAGES SUR LA SYRIE

- ABDULSALAM A. - Géographie de la Syrie. Partie 1 : Géographie Physique, humaine et Economique, en arabe. Damas 1973. 737 P.
- AKHAWAN A. - Evolution de la ville de Homs. Mémoire de Géographie. Damas 1966.
- AZMEH A.F. - L'Evolution de la Banque Commerciale dans le cadre de la R.A.U. de 1920 à 1957. Thèse Sc. Comm. et Eco. Lausanne. 1961. 434 P.

- AOUBEYSSI A.N. - La ville de Hama du Point de Vue Humain et Economique. Mémoire de Géographie. Damas. 1968-1969.
- AROUDKI Y. - L'Economie Syrienne Moderne. 2 parties, en arabe. Damas 1972-1974. 897 P.
- ABOUZEID F. - La Culture de Betteraves et l'Industrie du Sucre en Syrie. Mémoire de Géographie. Damas 1966.
- BAGH A. - La Région de Djolan. Thèse en Géographie Régionale. Université de Paris. 1958. 591 P.
- BAGH A. - L'Industrie à Damas entre 1928-1958. Etude de Géographie Economique. Paris 1958. Imp. d'Université de Damas 1961. 125 P.
- BITAR N. - Le Tabac en Syrie. Mémoire de Géographie. Damas 1963-1964.
- CHALLAH M. - L'Evolution de la Situation Economique en Syrie de 1935 jusqu'à nos jours. Thèse Sc. Econ. Louvain 1960. 303 P.
- CHREITAH M.B. - L'Economie Syrienne et les Relations Economiques et Douanières de la Syrie avec les Voisins Arabes. Thèse Econ. Fribourg-Suisse. 1958. 145 P.
- CHANBOUR M. - La Formation et la Rupture de la R.A.U. (22 février 1958 - 28 septembre 1961). Thèse 3ème cycle. Sociologie Juridique. Montpellier. 1972.
- CHAHOUD C. - L'Industrie Azotée et l'Exploitation de Phosphate dans le Département de Homs. Mémoire de Géographie. Damas. 1970.
- DANIAL A. - Le Port de Lattaquié dans le Cadre de l'Economie Syrienne. Thèse Sc. Econ. et Soc. Fribourg. Suisse. 1961.
- DERKALI S. - L'Electricité en Syrie. Mémoire de Géographie. Damas. 1965.
- DETTMANN K. - Damascus. En Allemand. Erlangen. 1969.
- DJNEID A.R. - AL-Ouaboun et sa Région Industrielle. Mémoire de Géographie. Damas. 1965.
- DUBERTRET L. - Géologie de Syrie et du Liban. Version Arabe. Damas. 1970. 160 P.
- EL-HAFEZ MA. - La Structure et la Politique Economique en Syrie et au Liban. Thèse droit. Lausanne 1953. 222 P.

- EL-JAMIAL A. - Les Banques et la Monnaie dans l'Economie Syrienne. Thèse droit. Montpellier. 1956.
- ELEFTERIADES E. - Les Chemins de Fer en Syrie et au Liban. Beyrouth. 1944. 408 P.
- EL-HAMMADI M. - Les Industries Chimiques et Pétrolières en Syrie. Thèse 3^e cycle. Montpellier 1973.
- FATHI F. - La Syrie sur la Voie de la Planification, du Développement Economique et Social. Thèse 3^e cycle. Econ. de Dév. Montpellier. 1973. 293 P.
- FARRA A. - L'Industrialisation en Syrie. Thèse droit. Genève. 1950.
- GUINE A. - La Syrie Nouvelle. Damas 1975. 97 P.
- GUINE A. - L'Economie Syrienne. Damas 1975. 143 P.
- HAMIDE A.R. - Région d'Alep. Thèse en Géographie. Uni. de Paris 1959. 591 P.
- HAMIDE A.R. - La ville d'Alep. Thèse en géographie. Uni. de Paris. 1959. 285.
- HAMIDE A.E. - La Géographie Humaine de la Syrie. En Arabe. Damas. 1971. 182 P.
- HELBAOUI Y. - L'Economie Syrienne et les Problèmes de son Développement. Thèse Droit. Genève 1955. 295 P.
- HILAN R. - Culture et Développement Economique en Syrie et dans les Pays Retardés. Thèse Sc. Econ. Genève. 1969. 362 P.
- HARSI A. - Le Rôle de la Raffinerie de Homs dans le Pétrole Syrien. Mémoire de Géographie. Damas. 1968-1969.
- HANNA E. - Etude sur l'Evolution de l'Industrie à Homs. Mémoire de Géographie. Damas. 1967.1968.
- HABACH Z. - Le Soufre en Syrie, Etude Géographique et Economique. Mémoire de Géographie. Damas 1964-1965.
- HAKMI M. et RIFAI H. - La Richesse Minérale en Syrie et en Chypre. Mémoire de Géographie. Damas 1968-1969.
- KHEIR S. - Damas. en arabe. 1969. 642 P.
- KHEIR S. - Ghoutta de Damas. en arabe. 527 P.

- KSEIBATI F. - L'Industrie des Médicaments en Syrie.
Mémoire de Géo. Damas. 1966.
- MASSAH H. - L'Industrie et l'Artisanat Textiles à Damas
jusqu'en 1952. Mémoire Géo. Damas. 1957-1958.
- MURAD M.J. - La Planification des Forces Laborieuses dans le
Secteur Public Industriel. Institut de Planifica-
tion. Damas 1971. en arabe. 227 P.
- MOUSLI A.R. - La Betterave Sucrière en Syrie. Mémoire Géo.
Damas 1968-1969.
- NABOULSI Y. - L'Industrie Lainière en Syrie. Mémoire Géo.
Damas 1965-1966.
- NASSER F. - L'évolution de l'Economie Syrienne et ses Relations
avec l'Economie des Pays du Moyen-Orient. Thèse
droit. Montpellier. 1955.
- NAMAN A. - Syrie et Liban. Etude de Géographie Régionale.
Partie I (La Géographie Physique). Uni. de Damas.
183 P. en arabe.
- NAFOURI A. - La Raffinerie de Homs et le Raffinage de Pétrole
en Syrie. Mémoire Géo. Damas. 1965.
- NADJAR M.D. - Les Ressources Minérales en Syrie. Mémoire géo.
Damas. 1969.
- NADJAR F. - Le Pétrole en Syrie. Mémoire Géo. Damas 1968-1969.
- PACHA S.O. - Cours de Géographie Economique de la Syrie.
Uni. de Damas. 1965-1966. En Arabe.
- RIFAI A.H. - Le Tabac en Syrie. Mémoire Géo. Damas 1968-1969.
- SAID A. - La Soie en Syrie. Mémoire Géo. Damas. 1965-1966.
- SANOUFI F. - L'Industrie Moderne à Homs. Mémoire Géo.
Damas 1968-1969.
- TOHME A. - La Formation du Capital dans la Province Syrienne
de la R.A.U. Thèse Sc. Econ. Louvain 1961.
160 P.
- VICTOROFF F.B. - Economie de la Syrie Moderne. Version Arabe.
Damas 1970. 293 P.
- WEULERSSE J. - Paysans de Syrie et du Proche-Orient. Col. Le Paysan
et la Terre. 314 P.

- YASSIN M. - Etude Economique dans l'Industrie des Pâtes Alimentaires. Mémoire Géo. Damas. 1964-1965.
- ZAHRAOUI T. - Les Chemins de Fer en Syrie. Mémoire Géo. Damas 1964-1956.

III - ETUDES, PUBLICATIONS, ANNUAIRES, RAPPORTS ET DOCUMENTS OFFICIELS

- STATISTICAL ABSTRAT : Annuaire statistique. Bureau Central des Statistiques. Damas.
- L'annuaire statistique du Ministère du Travail et des Affaires Sociales. Damas.
- Syrie. La Révolution - Bulletin annuel. Ministère de l'Information.
- Rapport Economique du 2ème Congrès de la Fédération des Associations Artisanales en Syrie. Octobre 1972.
- La Loi du Travail n° 91. 1959 et ses amendements ultérieurs.
- Le 1er Plan Quinquennal 1960-1964.
- Le Second Plan Quinquennal. 1966-1970.
- Le 3ème Plan Quinquennal. 1971-1975.
- Le rapport annuel concernant les travaux réalisés par le Ministère de l'Industrie et les établissements annexes en 1972 et les perspectives pour l'année 1973. Direction du Plan, des Statistiques et des Affaires Economiques. Damas.
- La Situation de l'Industrie en Syrie pendant le 3ème Plan Quinquennal : rapport du Ministère de l'Industrie, Direction du Plan, des Statistiques et des Affaires Economiques, Damas, 1973.
- Economies du Pétrole en Syrie en 1972. Ministère du Pétrole, les Etudes Economiques.
- Documents concernant les travaux de recherche pétrolière effectués en Syrie par les Sociétés Etrangères avant 1965. Ministère du Pétrole.
- Documents de l'Oléoduc Karatchouk-Tartous. Ministère du Pétrole.
- Rapport sur le secteur de pétrole en Syrie au début du 2ème Plan Quinquennal. Ministère du Pétrole.
- Rapport sur les conséquences du 2ème Plan Quinquennal dans le secteur du Pétrole. Ministère du Pétrole.
- Le Troisième Plan Quinquennal dans le Domaine du Pétrole 1971-1975. Ministère du Pétrole.

- Les Décrets Socialistes en Syrie. Ministère de l'Information.
- La Syrie d'Aujourd'hui 1974. Ministère de l'Information. En Français.
- Rapport global sur la mise en valeur du Second Plan Quinquennal. Organisme d'Etat pour la Planification.
- L'Energie Electrique en Syrie, série n° 71. 1972. Bureau Central des Statistiques. Damas.
- Etudes sur les Résultats de l'Enquête Industrielle de 1970. Série n° 57. Bureau Central des Statistiques. Damas.
- Rapport Economique d'Alexandre Gibb, mis en 1947, en arabe.
- R.A.U. Programme de Développement Economique pour les dix années. 1958-1967.

IV - REVUES ET ARTICLES

- A.-AL-IKTISSAD (l'économie) : revue semi-mensuelle; Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur. Damas, en arabe. Première année 1968
- SALLOUTA A. - Développement de l'Industrie d'Engrais et des Pétrochimies dans la Nation Arabe. n°3. 30-34 pp.
- LAHAM J. - Quelques Pas pour le Développement de l'Industrie de textile. n° 4. 8-13 pp.
- RADJAI A. - Autour de la Voie d'Industrialisation des Pays en Voie de Développement. n° 8. 42-46 pp.
- BOUZ J. et NASSER M.D. - L'Intégration Economique Arabe est une nécessité nationale. n° 9. 32-37 PP.
- HATAR H. - Nécessité de Planification de la Production Industrielle. n° 10. 20-25 PP.
- HILAL T. - Le Marché Commun Arabe en application n° 10. 32-35 PP.
- CHAHBANDAR A.- Possibilités de Développement du Secteur Mixte en Syrie. n° 11. 46-49 PP.
- MUTOUALLI H. - Possibilités de Coopération Economique Arabe. n° 12. 38-45 pp.
- HATAR H. - Stratégie de l'Industrialisation en R.A.S. n° 13. 24-29 PP.

- HILMI M. - L'exportation et les Problèmes de Développement dans les Pays en voie de Développement. n° 14 30-34 PP.
- Obstacles sur la Voie de Développement Industriel Arabe. n° 15. 36-40 PP.
- ABSI F. - Importance des Engrais et leur Industrie dans les Economies des Pays en Voie de Développement. n° 17. 10-13 PP.
- SAWAF Z. - Le Médicament et son Industrie en R.A.S. n° 17. 24-27 PP.
- AZMEH A. - La Commercialisation du Pétrole Brut Syrien. n° 18. 8-12 PP.
- ABSI F. - Projet de Raffinage du Brut Syrien à Homs. n° 18. 14-17 PP.
- ESKANDRANI N. - Les Conséquences Economiques et Industrielles de Projet de Raffinage du Brut Syrien. n° 18. 20-24 PP.
- La Géologie et les Travaux de Prospection. n° 18. 26-28 PP.
- ALLAF A.M. - Exploitation de Fer en Syrie. n° 21. 8-11 PP.
- AZMEH A. - Commercialisation et Industrialisation de Phosphate n° 22. 14-21 PP.
- SALAMA M. - Problèmes de l'Industrialisation dans les Pays en Voie de Développement n° 36. 44-49 PP.
- Le Secteur Public Industriel en Syrie. n° 38. 28-38 PP.
- Evolution des Forces Laborieuses en Syrie. n° 40. 3-7 PP.
- AL-YMADI M. - La Planification en Syrie. n° 44. 3-6 PP.
- HEIDO D. - La Planification et ses conditions dans la Production et le Commerce Extérieur. n° 46. 6-10 PP.
- MAHDI M.S. - L'Industrie Pétrolière dans la Nation Arabe. n° 50. 13-21 PP.
- AODEH K. - Planification d'Habitation en Syrie. n° 53. 9-15 PP.
- YSSA I. - La Culture de Tabac en Syrie. n° 53. 17-21 PP.
- Evolution de la Production Industrielle en Syrie. n° 55. 3-6 PP.
- BALI T. - Possibilités et Conditions d'Augmentation des Exportations Syriennes. n° 55. 10-19 PP.
- AKHRAS H. - Le Secteur Agricole en Syrie. n° 55. 33-39 PP.

- CHEIKHLI S.E. - Les Facteurs d'Intégration Economique dans la Nation Arabe. n° 56. 25-31 PP.
- ALI A.E. - La Syrie et les Indices de Transformations dans la Structure Economique après la Révolution du 8 Mars. n° 61. 4. 12 PP.
- AL-YMADI M. - Dans le Cadre de l'Unité Economique Arabe. n° 51. 22-30 PP.
- MASSAOUD M. - Planification de Main-d'oeuvre et le rendement de travail dans le Secteur Industriel. n° 65-66. 25-38 PP.
- MUTOUALLI H. - Les conséquences économiques et industrielles de la découverte de pétrole en Syrie. n° 65-66. 59-70 PP.
- AZMEH A. - La Coopération Arabe Pétrolière dans le Domaine de la Commercialisation. n° 67. 18-31.
- Exploitation des Ressources Naturelles en Syrie. n° 68. 49-52 PP.
- OADI M. - Les Phénomènes Démographiques dans le Monde Arabe. n° 69. 19-29 PP.
- KHOUADJIKIYE H. - Les Etapes Franchies par la Convention du Marché Commun Arabe. n° 69. 42-47 PP.
- ABRACH M. - Le Rôle de l'Industrie dans l'Economie Nationale n° 71. 21-26 PP.
- KHOUADJIKIYE H. - Importance de la Formation Scientifique et ses Problèmes en Syrie. n° 74. 17-21 PP.
- OADI M. - La Coopération Arabe dans le Domaine de Financement. n° 74. 52-57 PP.
- HADIDI T. - Importance des Industries Pétrochimiques dans le Développement des Etats Arabes. n° 74. 59-66 PP.
- CHAAR N. - Le Rôle de l'Appareil Bancaire dans le Développement Economique. n° 77. 17-24 PP.
- KARKOUR A. - Développement de l'Industrie de Ciment en Syrie. n° 78. 31-37 PP.
- KARKOUR A. - L'Industrie Pétrochimique et Quelques Problèmes de Développement de l'Industrie d'Engrais en Syrie. n° 80. 27-33 PP.
- MIDANI A. - Evolution du Commerce Extérieur de la Syrie n° 83. 4-15 PP.
- MIDANI A. - Observations autour de l'Investissement et de L'Epargne en Syrie. n° 84. 25-27 PP.

- HEIDO D. - Quelques Observations Autour de Notre Commerce Extérieur. n° 91. 23-28 PP.
- AZMEH A. - Les Aspects Fondamentaux de la Stratégie de 3ème Plan Quinquennal. n° 91. 33-40 PP.
- ALEM M. - Les Exportations, leur Importance et les Moyens de leur Développement. n° 92. 27-32 PP.
- RIFAI M. - Problèmes de Développement Agricole en Syrie. n° 93. 13-16 PP.
- RIFAI M. - Situation de la Planification Agricole en Syrie. n° 94. 28-34 PP.
- CHAMAA H. - L'Energie Electrique. n° 95. 31-34 PP.
- MURAD A. - Autour de la Coopération Economique Arabe n° 97. 21-31 PP.
- KHYARA M. - L'Industrie Syrienne et la Nécessité d'Effectuer des Transformations Structurales. n° 98. 21-27 PP.
- ALI A. - Les Relations Commerciales Entre la Syrie et le Monde Extérieur. n° 99. 40-50 PP.
- HAYANI I. - Domaines de Développement Economique dans la Nation Arabe n° 104. 29-41 PP.
- HALOANI O. - L'Energie Electrique en Syrie entre la Production et la Consommation n° 100. 5-14 PP.
- B. - SYRIE ET MONDE ARABE - Revue Mensuelle. Office Arabe de Presse et de Documentation. Damas. en Français.
- Le 3ème Plan de Développement Economique et Social. n° 191. Décembre 1969. 1-4 PP.
- Le Mouvement Coopératif en Syrie. n° 191. Décembre 1969. 32-40 PP.
- Etude sur la Répartition Démographique en R.A.S. n° 192. Janvier 1970. 30-39 PP.
- La Réforme Bancaire en Syrie. Juillet-Août 1970. 44-55 PP, n° 198-199.
- Historique, réalisations et perspectives de l'électricité en Syrie. Décembre 1970. n° 203. 30-40 PP.
- Les Ports Syriens. Mars 1971. n° 206. 9-24 PP.
- Bilan des Réalisations Economiques de la Révolution du 8 mars 1963 en Syrie. n° 208. Mai 1971. 1-12 PP.

- L'Evolution de l'Industrie Syrienne. n° 204. Janvier 1971. 1-21 PP.
- La Nationalisation de l'I.P.C. en Syrie. n° 222. Juillet 1972. 1-7 PP.
- C. - NAFT AL-ARAB - Revue Mensuelle, ses bureaux se déplacent entre Beyrouth , le Caire et le Koweït, en arabe.
- Le Pétrole Syrien. n° 4, 4ème année. Janvier 1969. 14-34 PP.
- Evolution de la Construction d'Oléoduc Karatchouk-Tartous. n° 4. 4ème année. Janvier 1969. 40-46 PP.
- La Géologie des Gisements Syriens. n° 4. 4ème année. Janvier. 1969. 48-56 PP.
- La Divergence entre la Syrie et l'I.P.C. n° 1. 2ème année. Septembre 1966. 12-23 PP.
- Syrie. La Révolution et la Tap-Line. 2ème année 1967. n° 7-8-11 PP.
- Les Conséquences Economiques et Industrielles de la Découverte de Pétrole en Syrie. n° 3. 3ème année. Décembre 1970. 18-23 P
- La Coopération Economique Arabe dans le Domaine Pétrolier. n° 2. 7ème année. Novembre 1971. 30-39 PP.
- Problèmes de l'Industrialisation dans le Pays en Voie de Développement. n° 4. 7ème année. Janvier 1972. 16-18-43 PP.
- La Coopération Economique Arabe. n° 10. 7ème Année. Juillet 1972. 12-17 PP
- L'Industrie de Pétrole dans la Nation Arabe. n° 10. 7ème Année. Juillet 1972. 3-54 PP.

